

soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se

SANS FRONTIERE

trouver l'homme

ISSN 0223-078 M 2792-85-86-15F

N° 85-86 - 15F AVRIL 84

*Alors, tchao
l'immigration! ?...*

Birame N'Diaye Sans-Frontière



Ce numéro « spécial anniversaire », est dédié, à toutes celles et tous ceux qui ont fait ce journal — mais aussi à ceux qui ont contribué d'une manière ou d'une autre — pendant ces cinq longues années à ce que ce journal vive.

Mais nos pensées vont particulièrement à celles et à ceux qui nous ont quitté en chemin. Quelles qu'en fussent les motivations, les raisons, les prétextes, les désaccords... L'aventure « Sans-Frontière », n'eut été jamais possible sans eux, qu'on se le dise !

Certains, sont rentrés au pays, d'autres, sont allés chercher ailleurs ce que — peut être — ils n'ont pas trouvé au journal... Faut-il le regretter ? Certes pas ! L'immigration n'appartient à personne, mais tous, nous lui appartenons. Alors que « cent fleurs s'épanouissent ». Allez, et à bientôt... Inch Allah !

Moha Abaïd - Nidham Abdi - Ali Adghini - Zran Abelwahab - Kheira Ait Abbas - Michel Alimek - Amina Alloula - Hédi Akkari - Saleha Amara - Mohand Amara - Mustapha Ammi - Arab - Habib Arfaoui - Khadidja Bachiri - Houari Ben Chelal - Farida Belghoul - Miguel de Bahia - Leïla Ben Blaid - Antonio Bellavita - Hassan Bouakra - Epopa Atcham Bitah - Rudolph Bkouche - Farouk Belkeddan - Abdel Bouakra - Joël Boulard - Nourredine Bousfiha - Arlette Bravo - Youssef Boussa - Hamza Bouziri - Peira Cava - Mouloud Chalah - Alain Chamali - Elio Comarin - Raphaël Constant - Bouziane Daoudi - Christian Delorme - Hocine Dido - Samira Doballah - Amar Drif - Françoise Fabre - Aziz Ghazzi - Ferhat Leïla Haddad - Jose Guerreiro - Mohand Hammami - André Hartman - Jean-Louis Hurst - Henriot - Irene - Adil Jazouli - Maria Kalalobe - Nasser Kettan - Dalia Khali - Hammoud Khali - Salah Eddine El Kortobi - Last Siou - Smail Lacher - Bernard Lehembre - Ali Majri - Mustapha Mohammedi - Hamid Abd'Allah Mogniss - François Misser - Farid Moughlam - Blaise N'djehoya - Aline N'Goala - Mohamed Nemmiche - Edwardo Olivares - Paco - Joëlle Lanissi Pinto - Françoise Planchant - Mohamed Ramdani - Dahvia Rassoul - Mustapha Saad - Ramdane Sadi - Abdel Malek Sayad - Saci - Akli Tadjer - Slimane Tir - Salem Younsi - Julien Weiss - Faouzia Zwaoui - Abdelkader Zibouche.



Société

Chronique des années de crise 6 à 13

Heurs et malheurs des droits civiques..... 14 à 18

Jeunes: l'irruption de la soif..... 19 à 26

Mémoires

Si l'immigration m'était contée..... 27 à 43

Crimes racistes

Morts d'hier et d'aujourd'hui: de Mohamed Diab à Habib Grimzi..... 45 à 64

Cultures

L'ère du métissage... à quand la chanson?..... 66 à 78

SOCIAL Driss Khamar El Yazami • Mamadou Dia • Fabienne Messica • Fatima Belhadi • Dimitri Provis
 INTER Macodou N'Diaye • Farid Bey • Patrick Randretsa CULTUREL Leïla Sebbar • Anne Vallet • Henri Kalalobe
 Birham N'Diaye AGENDA ET SERVICES Fatima Belhadi PHOTOS Amadou Gaye • Brahim Chanchabi PUBLICITE-
 ABONNEMENTS Driss Mourad • Amadou Gaye CONCEPTION GRAPHIQUE ET MAQUETTE Sophie Zagradsky MONTAGE Isabelle
 Héraud PHOTO-GRAVURE Bruno Pietrantonio PHOTOCOMPOSITION GERMINAL Martine Soulié REDACTION PARIS 33, bd Saint-
 Martin Paris. Tél. : 278-44-78 FONDATEUR DE L'ASSOCIATION « Editions Sans-Frontière » Louis Gallimardet REDACTEUR EN
 CHEF Mejid Daboussi « Ammar » DIRECTEUR ADMINISTRATIF Saïd Bouziri DIRECTEUR DE PUBLICATION Farid Aïchoune
 Commission paritaire n°61715 • Diffusion N.M.P.P. Librairies Diffusion Populaire, 14, rue de Nanteuil, Paris 15°.

PAR MEJID DABOUSSI AMAR

ALORS, TCHAO L'IMMIGRATION

déjà cinq ans ! De mars 1979 à mars 1984, une sacrée aventure qui a pour nom « *Sans-Frontière* », une drôle de galère pour raconter l'immigration passée et présente. Mars 1979, un petit groupe de personnes, sans expérience, sans moyens, décide de témoigner de leur vécu, d'apprendre à écrire et à parler, pour que les larmes de ceux qui nous ont précédé et qui n'ont jamais eu la possibilité de le faire, puissent tout simplement couler au vu et au su de tous. Des larmes qui avaient laissé des traces profondes mais que personne n'avait jusqu'alors pris en considération.

Ces « étrangers étrangers » qui depuis un siècle ont fait la France et qu'on a continué à considérer jusque là, comme des gens de passage, des gens en transit qui ne pouvaient prétendre à un quelconque enracinement. L'immigration a été une donnée permanente de l'histoire de ce pays et tout est fait pour que tous les trente ans environ, on « redécouvre » ces immigrés venus d'ailleurs. Un ailleurs qui arrange bien les choses, qui permet surtout d'évacuer toute réflexion...

« *Sans-Frontière* » est venu déranger ce « ron-ron »... Le journal a été un espace de liberté pour des dizaines et des dizaines d'immigrés et pour des dizaines d'autres qui n'ont jamais émigré de nulle part...

Le pari était fou. L'espoir était énorme. Les heurts et les contradictions inévitables... Cinq ans après *Sans-Frontière* se retrouve seul ou presque dans le créneau de la petite presse. Rappelez-vous les expériences aussi différentes que « *Vendredi* », « *Maintenant* », « *La Gueule Ouverte* », « *Partis-Pris* » ou « *Tumulte* »... Journal fait par des immigrés (dont une majorité de bénévoles) pour ceux que l'immigration interpelle mais aussi journal faisant partie de ce grand mouvement qui a agité le monde de la presse différente et alternative, nous sommes en 1984 un des derniers rescapés (mais pas les seuls) de cette petite presse des années soixantedix. Nous avons tenu et ce n'était pas là le moindre de nos mérites.

Mais nous n'avons pas fait le journal des années quatre-vingt. Nous nous sommes maintenus, nous n'avons pas suffisamment avancé...

Si on revoit tous les numéros que nous avons réalisés, nul ne peut contester l'extraordinaire richesse de ces cinq dernières années. Le choix que nous vous proposons a été douloureux et quelque part assez arbitraire. Ces numéros appartiennent déjà à l'histoire : l'Histoire des immigrés en France. On nous sera redevable de ce pan de mur laborieusement construit avec l'aide des dizaines d'amis, de frères, de camarades à qui ce numéro spécial est dédié. A tous ceux et celles qui ont accompagné notre longue marche. A tous ceux et celles qui ont accepté de rentrer dans ce « bazar multi-racial » qui ne fut jamais fermé à aucune sensibilité, à aucune communauté...

Et elles furent nombreuses ces communautés. Car il n'était pas évident de mettre côte à côte des Maghrébins, des Africains du Sud-Sahara, des Antillais, des Mauriciens, des Malgaches, des juifs, des musulmans et des chrétiens, des croyants et des non-croyants. Nous avons simplement permis qu'ils se rencontrent. Nous n'avons pas résolu la question fondamentale qui est posée aujourd'hui : faut-il favoriser les espaces communautaires pour passer dans un deuxième stade à un échange inter-communautaire et interculturel, ou faut-il directement passer à la deuxième phase ? Le dialogue interculturel suppose une égalité des cultures (et quelles cultures ?) qui est loin d'être acquise. Car la France est un pays en pleine mutation. Une mutation industrielle, politique, culturelle et surtout humaine. La France est déjà un pays « arc-en-ciel » pour reprendre la belle image du père Jessie Jackson. Certains se refusent à accepter cette évolution. C'est le « sens » des crimes racistes qui n'ont cessé de se développer ces dix dernières années. Mais les mutations, c'est aussi la crise et les immigrés dans la crise. Il est banal de dire aujourd'hui que

SUITE PAGE 4

SUITE DE LA PAGE 3

les immigrés sont un enjeu de société. Mais il faut en tirer certaines leçons.

A notre niveau et en tant qu'organe de presse (même petit) nous savons fort bien que l'immigration est aussi un enjeu de la communication.

Il suffit de consulter les différents journaux qui ont traité cette question ces derniers mois pour s'apercevoir qu'il y a deux axes dont on ne sort pas facilement. Parler des immigrés, comme il y a 20 ans, comme si rien n'avait changé est un axe fondamental que la grande presse n'a jamais osé quitter. C'est le sens de tous les dossiers réalisés par les journaux comme l'Express, le Point, le Monde ou le Matin, même si pour certains d'entre eux ces dossiers sont bien fait et empreints d'une certaine générosité.

L'autre manière d'en parler est constituée par ceux qui veulent innover, serait-on tenté de dire. Sous prétexte d'éviter le misérabilisme, les journaux comme Actuel ou Libération, parlent souvent de ceux qui réussissent, il s'agit aujourd'hui de rendre compte de toutes les diversités. Car l'immigration ne peut être définie uniquement par la nationalité. Le Gitan, l'Antillais ou le jeune d'origine étrangère et d'autres encore ont des spécificités qu'ils partagent avec les « immigrés »... S'il faut établir les règles, encore faudrait-il les appliquer à tous. C'est à dire qu'il faudrait donner l'origine de chacun pour « normaliser » les spécificités des uns et des autres, ou ne plus les mentionner du tout. C'est cette diversité qui n'arrive pas à naître dans ces espaces de communication, bien évidemment il s'agit là de ceux qui n'ont aucune hostilité à ces différences. Il ne sert à rien de faire des pirouettes, mêmes sympathiques du genre : les « Beurs » doivent investir les médias. En l'occurrence, c'est plutôt les médias qui se doivent d'investir et d'être imprégnés de ces différents champs des diversités sociales, culturelles, politiques et sportives de la France. Alors

« Tchao » l'immigration... Oui car c'est une autre aventure qui commence, où tout est à inventer. Tout est à construire. Et le fait d'être d'origine immigrée ou de ne pas l'être ne donne lieu à aucun privilège.

Cela a donné lieu jusqu'à présent à une prise de parole. Et c'est beaucoup. Mais cela ne saurait suffire aujourd'hui. Il faut aller plus loin et plus vite. Et pour commencer détruire, liquider à jamais ce mot « d'immigré » qui ne veut plus rien dire, sinon plein de dégâts dans la tête des gens. « Tchao l'immigration », c'est bien vrai, encore faudrait-il le remplacer par autre chose. C'est là où le bât blesse. Mais c'est là aussi où tout le monde est concerné. Il s'agit d'ouvrir le débat — le plus général qu'il soit — et qu'il touche à tous les domaines. Autant de questions, auxquelles, il serait imprudent et présomptueux de notre part de répondre aujourd'hui. Car il faut nous replacer aussi dans le cadre général qui régit les lois de la presse de ce pays et d'ailleurs : pas de fric, pas de journal. Et cela quelque soit le type de journal que nous souhaitons réaliser dans l'avenir. Un journal pauvre n'a forcément pas les moyens de ses désirs. Nos désirs sont-ils encore les mêmes que ceux que nous avons jusque là partagé avec nos maigres mais fidèles lecteurs ?

La plus forte et la plus intense interpellation qui nous a été faite, ces derniers temps est venue, et ce n'est pas un hasard, de Toumi Djaïdja, « Français musulman » comme on continue toujours d'appeler une communauté et ses enfants, déclarant sur le perron de l'Élysée après avoir été reçu en compagnie d'une délégation de marcheurs par François Mitterrand : « pour la carte de 10 ans, c'est en marche. Le président nous a dit, de plus, qu'il n'a pas oublié le droit de vote ». Toumi n'a besoin ni de l'une ni de l'autre, puisque Français de nationalité. Allez parler après ça d'immigrés et de Français. Non vraiment. Il est plus que temps de dire « Tchao » à ces catégories.

L'IMMIGRATION DE 1970 A 1984

Lorsque Sans-Frontière est né le 27 mars 1979, un thème dominait alors les débats dans et à propos de l'immigration : le retour symbolisé par le million de Stoléru. Alors que nous fêtons notre cinquième anniversaire, ce thème circule de nouveau, à la surprise de beaucoup de gens, car nous le croyions enterré à jamais. Le pécule a entretemps augmenté et il a acquis un zeste de légitimité car ce sont, cette fois-ci, des immigrés qui l'ont propulsé comme perspective.

Est-ce à dire que durant ces cinq années, l'immigration n'a point avancé ? Rien n'est moins sûr lorsqu'on revoit le lent mais puissant mouvement de la jeunesse immigrée, et le combat — certes minoritaire, mais que personne ne peut plus évacuer — sur les droits civiques.

Retour, jeunes et droits civiques, trois dossiers que nous avons choisi pour illustrer ces chroniques des années de crise.

Cette chronologie est parue dans un numéro de Sans-Frontière daté du 1er janvier 1980. Nous avons jugé utile de la maintenir en l'état comme une contribution à l'histoire des années 70 à 80. Car depuis, il y a eu la naissance de Sans-Frontière en 79, l'émergence de la jeunesse immigrée, des radios libres et l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 81... L'histoire est en cours...

1970

Janvier

Aubervilliers, 5 Africains meurent asphyxiés dans un foyer-taudis. Le scandale des marchands de sommeil éclate. A Ivry, 700 travailleurs immigrés sont logés dans une usine désaffectée transformée en foyer par un marchand de sommeil, Marael, europe

N°1 dénonce :

« Auschwitz, aux portes de Paris ». Le 10 janvier, simultanément, l'appartement du propriétaire de l'usine-dortoir, rue Gabriel Péri, et le siège du CNPF à Paris sont occupés par des ouvriers immigrés et des militants et intellectuels français parmi lesquels Maurice Clavel et Marguerite Duras. 150 personnes sont arrêtées mais la question du logement des immigrés est publiquement posée.

12 janvier

Chaban Delmas, alors premier ministre, visite un bidonville d'Aubervilliers, en l'absence de ses occupants au boulot. Il se donne deux ans pour supprimer les bidonvilles. « Qu'on fasse disparaître cette lépre... »

20 février

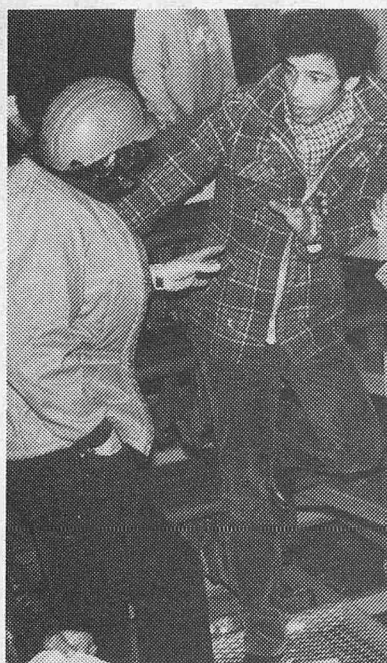
Les CRS débarquent dans un bidonville de Chatenay-Malabry et détruisent tout, mettant le feu aux objets personnels de tous les occupants. Dans les bidonvilles, à Massy, la résistance s'organise contre leur destruction et le relogement forcé. 450 Algériens et Tunisiens refusent d'aller dans les foyers Sonacotra de Massy et de Ste-Geneviève des Bois. Ils ne veulent pas payer un loyer pour quelques misérables mètres carrés et la vie de caserne, sans droit de visites, loin du marché... Au bidonville des

BONNET, STOLERU : DEUX NOMS QUI ONT SUFFI A SYMBOLISER UNE POLITIQUE ANTI-IMMIGREE, TEINTEE DE RACISME CONTRE LES NON-EUROPEENS PARMIS EUX...

L'IMMIGRE, CE DOUBLE SPECTRE

C'était en 1979. Les projets de loi Barre-Bonnet-Stoleru inquiétaient sérieusement une majorité de la population immigrée, dont les droits au séjour et au travail étaient brutalement remis en question. M. Stoleru expliquera à l'époque qu'il escomptait le départ de 200 000 personnes par an. Giscard confirmera en 81, qu'avec deux millions de chômeurs, il n'est pas question de garder deux millions d'immigrés et en particulier les non-européens parmi eux...

Donner à l'administration le pouvoir d'interner des étrangers, multiplier les motifs et perfectionner la procédure de l'expulsion, supprimer le régime des cartes de travail de un an et de dix ans pour celui unique de l'autorisation de travail de trois ans, reporter de trois à vingt ans le délai permettant d'obtenir la carte de résident privilégié, instaurer des conditions où l'autorisation de travail et de ce fait la carte de séjour peuvent être retirées en cours de validité, soumettre enfin le renouvellement de la carte de séjour à l'autorisation de travail et le renouvellement de l'autorisation de



travail à la situation départementale de l'emploi.

Voilà, enfin mieux connus les éléments du nouvel appareil législatif proposé par le gouvernement de M. Barre pour l'application de sa politique d'immigration. Tronçonné en deux projets de loi pour éviter un débat général sur la politique d'immigration, cet appareil législatif démantèle l'ordonnance de 1945. Les opérations « charme » de Lionel Stoleru, un des instigateurs de ces textes quoiqu'il n'en signe aucun, ne suffisent pas pour apaiser les craintes qu'ils suscitent tant chez les immigrés que chez les Français qui voient d'un mauvais œil s'introduire dans le droit français des dispositions qui menacent les libertés individuelles comme les internements administratifs.

Cet ensemble de lois arrive à point pour la réalisation des objectifs à peine voilés par messieurs Stoleru et Bonnet. Il alimente une campagne alarmiste sur les risques d'expulsions massives de travailleurs étrangers : 200 000 immigrés par an d'après les uns, 1 % de la population étrangère laisse entendre Stoleru. Il est certain que l'actuel gouvernement veut alléger, coûte que coûte, la note de l'allocation chômage, les départs massifs ne sont pas forcément la solution. Par contre, dresser au-dessus de la tête des étrangers cette épée de Damoclès les dissuadera en masse de se faire connaître comme demandeurs

d'emploi et d'exiger leurs droits.

D'actualité ces textes proposés au parlement français vont servir à la renégociation des conventions bilatérales passées par la France avec ses partenaires d'Afrique et, en premier lieu, avec l'Algérie dès juillet. Là encore, les gouvernants français se servent du spectre d'un retour massif d'immigrés qui aggraverait les difficultés des pays d'émigration. A ces menaces, s'ajoute la récente déclaration de M. Barre sur la diminution de l'aide de coopération envers les pays du tiers monde, compte tenu des hausses des produits pétroliers.

Il ne faut pas perdre de vue non plus que ces prochaines lois s'appliqueront dans les années à venir. Si le fait de l'arrêt de l'immigration n'est pas dans l'immédiat remis en cause il n'est pas sérieux de penser que la fermeture de l'immigration soit une mesure définitive.

L'encouragement au retour est susceptible d'être entendu dans les secteurs économiques à bout de souffle comme à Longwy. Mais l'absence d'accroissement démographique qui caractérise la population française est mal vue des économistes du libéralisme avancé. Comment réaliser le taux de croissance prévu dans le 8ème plan, sans renouveler et rajeunir le « stock » actuel de main d'œuvre étrangère ? Les milieux industriels allemands reconnaissent que les départs massifs des étrangers ont gelé des secteurs entiers de l'économie allemande. Peu à peu, se fait jour, la nécessité de penser à plus ou moins long terme la réouverture des frontières aux travailleurs migrants. Dans cette perspective, ces textes modèleront les comportements des futurs migrants.

Au moment où les jeunes immigrés de la « seconde génération » se présentent sur le marché de l'emploi restructuré qui n'a guère de ressemblance avec celui de leurs pères, entrant massivement dans les boîtes d'intérim, à la veille de nouveaux flux migratoires, il s'agit de confisquer au profit des employeurs et de l'administration préfectorale la mobilité des jeunes et des futurs primo-migrants.

(Juin 1979)

●●●

Portugais (600 personnes) on attend des HLM promis depuis 1968 et on refuse d'aller à Grigny. La résistance durera jusqu'en 73.

Juin

A Villeneuve-la-Garenne, bataille autour d'une construction sauvage sur un terrain des Sablières. Elever une salle de jeu pour les enfants des bidonvilles et des HLM voisines.

1 9 7 1**20 Janvier**

A l'usine Pennaroya de Saint-Denis, commence la première grève des ouvriers immigrés (120 Marocains, Algériens, Tunisiens, Maliens et Sénégalais) pour de meilleurs salaires et contre les conditions de travail. « La maladie est dans l'usine ». La grève durera 17 jours.

22 Janvier

Renault-Ile-Seguin, mouvement des OS. Depuis 68, les OS cherchent à s'organiser dans les ateliers contre les cadences et contre la maîtrise fasciste et raciste.

Février

Nationalisation des compagnies pétrolières en Algérie. Vague de crimes racistes et d'agressions.

13 Mars

Amar Saadi est frappé à mort à coups de manivelle,



à Bonneville, en Haute-Savoie. Le 23 mars, Abdelkader Latb. Le 23 avril, c'est au tour de Mohamed Belmounène à Irigny. Le racisme tuera : le 9 mai, Melle Salima à Vaux-en-Velin, le 17 mai, Melle Mounah Sabina, 15 ans, à Bondy et Salah

●●●

« L'UNITE SE FAIT DANS L'USINE. ON FAIT GREVE ENSEMBLE. MAIS DES QU'ON QUITTE L'USINE, NOUS SOMMES DES ETRANGERS ET NOUS DEVONS RENTRER CHEZ NOUS QUAND IL N'Y A PLUS DE TRAVAIL. QUE PEUX-TU DIRE A CELA ? NOUS SOMMES COINCES... »

LONGWY : LES PREMIERES OPERATIONS DU RETOUR

Longwy, un nom qui résonnera très fort dans le ciel bien gris de la crise de la sidérurgie. Toute une région avec ses minorités mobilisée pour « travailler et vivre au pays » — Les immigrés, eux bien sûr devront partir — On parlera pour la 1ère fois du retour et des primes de 50 000 F qui seraient accordées en plus du million de Stoleru...

Oui, il faut partir à temps ». C'est par cette expression que le débat s'est instauré au sein des travailleurs immigrés d'Usinor-Longwy. Au départ, tout a commencé par la décision de l'Etat d'accorder une prime de 50 000 F. Tout travailleur qui acceptera de quitter la sidérurgie. C'est ce qu'on a appelé : le régime d'aide aux départs volontaires. Ce régime est en vigueur à Usinor-Longwy du 19 mars au 30 juin 79.

Pour les travailleurs immigrés, la démission est assortie d'une grave mesure discriminatoire. Les immigrés qui veulent recevoir la prime, doivent accepter de retour-

ner chez eux (avec en plus le million de Stoleru). Mais accepter la prime c'est aussi une façon d'accepter le démantèlement, de renoncer à la lutte qui s'est engagée. Mais la somme proposée est importante et fait réfléchir beaucoup de monde, même parmi les travailleurs français. Tous les immigrés racontent que dans leurs ateliers, certains de leurs collègues français ont accepté la prime, les uns pour prendre des vacances ou changer d'air, les autres pour ouvrir une auto-école ou plus simplement pour voir venir.

« Cela n'a fait que nous déterminer davantage à accepter la prime » explique un « délégué autonome » des immigrés.

Le débat s'est engagé dans chaque foyer d'immigrés de Longwy, poursuivi à l'usine et cela a donné des délégués pour parler au nom des différentes communautés qui composent l'immigration. L'idée d'une pétition est née. Elle a été signée par près de 300 travailleurs immigrés

d'Usinor, et adressée à M. Stoleru ainsi qu'à la direction de l'usine.

« Nous sommes passés dans les foyers pour faire signer la pétition, pour nous défendre, et pour dire que nous sommes d'accord pour accepter les 50 000 F, mais sans aucune discriminations. Nous sommes des travailleurs comme les autres ». C'est par ces mots que s'exprime « un délégué ». Il ajoute : « Les syndicats ne sont pas d'accord avec notre démarche. Ils ne veulent pas comprendre. On leur a dit : pourquoi ne pas convaincre les travailleurs français qui ont accepté ? Ils nous ont répondu qu'il n'y en avait pas. Mais cela n'est pas vrai. Nous les connaissons. Il y a même des syndiqués. L'unité est faite dans l'usine. On fait grève ensemble. Mais dès qu'on quitte l'usine, nous sommes des étrangers, et nous devons rentrer chez nous, quand il n'y a plus de travail. Que peux-tu dire à cela ? Nous sommes coincés !

SUITE PAGE 8



●●●
Hadji à Chalette sur Loins, dans le Loiret, le 12 mai, Mésianne Hamouda, à Douai...

Mai

Renault Le Mans. Révolte des OS. Grève avec occupation de l'usine.

Mai-Juin

Les travailleurs résidents antillais occupent pendant plusieurs semaines le foyer Del Campo, dans le XIIIème. La même action aura lieu par la suite dans l'hôtel Astrid. Ils dénoncent les accords existants entre le Bumidom et ces foyers-taudis.

Mai-Juin

Alstom, mouvement de grève de onze semaines. Mouvement impulsé par les travailleurs antillais.

25 Juin

A l'appel des Comités Palestine, meeting important de l'immigration, 2500 ouvriers de toutes nationalités se réunissent pour le soutien à leurs peuples, et contre le racisme : c'est le premier rassemblement multinational pour les droits.

Août

Simca-Chrysler à Poissy, Mobilisation des Réunionnais, enquête de l'UGTRF. De nombreuses grèves sauvages.

Août-Septembre

Luttes contre les centres de formation du Bumidom. Le centre de Crouy/Ourcq est occupé par un groupe de travailleurs antillais-guyanais. Ils demandent le droit de réunion, d'association dans les centres. Le droit à la culture nationale et une formation authentique.

22 Septembre

A Massy, début de la mobilisation contre l'expulsion de Laureta Fonseca, jeune femme portugaise connue pour son soutien actif aux immigrés des bidonvilles de Massy. Un sursis à exécution lui sera accordé jusqu'en 73.

**Août-Septembre-
Octobre**

Brandt à Lyon. Luttes des immigrés arabes et des Réunionnais. Sabotages et licenciements. 3 travailleurs réunionnais incarcérés

SUITE DE LA PAGE 7

Et les autres ouvriers présents de rappeler que les immigrés de la Chiers, usine fermée en 76/77, après avoir reçu une indemnité de chômage de 90 % pendant un an, en sont aujourd'hui à vivre avec l'aide publique (400 F par mois). On les montre du doigt dans la ville.

Ils sont la mauvaise conscience des immigrés, parce qu'il faut les aider. Pas un seul immigré, ne veut accepter de courir ce risque. De plus les immigrés de la Chiers, avaient été priés de quitter le foyer où ils habitaient. On leur a coupé l'eau, l'électricité. Ils ont obtenu gain de cause mais jusqu'à quand ? Une partie d'entre eux sont partis. Ceux qui sont restés espèrent trouver de l'embauche.

La majorité des immigrés contactés veulent absolument éviter cette situation. L'un d'entre eux dira même « j'ai honte de me présenter à l'embauche en tant qu'immigré ». Les immigrés sont logés dans des foyers Usinor. Quitter son travail c'est renoncer au logement, avec l'impossibilité de se

faire loger ailleurs. Alors ? Il faut se faire à l'idée du départ. Mais partir pour partir, il faut se battre pour avoir ses droits. Et c'est là le plus dur et le plus pénible. Partir, cela veut-il dire rentrer chez soi, ou bien changer de région et aller tenter sa chance ailleurs ? De foyer en foyer, la question est posée. Les réponses sont diverses ; certains travailleurs refusent la prime, mais ils sont, semble-t-il, peu nombreux. Ils estiment que leurs droits sociaux ne sont pas garantis, ayant une ancienneté de plus de dix ans, mais ils sont d'accord avec eux qui veulent partir sur ce point : il faut savoir partir à temps.

Le problème du retour au pays est douloureux pour tout immigré, exilé ou autre. Tout le monde espère revenir un jour, mais chacun remet à plus tard cette décision, et les années aidant, on s'y fait et il devient de plus en plus difficile de quitter une région, une ville où on a vécu de longues années.

Pour les immigrés de Longwy, la coupure se fait au niveau de dix et

plus. Pour la majorité d'entre eux (moins de dix ans d'ancienneté), le retour pose moins de problèmes avec la prime qu'ils touchent. Ils sont pour la plupart âgés de 30 à 40 ans, rien de bien dramatique à les entendre. Les autres, ceux qui ont plus de dix ans d'ancienneté, s'accrochent, refusent la prime et veulent rester. Une toute autre analyse, un autre choix et une autre classe d'âge. Mais ils sont moins nombreux.

Tout le monde est d'accord pour admettre que 80 % des immigrés vont accepter la prime, à condition qu'elle ne soit pas liée au retour. D'autant que les informations vont vite et que le projet Barre-Bonnet stipule que si un immigré est resté plus de six mois au chômage, il n'est pas évident que ses papiers soient renouvelés. Et en définitive, ils ne veulent pas courir de risques.

Ils préfèrent, parce qu'ils savent que les lendemains sont durs pour l'immigration, avoir ce réflexe naturel de se protéger un peu.

M.A.

LA NOUVELLE LEGISLATION

Le 10 Mai 1981, François**Mitterrand est élu et****Sans-Frontière salue****l'arrivée de la gauche.****A l'automne 1981, le****parlement votait la loi sur****l'entrée et le séjour, et les****immigrés obtenaient enfin****le droit d'association alors****que l'opération de****régularisation se mettait****en place...****Commençait****alors une autre histoire****— celle des immigrés et de****la gauche — qui a bientôt****trois ans d'âge... nous y****reviendrons bientôt.**

La gauche tant mythifiée, tant décriée arrive enfin au pouvoir. Elle s'installe... Elle nous a promis tant et tant de choses. Nous avons mis en elle tant et tant d'espoirs, qu'on serait tenté de dire qu'elle n'a pas le droit à l'erreur...

Et en même temps, avec ce qui reste de lucidité, nous savons quelque part que c'est trop lui demander... de faire en si peu de temps, ce que les autres ont mis si longtemps à défaire.

Le septennat qui s'achève nous a laissé un goût amer à tous. Le septennat qui s'achève a laissé les immigrés dans une incertitude totale. Sur leur sort, leurs vies et leurs biens. Ils étaient inquiets ; ils le sont encore pour certains. Il n'est

Le soleil se lève enfin pour l'immigration. Le racisme d'Etat instauré à coups de lois, de circulaires et de pratiques administratives prend fin.

Dès l'annonce des résultats du scrutin, des centaines d'immigrés ont exprimé ce sentiment à la Bastille et ailleurs même si la majorité d'entre eux ne connaissent pas dans le détail les propositions socialistes, ils exprimaient leur joie, leur satisfaction, et plus profondément une

réconciliation avec ce qu'il y a de meilleur et de généreux dans ce pays. Le rassemblement de la Bastille était pour nous la revanche sur le septennat, mais aussi sur Vitry et Montigny-les-Cormeilles.

Et maintenant ?

L'espérance retrouvée, il s'agit de réfléchir sur cette période qui commence dans l'immédiat, une question se pose : dans la série de consultations que le gouvernement de transition va entamer, quelle place aura l'immigration et sur quels interlocuteurs va-t-elle pouvoir compter ? Si les diverses couches de la population française ont, sur le plan politique, syndical et associatif, des structures qui les représentent, l'immigration présente un visage différent. Des associations autonomes (regroupées dans la M.T.I.) aux associations de solidarité (telle la FASTI, des collectifs informels de jeunes, aux organismes de formation, de troupes de théâtre, aux animateurs, l'immigration n'est ni monolithique, ni uniforme. L'immigration d'une part, et les futures responsables socialistes d'autre part sont devant un défi.

Pour le futur gouvernement, il s'agit, dans sa volonté de consultation de prendre en compte cette réalité multiple et variable et

font le procès du Bumidom et de la maîtrise fasciste notamment du chef Claris qui avait torturé un manœuvre tunisien.

Octobre

A Amiens, luttes contre l'expulsion de Sadok Djeridi, ouvrier tunisien, et de sa famille. Un comité anti-raciste s'est organisé. Manifeste, pétitions, défilé dans les rues d'Amiens de mille personnes, meeting le 26 avril 72 suivi d'une grève de la faim pour sa carte de travail avec entre autres le curé de Sénarpont. Sadok obtient sa carte.

25 Octobre

Paris : la Goutte d'Or : Djellali Ben Ali, Algérien de 15 ans, est tué par le concierge raciste de l'immeuble où il habitait. C'est le point de départ d'un grand mouvement anti-raciste qui culmine avec une manifestation de 3000 personnes dont 2000 immigrés. C'est la première manifestation immigrée de masse à Paris. Depuis Barbès est investi par la police et les CRS. Un mois plus tard, Sartre, Claude Mauriac, Foucault viennent à la Goutte d'Or dénoncer l'occupation policière.

Décembre

Villeurbanne, des travailleuses réunionnaises



occupent leur foyer. Toutes sont femmes de ménage dans les hôpitaux venues par les soins du Bumidom.

27 Décembre

Les immigrés des usines Pennaroya de Saint-Denis, de Lyon et d'Escaudœuvres déposent en même temps leurs trois cahiers de revendications. La direction rejettera aussitôt leur revendication.

surtout veiller à ce que la voix de ceux qui sont les plus démunis de possibilités d'expression, puissent être entendus. Tout jusque là, permet de le croire.

Du côté de l'immigration, la situation ne peut plus être pensée simplement en slogans. Il s'agit pour elle de concrétiser, de prendre en compte sa diversité et d'assumer ses contradictions. Car l'immigration a changé et ce n'est pas le moindre mérite de la grève

de la faim de Lyon. En effet, cette grève a montré que la réalité des jeunes et des femmes immigrées, n'étaient pas prises en compte, loin de là, par les divers groupes politiques qui « fonctionnent » dans l'immigration.

Ici et là, des collectifs immigrés préparent des chartes revendicatives à soumettre au futur gouvernement.

Le soleil se lève enfin pour l'immigration.

Ces jours de joie que nous partageons avec ce peuple de gauche si cher au nouveau président, devraient être aussi des jours de réflexion, car voilà venu pour le « tiers-état immigré », jusqu'ici géré comme du bétail, le temps de la responsabilité. La tâche est énorme : jeter les bases d'une société fraternelle, inter-culturelle et multi-ethnique qui est plus que jamais à l'ordre du jour.

Sans-Frontière

FILLES EN FUGUES : ALLER AU-DELA DU REVE

La fugue... un mot qui existe dans tous nos fantasmes... et qui a alimenté bien de nos rêves... Aujourd'hui, la fugue est devenue une réalité, réalité pour beaucoup de nos « petites sœurs » qui ont voulu aller au delà du rêve... et palper la liberté avec tout ce que cela implique de peur, d'angoisses, et d'apaisement à leurs maux.

Au fil des rencontres, Halima, Aïcha, Saliha, Ourdia, Samia, Djohra, Hacina, Malika, Farida et toutes les autres anonymes dans leur solitude faite d'espoir, elles ont toutes leur nom, elles ont toutes leur cas... Leurs motifs sont multiples... mais le schéma constant : « C'est à cause de la famille... c'est à cause de mon père... c'est à cause de mon frère... ». Le père, le frère, sont souvent les leitmotivs de leur départ... Quand l'impossibilité du dialogue se resserre de jour en jour, quand l'oppression de la famille finit par étouffer ce qui reste de vie... quand on sent le gouffre sous ses pieds... les seules issues... le suicide ou la fuite...

Peut-on vraiment parler de fugue quand la moyenne d'âge est de 18 ans ? Il n'y a pas de majorité dans les familles, mais elles la prennent et l'assument face à des problèmes inhérents à leur liberté nouvelle.

Plusieurs cas à distinguer, avec chacun les mêmes conséquences ? Il y a celles qui subissent en plus des tâches quotidiennes de la maison, des châtements corporels pour avoir enfreint les disciplines



familiales (rentre tard le soir, sortir ou parler avec un garçon etc.) qui, un jour, parce que la dose ayant été trop forte (marques sur le corps et le visage) et, pour si peu de choses, fuient.

Si elles sont mineures, elles se mettent sous la protection de la police, qui les remet à l'assistance sociale, qui les met en tutelle... et finissent par vivre dans un foyer. Elles ont de la chance, me direz-vous, puisqu'elles sont prises immédiatement en charge. Vécu comme un enlèvement par leur famille, ainsi coupées de leur culture, elles finissent par la rejeter complètement puisqu'elle est la cause de leur malheur. Elles finissent souvent par devenir semi-délinquantes devant tant de liberté ignorée. Celles qui échappent à ce processus se retrouvent militantes dans les organisations de gauche ou de femmes, utilisées (avec leur consentement) dans des luttes qui ne sont pas directement les leurs. Elles ont souvent des relents de nostalgie, mais beaucoup de celles-ci ont rejeté leur origine, changent de nom et même portent des symboles chrétiens...

Le discours normatif des assistantes sociales voudrait plaquer l'immigrée dans une situation figée où l'exclusion culturelle et familiale serait la règle. Certaines en ont saisi le sens, telle Aïcha, qui, après un périple d'assistance sociale en foyer, a patiemment renoué avec ses parents, pour finalement arriver à concilier sa vie individuelle et familiale. D'autres se sont totalement marginalisées tant par rapport à leur culture qu'aux schémas culturels occidentaux destructurés psychiquement ; par ce vide, que deviennent-elles ?... La contrainte représentée par le mariage s'inscrit en filigrane dans la vie de chaque immigrée. Il est vrai que tant que le procédé même du mariage ne sera pas massivement remis en cause, il faudra soit s'y soumettre, soit partir... Pourtant, certaines, le plus souvent les aînées ne partent pas. Pourquoi ? C'est que d'autres sœurs pourraient assumer l'acte de l'ainée. Tacitement un chantage se crée ; Saliha, qui a voulu s'en dégager, a vu ses sœurs ramenées au pays pour y être aussitôt mariées.

Face à cette situation, pour ne pas ressembler à la grande sœur, pour tenter une autre vie, et parce que le dialogue n'existe pas, sinon l'autorité du père ou du frère, les plus jeunes osent ce que leurs aînées vivent en pensées. Cependant, parties ou restées, nos parents qu'y ont-ils compris ?

Saléha Amara

9 Février

Les usines de St-Denis et de Lyon sont en grève. Le 14, ceux d'Escaudois cessent le travail. La grève va durer un mois avec occupation des usines. Cette lutte sera exemplaire. Conduite de bout en bout par les ouvriers immigrés eux-mêmes. Un comité de soutien, dont de nombreux médecins, mettra en évidence les conditions scandaleuses du travail immigré. Luttés contre le saturnisme, la maladie du plomb. Une nouvelle réglementation verra le jour à la suite de ce conflit.

25 Février

Assassinat de Pierre Overney, Porte Zola. Il diffusait aux ouvriers de Renault un tract appelant à une manifestation contre les crimes racistes. La police interdira la manifestation, mais elle aura quand même lieu. Brutalités policières.

6 Mars

Expulsion de l'abbé Reynolds, Mauricien qui soutint les Réunionnais de l'agglomération lyonnaise. Ce prêtre avait déjà été expulsé de la Réunion le 29 décembre 70.

Mars-Juin

Deux petites villes de province, Aix-en-Provence et Oyonnax, connaissent deux grèves générales de travailleurs immigrés. Revendication unique : Non aux expulsions, des logements décents.

Avril

Fos-sur-Mer en plein essort, connaît sa première grève immigrée. D.A.V.U.M entreprise métallurgique est immobilisée. Six mois après, Laid Mahfoud meurt sur le chantier Trindel. Grand mouvement de protestation des immigrés de Fos, avec plusieurs manifs au foyer



L'ESPOIR DU CHANGEMENT FERA QUE DES MILLIERS D'OUVRIERS SE METTRONT EN MOUVEMENT POUR REVENDIQUER DES DROITS MINIMUMS DANS L'USINE TALBOT ET CITROËN. LA PEUR A CHANGE DE CAMP...

SAMBA A TALBOT : LES OS ENTRENT DANS LA DANSE

Samba à Talbot en juin 1982. Les OS immigrés, pour la plupart d'origine marocaine entrent dans la danse et mettent à mal le système de la C.S.L., syndicat maison. L'arrivée de la gauche au pouvoir a levé les menaces qui pesaient sur la tête des ouvriers étrangers. L'espoir est énorme. La peur venait de changer de camp après des années de peur, de répression et d'injustices...

Vendredi après-midi, à l'usine Talbot-Poissy. La tension est vive encore des affrontements des la veille. Dans la matinée, une nouvelle bagarre a été de justesse évitée, lorsque Nora Trehel, secrétaire de l'ULCGT, qui voulait montrer aux journalistes sa voiture saccagée par la CSL, s'est fait traiter de « salope ! », « Putain ! ». Un membre du syndicat-maison devait même se jeter brusquement sur elle pour lui envoyer une gifflée, avant de rentrer dans l'usine. En début d'après-midi, les grévistes, massés aux portes de l'usine, laissaient contremaitres et non-grévistes à l'intérieur, qui faisaient visiter aux journalistes l'atelier B3 « où tout avait commencé », et distribuaient



B.A. Jabil

les tracts du « syndicat indépendant ». « Dites bien, expliquaient les contremaitres aux journalistes, que nous voulons travailler. Nous avons vu des personnes extérieures à l'usine haranguer les OS. Ils sont manipulés. Et puis vous savez, ajoutait l'un d'eux en baissant la voix ce sont pratiquement tous des arabes et des nègres ».

Dans la cour de l'usine, un cadre impeccable dans son costume bleu marine, parle au nom des « OS immigrés non-grévistes » massés autour de lui. Lesquels, d'ailleurs, ronchonnent : « lui, il dit ça parce qu'il gagne plus que nous. Il n'a pas de problèmes ». Sans trop oser élever la voix.

Dehors, les délégués syndicaux, épuisés, aphones, entraînent les grévistes au meeting qui doit se tenir devant la mairie, et, malgré la fatigue, expliquent la situation d'une voix cassée.

C'est la veille, jeudi 3 juin, à l'atelier B3, (assemblage) que tout a commencé. Pour les délégués CGT et CFDT qui, depuis des mois, militent sans relâche au milieu de l'oppression quotidienne, la toute

récente « victoire » de Citroën constitue l'occasion rêvée. La CSL battue là-bas, pourquoi pas ici aussi A 14 H 30, l'atelier débraye, dans le calme. Et certainement, la situation n'aurait pas dégénéré en fin d'après-midi, si le directeur du personnel Daniel Emery n'avait appelé à une contre-manifestation visant à faire redémarrer les chaînes. Il devait d'ailleurs en faire les frais.

Dans l'affrontement de près d'une heure qui suivit (apparemment déclenché par un contremaitre, qui, à l'aide d'une lance à incendie, aurait tenté de disperser les grévistes), Daniel Emery, un œil en sang, était évacué à l'hôpital de Poissy, avec quarante autres blessés (dont trente-sept non-grévistes). La violence ne sera pas le seul fait des syndicats, loin de là ; puisqu'on retrouvera des douilles de Smith et Wesson vraisemblablement tirées par la CSL. Aux alentours de 21 heures, l'usine est dégagée. Le conflit Talbot se trouve être, dès les premiers affrontements connus, le centre d'un débat particulièrement violent à l'Assemblée. L'opposition

de la Courbedonne où logent les 4000 étrangers.

Mai

1ère grève de travail pour les papiers. Les chantiers d'Amiens et de Sainte-Geneviève des Bois d'E.G.C.C., boîte de sous-traitance des P.T.T. sont paralysés par une grève de cinq semaines.

Mai-Juin

Très longue grève des immigrés travaillant dans les entreprises de sous-traitance aux chantiers navals de la Ciotat (S.A.M.I.C, G.A.R.D.E.L.L.A A.N.N.E.L.I.). Adhésion



collective au syndicat C.F.D.T.

Juin

Grande manifestation d'ouvriers arabes à Lyon après l'assassinat raciste de Rezki Arezki.

6 Août

A Marseille, 1000 travailleurs immigrés manifestent pratiquement seuls, en riposte à l'assassinat de Bekri Mohamed.

Juin

Création du Mouvement des travailleurs arabes.

Juillet

A Montbéliard. 120 résidents algériens sont menacés d'expulsion de leur centre d'hébergement. Une riposte victorieuse s'organise. Le 8 juillet a lieu une manifestation silencieuse dans les rues de la ville.

Octobre

Application des circulaires Fontanet-Marcellin adoptées en février et bien accueillies par les syndicats.

parle de « guerre civile » et de « guérilla » organisée par les grévistes. Le PS, commentant les propos du RPR, parle « d'incitation permanente au putsch et à l'insurrection ». Une fois encore, les immigrés se trouvent au centre du débat politique français.

Pour les partis en présence (direction, syndicats et gouvernement) une urgence : aller vite. Dès le 4 juin, les négociations sont ouvertes à St-Germain-En-Laye. Au meeting organisé devant la mairie de Poissy par la CGT et la CFDT, on suit les négociations minutes par minutes. Jean Chazal, directeur des relations du Travail au Ministère, arbitre les débats. Jean Auroux en personne, téléphone aux grévistes réunis et, par la voix du maire de Poissy, leur demande « de suivre les mots d'ordre de la CGT, c'est-à-dire de ne rien faire qui puisse compromettre la bonne marche des négociations ». La CGT explique aux grévistes que les négociations se poursuivent, au moment de la dispersion, avec la direction « et toutes les instances représentatives de l'entreprise ».

Réponse unanime des OS : « Pas avec la CSL ! ».

Alors qu'on pensait voir aboutir rapidement les négociations, lundi matin, c'est la désillusion. Le lock-out est décrété par la direction qui se cabre devant les exigences syndicales, qui pendant tout le weekend, se sont élaborées : création d'une commission mixte comme à Citroën, pour veiller aux libertés, cinquième semaine de congés payés accolée aux quatre premières, au moins respect — sinon relèvement — des salaires de base, 400 F d'augmentation, affichage des cadences, trente minutes de pause supplémentaire et allègement des cadences pendant le Ramadan, et surtout, pour la CGT, remise en cause des élections syndicales tenues, sous surveillance de l'inspection du Travail, en mars et mai derniers.

Si mardi, le lock-out était levé, la situation n'en restait pas moins bloquée. Les ateliers B1, B2, B4 et B5 rejoignaient les grévistes, qui, à nouveau se trouvaient face à face avec la CSL, séparés seulement par un cordon de CRS. A ce regain de

tension vient s'ajouter une amorce de division syndicale. Pour la CFDT, en effet, « si les élections ont toujours été contestées, il n'est néanmoins pas question d'en demander l'annulation, au risque de voir s'écrouler les autres revendications ». Par contre, pour le reste, le syndicat semble décidé à pousser à la roue, quitte à occuper l'usine, contrairement à ce que préconise la CGT.

A cela s'ajoute la détermination de fer de la base. Des OS pour qui, plus que la division syndicale ou un débat sur « le changement », une chose reste fondamentale : ne pas se battre pour rien, vaincre la CSL. Sur ce dernier objectif, à Talbot comme à Citroën, les grévistes semblent très déterminés. Il est certain que, pour l'un comme pour l'autre de ces mouvements, c'est l'existence même de la CSL qui entraîne une telle radicalisation. Et c'est cette existence qui est fondamentalement remise en cause par les grévistes plus que par les syndicats.

Marc Weitzmann

POUR M. MAUROY, LES GREVISTES IMMIGRES DE TALBOT SONT MANIPULES PAR LES INTEGRISTES.

POUR M. DEFFERRE, IL S'AGIT MEME DES CHIITES.

IGNORANCE, QUAND TU NOUS TIENS !...

LA CRISE EST GRANDE, MAUROY EST-IL NOTRE PROPHETE ?

Après la longue grève de juin 82 et la médiation

de M. Dupeyroux, le premier ministre

accuse les grévistes d'être

manipulés par des

intégristes. M. Defferre,

ministre de l'Intérieur,

précisera même qu'il s'agit

de Chiïtes dans l'industrie

automobile française.

Nul ne s'attendait à une réaction aussi brutale et aussi infondée de la part du Premier ministre d'un gouvernement de gauche, à propos des derniers conflits sociaux dans l'automobile. Il ne sert à rien ici de constater que la majorité des immigrés ont été choqués par cette prise de position, qui leur fait retrouver les temps, pas si lointains, où le gouvernement de l'époque les désignait à l'opinion publique en boucs émissaires.

Pourtant, dès les cantonales et l'échec relatif de la gauche à ces élections, le débat n'a cessé de se développer au sein du gouvernement sur la question de l'immigration. Une analyse simpliste pourrait considérer que le départ

de Nicole Questiaux, puis de Jean-Pierre Cot étaient autant de clignotants qui pourraient faire craindre le pire. Nous croyions alors qu'il ne s'agissait que d'une certaine sensibilité. Mais il faut se rappeler que, depuis 20 mois que la gauche est au pouvoir, ni le Président de la République, ni le Premier ministre ne se sont exprimés publiquement sur cette question. Quelques passages ici ou là, comme si la gauche avait honte de « ses » immigrés, comme si elle était gênée de répondre aux arguments racistes de la droite.

Mais tout cela, nous le savions plus ou moins. Comme tout le monde savait que le Premier ministre et

SUITE PAGE 12

26 Octobre
Contre leur expulsion, Saïd et Faousia Bousiri commencent dans le 18ème une grève de la faim. Le comité de soutien fort de plusieurs centaines de personnes, fera reculer le ministère de l'Intérieur.

Cette victoire, à un moment où le pouvoir met en place la circulaire Fontanet-Marcellin, donne naissance au comité de défense des droits et de la vie des travailleurs immigrés. Les comités de défense seront présents dans les luttes des ouvriers immigrés contre la circulaire Fontanet-Marcellin.

29 Novembre
Assassinat de Mohamed Diab, dans le commissariat de Versailles par le sous-brigadier Marquet. Une enquête populaire aboutit à plusieurs initiatives. 137 intellectuels appellent à une marche silencieuse à Bonne-Nouvelle le samedi 16 décembre. La marche est interdite et violemment réprimée. Des dizaines de travailleurs immigrés sont interpellés ainsi que plusieurs intellectuels, Genet, Foucault, Mauriac, etc. Une marche silencieuse à Versailles le 10 février sur le commissariat. A ce jour, Marquet n'est toujours pas jugé. Le tribunal correctionnel s'est déclaré incompétent en mai 75. On attend depuis que ce policier meurtrier comparaisse devant les Assises. L'année est également marquée par les innombrables grèves de loyer menées par les Africains noirs contre les marchands de sommeil, à Paris, rue Bisson, rue Riquet et à Ivry, à Pierrefitte et Bondy.

A la mi-Décembre
A Valence, à la suite d'une descente de police dans un hôtel 18 travailleurs tunisiens sans papiers sont menacés d'expulsion. Deux d'entre eux entament une grève de la faim. 3 Français dont un aumônier se joignent à eux. Le 23 décembre, 1500 personnes défilent dans la ville. Les prêtres des différentes paroisses de la ville décident de supprimer la messe de minuit. Cette décision aura un tel retentissement que le ministre du Travail

SUITE DE LA PAGE 11

l'Elysée ont exigé de F. Autain la plus grande discrétion jusqu'aux élections. Aucune mesure ne sera annoncée, pour qu'on ne parle pas de l'immobilisme » du secrétariat d'Etat n'a pas d'autres explications. Il a été ligoté. Et pourtant, il a réagi. Autain a contredit les propos du Premier ministre. Saluons ici son courage, même si, et il est bien placé pour le savoir, c'est son départ du gouvernement qu'il doit signer ainsi, rejoignant donc l'opinion d'un député P.S. proche des immigrés, qui n'hésitait pas, le lendemain des élections cantonales, et après l'arbitrage que l'on sait de Pierre Mauroy, à s'écrier : « Entre mon idéal socialiste et le pouvoir, je choisirai toujours mon idéal ». Il ne peut y avoir de débat.

Pierre Mauroy semble avoir choisi, lui. C'est son problème. Le nôtre est de témoigner, même si on le fait d'une manière maladroitement et qu'on se retrouve dans cette dernière ligne droite avant le 6 mars, à attaquer le Premier ministre d'un gouvernement de gauche, avec qui on a tant et tant de choses à partager.

Alors, qu'en est-il du débat actuel ?

Notre enquête à Renault, à Chausson et à Citroën montre qu'il n'y a pas plus d'intégristes (ni moins d'ailleurs) dans les communautés musulmanes que dans les communautés chrétiennes ou juives.

Ces communautés sont traversées par des débats très riches. Tous les courants politiques y sont présents. Les « intégristes » n'en constituent qu'une petite partie, marginale et active à la fois.

Mais la France est un espace démocratique où toutes ces idées se croisent et s'entrechoquent. L'expérience des pays d'origine montre que l'intégrisme se développe, lorsque les débats démocratiques ne peuvent se réaliser, les mosquées devenant alors lieux d'expression et d'opposition aux différents partis uniques qui gouvernent.

Tel n'est pas le cas de la situation en France. Il ne peut en être ainsi. Il ne peut se créer des flots d'intolérance que lorsque le débat est bloqué, lorsque l'on confond, comme le fait M. Mauroy, la revendication d'une identité culturelle et religieuse, et son expression politique (fanatique ou démocratique). Il s'agit là de deux niveaux de débats...

L'islam en France est, par le nombre de ses fidèles, la deuxième religion de France. Elle fait partie intégrante du champ social et politique français. Les diversités d'opinion et la liberté d'expression sont des réalités dans les communautés immigrées. Le fait de lutter massivement, comme ils ne cessent de le faire, est la preuve du dynamisme des débats en cours sur leur devenir en tant qu'OS sur leur place dans ce dessein industriel que vous espérez pour la France en cette période de crise. Ils vous ont même, M. Mauroy, invité à venir voir leurs conditions de travail à Chausson.

Non, vraiment, vous n'êtes décidément pas notre prophète.

Méjid Daboussi Ammar

TALBOT DEVAIT ETRE LE MODELE
 TYPE DES RESTRUCTURATIONS
 EN COURS. CE FUT DE L'AVIS
 DE TOUS UNE SERIEUSE BAVURE.

LE ROBOT ET LE REVE DE L'EMIGRE DU TAFILALET

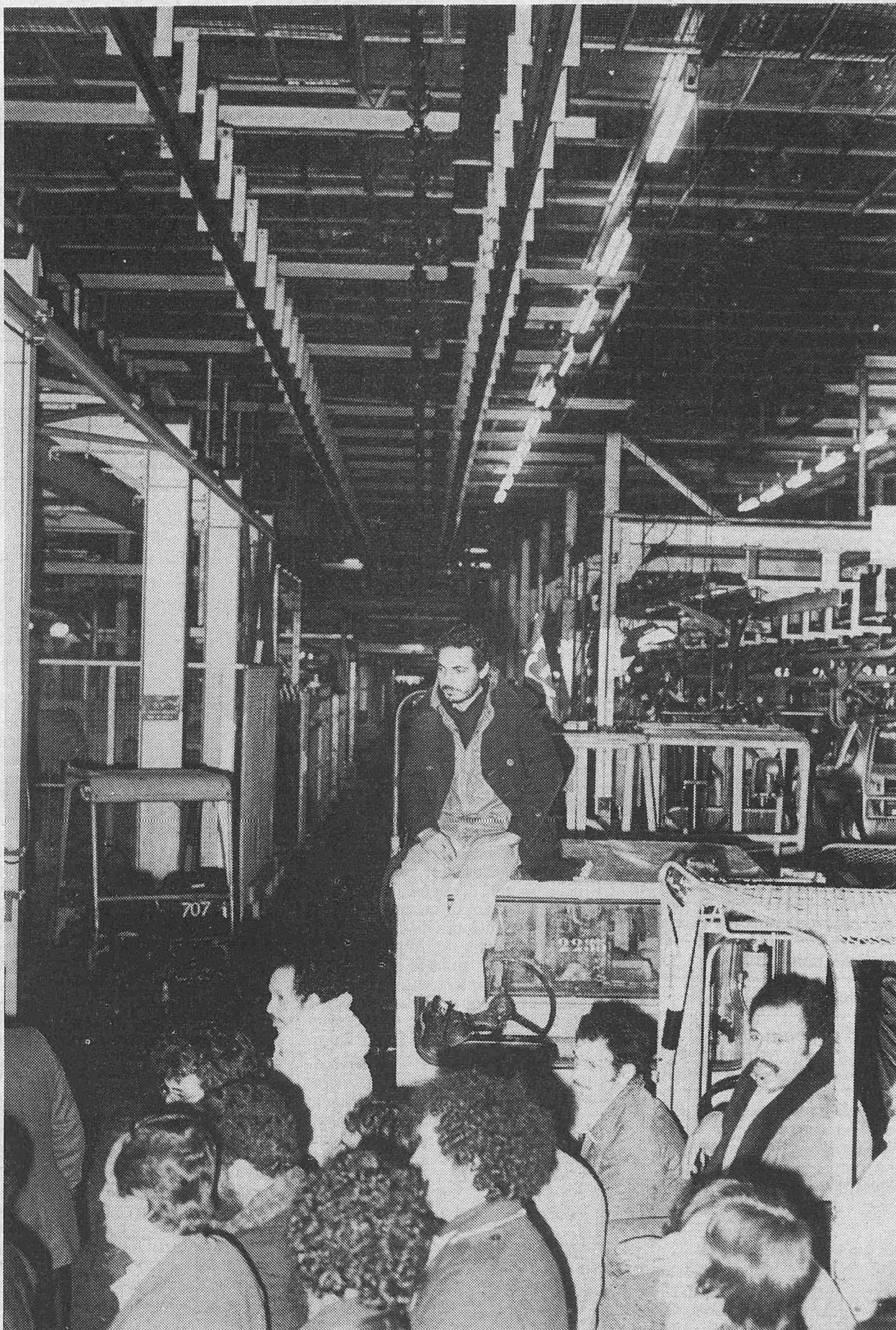
**La lutte des ouvriers de
 Talbot contre les 1905
 licenciements, qui
 concernaient en majorité
 des immigrés, a révélé
 plusieurs choses dont le
 divorce entre immigrés et
 syndicats, et a relancé une
 perspective que l'on croyait
 définitivement close : le
 retour comme une des
 solutions au chômage.**

D'abord la désespérance, le désespoir abrupt, nu, que les licenciés de Talbot vous racontent dans toutes les langues de l'exil, dans ce B3 devenu la forteresse de toutes leurs grèves, le forum permanent de leurs confidences, de leurs vies.

Désespoir de se retrouver, à quarante ans ou plus, l'avenir en panne, et avec tous les projets — concoctés en secret, et patiemment mis en place grâce à des années de chaîne et de silence — en suspens. La maison qu'on avait commencée à construire à Essaouira ou Goulimine n'est pas encore terminée, le prêt que l'on avait contracté auprès de la banque Chaabi est loin d'être remboursé... et ce petit commerce dont on avait rêvé pour ses vieux jours, qu'on continuait à espérer, malgré le racisme, en dépit des nouvelles qui vous parviennent du pays sur la

cherté de la vie, s'envole en fumée... le robot est passé par là et il ne comprend rien aux rêves des émigrés du Tafilalet ou du Rif. « Les premiers immigrés ont ramené de l'argent au pays, les seconds des habits, et nous, nous n'emporterons que des nouvelles : la France a changé » résume Smati ; il avait fui la misère du pays il y a bientôt quinze ans, pensant lui avoir échappé pour toujours. Il se voyait même dans cinq ou dix ans, petit patron au bled, sans chef ni indicateur CSL sur le dos. Il avait même tout prévu pour cela, Smati. Dès que ses enfants grandissaient, il les envoyait au pays, « pour qu'ils ne deviennent pas français ». La misère venait de le rattraper, brisant net le rêve, et il ne comprend pas pourquoi : « le chômage, c'est pas économique, c'est politique, c'est tous des racistes ».

Ce n'est d'ailleurs pas la seule chose à laquelle Smati ne croit pas. Lorsqu'on lui parlera à lui et à ses frères de chaîne de la formation, il restera réticent : « étudier à mon âge, alors que ma tête est comme la gare Saint-Lazare avec 40 voies ? », et lorsqu'on évoquera la prime promise à tout employeur qui embaucherait un licencié de Talbot Smati s'énerve : « c'est comme le mari qui répudie sa femme, et qui veut lui trouver un nouvel époux ». Il ne croit pas un seul instant à ce plan social, et il y croit encore moins lorsque c'est Nora qui essaie de le lui vendre : « la CGT est partie ». A chaque meeting, il écoute tout de même attentivement comme s'il espérait un retournement de dernière minute de « son » syndicat. « Nous sommes comme un noyé que les flots emportent et qui s'accrochent aux branches... nos branches, c'est la CGT ». Et lorsque la secrétaire de la section lui dit qu'on a sauvé plus de quinze mille emplois, que le site Talbot sera maintenu, qu'il y aura



des millions et des millions d'investissements, Smati se demande si Nora ne se fout pas de sa gueule. Et lui? et son commerce? Et le garage tant rêvé de Jilali? et la ferme que voulait se payer Mohamed?

Alors il hue les délégués CGT, les délégués marocains un peu plus que les autres, et commence à faire ses comptes... pour repartir au bled: « Quatre millions, ce n'est même pas le prix de l'Argus, c'est le prix de la casse » vous dit Smati car il sait ce que Simca (il ne dit jamais Talbot) lui a coûté, et ce que la peur de la CSL lui a enlevé comme dignité, ... et puis il connaît les prix du pays. Du fond de son F3 de

Dreux, il a suivi de mois en mois, le prix de la semoule, de la tomate ou du ciment... il les connaît par cœur, comme s'il n'avait jamais quitté Goulimine... et il commence alors à énumérer ce qu'il estime être ses droits, ce que la France lui doit comme solde pour tout compte: un million par an de travail, les allocations pour les enfants, Jilali demande que chaque gosse ait une bourse, Mohamed une sorte de rente mensuelle de 2 000 F par mois jusqu'à la retraite... Et vogue le rêve.

Chacun module ses revendications selon ses projets, ses rêves, le nombre de ses enfants, sa région. C'est le Dien-Bien-Phu des

OS et cette armée jusque là silencieuse fait son bilan et beaucoup de militants n'y comprennent rien...

Arraché à son travail, Smati ne croit plus depuis longtemps à « la cohabitation » avec les français: « nous tenons le même couteau, mais les français tiennent la poignée et nous tenons la lame » dit-il le 5 janvier. Finalement Smati ne va pas partir. Il a été repêché, in-extremis, car il avait plus de 47 ans. Le 17 janvier il a repris le boulot. Jusqu'à la prochaine fournée?

Driss El Yazami Khammar

● ● ●
décidera de faire délivrer la carte de travail.

Du 7 au 14 Décembre
Grève des éboueurs parisiens. Les 3286 auxiliaires étrangers, employés comme saisonniers, obtiennent la garantie d'emploi en cas de maladie, et la possibilité de cumuler leurs congés sur 2 ou 3 ans pour se rendre dans leur pays sans pour autant perdre leur emploi.

17 Décembre
A La Ciotat, dans l'église de la cité de l'Abeille, 4 Tunisiens commencent à leur tour une grève de la faim pour avoir la carte de travail. Ils étaient en grève sur leur chantier depuis le 4 décembre pour le remboursement des retenues prélevées par leur employeur et la carte de travail. Après La Ciotat, la grève de la faim va s'étendre à Fos et à Paris, une première fois dans les locaux de la CFDT, square Montholon.



1973

Janvier

Un recours en Conseil d'Etat est déposé par 3 immigrés, Antonio, Ali et Tahar, pour l'annulation des circulaires Fontanet-Marcellin.

4 et 5 Janvier

Grève à la Somafer, entreprise sidérurgique de Moselle. Pour protester contre le non-respect des conditions d'engagement.

10 et 14 Janvier

Nouvelle grève des 500 immigrés de la Somafer, logés dans les foyers d'Aumetz, Vitry, Nilvange, Huckange et Narpisch.

20 Fvrier

Contre le refus de Citroën de renouveler leur contrat, 13 ouvriers tunisiens occupent Javel à Citroën et demandent la carte de travail.

Février

L'église de St-Hippolyte dans le 13ème accueille 5 nouveaux grévistes de la faim pour la carte de travail et contre la circulaire Fontanet-Marcellin. Désormais le mouvement va se propager rapidement. A la mi-février, 11 grévistes de la faim s'installent rue St-Maur. Des centaines d'immigrés menacés de refoulement ou sans papiers se rassemblent autour des grévistes parisiens et du sud.

Mars

Des grèves de la faim dans les locaux parisiens. D'autres ont lieu à Toulouse, à Lyon, à Aix, à Nice. Ce mouvement gagne toute la France.

31 Mars

A Belleville, une manifestation rassemble plusieurs milliers de travailleurs immigrés contre les circulaires Fontanet-Marcellin et pour la carte de travail.

1er Avril

A la Mutualité, rassemblement national de protestation, des comités de soutien aux travailleurs grévistes de la faim. 2500 immigrés sont venus de toute la France.

21 Mars

400 OS immigrés aux ateliers des presses de la Régie Renault à Boulogne-Billancourt se sont mis en grève pour améliorer leur classification. Cette grève-bouchon va paralyser l'usine.

12 Avril

2000 OS français, arabes et portugais des ateliers de sellerie et de tôlerie débrayent et bloquent la chaîne de montage. Demandant les avantages acquis par les OS des presses.

17 Avril

La Régie Renault ferme son usine de Flins : 20000 salariés en chômage technique.

L'IMMIGRATION EST-ELLE SI COMPROMETTANTE
QU'ON N'OSE FAIRE DROIT, MEME EN PAROLES,
A SES EXIGENCES LES PLUS ELEMENTAIRES ?

LES IMMIGRES ET LES ELECTIONS : UN ENJEU ELECTORAL DES PLUS DOUTEUX

Ce texte de A. Sayad a été écrit pour les élections présidentielles du mois de mai 81. Cet article, toujours actuel, posait déjà la question du développement du racisme lors de ces joutes électorales. Depuis, il y en eut d'autres : Des cantonales, aux élections municipales de mars 83. De quoi vous laisser un goût amer...

Les difficultés présente, au premier rang desquelles se trouve le chômage, contribuent à faire en sorte que l'immigration et les immigrés, qu'on le nomme ou qu'on ne les nomme pas, seront nécessairement au centre de la campagne électorale. Ainsi, pour ne prendre qu'un des thèmes majeurs sur lequel sera axée cette campagne, le chômage, parce que la définition qu'on a toujours donnée de l'immigré l'identifie absolument au travail, la situation actuelle marquée par la pénurie de l'emploi ne manquera pas de prolonger cette identification, de l'accentuer — le processus a déjà commencé depuis quelques années — au point de le transposer de l'immigré-travail en immigré-facteur de chômage. Tout propos électoral et à plus forte raison électoraliste, sur le chômage sera, qu'on le veuille ou non, un propos sur l'immigration et un propos à l'encontre des im-

migrés. Chez certains candidats, propagandistes de ces candidats et électeurs probables de ces mêmes candidats, parce que la cause est entendue d'avance, le propos sera clair et net : les immigrés étant indiscutablement les responsables, dans leur totalité ou au moins en partie, du chômage des français, le vote le meilleur est celui qui sera porteur sur l'ennemi déclaré des immigrés. Aussi, ne sera-t-on pas surpris si au cours de la campagne de tel candidat, tantôt on entendra affirmer sans ambage et tantôt on laissera seulement entendre (car il est peut-être quelque autre courant de l'opinion qu'il faut ne pas trop violenter ou une autre image de soi — image libérale, humaniste, philanthrope et charitable, tiers-mondiste, etc — qu'il faut savoir ménager) que voter dans tel sens, c'est voter pour la priorité de l'emploi à la main-d'œuvre nationale, c'est voter pour le reflux des travailleurs immigrés jusqu'à (et pourquoi pas ?) leur disparition totale ; c'est voter à l'encontre des immigrés globalement, à leur encontre au travail, bien sûr, mais aussi dans toutes les autres formes de voisinage, dans l'habitat, à l'école, dans la rue. Dans telle autre campagne électorale, où on ne partage pas un pareil simplisme et où on ne cultive pas des professions de foi aussi mesquines, aussi démagogiques et aussi chauvines, il ne reste pas moins que le silence prudent qui sera systématiquement observé, au point de feindre tout ignorer et du problème de l'immigration et de la polémique qu'il soulève, et de l'existence des immigrés et du préjudice qui leur est porté, aura lui aussi une signification électorale : il sera interprété en fonction des positions que les autres partenaires et rivaux politiques auront, sous ce rapport, explicitement proclamées ; il prendra objectivement le sens d'une prise de position qui n'aurait pas le courage, la lucidité ou la conséquence de s'afficher ouvertement.

Est-ce donc que l'immigration est si compromettante politiquement qu'on n'ose faire droit, même en paroles, à ses exigences les plus élémentaires, être assurée de pouvoir continuer à exister ? Est-ce lui rendre justice, non pas tant du bout des lèvres, comme ce fut le cas en période relativement « faste » (alors qu'on ne demandait qu'à se débarrasser sur elle de tout le surcroît d'activités peu rémunératrices et peu gratifiantes), mais de manière active et militante aujourd'hui qu'elle est calomniée, dénigrée, abusée, lésée dans ses droits les plus fondamentaux, et si redoutable et si peu payant politiquement qu'on s'abstient, sauf nécessité contraire, de toute allusion à cette délicate question ? Est-ce là la vérité même de l'immigration ? Une force ambiguë : une force qu'on est content d'avoir à ses côtés, mais *seulement quand tout va bien*, c'est à dire quand il n'y a que des profits à en tirer ; que le contraste vienne à changer, voilà qu'on adopte à l'égard de cette force, l'allié objectif d'hier, l'attitude qu'on a à l'égard d'un « ami » honteux, à savoir se garder de l'accabler en ne surenchérisant pas sur les attaques des autres, mais ne pas se compromettre en lui témoignant sa fidélité et son soutien. Une « cause » qu'on est content de pouvoir défendre, pour les avantages symboliques qu'elle rapporte et pour l'image qu'on donne ainsi de soi, mais seulement quand on est sûr qu'il n'en coûtera rien ! Cela est-il inscrit dans la nature même de l'immigration ? Est-ce là sa vocation politique ? Son destin social ?

Faut-il que l'immigration soit vouée à partager l'opinion en deux parties, et selon une ligne de partage qui ne recoupe pas d'ailleurs le partage classique entre droite et gauche ? En deux parties inégales, l'une s'arrogeant le droit à parler haut, à tous propos et hors de propos, le droit de dénoncer et de condamner, le droit de frapper en

1er Mai

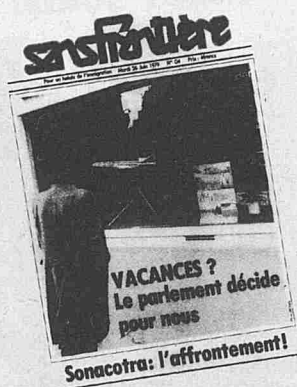
Manifestation syndicale à Paris. Les mots d'ordre porteront sur le soutien aux OS en lutte et aux travailleurs immigrés demandant l'abrogation de la circulaire Fontanet. 4000 immigrés sont en cortège autonome derrière le SO syndicaliste.

16 Mai

Nouvelle grève de la faim contre la circulaire Fontanet. 56 grévistes sont installés dans la crypte de Notre Dame de Ménilmontant. Tous les jours, les grévistes vont en délégation aux portes des usines.

21 Mai

Grève dans une usine, de sans-papiers, chez Margoline à Gennevilliers et à Nanterre.

**31 Mai**

Mgr Marty rend visite aux 56 grévistes de Ménilmontant.

Au Printemps

Diverses petites boîtes entrent en grève pour la carte de travail : samieux, Duchêne, Saint-Cyr (espagnoles) etc.

14 Juin

Le ministre du Travail, M. Gorse, décide des mesures humanitaires en faveur des clandestins qui pourront régulariser leur situation avant le 30 septembre. Des assouplissements de la circulaire Fontanet sont également annoncés.

21 Juin

Le gouvernement autorise à la Mutualité un meeting de l'extrême droite contre l'immigration. Des manifestations des anti-racistes ont lieu à Paris, mais la police protège le meeting raciste.

toute impunité ; l'autre, comme si elle n'avait pour elle que se réserver, préfère se réfugier à cet égard dans une attitude de prudence calculée, dans une attitude de neutralité affectée. Deux parties inégales, parce que, jusqu'à présent, seule l'une, que nous nous plaignons à croire minoritaire, prend sur elle de crier, de brailler, de vociférer sans qu'aucune contradiction sérieuse ne lui soit apportée. L'une avance, conquiert des positions et, ce faisant, croit pouvoir gagner à elle des voix, celles que lui rapporteraient sa xénophobie, son racisme, son ultrachauvinisme, l'autre recule, se détourne de ce combat douteux, esquive, refusant d'aborder ce

problème de front comme si de dire ce qui est politiquement vrai pouvait coûter des voix. Mais, à supposer de pareilles stratégies puissent rapporter (ou ne pas coûter) des voix, l'enjeu vaut-il le prix dont il est payé ? Faut-il que l'immigration fournisse aux uns et aux autres un thème de propagande fort peu reluisant et qu'elle subisse, à cet effet, un travail de perversion qu'elle ne mérite pas, se situant bien au-dessus de toutes ces manigances. Mais le grand perdant n'est-il pas, en définitive, le peuple français, l'électorat que tout le personnel politique s'accorde pour flatter, en la circonstance, malheureusement de la manière la plus abjecte, les uns en exploitant

activement, à la faveur des peurs qu'ils suscitent ou qu'ils entretiennent, les pires instincts qui sommeillent dans les bas-fonds ; les autres, en entretenant l'illusion, par leurs réticences à proclamer la vérité, que celle-ci est dangereuse coûteuse et que, somme toute, elle peut être ignorée et sacrifiée. A ce compte, voilà qui fera de ce grand moment de la vie politique que sont les élections, une occasion perdue : au lieu d'un nécessaire travail d'explication, d'éducation politique, ce sera encore le racisme qui sortira triomphant de cette épreuve.

Abdelmalek Sayad

NOUS AVONS TELLEMENT CRIE POUR DES DEBATS
PUBLICS. MARS 83, FUT PLUS QU'UN MOMENT
FORT DE DEBALLAGE RACISTE...

LE 6 MARS 83 : ET SI ON VOTAIT ?

Le 6 mars 83, une échéance électorale importante avait mobilisé les médias et l'opinion. On votait en France pour renouveler ou confirmer les équipes municipales. L'immigration fut au centre des débats. Voici ce qu'on en disait déjà en février à S-F. Nous n'en sommes pas encore revenus...

Que faire quand un sentiment de lassitude vous gagne à observer les derniers événements que l'actualité se charge de nous asséner à chaque fois depuis une dizaine d'année... comme si rien n'avait changé.

Un même mort à 19 ans d'un racisme qui tue, qui n'en finit pas de tuer (lire le dossier sur la mort de Abdennbi à Nanterre). Et que dans nos oreilles résonnent encore et toujours ces mots tant criés depuis dix ans : « plus jamais ça ». Alors qu'à chaque fois tout recommence comme avant... comme si rien n'avait changé.

Une grève de la faim qui s'étire et qui s'étirole, dix ans presque jour pour jour après les premières grèves de la faim de 1972, menées pour avoir des « papiers ». Ces papiers qui ne cessent de hanter les esprits des uns et des autres, surtout de ceux qui n'en ont pas, qui attendent et qui espèrent... comme s'il n'y avait aucun autre moyen de revendiquer... comme si rien n'avait changé.

Pourtant tout le monde s'accorde à dire qu'il faut que cela change ; tout le monde s'accorde à dire qu'il faut trouver de nouveaux moyens de lutte et d'expression, des chemins nouveaux pour sortir de cette logique infernale qui nous a peut-être trop marqué afin de ne pas nous retrouver encore une fois « coincés » entre une grève de la faim en hiver et un festival immigré au printemps.

Le problème n'est plus seulement entre le pouvoir et les immigrés. Il est aussi entre les immigrés eux-

mêmes et entre immigrés et associations de soutien.

Alors que peut-on faire et quoi faire d'autre ?

Il est une échéance le 6 mars prochain qui nous concerne au premier degré. Nous le savons tous.

Faut-il accepter encore que lors des municipales nous restions en spectateurs et qu'ici et là dès qu'on parle de sécurité, « on » pense immigré. Dès que le mot « terroriste » est mentionné, il lui sera accolé le contrôle des basanés.

Il y a 20 ans que cela fait des ravages dans les têtes des gens et cela continue malgré la bonne volonté des uns et des autres. Le racisme s'alimente toujours de ces phrases insidieuses, qui passent presque « inaperçues ».

Une question se pose à ce niveau du débat : comment être présent dans cette campagne qui s'annonce dure, sans tomber dans certains pièges. Il n'est pas question de reprendre le vieux débat théorique sur le droit de vote qui serait accordé aux gentils immigrés, dès que l'opinion en France sera prête, ou dès que le Sénat sera en majorité de gauche.

23 Juin

Plusieurs attentats sont commis contre des cafés de Paris et de banlieue fréquentés par des Maghrébins.

3 Juillet

A Vitry, un Portugais, Fernando Ramos est noyé par 3 individus. Un Algérien a été molesté un peu plus loin.

Durant l'Eté

5 militants pour les droits des immigrés sont expulsés du territoire français : le pasteur Berthier-Perregaux, Maurice Courbage, Mohamed Larridi, Selim Najeh et Larbi Boudjenana.

**1er Septembre**

A Marseille : le corps du jeune Lounès est convoyé jusqu'au port par plusieurs centaines d'immigrés. Un appel à la grève générale est lancé autour du cercueil.

3 Septembre

A l'appel du mouvement des travailleurs arabes, les travailleurs nord-africains observent 24 heures de grève dans les Bouches-du-Rhône et à Toulon « pour protester contre la vague raciste qui a coûté la vie à plusieurs des leurs ».

10 Septembre

Un mot d'ordre de grève est largement suivi par les travailleurs immigrés de la Côte d'Azur.

14 Septembre

Grève générale dans la région parisienne à l'appel du MTA. Les grands chantiers et les usines (même Citroën) sont paralysés.

20 Septembre

Le gouvernement algérien décide de suspendre immédiatement

SUIVE DE LA PAGE 15

Non, car le débat est à poser autrement. Il faut que nous affirmions nous mêmes et nos amis, notre volonté d'arracher nos droits de « citoyens » sans devoir changer de nationalité. Voter pour les municipales c'est revendiquer haut et fort cette citoyenneté. Mais pour cela il faut voter. Nous n'avons toujours pas le droit de le faire le 6 mars prochain. Mais nous pouvons prendre le droit d'organiser nous mêmes nos propres bureaux de vote, nos propres cartes d'électeurs.

Il suffit de lancer l'idée que ceux parmi nous qui sont d'accord devraient se donner les moyens pour voter. Le débat est lancé par S.F. Il nous permettra de voir plus clair et d'affiner (si tout le monde y participe) la réalisation de ce vote qui a bien entendu ses avantages et ses inconvénients. Mais il est pour nous au départ l'affirmation que nos droits d'expression politiques sont inaliénables et que le droit de vote aux municipales sont un fait acquis et qu'il nous reste juste à convaincre les indécis.

Le fait qu'il soit lancé par nous ne préjuge en rien des réactions des associations. Notre rôle est aussi de favoriser les mouvements

d'opinion au sein de l'immigration. Mais on ne se cache pas que ce pari sera difficile et que nous n'avons pas le droit à l'erreur. Tout le monde nous attend au tournant (au sujet du vote s'entend). Et nous ne cachons pas que l'hostilité viendra essentiellement de certaines associations liées aux pays d'origine, qui n'ont jamais vu d'un bon oeil ce droit accordé à leurs ressortissants et pour cause !

Il est évident qu'il ne tient qu'aux autres associations autonomes que ce vote ait lieu ou pas. Mais d'ores et déjà cela ne doit pas rester une affaire d'immigrés seulement, car il concerne tout le monde. Le PSU vient d'ailleurs de mettre l'accent pour sa prochaine campagne sur le droit de vote des immigrés.

Il reste que l'organisation de la campagne sera difficile aussi. Il faut trouver des lieux de vote dès à présent, au moins dans toutes les grandes villes. Il faut penser à donner à ce vote le solennel qui lui revient : des huissiers pour contrôler le bon déroulement de ces élections. Nous vous offrons dès ce numéro des slogans de la campagne qui nous ont traversé l'esprit ; quelques idées recueillies ici et là. Mais cela ne fait que commencer. Bien que nous ayons

tendance à crier : *aux urnes citoyens*, tant cette question nous tient à cœur.

Car une des particularités (qui a marqué les dix années passées) que nous avons constaté a été une sorte de coupure entre ceux qui luttent et ceux qui réfléchissent. Cette initiative vise à rétablir une certaine unité entre les deux composantes qui ont coexisté au sein et autour de l'immigration.

Chacun d'entre nous pouvant à sa manière et selon ses possibilités faire quelque chose.

Mais nous sommes tous sommés de réagir. Alors si vous vous sentez concernés, que vous soyez immigrés ou pas, que vous ayez le droit de vote ou pas, il faut écrire vos points de vue, nous essaierons de publier toutes les réactions (positives et négatives) afin que chacun puisse avoir en mains toutes les données de ce débat. Car l'urgence aujourd'hui est d'avancer, de ne pas faire du surplace. Nous avons tellement crié pour des débats publics, qu'il est temps d'en organiser un. Et qui est plus que déterminant.

Méjid Daboussi



LA CGT SEMBLE S'ETRE TAILLEE LA PART DU LION DANS LES SUFFRAGES DES IMMIGRES...

ELECTIONS PRUD'HOMMALES : KRASUCKI FAIT UN TABAC

●●●
l'émigration algérienne en
France.

23 Septembre
Journée nationale d'action
contre le racisme par la
CGT, la CFDT et la FEN.
2000 personnes à la
Bourse du Travail à Paris.

24 Septembre
L'évêché de Meaux rend
hommage à l'action du
pasteur Parker qui vient
d'être expulsé de France.

LYON: LES «RODEOS DE JOURNALISTES»
MAIS QUI SE SOUVIENT DU 17 OCTOBRE 67?
IMMIGRES: LA LOI DEFFERRE EST PASSEE



1974

Février

40 Marocains, employés
des pépinières Gregory à
Aix-en-Provence logés
dans les serres, se mettent
en grève revendiquant la
carte de travail et des
logements décentes.
L'opinion découvre les
immigrés travaillant dans
l'agriculture.
Grève à Blindex-Marseille.
A Troyes, lutte des
travailleurs mauriciens
contre l'entreprise Silvério.
Dénonciation d'un trafic
de main d'œuvre étrangère.
A Laval, grève de 24
jours de travailleurs turcs
et pakistanais, soutenus
par la CFDT.

Mars-Avril

A Paris, grève de la faim
rue Dulong de 36
immigrés pakistanais,
mauriciens et arabes. Des
centaines de Pakistanais
sont regroupés autour de
cette grève.

Avril

Le tribunal d'Etampes
rejette la demande de
saisie-arrêt sur les salaires
des ouvriers africains. Ils
sont en grève de loyer dans
un foyer ADEF. Grève à
Blindex Marseille.

20 et 21 Avril

Colloque national sur
l'immigration à Marseille,
organisé par les comités de

●●●

**Les élections aux
prud'hommes concernaient
pour la première fois les
immigrés qui étaient
électeurs mais n'avaient
pas le droit d'être élus...
Pourtant nous a-t-on dit,
il aurait suffi d'une
circulaire pour faire que ce
droit soit échu aux
immigrés. Pour une fois
que les circulaires
célèbres de M. Bonnet et
Stoleru. Là aussi, le
silence est roi...**

Les résultats des élections
prud'hommales du 8
décembre sont maintenant
connus et les commen-
taires vont bon train. De ce test
social, le premier de cette impor-
tance depuis le 10 mai 1981, chacun
va tirer les conclusions qui s'im-
posent ou qui l'arrangent, et les
polémiques habituelles seront au
rendez-vous.

Pour notre part, nous savions
que près d'un million d'immigrés
étaient concernés par ce vote dans
toute la France, et que dans le flot
des résultats qui allaient tomber,
on n'allait pas « s'en occuper »
beaucoup. Ce qui est, à certains
égards légitime, puisque les im-
migrés sont après tout des
travailleurs comme les autres.
Reste que les particularités de ce
vote immigré nous intéressaient.

D'abord parce que ces élections
prud'hommales étaient la première

consultation de ce genre où les im-
migrés participaient massivement.
Electeurs aux prud'hommes depuis
1979, et non encore éligibles, leur
participation, ou leur absence, de
ce scrutin était, à elle seule,
significative. Ensuite parce que
leur choix peut éclairer le rapport
qu'entretiennent immigrés et syndi-
cats français; derrière le beau
slogan d'unité de tous les
travailleurs, il y a des réalités com-
plexes et fluctuantes. Il nous
revenait donc, avec de faibles
moyens et dans un délai très court,
d'essayer d'en savoir plus. Ce ne
fut pas facile, même si cela fut
amusant tant nos questions sur-
prenaient ou dérangeaient des
habitudes parfois bien prises.

Les échos recueillis, et les
quelques chiffres que nous avons
pu obtenir, et qui portent sur les
grandes concentrations de la
métallurgie, permettent de dire
que la participation immigrée a été
égale, sinon plus forte, à la par-
ticipation française. La désaffec-
tion ou la défiance que les commen-
tateurs ont relevé dans l'abstention
des salariés français ne semblent
pas avoir touché ces nouveaux élec-
teurs que sont les immigrés. Un
droit ne s'use que si l'on ne s'en
sert pas, et l'on semble avoir com-
pris cette leçon du côté de Talbot et
de Barbès. C'est un nouveau et
rude coup pour cette vieille concep-
tion qui n'en finit pas de mourir de
« l'OS immigré, sur-exploité et
soumis », jaune en puissance. Il
était temps.

Deuxième conclusion: la CGT
semble s'être taillée la part du lion
dans les suffrages métèques. C'est
pour la centrale de M. Krasucki le
couronnement des luttes de
l'automobile de ces derniers dix-
huit mois, mais aussi le résultat
d'un prestige historique indéniable.
Cette conclusion interroge par con-
tre la CFDT, et sa politique « im-
migrée ».

Car voilà une centrale qui a ac-
compagné, malgré des heurts, les
revendications immigrées des



années soixante-dix, qui les a
devancées à certaines occasions, et
a fait preuve d'une ouverture aux
« spécificités » immigrées dont les
autres centrales furent bien
avares, et qui n'arrive pas, malgré
cela, à capitaliser cet héritage. Les
raisons de cette situation sont
sûrement multiples mais la
question vaut la peine d'être posée.

Ces deux conclusions, (une forte
participation immigrée et une
avancée CGT), restent à confirmer,
mais sont d'ores et déjà à prendre
en considération dans tout débat
futur sur les droits des immigrés et
leur participation à la vie sociale en
France. Il faudra aussi se rappeler
que la question de l'éligibilité des
immigrés aux prud'hommes n'a été
guère soulevée, et ce n'est pas un
hasard, comme si, en cette matière,
comme dans tout ce qui touche
l'immigration en ce moment, la
consigne du silence était bien
passée.

Driss El Yazami-Khammar

•••
soutien aux travailleurs immigrés. La candidature d'un immigré aux élections présidentielles est décidée.

30 Avril

Plusieurs ouvriers turcs déposent une plainte pour recrutement clandestin de travailleurs immigrés, à Aix-en-Provence.

Mai

Création d'un secrétariat d'Etat aux travailleurs immigrés. M. Postel-Vinay démissionne après 23 jours. M. Paul Dijoud accepte le poste. Les Turcs de chez Bernard, les Marocains de Gregory et les Tunisiens de Blindex occupent l'ANPE à Marseille pour la carte de travail.



LYON: l'amertume

8 Mai

Occupation de la DDTMO rue Montmartre à Paris par une centaine de travailleurs immigrés, en majorité pakistanais et arabes.

3 Juillet

Le gouvernement français décide de suspendre l'immigration.

Novembre

Circulaire Poniatowski contre les travailleurs africains, soumis au 1er mars 75 à l'obligation de la carte de séjour et de travail. Avignon, des centaines de sans-papiers marocains venus comme saisonniers demandent la régularisation de leur situation. Dijoud effectue une visite éclair le 29 novembre et dit non. La grève de la faim qui suivra mobilisera les chrétiens et les immigrés.

Décembre

Mobilisation des sans-papiers dans tout le Vaucluse. Ils sont 10000 à travailler en tant que saisonniers dans l'agriculture.

LES IMMIGRÉS CONSTITUENT 10 % DE LA POPULATION ACTIVE. EST-IL SI ABERRANT D'ESTIMER QUE LES CANDIDATS « IMMIGRÉS » DOIVENT ÊTRE AU MOINS 10 % DES CANDIDATS DE CERTAINS SYNDICATS ?

LA SECU, ÇA NOUS REGARDE

La Sécu, ça nous regarde. Les concepteurs de cette affiche ne croyaient pas si bien dire. En effet, la Sécu, cela regarde doublement les immigrés : un scandale énorme anime les profondeurs de ce pays, qui consiste à laisser croire et à dire que les immigrés coûtent cher à la Sécu, alors que toutes les études, tout, absolument tout, montre exactement le contraire.

Une situation ubuesque, et l'on croyait naïvement que les syndicats les plus responsables allaient enfin mener une campagne d'information sur ces questions, pour d'une part, répondre aux accusations anti-immigrés proférées par la CGC et FO, et d'autre part, et ce n'est pas la moindre, parce que pour la première fois les immigrés sont dans une élection importante, électeurs et surtout éligibles.

Répondre à la CGC, c'était éviter de se retrouver sur la défensive comme la gauche politique durant les élections de mars 83.

La gauche syndicale (CGT et CFDT) s'est retrouvée piégée en faisant l'impasse sur un thème qui devait mobiliser les immigrés mais sur des questions qui leur sont propres, exactement comme on mobilise les retraités ou les jeunes.

De plus, si on examine les



positions de chaque centrale on s'aperçoit que la CGT et la CFDT ont présenté des immigrés sur leurs listes de candidats, mais pas la CFDT, qui semble en avoir payé le prix. En effet, à défaut de débat sur des questions essentielles, les immigrés (ou disons ceux qui se sont sentis interpellés par ces élections) ont voté selon des codes. Chaque communauté cherchait « son » représentant. Les Maghrébins cherchaient leur Mohammed ou Ahmed. Les Portugais, leur José etc.

Les organisations « politiques » immigrées ont été aussi d'une étonnante discrétion sur ces élections. Seul le collectif pour le développement des droits Civiques des Immigrés a sorti un tract appelant à sanctionner les syndicats qui ont eu des attitudes racistes et anti-immigrées. Mais cela ne semble pas avoir beaucoup d'effets sur les résultats.

Au contraire, cela semble prouver au moins deux choses. Les droits civiques des immigrés, cela n'intéresse pas grand-monde. La deuxième conclusion, la plus importante à tirer à nos yeux, se situe au niveau des syndicalistes immigrés eux-mêmes, à qui il faut tout de même poser quelques questions après ces élections.

Il est urgent qu'ils prennent position pour imposer d'autres orientations et pour critiquer les carences de tel ou tel syndicat.

Il est urgent de commencer à réfléchir en termes de quotas

positifs (si on peut dire). Les immigrés constituent 10 % de la population active. Est-il si aberrant de commencer à estimer que les candidats « immigrés » doivent être au moins 10 % des candidats de certains syndicats ? La question mérite d'être posée, même si les réponses doivent être nuancées.

La question de fond, qui n'est même pas apparue dans ces élections, et qui est en elle-même un scandale qui dure depuis des années, se situe au niveau des allocations familiales.

Les titres de tous les journaux, au lendemain des élections, annonçaient la baisse d'influence des grands syndicats de gauche : CGT et CFDT.

On a eu raison d'insister sur les aspects politiques de cette campagne et particulièrement sur le côté sanction de toute élection à venir.

Mais, de là à privilégier toujours ce type d'analyse, et faire, comme l'IFOP l'a fait, une analyse du vote par rapport aux jeunes, aux retraités, et en fonction des catégories socio-professionnelles, en oubliant là aussi les immigrés !... Alors que, pour une fois, nous étions normalisés par rapport à l'ensemble de la population, et notre vote spécifique, si vote il y a, n'était qu'à analyser comme une catégorie normale, sur laquelle on s'interroge et on réfléchit.

Méjid Ammar

••
1975

Janvier

La grève des loyers dans les foyers Sonacotra de la Seine-St-Denis commence, contre l'augmentation de décembre et contre le règlement intérieur.

13 Janvier

Le Conseil d'Etat annule plusieurs dispositions de la circulaire Fontanet. Des Mauriciens victimes d'un trafic pour le compte de la Légion étrangère, des Marocains et des Tunisiens avec des Français commencent une grève de la faim, à St-Hippolyte à Paris.

24 Janvier

A Montpellier à la faculté de théologie protestante, des sans-papiers se réunissent. Le 5 ils entament une grève de la faim. Le 8 ils sont 120 dans le temple Maguelone. Le 11 les CRS donnent l'assaut. Expulsions de 13 grévistes. Une manifestation d'un millier de personnes comme riposte, puis grève de la faim de 15 français. Grève générale des travailleurs arabes de la région. Le 30 janvier la main d'œuvre régularise.

15 et 16 Février

Rassemblement national des travailleurs immigrés, à Montpellier. Colloque de solidarité avec l'immigration.

4 Mars

A Troyes, première audience du procès de Silvério organisateur du trafic de Mauriciens pour son entreprise. A Paris, une centaine de travailleurs maghrébins font la grève de la faim à la Ligue Arabe. Ils sont venus de l'Hérault, des Bouches du Rhône et du Vaucluse. Le 11 mars, ils iront occuper le siège de l'ONI. Interpellés par les CRS, 32 d'entre eux seront rapatriés.

20 Avril

Plusieurs membres du barreau de Marseille et le Syndicat de la Magistrature dénoncent l'existence d'un Centre d'hébergement clandestin permettant des détentions arbitraires : Arenc.

A LA MAISON, LE PERE ET LA MERE CONTINUENT LEUR
SEMPITERNEL MONOLOGUE SUR LE BLED, VANTANT
SES VERTUS ET TAISANT SES MISERES...

LES ENFANTS DE LA NUIT

Otages d'un vécu miné par
les contradictions, les
jeunes sont cependant
habités par une révolte
sourde et diffuse. Pareille
à la force d'un torrent
qu'on croit dompté par les
dignes, cette révolte est
porteuse d'avenir. Un
avenir que Dieu seul et
monsieur Stoléru
connaissent.

Quand la terre dénudée et sèche se transforme en une poussière que le moindre souffle emporte, quand le printemps prodigue oublie ses nuages, quand le soleil impose son ardente tyrannie et soumet la nature toute entière à son règne d'enfer, l'arbre meurtri plonge ses racines plus profond encore, dans un ultime et dérisoire combat avant de s'étioler et dépérir. C'est alors que le Temps, invisible témoin de drame, sort de sa réserve et recouvre le défunt de l'épais linceul de l'oubli. La tragédie de l'arbre blessé ressemble étrangement à la nôtre. Les sociologues nous appellent — faute de mieux ? — les immigrés de la deuxième génération.

Etrangers en France et dans notre pays, autant dire les enfants de la nuit. Nous ne ressemblons plus à nos pères, nos pères qui bitument les routes, construisent les H.L.M. et ramassent les poubelles. Résignés et supportant le mektoub quotidien, nos parents

gardent l'espoir mythique d'un retour triomphal au bled. Là-bas, le lopin de terre et la demeure paisible, fruits tardifs et amers d'une vie de labeurs et de privations, clameraient bien quant à la revanche sur le destin. Castrant le rêve des parents et refusant d'en payer le tribut, les enfants de la nuit s'installent dans la décrépitude de l'arbre. Accouchés par l'Histoire et aussitôt reniés par elle, nous crions à la face du monde : « Qui sommes-nous ? ». Privés de la mémoire collective de nos ancêtres, nous n'arrivons plus à nous situer par rapport à une réalité qui nous bouscule. Sur les bancs de l'école, le maître nous inculque la supériorité de l'Occident, son histoire, ses valeurs, ses héros et sa force. Une école qui sanctionne massivement notre « inculture » et notre inadaptation sociale. Les plus chanceux d'entre nous, un précieux C.A.P. en poche, iront grossir les bataillons de chômeurs qui, chaque semaine, prennent

SUITE PAGE 20



•••

2 Mai

Procès du journal « Combat Réunionnais » pour un édit de 73. Ce procès devient celui de Bumidom.

Mai-Juin

Grève chez Chausson. Grève dure des immigrés qui s'affronteront aux CRS. Les immigrés demanderont la dissolution de l'amicale marocaine.

6 Mai

Les Mauriciens de Troyes gagnent leur procès contre Silvrio.

15 Juin

A Troyes, rassemblement des immigrés de l'Aube. 1500 pour fêter la victoire des Mauriciens. Mais le trafic continue depuis l'île Maurice, un charter arrive chaque mois en Belgique.

Septembre

27 foyers Sonacotra font la grève des loyers. Création du Comité de coordination. A la fin de l'année il y aura 50 foyers en grève.

21 Septembre

Les Mauriciens sont de plus en plus nombreux à exiger leur régularisation. Occupations, pétitions, actions spectaculaires. A la mi-décembre, Dijoud recevra l'évêque de l'île Maurice venu se solidariser avec ses compatriotes sans-papiers.

1 9 7 6

10 Janvier

650 Mauriciens seront régularisés.

21 Février

Meeting du Comité de Coordination des foyers Sonacotra en lutte, à la Mutualité.

4 Mars

A Sochaux, les ouvriers immigrés votent l'occupation de l'usine des cycles Peugeot. La grève très dure se terminera le 5 avril.

7 et 16 Avril

14 délégués de 7 foyers Sonacotra sont expulsés manu-militari.

•••

SUITE DE LA PAGE 19

d'assaut de dérisoires châteaux qu'on appelle pudiquement « Agence nationale pour l'emploi ». Les fortes têtes, ceux qui n'admettent pas la normalité des choses, le chômage, le racisme et l'indifférence, ceux qui refusent d'être transformés en bêtes de somme du Capital, troublent l'ordre public et la tranquillité des honnêtes citoyens français et bien ceux-là monsieur, s'exposent d'eux-mêmes aux rigueurs de la loi, par le simple fait d'exister.

Les autres, tous les autres, l'en-nui et l'alcool aidant, prennent doucement le sentier de la délinquance ou s'engagent dans le tunnel ténébreux de la folie. A la maison, le père et la mère continuent leur sempiternel monologue sur le bled, vantant ses vertus et taisant ses misères. Un monologue en arabe, un arabe singulièrement appauvri par l'exil mais que déjà certains d'entre nous ne comprennent plus. Lorsque la langue elle-même se meurt, qu'ad-vient-il de la culture qu'elle

véhicule ? Otages d'un vécu miné par les contradictions, déchirés entre deux cultures qui cohabitent difficilement ensemble, incapables de choisir leur route, les enfants de la nuit sont cependant habités par une révolte sourde et diffuse. Pareille à la force d'un torrent qu'on croit dompté par les digues cette révolte est porteuse d'avenir. Un avenir que Dieu seul et monsieur Stoleru connaissent...

Mohamed Ramdani

TALEB HADJAJ FAISAIT PARTIE DE CES DETENUS QUI NE VEULENT PAS CREVER A PETIT FEU. FRESNES, FLEURY, BOURGOIN ET ENFIN CLAIRVAUX... DERNIERE ETAPE.

**EN PRISON :
IL FAUT TOUT VOIR
ET SE TAIRE**

**Il y a eu trente-six suicides,
dont ceux de nombreux
immigrés, dans les prisons
françaises en 1973.
Derrière les hauts murs,
des hommes et des femmes
se mutilent, se pendent,
s'empoisonnent... pour
tenter d'en finir une fois
pour toutes avec la prison,
et surtout avec l'isolement.**

Qui se souvient encore de Patrick Mirval, jeune Antillais, décédé en 1974 à la prison de Fleury-Mérogis, lors de son transfert au mitard. Enchaîné aux pieds et aux mains et roué de coups par les matons. Les nombreuses traces de coups relevées lors des premières autop-

sies seront passées discrètement sous silence. Jamais l'administration pénitentiaire n'osera prétendre que c'était un suicide. D'expertise en expertise, une conclusion s'impose : Mirval s'est tué tout seul d'une « crise de colère violente »...

Le 30 avril 1975, toujours à Fleury-Mérogis, Alain Khetib, 23 ans, est retrouvé mort dans sa cellule. Les parents demanderont à voir le corps, ce qui leur sera refusé. Ils ne le verront que quinze jours après l'autopsie. Version officielle : Khetib s'est pendu à son porte-serviette situé à 60 centimètres du sol !!!

A la prison des Beaumettes, le 27 avril 75, Sallah Bel-Abbès, meurt sous les coups répétés des matons pendant son transfert au mitard. Combien de cas semblables se produisent-ils dans les diverses prisons de France et ne seront jamais connus du public ?

Il aura fallu attendre 1972, l'année record des suicides (36) pour qu'éclate enfin cette vérité. Volontairement minimisés par l'administration pénitentiaire, ignorés par le public. Eh oui, derrière les hauts murs des prisons, des hommes et des femmes se pendent, se mutilent, s'empoisonnent, etc. Pour tenter une fois pour toutes d'en finir avec la prison, et surtout l'isolement. A Fleury-Mérogis, le détenu est

souvent seul en cellule. C'est donc presque 24 heures sur 24, hormis l'heure quotidienne de la promenade qu'il demeure enfermé dans sa cellule. Cet isolement est renforcé par le mitard, prison dans la prison pour les détenus contestataires ou ayant commis des manquements à la discipline intérieure. Le quartier de haute-sécurité, spécialement aménagé pour les individus dits « dangereux ». Là, l'isolement est total. Aucun contact n'est possible avec les autres détenus. C'est la mort lente pendant dix ans, quinze ans ou vingt ans...

Alors, il se trouve des détenus qui refusent cette condition de banni et tentent par tous les moyens d'en finir avec la haine et le mépris. L'évasion... est souvent envisagée mais quasiment impossible. Alors, il ne reste plus que la mort. La mort rapide contre la mort lente pour enfin se délivrer.

Récemment, le 25 février 80, un jeune détenu algérien de 25 ans, Taleb Hadjaj, se donnait la mort en se pendent avec ses draps à la centrale de Clairvaux. Condamné à la réclusion criminelle à perpétuité le 28 janvier 1977 pour le hold-up de la rue de Breuteuil à Paris commis le 8 septembre 1975.

Avant de se donner la mort, Taleb Hadjaj écrit une longue lettre à son avocat qu'il intitule « Restons optimistes ». Classé comme in-

21 Avril

86 Pakistanais venus demander des papiers chez Dijoud sont rapatriés au Pakistan.

24 Avril

Manifestation à Barbès contre les expulsions organisées par le Comité de coordination : 15000 personnes demandent le retour des expulsés.

1er Juillet

Les opérations coups de poings se multiplient contre les immigrés sans-papiers. A Paris la police s'installe dans le métro.

76-77

Les ouvriers turcs sont en grève avec occupation chez Roth frères, à Strasbourg. Ils repoussent des charges de CRS venus les expulser de l'usine.

1977

22 Février

A Gravelines début de la grève des immigrés sur le chantier de la centrale nucléaire.

4 Mars

Expulsion d'un porte parole du Mouvement des sans-papiers mauriciens, Vijay Ramgoolan.

Mars

Le Conseil d'Etat annule les arrêtés d'expulsion pris contre 12 délégués Sonacotra. Ils reviennent en France. Entretiens la grève à gagné d'autres foyers.

Mars

Dans les Ardennes : grève dure des OS de Eaton-Manil.

Mars

Après l'OCA c'est le Motif Mouvement des travailleurs Ivoiriens qui est frappé de nullité.

26 Mars

A Marseille rassemblement contre le centre d'internement d'Arenc interdit.

2 Avril

Second meeting des Sonacotra à la Mutualité



dividu « dangereux » par l'administration pénitentiaire, lui qui n'avait ni tué ni blessé. Il dût supporter pendant cinq ans l'isolement et l'immobilité. La table, la chaise et le lit de sa cellule étant coulés dans le béton. La moindre décoration qui aurait pu égayer l'environnement était interdite :

rien, sinon les barreaux, le grillage la porte qu'on lui ouvrait une heure par jour pour une promenade solitaire.

Taleb Hadjaj faisait partie de ces détenus qui ne veulent pas crever à petit feu. Il participa à plusieurs mouvements de révolte et à des

grèves de la faim contre les conditions de détentions en Q.H.S. De Fresnes à Fleury, de Briey à Bourgoin, puis Tarbes pour enfin arriver à Clairvaux, dernière étape... Pour le long voyage... qu'il se préparait.

F.A.

« JE SUIS MORT A 25 ANS »

« Il fallait prendre une décision. Je ne peux pas affirmer avoir raison dans l'absolu, mais il fallait mettre fin à cette ronde infernale, alors... Le crépi s'effrite... Apparaît le lieu du crime... »

C'est un énorme gâchis... Et si je me suicide, c'est par désespérance envers moi. Comprenez : je suis mort désespéré, mais pas dépressif. Depuis deux ans, je pense mettre un terme à cette situation. Le recours à l'évasion ayant échoué, il me restait « l'autre évasion ». Je suis mort à 25 ans. Ce sont 25 ans de

destruction ; de haine, de souffrance, de larmes, de quête d'amour, d'affection et d'amitié. 25 ans d'où surgit « glorieusement » le négatif... Le vide stérilisant de la lâcheté humaine. Lâche à cause de son incompréhension... Tout simplement.

J'ai reçu en pleine gueule la prise de conscience TOTALE de notre pourrissement. Nous banalisons, minimisons ou employons la dérision pour tout ce qui concerne le cœur ou le sexe. Et les idées nobles telles que démocratie, non-

violence, droit de l'humain, sont pervertis au profit du monstre.

Oui, pendant ce verbiage, le monstre vaque à ses affaires... Tous les jours, je crève. J'ai mal.

Terriblement. A croire qu'un cancer me dévore. Je vous quitte, empli de haine et d'amour. De l'amour que j'ai raté, de l'amour que je n'ai pas eu, et de l'amour que je voulais donner. (Bonne chance) ».

Taleb Hadjaj

● ● ●
contre la pratique des
procédures d'urgence.

20 Avril

Menaces d'interdiction de
l'AMF (Association des
Marocains en France)

Avril-Mai

Grève des éboueurs.
L'armée vient les
remplacer.

4 Juin

Manifestation contre
Arenco, à Marseille malgré
l'interdiction préfectorale.

Juin

Grèves des nettoyeurs du
métro pendant 32 jours.
Les nettoyeurs de 5
entreprises s'unifient pour
une grève commune et
vont demander à la CFDT
de les soutenir.

Juin

Stoléru annonce sa
politique d'aide au retour.
Il offre 10 000 F à tout



immigré chômeur qui se
porterait candidat. Cette
mesure est qualifiée
d'ignoble par l'ensemble
des organisations
immigrées et les
syndicats.

22 Septembre

Stoléru annonce que 1500
Mauriciens pourront
être régularisés.

22 Octobre

Le Conseil d'Etat consulté
sur le projet de décret
relatif à la suspension
de l'immigration familiale
pendant 3 ans vient de
rendre un avis
défavorable.

19 Novembre

Manifestation, de Barbès à
la Nation contre les
mesures Stoléru, par le
Comité de coordination
des foyers Sonacotra :
6000 immigrés.



Sans-Frontière

MARS 1981. UN JEUNE PRETRE FAIT LE TOUR
DE FRANCE ET DE SES AMIS AVEC UNE IDEE
TOUTE SIMPLE : UNE GREVE DE LA FAIM CONTRE
LES EXPULSIONS DE JEUNES.

L'ENVIE DE PLEURER ET DE TOUT CASSER

La grève de la faim

illimitée à laquelle je suis

décidé à me livrer n'aura

de sens que si elle

s'accompagne de prises de

paroles et d'initiatives

venant des Maghrébins de

France eux-mêmes.

Il vit parmi nous tout un peuple que nous feignons de ne pas voir ; un peuple que nous méprisons ; un peuple nombreux dont les responsables de notre pays nient

quasiment l'existence. Ce peuple, c'est celui des enfants d'immigrés, ceux que certains sociologues ont appelé la « deuxième génération », mais qui est surtout une nouvelle génération. Ce peuple de presque un million et demi de personnes, dont près de la moitié est de sang maghrébin, est volontairement confondu avec l'ensemble des « immigrés ». Et comme tous ceux à qui est accolée cette dernière étiquette, les membres de ce peuple sont, dans ce pays soi-disant de libertés, les « sans-droit » par excellence, quand bien même la plupart est née ici ou (et) a passé plus de la moitié de sa vie en France.

Prêtre du diocèse de Lyon depuis 1978, membre du Mouvement pour une Alternative Non Violente (MAN) depuis la fondation de cette organisation, j'ai eu ma vie marquée par la rencontre du monde des jeunes Algériens de France voici déjà sept années. Habitant alors le quartier ouvrier de Gerland dans le sud-est de Lyon, je suis en-

tré naturellement en relation, dans la rue et chez moi, avec plusieurs groupes de ces jeunes, partageant dès lors beaucoup de leur vie et recevant énormément d'eux, il va sans dire.

Avec eux, j'ai souffert de la ségrégation raciale dont ces jeunes sont très souvent les victimes dès leur plus jeune âge et des conséquences que celle-ci entraîne.

J'ai vu, par exemple, avec colère que presque tous étaient mis dans « des voies de garage » à l'école, et qu'ils ne pouvaient ainsi prétendre à un vrai épanouissement personnel et collectif, ni à une formation professionnelle et à un emploi satisfaisants. J'ai vu ces jeunes avoir souvent honte de leurs parents, parce que ceux-ci avaient accepté l'exploitation en se taisant, mais aussi parce que la culture véhiculée par ces derniers n'a pas réellement droit de cité dans ce pays. J'ai vu mes amis ne pas pouvoir affirmer leur personnalité propre d'Algériens de France, être

...
1 9 7 8

25 Avril

Incendie dans les cités Galiéni de transit de la Sonacotra à St-Denis.

26 Avril

Grève d'ouvriers immigrés dans un bidonville roulant. Ces ouvriers algériens réparent les voies ferrées de la SNCF pour le compte de la société Déhé. Ils veulent une prime de déplacement et de meilleures conditions de logement.

8 Mai

Circulaire Bonnet contre les étudiants étrangers, afin de les filtrer. Cette circulaire n'est pas publiée au J.O.

Juin

500 OS la plupart des Mauritaniens et des Sénégalais sont en grève à Renault-Flins aux ateliers des presses. Cette grève-bouchon porte toujours sur l'accès à une meilleure classification des O.S. Le 27 juin la police évacue les ateliers.

1er Juillet

Stoléru annonce les nouvelles hausses des loyers dans les foyers pour travailleurs immigrés.

7 et 8 Juillet

Une centaine d'immigrés sont traduits en justice devant 14 tribunaux d'instance pour leur participation à la grève des loyers dans leur foyer Sonacotra.

8 Juillet

Manifestation de plusieurs milliers d'immigrés des foyers Sonacotra de Barbès au Père Lachaise.

24 Novembre

Le Conseil d'Etat annule les circulaires de Stoléru et du ministre de l'Intérieur, concernant l'arrêt de l'immigration, notamment de celle des familles, l'aide au retour. Le Conseil d'Etat estime que le ministre n'est pas fondé pour prendre de telles dispositions. C'est le Parlement qui doit en juger. Il faudra plusieurs juger. Il faudra plusieurs mois au gouvernement pour préparer des projets

déchirés entre la culture transmise par leurs familles et la culture dite « française », parce que tout leur dit que si ils veulent continuer à vivre ici, il faut « s'intégrer », tuer sa différence au lieu de la faire s'épanouir... disparaître! J'ai vu les jeunes Maghrébins de Gerland et d'autres quartiers de Lyon ou de l'agglomération, se « débrouiller » comme ils le pouvaient pour trouver un peu de plaisir sinon de bonheur, parce qu'aucune « place au soleil » ne leur est réservée. Beaucoup en sont venus de la sorte à commettre des actes de délinquance (vols, essentiellement, mais aussi proxénétisme et trafic de drogues). Certains ont pensé pouvoir essayer la prostitution. D'autres boivent, se droguent, deviennent malades au plan psychique comme au plan physique...

J'ai vu la rage rentrée de mes amis après avoir subi des humiliations policières, simplement parce qu'ils étaient « frisés et bronzés » et qu'ils se trouvaient après sept heures du soir dans les rues, et avec eux j'ai eu plus d'une fois l'envie de pleurer et de tout casser...

... Accablé par les appels de désespoir, blessé à cause des amis qu'on m'arrache ou qu'on veut m'arracher, j'en suis donc venu, après avoir cherché et essayé bien d'autres moyens d'actions, à faire le projet d'une grève de la faim illimitée pour que cessent enfin les expulsions des jeunes nés ou ayant passé plus de la moitié de leur vie en France, et pour que les jeunes qui ont été bannis puissent revenir.



... Il m'apparaît fondamental, en effet, de ne pas agir pour les gens, mais avec eux, même si tous ces problèmes de la vie entre ethnies et cultures différentes nous concernent très personnellement et très collectivement dès lors que nous ne voulons pas devenir des « petits Blancs d'Afrique du Sud » dans un système « apartheid » façon Giscard, Bonnet, Stoléru ou Peyrefitte.

... La grève de la faim illimitée à laquelle je suis décidé à me livrer n'aura de sens que si elle s'accompagne de prises de paroles et d'initiatives venant des Maghrébins de France eux-mêmes, et les contacts déjà pris me font penser que cela adviendra. Faire cette grève à la veille des élections présidentielles me paraît également important, si elle sert à rappeler et surtout à faire entendre la présence des « Immigrés » et de leurs enfants dans notre pays dans un moment où l'avenir de ce dernier et de ses populations peut être modifié.

Christian Delorme

UNE SEMAINE AUX MINGUETTES,
IMMENSE ZUP EXCENTREE,
AVEC SES TOURS GARANTIES
« PUR BETON MASSIF »

RODEOS DE JOURNALISTES AUX MINGUETTES

**La grève de la faim de
Lyon aboutit à la
suspension des expulsions
de jeunes. En attendant le
vote des lois sur l'entrée
et le séjour des immigrés à
l'automne 1981, Lyon est
de nouveau projetée sur les
devants de l'actualité.
Vénissieux devient, pour
des millions de personnes,
synonyme de violence,
rodéos, ...**

S'appelaient-ils Ali, Karim ou Mohammed? Je n'ai pas osé lui demander son nom. Nous sommes dans la banlieue lyonnaise, plus précisément dans la commune de Vénissieux, aux Minguettes, immense ZUP excentrée sur la conurbation de Lyon, avec ses tours carrées garanties « pur béton massif » que l'on aperçoit à 20 Km à la ronde. Il est aux alentours de 22 heures... Dans le bus qui nous ramène sur Villeurbanne, autre banlieue de l'Est lyonnais, mon

voisin d'en face, un jeune Maghrébin à la mine sombre, âgé d'une quinzaine d'années au maximum, me fascine littéralement. Son regard est un puit de désespérance, la bouche est fermée en un pli serré d'amertume, la révolte fuse par tous ses pores. Qui les a entendus, les « loulous de la zone lyonnaise »? Graduellement, il se décrispe, au fur et à mesure que ses potes — dont l'un est un jeune français — en dialoguant avec nous, font disparaître la méfiance.

(L'interrogatoire débute dès l'instant où ils aperçoivent les appareils photo d'Amadou...)

— Vous êtes journalistes? de Paris-Match, d'Antenne 2, de FR3, du Progrès de Lyon?

— Oui... Non, nous on travaille pour des journaux africains.

— C'est sûr? C'est pas de la tchache? Parceque les journalistes de Paris-Match, c'est ce qu'ils nous ont raconté — intervient un grand en brandissant un article où il figure en première page — qu'ils travaillaient pour des journaux africains...

— Vous venez prendre des photos de voitures cramées? demande le pote frenchouillard d'un ton agressif, une mèche rebelle lui barre la figure, il porte la tenue classique des durs, blouson de cuir et jeans. Parce que y'en a qui ont donnée 50 sacs à des copains pour brûler une bagnole... Z'êtes journalistes pour un journal africain d'Afrique Noire? continue-t-il en nous bombardant de

de loi qui soient acceptables par les députés et les sénateurs.

1979

Mars

Victoire de la lutte contre la circulaire Bonnet à Rennes pour l'inscription des étudiants étrangers, suivie peu après à Lille d'une victoire dans le même sens.

Mars à Mai

Campagne contre l'expulsion de Samir et Mogniss, l'expulsion sera annulée. Mais des dizaines d'expulsions sur toute la France n'ont pu être empêchées.

29 Mai

La loi Bonnet passe devant le parlement en 1ère lecture, en fait toute l'année 79 sera marquée par le débat sur ces lois.

A l'appel du MRAP et de SOS Refoulement, 300 personnes manifestent devant le parlement contre le caractère raciste et sélectif de ces lois.

30 Mai

Rafle puis fichage au parc départemental de Nanterre de plusieurs dizaines d'enfants d'immigrés de 10 à 13 ans

Juin-Juillet

6 manifestations dans les grandes villes de France contre les projets de lois Bonnet et Stoléru.

22 Juin

Expulsion de tous les résidents du foyer de Garges les Gonesses et fermeture du foyer.

7 Juillet

1er Rassemblement du comité de coordination des foyers sur le terre plein de Garges ou les résidents avaient dressé leurs tentes.

Été 79

Cascade d'expulsions des résidents en grève dans les foyers de la région parisienne et en province.

Décembre

Adoption de la loi Bonnet sur le séjour et l'expulsion des travailleurs immigrés.

SUITE DE LA PAGE 23

questions comme un inspecteur général.

— Non, d'Afrique noire et d'Afrique du Nord, d'ailleurs, nous empessons-nous de rajouter.

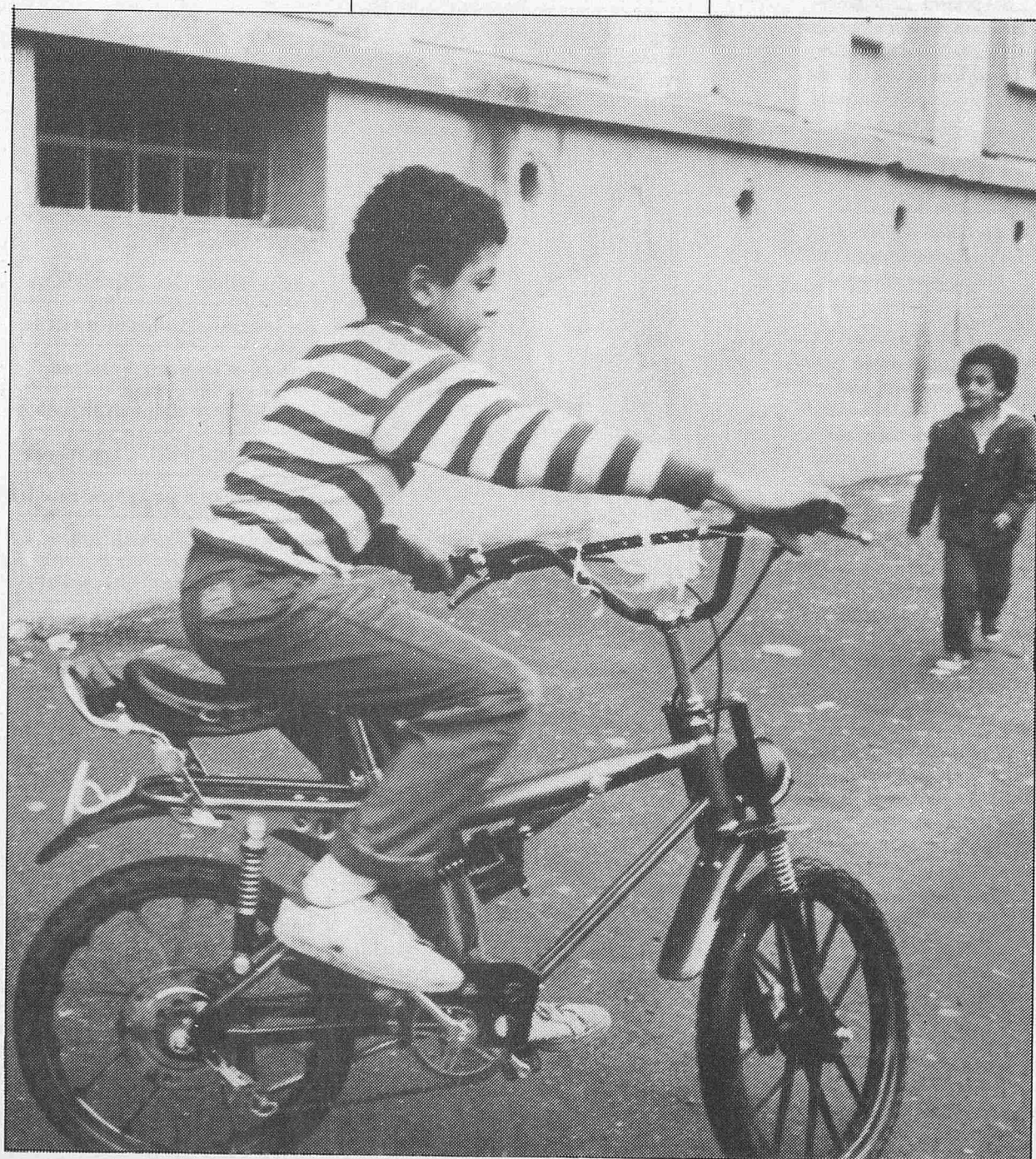
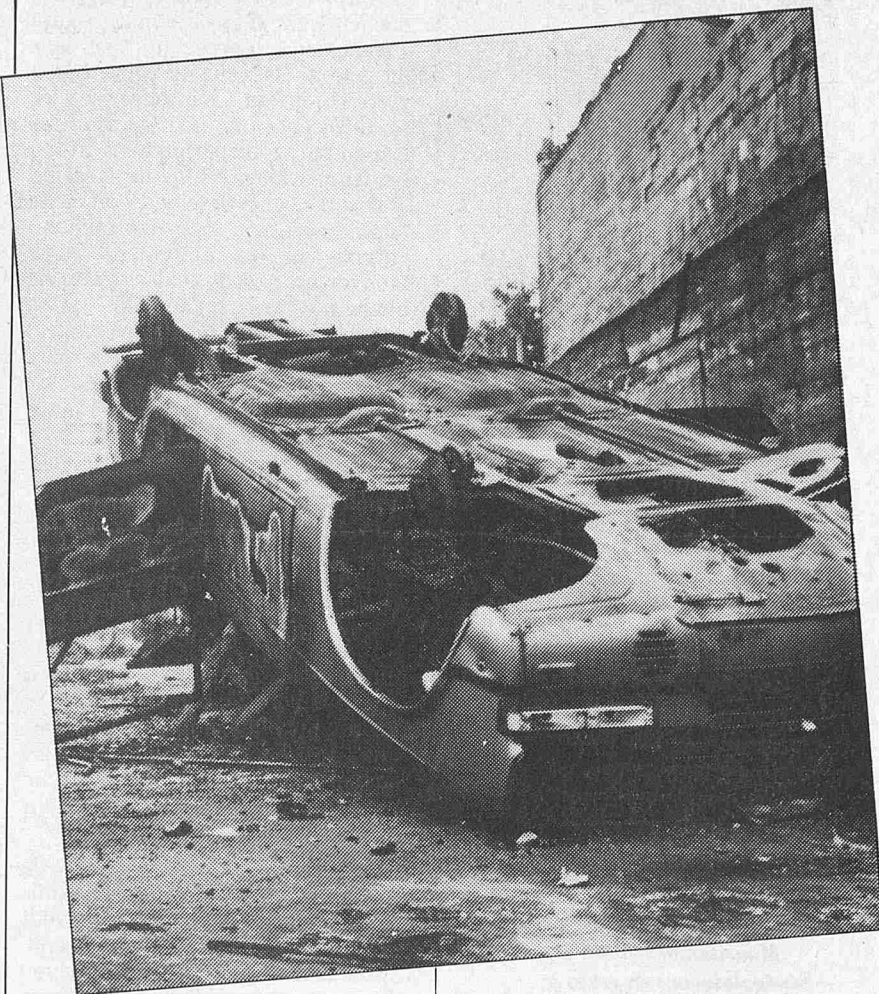
(L'atmosphère commence à se dégeler, mais notre « commissaire Bourrel » ne s'estime pas encore satisfait et veut en avoir le cœur net, aussi poursuit-il son interrogatoire.

— Alors, qu'est-ce que vous voulez prendre en photo ?

— (Amadou, d'un ton méthodique et patient), nous les bagnoles cramées, ça nous intéresse pas... Nous ce qui nous intéresse, c'est les conditions de vie, les immeubles, tu vois...

— Ah ouais... comment les gens vivent quoi ? rajoute-t-il désormais, conciliant.

(Le pacte est enfin scellé et le feu vert donné pour que s'instaure un véritable dialogue. On « fume le calumet de la paix » de manière symbolique lorsque mon sachet de bonbons à la menthe passe de mains en mains. Amadou, le jeune loubard français, son copain algérien ou marocain à la mine ouverte et sympathique qui s'in-



stalle délibérément à mes côtés. Seul mon voisin d'en face au regard farouche demeure sur sa réserve...

A moins qu'il n'aime pas les sucreries ?)

— (Amadou et moi-même, dès lors, attaquons d'emblée notre contre-interrogatoire)... Mais pourquoi les jeunes font-ils des rodéos, provoquent les policiers, et font de la casse depuis plusieurs mois ici ?

— Voulez savoir pourquoi ? reprend l'inspecteur en chef, décidément le plus loquace des trois. Ben on va vous dire pourquoi... Pour s'amuser lâche-t-il comme une bombe. Parce qu'ils s'emmerdent et pour emmerder les flics.

— Y'a pas de boulot, on nous refuse l'entrée des boîtes, intervient mon voisin « d'à côté ». (Du « ils », on passe au « nous », eux et nous sommes devenus de « vrais copains ». A preuve l'intervention inespérée de mon jeune « rat » sauvage).

— Moi, j'ai cherché du boulot, je me suis présenté dans une boîte, on m'a dit qu'on m'écrirait, j'ai attendu et puis j'suis repassé un mois plus tard, on m'a dit qu'on voulait pas de « Nord-Africain », rajoute-t-il d'un ton rageur.

— Mais pourquoi font-ils des rodéos ? nous revenons à la charge...

— A cause des flics, ils font des rondes toutes les cinq minutes, ils nous traitent de sales bicots, alors nous on dit « pas de flics, pas de bordel ! ».

Ils prennent tous en cœur « Pas de flics, pas de bordel ».

Haine du flic et racisme, telles sont les racines du mal à l'origine « des événements de la banlieue lyonnaise » dont le bilan, à ce jour, porte au nombre de 140 les voitures incendiées, d'abord BMW — objectif : atteindre le riche — puis même les 2CV, l'instrument de rébellion se prolétarise — objectif : atteindre la société... tout le monde y passe ! Quoiqu'en disent les administrateurs des communes de l'Est lyonnais, la remise en cause systématique du comportement policier est révélatrice d'un partage « équitable » des responsabilités. Chez les « tèques » (diminutif de métèques ?), les flics de la Grapinière, cette forteresse de la mal vie écrasante où 55 % d'immigrés sont entassés dans la commune communiste de Vaulx-en-Velin, le « racisme est de bon aloi ». Il est vrai, nous précise notre informateur-instituteur français, que l'on trouve parmi eux une majorité de Pieds-noirs : prolongation de la guerre d'Algérie, revue et adaptée aux années 80. Le « hic », c'est que les affrontements opposent des forces psychologiquement inégales : d'un côté, des adolescents, des enfants frustrés, voire quelques adultes « attardés » qui règlent leurs problèmes à travers la délinquance ou le début du truandisme, de l'autre, des flics « dans la force de l'âge » conditionnés par vingt-ans de pouvoir répressif, de bavures passées sous capes par l'administration judiciaire, d'excès de zèle encouragés par les Pouvoirs Publics de l'époque.

Aujourd'hui, des bandes entières de loulous en culotte courte

s'éclatent en balançant des cailloux avec des lance-pierres, à la tête de leurs ennemis de toujours, jadis impunis. C'est le règlement de compte, la revanche du faible sur le fort, la lutte à mort. Quand l'Administration actuelle débordée par les événements équipe les forces de l'ordre de Golf GTI plus opérationnelle dans la poursuite des BMW volées, les « zorros » de la « couine », ainsi qu'ils nomment eux-mêmes les rodéos qui renvoient l'écho du grincement crissant des pneus, exhibent alors des porshes... Et les gamins applaudissent ! Hier opprimés dans le silence général, aujourd'hui victorieux et à la une des informations ! Et puis c'est l'escalade, les incidents qui éclatent à la Grapinière au mois de juillet dernier, gagnent au mois d'août la ZUP des Minguettes dans la commune de Vénissieux, puis l'ensemble (ou ce qu'il en reste) de la rue Olivier de Serre à Villeurbanne, puis le centre ville de Lyon dans le 3ème et 8ème arrondissement. Enfin le phénomène finit par s'étendre à la région entière comme le prouvent les récents événements durant le week-end du 9 au 11 octobre. On tape à tort et à travers on vise aussi bien les bus que les voitures de particuliers, on provoque à qui mieux mieux, les civils autant que les flics et les sapeurs-pompiers.

(Retour à la conversation dans le bus).

— D'ailleurs, reprend « mon voisin d'en face », plus sombre que jamais, on avait fait un pacte avec le préfet de police. Ça a duré une semaine, y'a pas eu de flics y'a pas eu de bordel, affirme-t-il avec une logique rigoureuse. Mais après une semaine les flics sont revenus (mine scandalisée). Alors on a pris des bagnoles et on leur est rentrés dedans ».

M. Houel, maire de Venissieux, est bien obligé de se rendre à l'évidence, et de reconnaître avec nous « qu'il y a une tendance d'un grand nombre de famille de la ZUP à refuser le dialogue, la concertation, la rencontre avec les jeunes immigrés. »

Il apporte lui-même de l'eau à notre moulin en évoquant l'impossible tentative de la municipalité qui avait préconisé l'année précédente, la constitution de « Conseils de Tours ». Les habitants communistes ou sympathisants étaient chargés de créer dans leur propre environnement ces « instruments de dialogue »... Tentative qui échoua faute de participants.

A Olivier de Serre, il existe une école secondaire rue du Progrès... Lorsque dans le quartier voisin de la Peraillère, un second établissement fut construit « tous les français sont partis » et l'école du Progrès est devenu « 100 % maghrébine à l'exception d'un seul gamin, fils d'une sympathisante », raconte Amiri Bouchaib, éducateur marocain. Plus tard, avec le changement de gouvernement, la nouvelle directrice de l'école secondaire de la Peraillère a voulu ouvrir ses portes aux enfants d'immigrés, mais les parents ont refusé... Question d'honneur, on les comprend !

Joelle Lanissi-Pinto
(Octobre 81)



SI ON N'EST PAS SEULS,
SI ON EST SOUTENU PAR
BEAUCOUP DE GENS,
ÇA RISQUE DE CHANGER.

TOUMI, SIX MOIS AVANT LA MARCHÉ

Cette interview de Toumi

Djaïdja a été réalisée

dimanche 3 avril 1983

alors que les jeunes du

quartier de Montmousseau

de la ZUP des Minguettes,

à Vénissieux, en étaient à

leur septième jour de grève

de la faim.

Depuis, leur grève a été

arrêtée le vendredi 8

avril 1983 après avoir

obtenu partiellement

satisfaction.

SANS-FRONTIERE. — Qu'est-ce qui s'est passé exactement le 21 mars dernier ?

TOUMI DJAÏDJA. — C'est d'abord un ras-le-bol des jeunes. Il y a trop de provocations de la part de la police, ils nous prennent vraiment pour des moins que rien ! C'était vers sept heures du matin, un fourgon de flics est arrivé dans le quartier parce que — soit-disant — il y avait du matériel volé dans la tour : ils prétendaient avoir vu des voitures décharger des fourrures volées à Chambéry. Ils disent qu'ils se sont ramassés des pierres d'un étage de la tour... ça, on ne sait pas si c'est vrai. Mais une demi-heure après, au moins dix fourgons de flics en tenue et en civil ont débarqué. Nous on était là, on s'est rassemblé mais on n'a pas bougé ; deux fourgons de flics sont venus à la tour N° 10 : ils voulaient

SUITE PAGE 26



Amadou Gaye

SUITE DE LA PAGE 25

perquisitionner, et ont fait tous les étages pour essayer de trouver les objets volés. Sous prétexte que les jeunes qui leur avaient lancé des pierres s'y cachaient, ils sont entrés chez des familles en défonçant les portes, sans mandats de perquisition : ils ont frappé une mère de famille, et c'est je crois, ce qui a tout déclenché. Il faut dire que nous, on n'avait pas encore bougé, qu'ils se mettaient déjà à nous jeter des grenades lacrymogènes. Au cours de la perquisition, les flics ont trouvé une fourrure, qui, paraît-il, provenait de ce vol de Chambéry. Nous, on a su qu'ils avaient manqué de respect à nos mères et aux personnes âgées : c'était trop, vraiment trop, et là on a réagi ! La castagne a duré jusqu'à une heure de l'après-midi. A la sortie des écoles, à 11 heures, les mères de famille avaient peur pour leurs gosses, qui chialaient à cause des trucs lacrymogènes. Ce qui n'a pas été dit dans les journaux, c'est qu'on a retrouvé des douilles de balles à blanc par terre, et que donc ils avaient tiré. Il aurait suffi qu'un jeune ait un pétard, et c'aurait été vraiment un massacre : il y avait à peu près trois cents flics, et en face on était une cinquantaine, pas plus. Il y avait beaucoup de monde autour, mais ceux qui se sont af-

frontés avec les flics étaient peu nombreux.

Il paraît que les policiers ont essayé d'investir votre local ?

— Oui, les flics croyaient qu'il y avait du matériel volé dans le local, ils ont défoncé la porte, sont entrés et ont vu qu'il n'y avait rien du tout.

Qu'est-ce qui a mis fin à l'affrontement avec les flics ?

— C'est leur départ. Juste après on est descendu à la mairie pour poser des questions au maire, mais on ne nous a pas reçu : là encore, il y avait des flics, et même le préfet en personne. Ils n'ont pas voulu discuter avec nous calmement, les flics devenaient agressifs, on a eu peur, alors on est remonté au quartier.

On sait par ailleurs que la mairie, à l'issue de l'été 81, vous avait fait des promesses. Est-ce vous pouvez les rappeler et dire où ça en est ?

— Il y a eu en effet des promesses pour du travail sur la cité dans le cadre de la rénovation du quartier. Ils nous prennent pour des incapables, alors qu'on leur a prouvé qu'on pouvait et qu'on voulait travailler. Tu connais le local qu'on nous a filé, il était complètement pourri, et c'est nous qui l'avons entièrement retapé. Tu vois dans quel état il est actuellement ! Alors on attend depuis deux ans au moins, mais il n'y a rien eu.

Quelles sont les revendications

qui motivent votre grève de la faim ?

— C'est d'abord la libération de notre copain Tunch, qui a été condamné suite aux événements du 21 mars. Ils n'ont ramassé que lui, et ils l'ont accusé d'être le meneur, alors que ce n'est pas vrai : nous sommes tous meneurs, il faut qu'ils emprisonnent tout le monde ou personne. Ensuite, comme le disait le copain tout à l'heure, il y a cette promesse de rénovation du quartier Montmousseau : on attend toujours, et on veut qu'il y ait des jeunes du quartier qui soient embauchés en priorité sur ces chantiers. Enfin, il y a ce contrôle policier tous les jours qui nous fout en boule, on en a marre d'être contrôlé et souvent insulté par des flics et des CRS ; c'est pas qu'on ne veut pas de la police, mais on veut une police juste, et égale pour tout le monde, et qu'on cesse de nous provoquer, on ne supporte plus ça. Il y a des flics qui ont des comptes à régler avec nous, comme ça, gratuitement, et qui sont prêts à tirer. Nous, ce qu'on demande, c'est du travail, et de vivre en paix, c'est pas grand-chose, non ? Nos revendications ne sont pas difficiles à satisfaire, on espère aboutir.

Pourquoi avoir désigné des intermédiaires pour négocier vos revendications, pourquoi pas vous ?

— Parce que si nous le faisons

actuellement, ça ne porterait pas ; ils diraient même qu'on est des meneurs, des têtes brûlées, notre parole ne servirait à rien. Alors on a choisi des personnalités reconnues par tout le monde et sensibilisées à nos problèmes et à nos revendications, en espérant qu'elles seraient mieux écoutées, et qu'elles auraient plus de poids. Et puis il y a aussi le fait qu'on ne sait pas ce qui va se passer après la grève de la faim ; les flics risquent de réagir très mal et d'emmerder le plus possible ceux qui seraient apparus parmi nous comme les porte-paroles. C'est pour ça par exemple qu'on ne reçoit pas n'importe quels journalistes, et qu'on ne donne pas nos noms.

En disant cela, est-ce que vous ne partez pas un peu perdants ?

— Non, pas du tout, les choses vont évoluer, c'est sûr. Mais ce qu'il faut que les gens sachent, c'est que nous on est connus par les flics du coin, et que comme chaque été ils vont essayer de trouver des prétextes pour qu'il n'y ait pas trop de bordel. Alors si on la ramène trop maintenant, tu peux être sûr qu'ils vont essayer de trouver des prétextes pour nous mettre au trou cet été. Mais si on n'est pas seuls, si on est soutenus par beaucoup de monde, ça risque de changer, et ça on l'espère vraiment.

Propos recueillis par
Adil Jazouli

MEMOIRES

Lorsque nous avons entamé en mars 1979, l'aventure de Sans-Frontière, une idée principale guidait nos pas : Témoigner. Car nous étions ahuris de constater qu'un pays d'immigration, comme la France, et ce depuis un siècle, se retrouvait tous les 30 ans à découvrir « ses immigrés » comme si aucune mémoire n'avait traversé ce siècle d'immigration. Comme « s'ils » n'avaient jamais existé, autrement que comme des « bras », alors qu'il s'agissait d'êtres humains, avec leurs peines et leurs joies, leurs réussites et leurs échecs... C'est l'objet essentiel de ces mémoires d'immigrés, que nous publions comme contribution à une histoire de l'immigration en France...

... FACILE DE CESSER DE L'ETRE. SI VOUS REGRETTEZ VOTRE PAYS, VOUS TROUVEREZ ICI CHAQUE JOUR PLUS DE ...

JE N'AURAI PAS VOULU M'APPELER MARIE

« L'IMPORTANT, C'EST DE VIVRE DEBOUT »

**Dans un livre publié
chez Maspéro : Décharge
publique, Aïcha a donné
le témoignage de ses
compagnes de malheur
et de lutte dans les
foyers de l'Assistance
Publique qu'on appelle
aujourd'hui la DASS.
Pour Sans Frontière, elle
parle d'elle, Aïcha,
petite fille métissée,
orpheline, « pupille de la
Nation » ; adolescente
révoltée et passionnée ;
femme immigrée,
apatride et
révolutionnaire.**

Aïsha, c'est mon prénom. C'est un nom hébreu. Ça s'écrit « Aïsha », ça se prononce « Aïra ». Mon père était kabyle et ma mère juive polonaise. J'ai fait des recherches. Ma mère a eu quatre enfants avec mon père. Il était soldat pendant la dernière guerre. Il est mort en déportation avec ma mère. Je l'ai su à 18 ans. A 15 ans, je me suis inscrite au parti communiste. Un jour, j'ai dit à des copains que je ne savais rien de mes parents. J'ai donné le nom de mon père et le nom de ma mère. C'est le Parti qui a retrouvé la trace de ma mère : elle faisait de la résistance. J'ai deux frères morts en déportation.

**MA MÈRE A ÉTÉ
DEPORTEE, J'AVAIS
TROIS MOIS**

Ma sœur a échappé aux rafles, je l'ai retrouvée à 8 ans en même temps que ma grand-mère.

Ma grand-mère était juive polonaise émigrée en France à l'époque de la montée du nazisme. Ma mère a été déportée, j'avais trois mois. Je ne l'ai jamais connue. Ma grand-mère qui était ouvrière agricole en Ariège a fait le tour de France pour nous retrouver. Elle vivait avec ma sœur. Tout le monde avait disparu. J'ai fait des recherches à Varsovie, à Auschwitz je suis la seule survivante. Ma grand-mère n'a rien su jusqu'au moment où elle m'a retrouvée.

**L'ÉCOLE, J'AIMAIS BIEN.
J'AIMAIS APPRENDRE,
COMPRENDRE**

Elle est allée de ville en ville, dans les mairies, les orphelinats, les foyers ; elle se louait à la journée dans les champs ; elle a parcouru des centaines de kilomètres à pied pour arriver jusqu'à moi. J'ai su que ma mère avait participé à la résistance en France. Ma grand-mère a mis trois ans pour me retrouver. Elle recherchait tout le monde, la famille, avec ma sœur. Moi, j'y croyais pas. Quand on m'a dit — c'est ta grand-mère —, j'y croyais pas et quand je l'ai vue, je ne l'ai pas cru non plus. C'était pas sûr pour moi. Je suis partie avec elle. J'avais pas le choix. Pendant deux ans, je ne lui ai pas parlé. J'avais 8 ans. Elle m'a emmenée en Ariège. Ma sœur, je lui flanquais des roustes. Elles travaillaient toutes les deux, elles se louaient ouvrières agricoles dans un petit village de montagne. On s'aimait pas beaucoup avec ma sœur. Elle s'appelait « Sara ». Ma grand-mère parlait mal le français. Je parlais une langue mélangée avec elle : polonais, yiddish, occitan... On se parlait plus par gestes d'ailleurs, ou par dessins.

Ma grand-mère n'a rien exigé de moi, ni amour, ni affection. Elle a respecté mon silence. Je ne l'appelais ni grand-mère, ni mammy au début. Ma sœur et elle étaient étrangères, je les détestais. Déjà, je n'aimais pas les adultes. C'étaient des ennemis. Elle chantait beaucoup ma grand-mère, en polonais. J'aimais sa voix. Je l'ai vue parfois, les larmes aux yeux. Ça m'a touchée. Petit à petit, je me suis apprivoisée. Le soir, elle ne m'a jamais imposé le baiser du soir. Elle a accepté ma sauvagerie, mon refus, moi, finalement. Une fois, je me suis bagarée, je me suis fait

rouster ; je suis rentrée les habits déchirés, en larmes, tuméfiée, elle n'a rien dit, sauf : « l'important, c'est de vivre debout », c'est tout. Ça m'a rappelé la dignité de nos tribus d'enfants quand on a vécu en bandes d'orphelins après la guerre dans la région de Caen.

L'institutrice s'est occupée de moi. L'école, j'aimais bien. J'aimais apprendre, comprendre. Elle est venue voir ma grand-mère pour que je continue à l'école. C'est peut-être à partir de ce moment là, que j'ai pu parler à ma grand-mère.

Elle m'a prise dans les bras, je me suis laissée faire. Je l'ai appelée — Mammy — Un jour, je lui ai dit : « je veux savoir qui sont mes parents, où ils sont ». Elle m'a répondu : « moi aussi. Ta mère est ma fille ». C'est là que j'ai compris qu'elle était vraiment ma grand-mère. Et puis, je portais le même nom qu'elle ; j'avais une mère, idéale, parce qu'elle n'existait pas. Ce que j'ai appris par la suite, sa résistance, sa mort dans un camp nazi, tout ça a servi à alimenter l'image que j'avais de ma mère. Je n'avais pas honte. Ma grand-mère ne me parlait pas beaucoup de ma mère. Elle est morte à 60 ans d'une crise cardiaque. C'est moi qui l'ai trouvée morte. Je n'ai plus douté qu'elle était ma grand-mère.

Ma grand-mère ne croyait pas en Dieu. Un jour, elle m'a dit : « tu viendras sur ma tombe pendant 15 jours et tu me demanderas si dieu existe, je te le dirai. » Pendant 15 jours après sa mort, je suis allée sur sa tombe, je n'ai pas eu de réponse à ma question... j'avais 12 ans. Ma grand-mère n'aimait pas la religion parce que ça mène à la résignation. C'est le maire du village qui s'est occupé de ma grand-mère morte. Elle venait de toucher de l'argent de la déportation. L'Assistance Publique a tout pris. Je n'en ai jamais vu un centime.

Pas de fleur, pas de couronne, un cercueil en sapin...

On l'a conduite directement au cimetière sans prêtre avec juste le fossoyeur. Ma sœur était morte trois mois avant, d'une attaque cérébrale. Je me suis retrouvée seule. La DASS m'a reprise.

J'ai été 6 ans en semi-liberté. C'est là que j'ai connu les copines qui parlent dans le livre.

Pendant la guerre d'Algérie, j'ai fait partie du réseau Jeanson, j'ai appris que mon père était mort en camp et qu'il avait de la famille en Algérie.

**JE M'APPELLE AÏSHA
DEPUIS TOUJOURS**

J'ai toujours dit que j'étais « juive et arabe ». A 16, 17 ans, j'étais arabe, j'avais les cheveux frisés. En Normandie, ça ne se voyait pas beaucoup, les Arabes. Quand je suis allée dans le midi, je n'ai pas souffert du racisme comme en Normandie. Dans le foyer, je n'étais pas la seule Arabe. On était trois ou quatre. Il y a vais plusieurs filles juives noires aussi. C'est celles qu'on maltraitait le plus. Maguy, par exemple, elle était noire. On a fraternisé tout de suite, elle et moi.

J'ai bien dit que je n'étais pas française ; je m'appelle Aïsha depuis toujours. Je n'aurais pas voulu m'appeler Marie. Les bonnes sœurs débaptisaient les filles pour leur donner des noms français. On donne des noms français aux petits Vietnamiens réfugiés, actuellement, sous prétexte que leurs noms sont difficiles à prononcer. Maguy s'est toujours appelée Maguy. Dans le livre, je n'ai pas changé mon nom. On l'appelait « Bamboula, sale négresse », on lui disait qu'elle puait. Moi, je la défendais, je cognais quand on l'insultait. Quand on arrivait toutes les deux, on entendait : « ça pue ». Un jour, j'en ai chopé une. Une autre fille qui s'appelait aussi Aïcha, nous insultait avec les Françaises. Je lui ai dit : « avec le nom que tu as... » et je l'ai cognée. D'autres aussi.

**ÊTRE ARABE,
C'EST ÊTRE SEMITE**

Quand je sortais avec Aïcha ou Djalila dans la ville, on en entendait. J'avais des envies de meurtres. Je faisais des rêves où je descendais ceux qui nous insultaient. Aïcha avait une « bonne gueule arabe ». Elle était très belle. Elles s'habillaient bien, elles étaient plus belles que les petites Normandes de Caen. On se faisait vider des bistrots. C'était la guerre d'Algérie. On nous disait : « retournez là-bas, on ne veut pas de vous ici... ». Là, j'ai su que j'étais Arabes et que c'était ce que je voulais être. Je me sens plus Arabe que Juive.

Être arabe, c'est être sémite. Je ne suis ni musulmane, ni juive. Je n'ai pas de religion. Je me sens plus proche des Palestiniens que



Brahim Charachabi

d'Israël. Je suis allée en Israël. Que des laisser-passer existent là-bas après ce qui s'est passé contre les juifs, je ne l'accepte pas.

Je suis apatride. J'ai refusé la nationalité française. J'avais pensé prendre la nationalité algérienne, mais je ne l'ai pas fait. Je suis allée un an et demi en Algérie après l'Indépendance... ça m'a fait réfléchir.

J'ai vécu de 15 à 21 ans en semi-

liberté dans le foyer. J'ai connu la maison de correction. On m'avait mise d'office chez un paysan, en 1955, 56, j'avais treize ans. Je travaillais comme une ouvrière agricole 15 heures par jour. Je couchais dans la grange. Les paysans se fournissaient à la DASS. Le domestique a bien essayé, dans la grange... mais j'ai pris la fourche, ça l'a arrêté.

Déjà, à 12 ans, je faisais des

neures chez un fermier ; j'allais chercher le lait tous les jours. Pendant trois semaines, le père et le fils m'ont sautée. *A qui je l'aurais dit ?* A 18 ans, je suis retournée là-bas et j'ai mis le feu à la ferme. C'était une belle ferme ; le paysan était riche, il avait des troupeaux, des chevaux ; tout a brûlé, tout. Tout. Ça l'a ruiné. J'avais attendu ça... J'ai assisté à l'incendie. J'avais fait ça bien. Ça a marché. Rien n'a été sauvé. Il aura une

toute petite retraite...

Avec la grand-mère, on allait dans les Corbières pour les vendanges. On se louait, toutes les trois, avec ma sœur. On chantait en marchant à pied. C'est comme ça que j'ai appris la Commune et l'Internationale, ma grand-mère les savait.

Propos de Aisha, recueillis par
Leïla Sebbar

VIDA DE AMARGURA

« ...SACHEZ QUE C'EST A CAUSE DE CE VOYAGE
DANS LEQUEL TOUT SE PERD »

Un témoignage à partir de lettres retrouvées par la famille d'un ancien immigré portugais qui a perdu son identité dans le bagne de Cayenne.
Antonio, alias Manuel Pontes est le symbole même de la perte d'identité culturelle...
Un témoignage sur l'exil, le voyage et bien sûr l'immigration. Antonio est-il toujours vivant ?

Un jour, X découvre de vieilles lettres dans le grenier. (On finit toujours par découvrir de vieilles lettres dans le grenier). Celles-ci ont été envoyées de Cayenne. Le bagne. Ecrites en français, par un portugais, Antonio Pontes.

« Ton père a donc été en prison ? » demandera-t-il plus tard à Rosa, sa mère, en lui parlant des lettres.

« Il ne s'agit pas de mon père, mais de son cousin (qui était le frère de ta grand-mère, mon oncle). Avant que la police ne l'ait arrêté, il avait changé sa carte d'identité contre celle de mon père, je ne sais plus pour quelle raison ».

« Il fut donc emprisonné sous le nom de mon père (Antonio Pontes) et a dû signer son courrier comme s'il était ce dernier... », lui répondra Rosa.

LE PERE TRAHISSANT

Le père de Rosa avait abandonné sa femme et ses deux filles, vivant en France sans jamais (pouvoir ?) leur envoyer d'argent.

Vingt ans plus tard, il revint au Portugal, « *semnada* ».

« Pour nous, il n'était plus rien... » dira encore Rosa et on comprend pourquoi elle s'était tant attachée à son « autre père », rejetant le déserteur, le renégat qui avait tant fait souffrir sa mère.

« Mais ne penses-tu pas plutôt que ton père avait été victime d'un autre type d'emprisonnement ? Lui aussi avait perdu son identité en héritant de celle d'un bagnard. Et finalement tu te retrouvais avec deux pères, chacun dans sa prison : le vrai dans une fausse, celle, non déclarée, de l'immigration et le faux dans la vraie... », dira X à sa mère.

Il y aura un silence et puis Rosa lui parlera des lettres que son oncle envoyait à sa famille au Portugal, elle était très jeune à l'époque. Elle et sa mère partaient à la ville pour se faire traduire les lettres qu'Antonio (Manuel, en fait), leur écrivait en français, régleme oblige.

« Ta grand-mère, sa sœur, est morte sans jamais l'avoir revu. Elle avait écrit un peu partout pour demander de ses nouvelles, mais jamais rien » dira encore Rosa. X écrira à son tour. Au ministère de la justice on lui répondra : (...) « J'ai l'honneur de vous faire connaître que les recherches effectuées dans les archives en ma possession ont permis de savoir que Pontes a été transporté à la Guyane le 14 octobre 1933 et que le premier janvier 1937, il figurait encore parmi les présents à Cayenne ».

ELECTRE

« Aucun autre élément concernant Pontes ne figure dans ces archives... »

« Je suis sûr qu'il vit encore, il n'a pas quatre-vingt ans... » dira Rosa. Les disparus ne meurent jamais que lorsqu'on retrouve leurs corps.

Tel le Portugal espérant le retour de Dom Sebastiao captif des rois mahométans, Rosa attend le retour de Manuel Pontes, son oncle, qui vengera l'honneur de la famille en corrigeant son cousin déserteur comme Dom Sebastiao chasserait les Espagnols envahisseurs...

« Lorsqu'au Portugal sa famille et ses amis apprirent quel malheur s'était produit, tous furent extrêmement peinés. La nouvelle alla très vite, et déjà on entendait cette plainte... » dira Rosa avant d'essayer de se souvenir de ces vers entendus alors gamine.



CASTRATION

X transcrit avec beaucoup de difficultés le texte que sa mère lui récite. Il ne comprend plus très bien le portugais, la langue dans laquelle Pontes n'avait pas le droit d'écrire à sa famille...

Il réalise que, quelque part, un « bruit » dans la communication entre les générations, un intolérable brouillage (tenant presque de la manipulation génétique) l'a détourné de sa culture originelle, et il ne peut plus la percevoir, désormais, qu'à travers les filtres, les critères de la société d'accueil.

On ne perd pas sa langue, on vous la coupe. On est châtré de sa culture comme on est dépossédé de son statut de citoyen.

La langue française comme un cancer. Quand est-ce que cette maladie s'est emparée de lui, hier encore X pensait en portugais ?

Comme dans un roman de Kafka il s'est réveillé métamorphosé en français, dans sa tête. Désormais rêves et cauchemars se font dans la langue de Rabelais, le gigantisme d'une société en dévore une autre.

Un autre jour, X s'était entretenu avec la présentatrice portugaise de l'émission Mosaïque, lors d'un enregistrement à Bordeaux. Il lui avait demandé notamment ce qui nous valait, dans le cadre de l'émission, des spectacles d'expression portugaise de

qualité toujours aussi médiocre. Luisa, elle s'appelait comme ça, avait une réponse toute prête qu'elle lui récita avant même qu'il n'ait fini sa phrase dont il mettait les derniers mots et le point d'interrogation dans sa poche avant de l'écouter attentivement. Elle lui expliqua que la France est trop proche du Portugal pour que les immigrés éprouvent la nécessité de créer des structures d'auto-défense socio-culturelles, comme cela peut se faire dans des pays plus éloignés du Portugal. C'est ainsi que contrairement à la colonie maghrébine les ressortissants portugais se distinguent rarement au point de vue culturel ou social.

Donc vivant dans un pays à la fois proche géographiquement et culturellement les portugais perdent encore plus vite que les maghrébins le peu de culture originelle qu'ils possèdent, dans la tentative d'appropriation de la culture du pays d'accueil.

Les responsables portugais (ici le mot responsables est à prendre dans les deux sens, à savoir : comme dirigeants et comme coupables) pour qui l'intérêt à court terme réside dans la complète intégration (dans le pays d'accueil) des exclus de la société portugaise (autant de chômeurs d'éliminés) ne font pratiquement rien, en fait le strict minimum qu'autorise leur démagogie, face à une telle situation.

« Fais tout ton possible pour m'écrire en français car si tu m'écris en portugais ça donne des difficultés » écrivait Manuel Pontes en post-scriptum dans l'une de ses lettres.

Exclus puis reclus, des-intégré le faux Antonio, alias Manuel Pontes est le symbole même de la perte d'identité culturelle.

Et l'on comprend combien ce n'est pas seulement sa force de travail que l'immigré emprisonné ou pas, enterre au fond des tranchées qu'il creuse.

« Je suis sûr qu'il vit encore... » dira Rosa.

Mais, ont déjà été chassés les Espagnols du Portugal et de ce monde le père de Rosa pas plus que Dom Sebastiao Manuel Pontes ne reviendra.

« ... Sachez que c'est à cause de ce voyage dans lequel tout se perd », écrivait Camoens à un ami, depuis l'Inde, il y a déjà bien longtemps, lui aussi, je crois, « *no fundo esta prisao* ».

José Guerreiro

C'EST JOLI QUELQU'UN QUI LIT UN LIVRE

« L'HOMME ET LA FEMME, C'EST PAREIL, MAIS ILS DISENT QU'IL Y A UNE DIFFERENCE. PLUS MAINTENANT. MAINTENANT, C'EST PAREIL

Linda est née en 1939, à Riba d'Ave, un village rural de la région de Porto. Ses parents, d'anciens paysans, étaient alors ouvriers dans une usine de textiles.

A dix-huit ans, Linda connaît Tarcision, ouvrier en usine, ils se marient trois ans plus tard, alors qu'il fait son service militaire. Elle a trois enfant et réussit à rentrer à l'usine.

Son mari ne travaille pas, il court les cafés ; sa famille la soutient moralement et financièrement. En 1965 son mari émigre, et Linda le rejoint en 1969. Depuis elle vit en France.

Cela fera vingt ans que je suis mariée, le vingt de ce mois. Or aussitôt mariée, j'ai commencé à avoir des problèmes. Je n'ai pas été gâtée, moi. Je me suis mariée un samedi et le lendemain ma grand-mère était devant ma porte, pour que je me lève, pour aller travailler : « *Ce n'est pas convenable de rester au lit, femme, ne sois pas malicieuse* ». Et il pleuvait, mais elle vient travailler, moi de mon temps, quand on se mariait, on était fier d'arriver les premières à la messe. « *Et moi je disais comme ça à mon homme : il faut que je me lève sinon elle ne sortira pas de devant la porte* ». Elle ne sortait pas de devant la porte, en effet.

Après mon homme allait faire son service militaire, après j'ai eu Maria Adelina et il faisait le service, après j'ai eu mon Carlos et il

faisait toujours le service. C'est seulement après qu'il a fini ; il y est resté pendant deux ans et demi.

Mais j'ai toujours eu des problèmes, toujours, toujours.

Après, j'avais déjà mon Miguel, et les gens alors profitaient beaucoup ; nous on travaillait beaucoup pour gagner seulement sept mille cinq cents ou dix mille « réis » du lever au coucher du soleil. On lavait des escaliers, je faisais des lessives, des ménages ; j'étais très fatiguée, seulement avec la peau et les os, j'avais même pas de tétons. Une fois ma mère est venue me laver le dos, car on n'avait pas de baignoire, c'était dans une grande bassine que je prenais mon bain et je baignais mes enfants le samedi.

UN MANQUE

Avant, c'était le temps de l'esclavage. Je me sentirais honteuse si j'avais quitté mon homme, il n'y avait rien à faire. Le divorce n'existait pas et je n'aurais jamais fait ça. D'ailleurs j'avais pas assez d'argent pour. Aujourd'hui, si mon homme était aussi méchant, je ne le supporterais pas. Enfin, c'était le destin. On dit que personne n'échappe ni à sa mort ni à son sort.

Je pensais, je gagne très peu, j'ai trois enfants, je vais demander du travail à l'usine. Mais pour qu'ils m'engagent il fallait que ma mère quitte sa place. C'était comme ça alors ! Et maintenant, il paraît que c'est encore comme ça. Il y a un manque. Pour que les filles aillent travailler il faut que les mères partent. Or ma mère n'est partie que quand elle a eu la retraite. Bien sûr, elle devait gagner sa vie. On ne voulait pas m'embaucher à l'usine. Quand j'étais célibataire.

Ils voulaient déjà pas, alors maintenant, avec deux enfants... Qu'est-ce que j'ai fait ? J'ai été voir Agustinha Lemos, elle a écrit une lettre pour que je l'apporte à Mme Mercedes. On disait que seuls ceux qui donnaient des cadeaux étaient embauchés, moi j'étais trop pauvre pour faire des cadeaux. J'ai porté la lettre à la bonne de Mme Mercedes. Une lettre triste, rien que la lire on a envie de pleurer. J'ai donné la lettre à la bonne et j'ai atten-

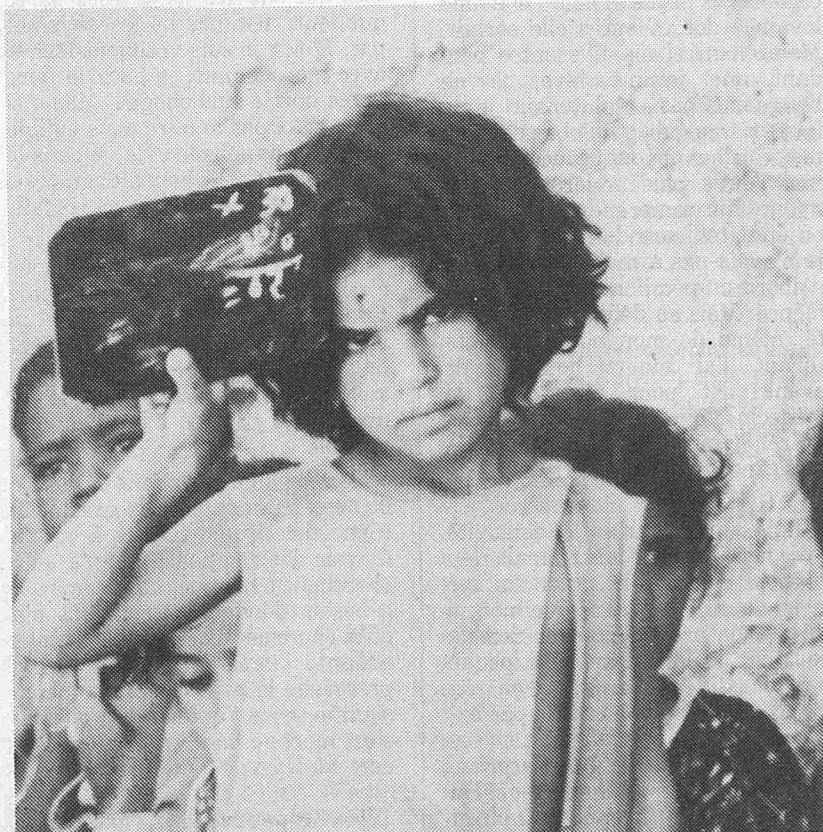
du la réponse, et j'ai été embauchée. Un jour la femme qui pesait le fil m'a dit comme ça : « *Ecoutez, je sais quand le patron est de bonne humeur et c'est quand il est de bonne humeur qu'il donne des augmentations* ». Un jour, j'étais à travailler à mes machines et elle est venue à côté de moi et elle m'a dit : « *Venez parce que le patron arrive* ». Je suis venue (elle détache chaque mot) et il m'a écoutée. Et je lui ai dit : « *Monsieur le Comte Ferreira, j'ai trois enfants, mon homme est chômeur, et tout le monde a eu des augmentations, il y a que monsieur Merlo n'a pas augmenté* ». Et il m'a dit : « *Alors, lundi, tu iras voir monsieur Merlo pour lui dire que j'ai ordonné qu'il te donne une augmentation* ». Mais monsieur Merlo, il était un type intéressé, il voulait qu'on lui apporte une paire de poulets. Mais moi je pouvais pas. J'en avais même pas pour moi ! Il était en colère, mais c'était les ordres du patron, il n'avait plus rien à dire. Alors j'ai été augmentée. Je n'ai été à l'école que quand j'étais grande, j'étais déjà une jeune fille. Pour avoir un diplôme pour rentrer à l'usine, j'ai dû apprendre. Pour avoir le

diplôme mais j'y suis restée qu'un an. Moi je trouve que c'est bien l'école. Cela rend instruit de savoir lire. Parfois il y a des gens qui disent que je ne sais pas lire, je ne sais pas écrire une lettre, je n'écris que mon nom et mal... Dans le métro si je regarde les directions je ne comprends pas, je ne sais rien de ce qui est marqué. J'aimerais savoir lire. Je trouve que c'est joli quelqu'un qui lit un livre.

UNE DIFFERENCE

L'homme et la femme c'est pareil, mais ils disent qu'il y a une différence. Bah ! Plus maintenant, maintenant c'est pareil. Et avant on aurait dû aussi être pareils parce que l'homme n'a rien de plus que la femme, c'est pas vrai ? Mais avant, ça venait des ancêtres en réalité nous devions respecter l'homme parce qu'on a été éduquée comme ça. Par exemple il y avait un certain nombre de choses qu'on ne pouvait demander à l'homme de faire, malgré que c'était pénible,

SUITE PAGE 32



mais si on lui demandait de le faire les gens nous critiquaient nous censuraient, après ils disaient (elle baisse la voix): «*Regarde, son mari c'est un pédé*». Maintenant on ne remarque plus ça, maintenant, on ne peut pas élever nos enfants comme nous avons été élevés. Moi j'ai donné à ma Maria Adelina la même éducation qu'on m'a donnée. Elle la suit. Bien sûr, qu'elle n'avait pas la même liberté qu'ont mes fils, par exemple. Ma fille allait quelque part si j'y allais aussi. Si j'y allais pas, elle non plus, et si elle allait seule il fallait que je sache avec qui elle était vers la fin c'était plus comme ça parce que si ça avait été comme ça, il ne lui serait pas arrivé ce qui lui est arrivé. J'ai l'impression que si elle n'avait pas été travailler à la boulangerie, et que... ça aurait pu arriver comme ça m'est arrivé, mais elle a pris connaissance de certaines choses. Il y avait des choses que je ne lui laissais pas faire, que je permettais à mes fils, mais je lui disais comme ça: «*Eux, c'est des garçons, et toi t'es une fille, alors si je sors, tu sors, sinon je te laisse aller que si je vois que tu vas avec des gens avec qui tu peux aller*». C'est le destin... Mais vous savez que maintenant il y a plus de liberté, par exemple, nous on cachait un certain nombre de choses à ma fille, qu'elle ne savait pas, mais je trouvais que je devais pas lui dire, parce qu'à moi on me l'a pas dit non plus et puis si j'allais lui dire, je pensais que je lui ôterais l'innocence. Je trouvais que c'était un manque de respect d'aller lui expliquer ces choses là. Ce n'est pas un manque de respect, j'aurais dû lui expliquer, mais comme à moi non plus, personne ne m'a jamais appris ni expliqué... La sœur de mon mari m'engueulait, elle travaillait chez sa patronne et elle disait que sa patronne se lavait devant elle, et qu'elle prenait son bain devant ses enfants et tout ça. Et moi je me cachais de mes enfants. Quand mes fils prennent un bain je n'y vais pas. Dieu m'en préserve... Parfois je disais comme ça: «*Hep, Maria Adelina, viens ici et lave moi le dos*» mais je m'accroupissais sous l'eau, elle me lavait le dos et après elle sortait. Maintenant si ma fille entre pendant que je me lave, je ne l'engueule pas. Maintenant je la laisse parce qu'il y a là-bas deux de mes voisines qui ont beaucoup lu, et moi j'étais plus arriérée et elles m'ont fait comprendre qu'en fait on était toujours des femmes, que je n'avais pas à me cacher et moi d'abord un peu honteuse, j'ai commencé. Mais au début, j'avais honte, même de mon homme, maintenant j'ai moins honte mais avant! Et pour aller chez le médecin, j'avais beaucoup de mal, je rougissais! Et maintenant je suis capable d'aller chez le médecin sans combinaison.

J'ai jamais parlé de sexualité avec ma fille, je ne lui ai jamais rien proposé comme discussion, ni sur la pilule, ni rien, parce que moi, je ne prends pas la pilule ni rien de tout ça. Je lui ai jamais expliqué «*ce que tu dois faire, ce qui va t'arriver*»; à moi on ne l'a pas expliqué non plus. Quand elle a eu ses trucs, elle a été un peu surprise, mais bon... C'est comme moi. Un jour ma mère est venue me voir et

elle m'a dit: «*Ecoute, tu as tes trucs?*» Je l'avais pas dit à ma mère mais elle l'a trouvé. Ma mère m'a dit qu'il y avait des choses que je ne devais pas manger des olives, ni prendre un bain, ni me laver les pieds; mais moi, les olives encore aujourd'hui je les mange pas, mais je me suis toujours lavée. Ma grand-mère dit qu'on ne peut pas non plus manger du raisin, des pêches, des oranges, mais Lurdinhas Lemos mangeait des oranges quand elle avait ses trucs; de toute façon nous n'avions pas les moyens pour se les acheter.

UN PÉCHÉ

Quand j'ai fait la bêtise, j'ai eu un peu peur de feu mon père, mais j'ai caché et il a caché aussi, et aussitôt qu'on a pu, on s'est marié. On s'est marié le plus vite possible mais personne n'était au courant; ils ne s'en sont doutés que le jour de mon mariage, parce que je n'avais pas le bouquet; mais quand je sortais de l'église une voisine dit comme ça: «*Elle est très belle aujourd'hui, c'est dommage qu'elle n'ait pas un petit bouquet!*» Et mon frère aîné a dit: «*Je pensais qu'elle aurait quelqu'un pour le lui offrir, sans ça je l'aurais fait venir de Guimarães*». Et moi je pensais doucement: «*C'est bien que tu n'aies rien su, parce que si tu l'avais fait venir, je ne l'aurais pas porté parce que je ne le méritais pas!*» En ce temps-là, on disait que c'était un péché de porter le bouquet si on ne le méritait pas. Or, c'est là que tout le monde a commencé à s'en douter et c'est après que la couturière qui a fait mon ensemble m'a dit qu'elle s'en était doutée parce que quand j'ai été faire le deuxième essayage, elle a dû élargir le tailleur et moi, je n'ai rien voulu dire à la couturière — on disait que quand on était enceinte, c'est pas bon de piquer la robe sur soi, qu'après, c'est très difficile d'avoir l'enfant.

C'est un péché de ne pas faire avec les hommes quand ils en ont envie. Il paraît que si nous, on fait pas, ils peuvent aller avec d'autres femmes. On dit qu'il y a des hommes qui ont des maîtresses parce que leurs femmes ne les satisfont pas. Moi si je suis vraiment fâchée avec mon homme, je peux le faire parce que je suis obligée. Même si je ne veux pas le faire mais qu'il le veut, je suis obligée et là, je peux le faire comme si de rien n'était. Mais lui, il veut pas comme ça, il fait, mais il demeure sur son appétit.

Cela va bien aux garçons mais c'est pas convenable qu'une femme fasse ça à droite et à gauche, et un homme, s'il est à côté d'une fille et qu'il la drague, ça prouve qu'elle lui a plu; c'est bien; mais une fille qui drague un garçon, c'est pas convenable.

Deux hommes qui vont ensemble ou deux femmes qui vont ensemble, c'est laid. Si une femme a besoin d'avoir des relations, elle n'a qu'à chercher un homme, un homme qui a besoin d'avoir des relations n'a qu'à chercher une femme. Si mes enfants l'étaient, Dieu m'en préserve; je ne sais pas ce que ça signifie, mais j'entend dire que ça, c'est moche; mais on dit que c'est normal. Il y a de tout.

Propos recueillis par Judith

FIFI-ROUGE- A-LEVRES, COMEDIENNE UNIVERSELLE

**Fatiha Fawzi a joué le rôle
DE Fifi rouge à lèvres, dans
le film de M. Zemmouri
Prends 10.000 balles et
casse-toi. Elle raconte sa
passion pour la liberté, le
théâtre, le cinéma, son
travail de comédienne. Elle
dit aussi comment elle est
arrivée au cinéma après des
détours par l'Algérie, les
pensionnats, les écoles de
théâtre, l'art dramatique
militant en Algérie et en
France, et enfin Paris où
elle a pu jouer un rôle
qui l'a fasciné.**

Je suis née à Oran. Mon père est mort pendant la guerre. En 1960 on est venu avec ma mère chez ma sœur à Marseille. Ma mère était analphabète elle avait travaillé chez des colons à St-Denis du Sig. Elle s'est retrouvée seule avec trois enfants elle a décidé de venir en France à Marseille. On est arrivés par le Sidi-Ferruch.

UNE PETITE
ALGERIENNE PLEINE
DE POUX...

On a été placés dans des pensionnats. J'avais 5 ans. On était contents, nous les enfants du voyage. On ne savait pas très bien où on allait et ce qui devait se passer. Pour la première fois, je suis allée au cinéma et j'ai vu avec mon frère un film que je n'ai jamais oublié: «*L'auberge du sixième bonheur*». Il s'agissait d'enfants victimes d'une guerre qui quittaient leur

pays. La guerre, le départ c'était aussi ma situation.

J'AVAIS BESOIN
DE LIBERTE

En pension, j'étais chez les bonnes sœurs à Marseille. C'était trop petit chez ma sœur; ma mère avait trouvé un travail personne n'était à la maison pour s'occuper de nous. J'étais la seule Arabe. Au début je n'en ai pas souffert. C'est à l'arrivée d'une autre Algérienne que ça a commencé à aller mal pour moi. Les sœurs avaient trouvé à la porte de la pension un enfant abandonné, une petite fille algérienne pleine de poux, sale, négligée, mal habillée; alors bien sûr les enfants ont assimilé Algérienne et saleté et moi j'étais méprisée comme Algérienne. Je m'appelle Fatiha, j'aime mon prénom les sœurs ne l'avaient pas changé, on savait que j'étais arabe, Fatiha ça veut dire *la conquête* ça me plaît beaucoup. Je crois avoir rejeté cette petite Algérienne, elle me gênait: j'étais propre, je n'avais pas de poux, je ne pouvais pas supporter d'être exclue.

On est restés trois ans à Marseille. On est rentrés ma mère n'a pas voulu vivre en France plus longtemps. Elle avait sa famille à Oran. Deux oncles ont émigré l'un en France, l'autre en Allemagne. J'avais à peu près 9 ans quand on est revenus. Je ne savais plus l'arabe. Dans le bateau, on était heureux.

Quand on est arrivés ma mère au débarquement a mis son voile, on ne l'avait jamais vue avec ça. On voulait le lui arracher. On ne comprenait pas. Elle nous a expliqué. Elle a mis le voile. Pourquoi il fallait qu'elle se cache? Ça nous a surpris et puis on s'est résignés. Quand je vais en Algérie pour aller au bain j'aime bien mettre le voile quand je n'ai pas le temps de m'habiller, de me maquiller...

On s'est retrouvés à dix dans l'appartement d'une tante. Personne ne travaillait. Ça n'allait pas. Ma mère était représentante des veuves de guerre. Elle s'activait beaucoup. J'ai été placée dans un centre d'enfants à Oran. On était des enfants de l'Etat. Mes frères sont restés avec ma mère et moi

j'étais en pension dans un ancien sanatorium. J'ai senti à cause de cette exclusion qu'une fille ça ne compte pas beaucoup. Avec d'autres enfants, on s'inventait des familles. Le régime était dur. La discipline était celle des orphelinats traditionnels. Il y avait une maison de filles, une maison de garçons.

J'AI TOUJOURS AIME LE THEATRE

Au lycée, un ancien couvent, j'étais pensionnaire. Je sortais aussi peu qu'à l'orphelinat, même pas pendant les petites vacances. Au bout de toutes ces années de pension la seule chose qui compte c'est la liberté. Ma mère s'est remariée. L'un de mes frères est retourné en France, il avait du mal à s'adapter à Oran. Mon plus jeune frère s'est intégré. Mais il s'est trouvé partagé entre deux attitudes celle du frère traditionnel, celle du frère solidaire de sa sœur et complice. Il m'a aidée quand je me suis mise à fuguer. On a su parler ensemble. C'est important. J'écrivais beaucoup à mon frère aîné en France. J'assistais à des mariages forcés ou choisis et je pensais toujours que je ne voulais pas de cette vie. Ma mère ne cherchait pas à me marier elle voulait me pousser dans les études mais j'en avais assez des études j'avais trop besoin de liberté, de tendresse.

Depuis toujours, dans les pensionnats, je me suis trouvée volontaire pour le théâtre, pour improviser. Au lycée j'ai joué *Les rustres* de Goldoni, c'est une histoire de mariage. Les mariages

auxquels j'avais assisté m'avaient bouleversée : la fille qui doit prouver sa virginité, le mouchoir taché que les vieilles s'arrachent dans l'hystérie. J'ai pensé que jamais je ne voudrais ça pour moi. Je reconnais que les rites c'est important, ça peut être émouvant mais me mettre à la place de la fille suffisait pour moi à tout rejeter : à 15 ans on prend conscience de sa tête et de son corps quand on a eu l'histoire que j'ai eue à travers toutes ces pensions.

J'ai rencontré une femme, un professeur, qui m'a encouragée. Enfin quelqu'un m'écoutait, me prenait au sérieux. J'en ai parlé à ma mère je lui ai dit que je savais que je voulais être comédienne. On m'a répondu que ce n'était pas un métier pour une femme que c'était un travail de pute.

Etre comédienne, c'était une manière pour moi de me battre contre des normes sociales et de vivre la liberté que je recherchais. Les études ne m'intéressaient pas. Je lisais beaucoup, j'aimais ça, je lisais tout le temps, partout. Je m'isolais dans un fond de classe, un coin de cour et je lisais. Je pouvais sortir avec une femme qui s'occupait déjà d'une copine dont elle était une sorte de correspondante. J'admirais cette copine qui menait sa vie. Je me suis liée à un groupe de jeunes Algériens qui faisaient du théâtre amateur. Ma famille l'a su, je l'ai dit, je ne voulais rien cacher et j'ai toujours imposé ce que je voulais au nom de la liberté, de ma passion pour ma liberté. J'ai réussi à faire accepter ce que je faisais, à mon avis c'est le seul moyen pour que la famille comprenne ; c'est inutile de mentir ou de rompre définitivement.

Propos recueillis par
Leïla Sebbar

MOHAMED SUIT MOHAMED !

QUAND ON PARLE A UN ETRANGER,

ON LUI DIT: « J'AI FAIT ÇA POUR

LA MAISON ». ÇA VEUT DIRE:

POUR MA FEMME

L'usine de sucre Lebaudy à

Paris était célèbre dans

notre village. Tous les

hommes qui partaient en

France passaient par cette

usine : mon grand-père,

mon père, mes oncles, tous

les hommes du village. Ils

habitaient tous dans le

XIXème arrondissement.

Les femmes de chez nous ont

fait une chanson sur

cette usine.

Je suis né dans un village de montagne à 10 kilomètres d'Azazga en Kabylie en 1948. A 5 ans, on est tous partis en France. C'est une région très boisée de la grande Kabylie à 25 kilomètres de la mer. C'est là que l'opération jumelle a eu lieu pendant la guerre. Mon père était déjà immigré depuis 1946. Il travaillait à l'usine de sucre *Lebaudy* à Paris. C'est une usine célèbre dans notre région pour notre village. Tous les hommes qui partaient en France passaient par cette usine. Mon grand-père avait déjà travaillé chez *Lebaudy* avant mon père et d'autres hommes de ma famille, mes oncles. Ils étaient tous dans le 19ème à Paris. L'usine avant la décentralisation est partie à Marseille et en province. Les femmes de chez nous ont fait une chanson sur cette usine : « Avec la paye de *Lebaudy*, tu peux t'acheter une chemise à crédit ». Renault,

c'était la boîte qui paye bien avec des avantages, des primes. *Lebaudy*, c'était minable. En 1969, après les Maos, il y a eu des grèves, des syndicats avec des délégués immigrés.

A QUAND UN SYNDICAT ARABE EN FRANCE?

Les hommes sont partis seuls en France. Ils étaient mariés au pays. C'est une région très peuplée et pauvre. Depuis toujours, les hommes se sont expatriés à Alger, en France, ou bien ils s'engageaient dans l'armée française. Mon grand-père a eu douze enfants. Chaque enfant en a eu sept ou huit. La famille a été divisée par la France. Dans la même famille, tu as eu les Aït-Youssef et les Aït-Moussa, alors que c'était deux frères. On avait des terres et des bois de chène-liège, mais ça ne suffisait pas pour nourrir tout le monde. L'olivier, c'est saisonnier, c'est presque rien. Les femmes faisaient la cueillette des olives, l'artisanat : la poterie, les bijoux. Les familles sont spécialisées dans le tissage, le fer, l'argent, la poterie.

Ma grand-mère maternelle tissait la laine. Il y a beaucoup de moutons là-bas, mais ma famille n'en possédait pas. Mon grand-père avait immigré en 1914 à Paris. Je connais une chanson qui dit « Mohamed suit Mohamed ». J'ai un grand-oncle qui a dû s'expatrier à Michelet parce qu'on disait qu'il avait tué quelqu'un. C'était au début du siècle. Il a vécu à trente kilomètres. Pour régler l'affaire, le Marabout avait dit de donner chaque année une offrande pour Sidi-Youssef. Mon grand-père sacrifiait un bœuf entier pour le pardon de son frère. J'ai rencontré

SUITE PAGE 34



un vieux à Michelet qui m'a parlé de la lignée de ce grand-oncle.

J'ai deux oncles qui se sont mariés ici à Paris avec des Françaises avant la guerre. L'une vit au pays depuis 1945, à Alger. L'autre vit depuis 50 ans dans notre village. Elle vit comme les femmes de là-bas. Elle a un fils qui est venu trois mois en France à Paris. Il a été tué dans un café par les flics.

Ma famille a habité d'abord, rue Curial dans le 19ème ; après, on est allé passage de La Brie. On avait un oncle qui possédait un café dans ce quartier. On vivait tous là, toute la famille. Mon oncle s'occupait de son fils et de ses neveux dans le café. Il leur faisait apprendre leurs leçons ; il faisait le professeur. Leur mère n'était pas là. Il leur disait — il faut pas que vous soyez comme moi — il voulait qu'ils travaillent bien à l'école, qu'ils s'en sortent. Quand ça n'allait pas, il les battait, il les enfermait, il ne leur donnait pas à manger. Il voulait que ça serve à quelque chose d'être ici. L'un d'eux a passé son bac, il a été chef de cellule à Barbès pendant la guerre. Son père tenait une épicerie boulevard de La Chapelle. C'est là qu'ils stockaient les armes. Le concierge les a donnés, le père a fait de la prison. Le fils a continué. Il résistait sur le quartier aux harkis qui faisaient des descentes à Barbès. Après la guerre, il est parti en Algérie ; il est marié là-bas. Il a une bonne situation.

Toute ma famille et les habitants du village habitaient dans le même hôtel ; c'était un foyer-hôtel que tenait mon oncle. On constituait la communauté villageoise avec

l'hôtel et le café. Le café, c'était le lieu de rencontre, une sorte de boîte aux lettres, de centre d'hébergement, d'entraide. Celui qui arrivait, on l'aidait. Maintenant, ça n'existe plus. Ça se passait il y a trente ans. Depuis, c'est plutôt l'aspect mercantile qui domine. Le patron du café te prête de l'argent mais si tu ne peux pas le rendre, il te prend ton morceau de terre au village. Ça arrive. Je connais une histoire immigrée : c'est un type qui arrive dans un café avec un sac et trouve un casse-croûte-poulet. Il lui dit — Moi, je paie quelqu'un pour faire la cuisine, alors si tu n'es pas content de la cuisine ici, tu vas voir ailleurs — L'autre répond — Alors, il faut que je mange, que je dorme chez toi —. Il y a eu une chanson là-dessus. Les premiers immigrés se sont regroupés, ils ont mis de l'argent en commun, ils se sont achetés des cafés et l'immeuble au-dessus. Ils se sont organisés comme un village en conseil avec des responsables. Mais ça, ça disparaît aujourd'hui parce que les immigrés sont de plus en plus dispersés.

**ENTRE FRERES
OU PERES ET FILS, ON
NE FAIT PAS DE
CONFIDENCES, A CAUSE
DU RESPECT**

Dans le café, souvent les immigrés se font écrire les lettres pour le pays par un écrivain public à qui ils peuvent demander conseil en même temps. Il faut qu'il soit étranger à la famille parce qu'entre frères ou père et fils, on ne se fait de confidences chez nous, à cause du respect. Ils se livrent plus

facilement. Souvent, j'ai écrit des lettres pour des immigrés. Quand ils me lisent la lettre qu'ils reçoivent, on discute. Dans les lettres, ils disent toujours que tout va bien, c'est chaque fois : — J'ai bien reçu ta lettre... Est-ce que tu as bien reçu le mandat et le colis que j'ai envoyés. Bonjour aux grands et petits, à tel ou tel —, c'est toujours pareil. Lorsqu'il faut régler des conflits, c'est — Tu iras voir mon oncle ou le marabout ou le Hadj... Par correspondance, ils peuvent aussi acheter des terres, faire construire des maisons. C'est celui qui est resté là-bas, le père ou le frère qui prend tout en charge et même le mariage des filles quand l'immigré ne peut pas rentrer régulièrement au pays. S'il faut répudier une femme, c'est lui qui le fait aussi. Je connais une histoire kabyle : c'est un immigré qui reçoit deux lettres ; l'une de son père qui lui dit qu'il répudie la femme de son fils parce qu'il n'envoie pas assez d'argent, et l'autre de son beau-père qui dit — j'ai repris ma fille parce que ton père se sert de ma fille comme d'un bourricot pour ramasser le bois sec dans la forêt. Si tu envoies un mandat, tu me l'envoies à moi —. Et lui, l'immigré se met à boire.

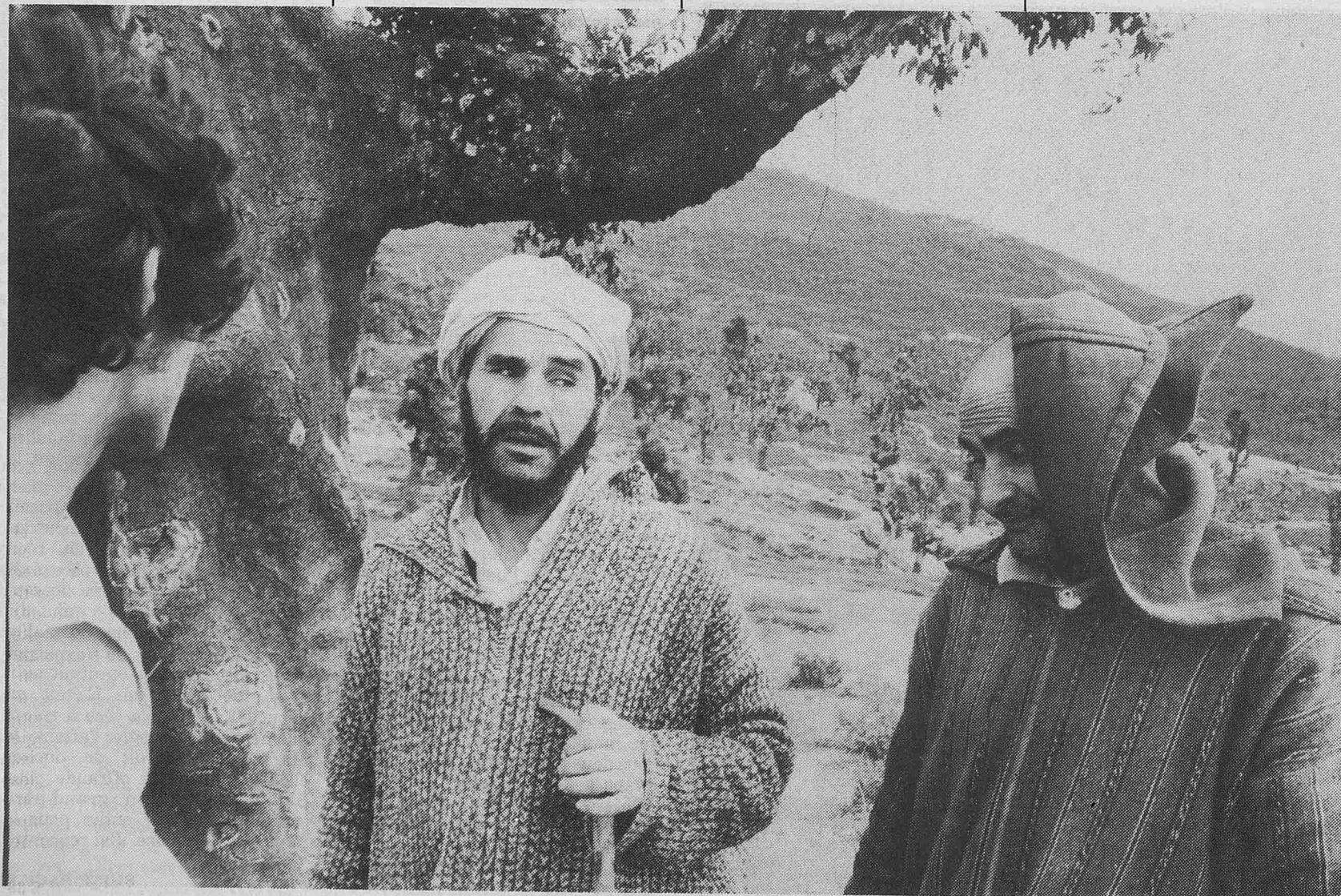
Quand un immigré écrit chez lui, il n'écrit jamais à sa femme. La femme chez nous, c'est *Dar*, la maison. Quand on parle à un étranger, on lui dit — J'ai fait ça pour la maison —. Ça veut dire pour ma femme. La femme n'existe pas. La lettre s'adresse à son père ou à son frère ou à son fils s'il est assez grand. Il faut un tuteur à la femme. Dans la lettre, il dit — J'ai cherché ça pour la maison —. C'était encore comme ça il y a dix ans. Maintenant, ça change un peu.

La femme n'écrivait pas à son mari. Le tuteur disait si elle avait besoin de quelque chose pour la maison, les enfants ; il donnait des nouvelles. C'est rare une femme qui écrit à son mari. J'ai lu une fois une lettre à un immigré. C'était la femme qui l'avait envoyée. Elle l'engueulait, elle lui disait de revenir plutôt que se saouler et rester au chômage en France. Lui disait — Oui, c'est vrai, elle a raison —. Mais il supportait mal qu'elle lui parle comme ça. Il menaçait de la répudier, il voulait le dire, dans une lettre. Il a fallu discuter. Mais il répétait que c'était lui le maître.

**PAS LE FRANÇAIS, ELLE
RESTAIT ENFERMÉE**

Ils font les courses pour leurs familles. La femme donne l'âge, la taille, la pointure pour les enfants et pour elle, et eux vont acheter les vêtements et les chaussures. Ils allaient beaucoup aux puces à Montreuil, à la porte Aubervilliers, Saint-Ouen. Maintenant, ils vont de plus en plus chez Tati à Barbès. Les immigrés, on les voit souvent avec un grand sac Tati. En Kabylie même, on connaît Tati. Avec l'immigration familiale, les femmes commencent à changer, à sortir. Quand elles sont ici, elles ne vivent plus dans la maison sous l'autorité de la belle-mère.

Quand on est arrivé en France à Paris avec ma mère, on a habité à l'hôtel dans le 18ème à côté de Barbès. Ma mère était tout le temps malade. On était à cinq dans une pièce, même pas meublée. Ma mère ne parlait pas le français ; elle restait enfermée. Toute la journée,



LE CINQUIEME CAVALIER

elle était seule. Elle allait de temps en temps voir une femme de la famille dans l'hôtel. On est resté là huit ans, toute la guerre d'Algérie. Mon père faisait les courses, le marché, les vêtements, tout pour la maison.

Ma mère faisait la cuisine dans la chambre sur un petit réchaud : elle lavait la vaisselle et le linge dans le lavabo, à l'eau froide le plus souvent. Beaucoup de familles vivent comme ça dans les foyers-hôtels à Paris à Barbès, dans le 18ème et le 19ème. L'immeuble de la rue Caillié existe toujours. Mais la famille et la communauté sont dispersées.

Nous, les enfants, on était toujours dans la rue. Ma mère a eu sept enfants. Quand les enfants sont tous allés à l'école, elle s'est retrouvée seule dans cette chambre. Elle sortait un peu plus pour les courses, pour aller au dispensaire, à l'école. Ma mère n'est jamais allée au hammam. Avant, les hammams n'existaient pas comme maintenant. On allait aux bains-douches du quartier. Maintenant, ma mère habite un appartement dans une H.L.M. en cité. Ils ont été relogés en banlieue. Quand on était petits, le matin, quand j'allais à l'école, je rencontrais souvent une femme, toujours la même. Elle me donnait des petites pièces pour des bonbons ; chaque fois que je passais, je la voyais. Je savais pas que c'était une prostituée. Un ou deux ans après, elle est partie et une autre femme a pris sa place. Elle aussi était gentille avec moi, comme l'autre. Un jour, j'en ai rencontré une, bien plus tard, dans un café arabe. Elle avait acheté ce commerce et elle travaillait là avec son mec.

Tous les dimanches, mon père nous emmenait tous aux Buttes Chaumont. Ma mère et les enfants. On s'habillait bien et on sortait en famille. J'aimais pas du tout ça. Il fallait se tenir tranquilles, on devait rester avec la famille. Ils se retrouvaient tous aux Buttes à trente ou quarante ; les femmes assises d'un côté, près de l'entrée, c'est là qu'on se retrouvait toujours, et les hommes plus loin, ensemble. Les femmes bavardaient ça m'énervait ; elles faisaient beaucoup de bruit. Ça ne m'intéressait pas de rester là. Les hommes aussi parlaient entre eux. Moi, j'aurais préféré rester avec les copains, mais mon père nous obligeait à aller en promenade aux Buttes-Chaumont et il fallait le faire.

Je me rappelle aussi qu'on allait voir en secret un cousin du F.L.N. qui habitait une chambre, un vrai arsenal. Souvent, on entendait des coups de feu la nuit dans le quartier. Il y avait des bagarres et des descentes surtout à cause des harkis. Pour l'indépendance, on a fait une fête terrible dans tout le quartier. Toute la journée, dans les cafés, on entendait de la musique arabe, des chansons ; on a mangé des gâteaux, nous les enfants à en crever. Les femmes ont fait des fêtes chez elles avec des gâteaux, du thé ; nous, on lançait des pétards partout. On explosait. Les Français devaient pas être très contents. Le quartier était à nous.

**Propos de Salem Younsi
recueillis par
Leïla Sebbar**

**Les clichés du « Despotisme
Oriental » élaborés par
Montesquieu dans les
« Lettres Persanes » et dans
« L'Esprit des Lois » sont
devenus un des lieux
communs de la pensée
politique européenne du
19ème siècle. De façon
générale, on peut dire que
personne n'y échappe
ni Hegel, ni Stuart Mille
ni même Marx. Juan
Goytisolo en analyse
certains aspects actuels...**

Il n'entre pas dans mes propos d'évoquer ici l'usage intéressé de tels lieux communs par les puissances coloniales européennes et par les fondateurs du mouvement sioniste pour justifier leur intervention dans l'empire ottoman et déposséder de leurs terres les Palestiniens. Je signalerai toutefois que de tels préjugés et banalités n'ont pas disparu avec le réveil culturel et politique du monde islamique ; à en juger d'après les mass-médias occidentales, ils ont retrouvé tout au contraire une nouvelle santé. Feuilletter par exemple la presse française durant l'année 80, c'était trouver quotidiennement d'une façon caricaturale et condensée ce spectre obsédant du fanatisme oriental qu'Alain Grosrichard a magistralement analysé dans son œuvre « Structure du Sérail ». Rien ne manque : ni le sadisme gratuit, ni l'élan destructeur, ni l'intolérance idéologique, ni le libre cours de passions morbides et sanguinaires. Simplement, ces préjugés sont passés du champ réduit des orientalistes et des nostalgiques du vieil ordre colonial, au terrain plus vaste, exhaustif et totalisateur des mass-médias du « monde libre » : Etats-Unis,



Europe et son enclave orientale, Israël.

Le phénomène n'est pas nouveau et se répète sans variantes : je me souviens que, pendant la guerre d'octobre 1973, une chaîne de télévision américaine offrit un programme consacré à l'étude du contentieux arabo-israélien, programme dans lequel se vantant de n'avoir aucun parti pris, les animateurs de l'émission avaient donné la parole aux deux parties. D'un côté des universitaires israéliens, s'exprimant dans un anglais parfait, parlaient de progrès, de démocratie, éducation, projets agricoles, d'améliorations sociales : les téléspectateurs pouvaient voir des images d'hôpitaux, d'écoles, de kibboutz modèle, un centre de formation professionnel pour les adolescents « cisjordaniens ». De l'autre côté, un groupe de Palestiniens belliqueux, vociféraient en arabe devant la caméra : « ils nous ont volé notre terre », traduisait le présentateur, « nous nous vengerons ! », et pour appuyer ce discours furieux et incohérent des interviewés, l'émission présentait des images de camps d'entraînement militaire, de « terroristes masqués », d'une école dans laquelle une centaine d'enfants défilaient avec des fusils en bois et scandaient inlassablement des slogans patriotiques et révolutionnaires. Durant cette même période, à la suite de l'embargo pétrolier et de la brusque augmentation du prix du brut, de nombreux articles, films, romans, et dessins racistes inondèrent les mass-médias américains. Les traditionnels clichés anti-sémites resurgirent

d'un coup, mais appliqués cette fois-ci à un nouveau destinataire : l'arabe. Le même processus d'intoxication raciste et culturel, qui avait auparavant fait ses preuves contre les Japonais et les Chinois, était maintenant contre le monde islamique : cheiks cruels, peuples fanatiques, coutumes barbares. La machine idéologique d'Hollywood e remettait à fonctionner face à l'émergence d'un despotisme réactionnaire et menaçant. Les fantasmes d'un Coppin, Ricaut, Charadin, Montesquieu, Boulanger et caetera, réapparaissaient dans les films en technicolor ou dans les séries télévisées. Dans les illustrés, Tarzan se transportait dans le désert et combattait les intrigues et les pièges de chameliers et de bédouins en turbans.

RESURGENCE OPPORTUNE DES STEREOTYPES

Ainsi qu'on peut le supposer, la résurgence opportune de ces stéréotypes coïncide toujours avec l'aggravation des conflits engendrés par une lente libération des peuples islamiques de la tutelle économique et militaire des grandes puissances. Maintenant, comme par le passé, l'exotisme oriental, l'intolérance musulmane viennent au secours d'une stratégie mondiale de domination et des intérêts des multinationales : les images-épouvantails brandies contre Abdel-Krim en 1924 s'appliquent après, sans aucune

SUITE PAGE 36



SUITE DE LA PAGE 35

retouche, à Mossadeg, Nasser, Ben-Bella, Arafat, Bani-Sadr. Dans ces dernières années, à maintenant repris contre le monde islamique : cheiks cruels, peuples dieuse un autre : celle du Palestinien-terroriste. J'ai sur ma table plusieurs exemplaires récents de *France-Soir* dans lesquels on peut lire les titres suivants : « *Les commandos d'Allah continuent à tuer* », « *200 tueurs arabes à Paris* », « *Encore la terreur palestinienne* ». Dans l'article qui accompagne ce dernier titre, l'auteur énumère la liste des attentats politiques commis en France depuis 1972 sans même mentionner que si, pour la plupart d'entre eux, les victimes étaient réellement des militants de l'O.L.P., son exécution mettait en évidence la main invisible des services secrets israéliens.

Phénomène en vérité surprenant que ceux qui parlent abondamment de « *mouvement xénophobe et religieux* », de « *menaces de guerre sainte* », de « *d'empire de la terreur* » soient précisément les défenseurs d'un État Israël ouvertement ségrégationniste et religieux, fondé et développé par la conquête, la force et l'intimidation. Ceux qui qualifient Arafat d'assassin et de terroriste se gardent bien d'appliquer les mêmes qualificatifs aux responsables de l'horrible massacre de Deir Yassine — le Lidice et l'Oradour palestinien — ou de mentionner le passé de M. Begin, passé qu'Einstein, qu'on ne peut suspecter de partialité, avait dénoncé, dans une lettre ouverte

au *New York Times* signée par 25 personnalités juives en protestation contre sa venue aux États-Unis le 4 décembre 1948, comme « *leader d'une organisation terroriste d'extrême-droite en Palestine... très proche des partis nazis et fascistes* ». Ceux qui fustigent l'irrationalité des arabes et le manque de logique de leurs conduites trouvent tout à fait normal par contre que les sionistes s'arrogent le droit de revenir après 2 000 ans à la terre promise par Jéhova sans tenir compte que cette terre se trouvait habitée par un autre peuple depuis treize siècles. Ceux qui hurlent contre la violence à petite échelle applaudissent ou se taisent devant celle, beaucoup plus efficace et précise, d'une armée ultra-moderne, protégée par une absolue et scandaleuse impunité.

LA PRESSE
A SENSATIONS AIGUISE
LE RACISME LATENT

Comme l'écrivait récemment Noam Chomsky, « *Les États-Unis s'indignent devant les moyens de défense des faibles tels que les prises d'otage, mais approuvent tacitement les plus terribles moyens de défense des puissants, tels que maintenir des nations entières « en otage », au prix de nombreuses morts et souffrances (et dans ce cas, il ne s'agit plus d'une simple menace).*

Mais ni la raison, ni le bon sens ne peuvent grand'chose contre la masse envahissante des préjugés anti-islamiques : riche ou miséreux,

faible ou puissant, l'arabe pointe de dans l'horizon des Occidentaux comme une présence hostile et perturbatrice. La presse à sensations, aiguissant le racisme latent dans les foules, agite le spectre d'une double menace d'une part les trois millions et quelques de travailleurs immigrés maghrébins en Europe sont des criminels et des violeurs en puissance, ce qui justifie les agressions et les lynchages dont ils sont l'objet à Paris, Bruxelles, Marseille ou Barcelone ; de l'autre des émirs du pétrole, responsables de la crise qui nous asphyxie, alors que naturellement les compagnies pétrolières n'y sont pour rien. Lentement, insidieusement, l'Islam prépare la destruction du monde occidental. Romans caricatures, essais et films nous mettent en garde contre ce danger et mobilisent l'opinion publique dans l'optique d'une apocalypse militaire préventive destinée à donner une leçon à l'infidèle. La liste des best-sellers français de cette année est sur ce point assez éloquent. *Le cinquième cavalier* de Lapierre et Collin, qui actuellement bat tous les records de vente, est annoncé dans des placards publicitaires dans les termes suivants : « *énorme dispositif policier mis en place aux U.S.A. pour localiser la bombe de Kadhafi cachée dans Manhattan* ». « *300 pigeons radio-actifs lancés par les terroristes de Kadhafi sur les gratte-ciels de New York* ».

Le chantage nucléaire islamique est une nouvelle corde mise au cou de l'occidental moyen, déjà étouffé par le nœud coulant et l'or noir : avec la parution du livre de Lapierre et Collins, *Le Point* nous

indique que « *trois romans d'espionnage pour lire cet été sur les plages font référence avec un étonnant luxe de détails aux manœuvres des arabes pour se procurer le combustible nécessaire à la fabrication de l'arme atomique* ». Dans le *Retour de l'Espion*, Den Deighton raconte comment un ex-agent secret britannique essaie de fournir à l'Égypte des missiles nucléaires dérobés dans l'arsenal militaire français. Ken Follet rapporte dans son roman *Triangle* le transfert quotidien de 200 tonnes d'uranium destinés au Proche-Orient, transfert mis en échec par l'intervention d'un James Bond israélien.

Dans « *Ultimatum uranium* », Uri Dan et Peter Mann font exploser une bombe atomique palestinienne à Orly pour punir la France de sa complicité présumée avec l'ennemi.

L'énumération serait interminable, aussi vais-je l'arrêter là. Si nous tenons compte des précédents historiques fort nombreux, il n'était pas aventureux de supposer que ce lavage de cerveau à grande échelle, au moyen de clichés et de stéréotypes datant du Moyen Age, de la Renaissance et du Siècle des Lumières à l'égard des peuples islamiques fait partie d'une stratégie répressive dont les futures victimes seront encore ces mêmes États cruels barbares et fanatiques qui maintenant comme jadis, osent s'attaquer à notre niveau de vie, nos valeurs, notre progrès et nos libertés.

Juan Goytisolo

LA GREVE GENERALE DU 3 SEPTEMBRE 1973

« UN TEL MANQUE DE SANG-FROID DE LA PART DE CES JOURNALISTES
A PESE TRES LOURD DANS LA BALANCE »

Septembre 73. Un peu plus de 10 ans après, comment raconter cette grande grève, suivie dans toute la France, en protestation contre les crimes racistes en France. Région par région, à l'appel du Mouvement des Travailleurs Arabes, des milliers d'immigrés se mettaient en grève. Ce texte écrit en septembre 80, raconte la grève dans les Bouches du Rhône.

A Marseille, fin août 1973, le lendemain de l'assassinat du chauffeur d'autobus Guerlache, par un Algérien, s'est déclenchée une véritable Furie anti-arabe. Le départ était donné par un éditorial vengeur de l'actuel rédacteur en chef du « Méridionale » : Gabriel Dommenech, « *Assez, Assez, Assez...* » disait-il.

Ce déversement d'insanités, ce soi-disant sursaut indigné, ont conduit à la mort de treize personnes au moins ! Des jeunes gens, des travailleurs, des personnes âgées, pourvu qu'ils aient le Faciès. Des crimes horribles. Qu'on se souvienne de Saïd Ghilas assassiné à coup de hache sur le chemin de retour de son travail, ou, de ce jeune homme battu à mort, par un groupe, à coup de barre de fer.

UNE HAINE NOIRE

Et d'autres encore. Une Haine noire, invraisemblable, s'était libérée. Comme si cet assassinat, permettait tout. Un Français tué par un Arabe et tous les Maghrébins étaient en danger de mort. Il n'est pas exagéré de dire que dans ces moments là, se ballader le soir à Marseille devenait très risqué. La terreur a régné pendant plusieurs jours. Les

autorités se contentaient d'enregistrer les décès, au besoin de mener de rapides enquêtes qui n'ont jamais abouti et même, de la manière la plus indécente, d'attribuer ces meurtres à des rixes entre immigrés. La presse locale, quand elle n'appelait pas à la guerre raciale, comme le Méridionale, avait donné, d'une part, une importance émotionnelle telle au « crime de l'arabe » qu'elle avait réveillé les vieux démons. Je me souviens de la une du Provençal le lendemain du crime : 12 colonnes des photos immenses. J'en ai eu des frissons dans le dos. Je me disais, si j'étais à la place d'un Français, je les tuerais tous. Un tel manque de sang-froid de la part de ces journalistes a pesé très lourd dans la balance. Par contre, quand il s'agit de parler des crimes racistes, les autorités, la presse ont tout fait pour dissimuler la vague raciste qui a eu lieu après les crimes. Là, il fallait se taire, il ne fallait pas provoquer d'affrontement et mesurer les dangers qu'auraient pu provoquer la connaissance par l'opinion de ces crimes racistes... Jusqu'à présent d'ailleurs, ces crimes ne sont pas « homologués ». Il y a eu des requêtes, des démarches innombrables, des procès en cour d'appel, mais pour la justice, il ne s'est rien passé à Marseille fin août et septembre 1973.

Pourtant, nous avons tous eu le sentiment d'une très grave menace que dans ces moments là. La première victime fut donc Ladj Lounés, quelques heures à peine après l'annonce du meurtre. Lounés était un jeune homme de seize ans. Il habitait une cité d'urgence à la Calade dans le 15ème arrondissement de Marseille. Une colline dévastée quelques baraques, où au milieu de la Ferraille, logeaient quelques familles d'arabes et de gitans. Ils attendaient depuis plusieurs années leur logement. Et, ce soir-là, Lounés avait trop chaud ; il était resté dehors pour prendre l'air, assis devant le bar. Le patron venait de fermer, et, Lounés n'avait pas envie de rentrer chez lui. Une voiture s'approche ; quelqu'un lui parle en arabe. Il se lève, il croit qu'on lui demande un renseignement. C'est le signal pour l'assassin. Il tire et l'abat.

Le lendemain, quand nous nous rendons à la morgue, sa famille est désemparée. Son frère aîné est là ; silencieux et absorbé par les

démarches. Le père est à la retraite, invalide, il retarde son retour en Algérie parce qu'il a des problèmes de pension comme beaucoup, il ne veut pas perdre ses droits. La mort de son fils est un malheur de plus. De toutes les manières « *nous rentrerons, c'est définitif, cette année* ». D'ailleurs, en 1973 un bon nombre de compatriotes pensaient rentrer. On entendait : « *nous partirons, mais nous voulons pas perdre nos avantages* ».

Le père de Lounés était un homme usé. Avec une grande réserve et une pudeur immense, il encaisse ce dernier mauvais coup. Depuis pas mal d'années, il sait que l'immigration est un échec mais qu'il faut préserver l'essentiel. Le frère aîné de Ladj a fait preuve d'une grande maturité.

UNE REPONSE COLLECTIVE

Des nouvelles alarmantes affluer de toute part. Certaines sont vraies, d'autres sont colportées. Ni les journaux, ni les radios, ni les autorités compétentes (Françaises et Algériennes) ne prennent position ; une vaste rumeur circule et chacun y va de son angoisse personnelle. La communauté se sent seule face à ses assassins. Passés les premiers moments de désarroi, il fallait une riposte qui soit à la mesure de la gravité de la situation. Le milieu anti-raciste.

Le délégué de l'Amicale des Algériens était en vacances ; son remplaçant était indécis. Les premiers à se mettre en grève furent les travailleurs de la Ciotat. Spontanément ils avaient cessé le travail pour protester contre les menaces racistes. Ils s'étaient rendus à l'Amicale et au Consulat pour demander que les Autorités Algériennes prennent position et organisent la défense de la Communauté. On leur a demandé de se calmer, de se conduire prudemment, et, les Ordres viendraient bientôt d'Alger.

Cette entrevue ne correspondait pas à leur attente. Déjà, confusément, plusieurs parlaient de grève générale des travailleurs des Bouches du Rhône.

A l'époque, nous avions un local au centre ville, et, souvent, durant le weekend, des travailleurs de la

région venaient nous visiter. Nous constituons un groupe qui s'était appelé d'abord Comité de Soutien à la Résistance Palestinienne, puis à la suite de son enracinement, il est devenu Mouvement des travailleurs Arabes en France. Ce n'est pas le lieu de faire son histoire. Simplement, les travailleurs avaient pris l'habitude de venir nous voir, discuter, participer à nos activités, et, même être partie intégrante de la vie du mouvement.

Après 1969, l'immigration avait mené de nombreuses luttes ; lutte pour l'amélioration de ses conditions de vie : logement, travail, carte de travail, et de séjour. Lutte anti-raciste, manifestation contre le Racisme en France, un peu partout en France, dans nos discussions à ce moment, nous pensions que la situation interne de l'immigration nécessitait une réponse au Racisme qui soit à la hauteur des préoccupations. Nous craignons des réponses violentes aveugles. Si n'importe quel arabe était la cible des racistes, il ne fallait pas que n'importe quel français ne devienne l'adversaire à abattre.

Le Comité de défense de Marseille voulait provoquer un affrontement entre les différentes communautés. Nous voulions une réponse collective de la Communauté arabe ; une réponse massive et digne. Notre mouvement à ce moment là, avait pas mal de démêlés avec la Police ; deux militants avaient été expulsés de France. Comme nous avions de solides attaches, l'affrontement était rarement violent. Le Mouvement était faible, peu structuré, et, se relevait difficilement de ces deux expulsions. Cependant, par nos amitiés et par la confiance dont nous étions investis, nous avons rapidement compris qu'une action de grande envergure était nécessaire.

Et puis, il fallait conduire Ladj Lounés au Port... pour qu'il soit enterré dans la terre de ses ancêtres. C'était une question de dignité. Avec sa famille, avec ses amis, nous décidions d'une marche silencieuse jusqu'au port. Pour samedi 1er septembre. Des affiches-portraits de Ladj Lounés et des tracts dans toute la région circulaient. Je me souviens de ces jeunes gens qu'on n'appelait pas encore des

loubards de la deuxième génération, qui venaient en prendre par paquets, les cachaient dans leur blouson et, repartaient sur leur mobylette, dans toute la ville, pour les donner aux copains, à leurs parents.

La famille Ladj ne voulait pas accepter la proposition du délégué de l'Amicale, de partir en voiture, pour transporter Lounés. Nous avons marché de la Calade au port, dans les grandes avenues ; silencieusement. La population française nous regardait, médusée ; quelques français s'étaient joints à nous. Quand nous sommes arrivés au centre ville, des centaines de personnes ont rejoint le cortège. Au port, une prière est dite, et, après une brève intervention, le mot d'ordre de grève générale est lancé pour le lundi suivant.

Des réunions étaient décidées pour le weekend, le mot d'ordre ne surprenait que les organisations occupées par leur routine. Pourtant, depuis que cette terreur raciste avait commencé, les travailleurs venaient nous voir et disaient « *Mais, qu'est-ce qu'ils attendent, ils veulent nous laisser mourir un par un !* ».

Je me souviens de cet ami tunisien qui était à Fos : « *Il faut que quelqu'un vienne, apporter des tracts, des affiches, nous sommes prêts* ».

Nous avons sorti des milliers de tracts en français et en arabe, et, des centaines d'affiches.

Rien n'était resté au local. Le mot d'ordre avait volé de ses propres ailes. Nous nous étions partagé la ville en secteurs. Je m'étais rendu à Fos sur Mer chez un ami, la veille ; toute la journée nous étions allés de foyers en foyer. Ils y avaient des milliers d'Algériens qui travaillaient au chantier du complexe industriel ; les tracts étaient insuffisants, les voitures allaient et venaient.

Le lendemain, ceux qui n'avaient pas été prévenus la veille, car ils travaillaient dans des sociétés intermédiaires, étaient vite convaincus, et, quittaient tranquillement le travail : C'est la grève des Arabes.

Les R.G. tournaient dans les chantiers à chercher les organisateurs sans jamais trouver personne...

Dans l'après-midi radio Monte-Carlo, annonçait 100 % de grévistes à Fos.

Les syndicats, notamment la CGT, dépêchaient leur secrétariat départemental. Il était temps de se rendre compte qu'il existait des travailleurs arabes. Beaucoup voulaient une poursuite indéterminée de la grève, jusqu'à ce que les travailleurs obtiennent des garanties.

La grève avait brisé le silence des médias, et, mis les autorités en face de leurs responsabilités. Nous avons vécu dans ces moments là, l'expérience intense du sentiment de solidarité communautaire.

Le mouvement fit tache d'huile dans toute la France. Un journal s'est même demandé : A quand un Syndicat Arabe ?

Khali Hamoud

L'EXIL EST UNE FRACTURE DE L'AME

LES ANNEES 1917 ET 1918 ONT ETE TERRIBLES
AU BLED. DEUX FOIS LES CRICKETS SONT VENUS,
DEUX SAISONS SANS RECOLTE

Je rencontrai Akli pour la première fois, dans

l'atmosphère glauque et enfumée d'une salle de

billard du Bd Sébastopol.

Mon regard se perdit dans le vide insondable de ce visage,

masque figé sur lequel les

ans avaient posé la marque

froide du détachement.

J'essayais de discerner, dans cette carcasse tremblottante arqueboutée sur une vieille canne des Aurès, l'ombre d'une attache au réel, au théâtre d'ombre qui posait fébrilement son décor près du bar.

Akli s'est retourné :

« *C'est bien fiston, poignet souple, un bon "rétro"... reste la position des pieds sur les "masses" trop imprécise mais ça s'apprend...* ».

Il me fallait saisir la balle au bond ; vogue la galère donc.

-- *Et le pays ?*

Son visage s'illuminait tout était désormais possible : anisette + nostalgie + anisette et l'émotion qui lâche la bonde.

— *Le pays ? C'est une longue histoire on se retrouvera ailleurs, une autre fois si tu veux ?*

Rendez-vous pris je retrouvais Akli quelques jours plus tard dans la petite maison de banlieue qu'il occupe avec sa compagne française, un coin de jardin où il guette l'évolution de quelques plants de tomates et de deux rangées de haricots.

LES ANNEES DE BRAISE

Akli : Les années 1917 et 1918 ont été terribles au bled. Deux fois les crickets sont venus, deux saisons sans récolte. Depuis plusieurs années déjà les gendarmes accompagnés du caïd et de l'administration venaient chaque semestre à Draa El Mizen. Ils mettaient les noms des jeunes du village dans un chapeau, trois, quatre, cinq papiers étaient tirés au sort.

Et le soir, c'était trois, quatre femmes qui pleuraient, « hurlaient à la mort » tandis que la voiture des gendarmes emmenaient leur fils qui n'était déjà plus que de la chair pour canons allemands — Verdun, Soisson... J'ai eu de la chance, à chaque fois je suis passé au travers. Un jour de 1919 mon père a dit : « *C'est plus possible, à croire que la terre est devenue stérile* ».

Cela faisait plus d'un an déjà, qu'il travaillait la journée chez un colon, en bas dans la vallée, et que tard dans la nuit il essayait de tirer quelque chose de nos champs de rocaïlle et de nos quelques oliviers.

Il s'en alla trouver le caïd, comme beaucoup d'autres l'avaient déjà fait. Une semaine après, il nous envoyait sa première lettre de France. De sa vie il ne disait rien ou des choses très imprécises... rien, sinon l'espoir d'un retour prochain. Le temps passait, l'espoir de le voir revenir parmi nous diminuait.

Peu à peu la France ne devint pour nous que ces mandats qui arrivaient chaque mois, de l'argent sans larmes ni sueur, presque anonyme. J'avais 19 ans, j'occupais la place que mon père avait laissé vacante chez le colon. Dans ma tête, l'image d'un cousin en costume, chemise blanche et cravate près de la Tour Eiffel revenait sans arrêt. Depuis quelques années déjà, l'idée de partir m'habitait. J'avais sur mon salaire de misère réussi à

économiser sou par sou l'argent du voyage. Maintenant, ma décision était prise, et sans même attendre la réponse à la lettre que j'avais faite écrire à mon père, j'embarquais le 16 juin 1920 pour la France. Le 19 juin mon père m'attendait à la gare de Soisson. Je traversai ébloui la ville avec sa grande avenue, ses fiacres, à côté de mon père qui de temps en temps me jetait un regard à la sauvette. Nous marchâmes presque une heure. Les façades des grandes bâtisses de la ville faisaient place à de petits groupes de baraquements ; nous nous arrêtrâmes près de l'un d'eux.

LES ANNEES LUMIERE!

Lorsque j'entrais avec mon père dans le réduit sombre qui lui servait d'habitation, ainsi qu'à trois gars du village mon cœur se serra. Quel progrès, avais-je fait entre mon gourbi en montagne, ma source et le pain d'orge, et cet assemblage de tôles et de planches, endroit magique d'où arrivaient les mandats !

Le lendemain, j'avais une pelle et une pioche en main. Notre travail consistait à reboucher les tranchées, les abris souterrains de la guerre. La terre était truffée de grenades, d'obus et de mines. Pas une semaine ne passait sans qu'un ouvrier ne paie le tribut du sang d'un œil, d'une main, ou d'un pied. A chaque fois que la pelle s'enfonçait dans le sol, je tremblais de peur, et c'est avec soulagement que j'acceptais la proposition d'embauche d'un cousin immigré d'avant-guerre. Il travaillait depuis plusieurs années dans une mine de Valenciennes. Les six mois que je venais de passer m'avaient paru des années ».

Akli m'explique ensuite, comment, pour pallier à l'insuffisance de main d'œuvre due à la saignée humaine de la grande guerre, les compagnies minières se mirent à

organiser le « ramassage » des adolescents du « bled ». La description des conditions de travail et d'hébergement de ces enfants dans des foyers jouxtant les puits de mine semble tiré d'un roman de Zola. Puis, c'est le service militaire.

Akli: « La France, la mère patrie, soucieuse d'épargner le sang de ses enfants, avait mis sur pied plusieurs bataillons africains, je fus versé dans l'un d'eux en 1923. Trois mois après je me retrouvais dans le Djebel marocain; en face c'était Abdelkrim.

Ce fut la première prise de conscience d'un certain nombre de compatriotes. Les plus courageux désertaient, mais comment décrire l'écoeurement dans les chambrées, notre sentiment d'impuissance.

Chaque jour « les fortes têtes » étaient embarquées dans les fourgons cellulaires. Leur nom s'efface sûrement sur les pierres tombales de Cayenne ».

LES ANNEES NOIRES

Au sortir de l'armée, c'est de nouveau la mine puis divers autres emplois dans la région parisienne. Peu à peu apparaissent les stigmates de la crise (inflation, chômage). Les gros bataillons de la CGT chez Renault sont déjà immigrés, parallèlement les immigrés s'organisent à l'initiative de Messali Hadj et Hochimin, un jour-

nal voit le jour il s'appelle « Le Pariâ ».

1929: premier blocage de l'immigration...

Akli: « Je me souviens des années trente, comme d'une époque où l'on commençait à s'intéresser beaucoup à la politique, la plupart d'entre nous avaient choisi le parti Communiste. Dans les cafés arabes de la place d'Italie, de Barbès et de Montparnasse les discussions allaient bon train, le Maghreb renaissant enflammait les propos des militants de la première heure... Cette époque fut aussi une période de misère noire, les bagarres qui eurent lieu aux soupes populaires entre Arabes et Français conduisirent à créer deux soupes populaires arabes.

Un emploi un jour, chômeur le lendemain, j'avais bien sûr songé à rentrer mais voilà j'étais piégé. Je me disais les mains vides non c'est pas possible plutôt survivre dans la misère que d'affronter le regard des miens ».

Akli échappe à la mobilisation générale en 1939 en raison de son âge. Commencent alors trois années de combines, marché noir, trafic en tout genre puis le STO.

Akli: « Je me suis retrouvé à Brest en 1942 et 1943, on construisait l'arsenal, la moitié du personnel était composée de prisonniers russes. Notre sort nous semblait enviable par rapport à eux qui n'avaient droit qu'à un plat de pommes de terre par jour...

... J'entre de nouveau chez

Renault en 1946, l'ambiance a changé: à côté des vieux comme moi, d'autres jeunes du pays étaient venus juste démobilisés; ceux-là étaient durs, ils bouscullaient les anciens militants. Déjà, on parlait de révolte armée. Ici, chacun savait ce qui s'était passé à Sétif et ailleurs. Il fallait que l'heure de la revanche sonne ».

Puis, ce fut la lutte sanglante entre le MNA et le FLN. L'immigration algérienne est saignée à blanc. A l'époque, des quartiers entiers de Paris et de la banlieue nord étaient gagnés au FLN les bastions des messalistes tombaient un à un.

TOUTES CES ANNEES... POURQUOI?

Akli: « La fédération de France, avait une force telle, que nul ne pouvait échapper à son contrôle. L'argent rentrait. Lors d'une rafle dans un hôtel de Montparnasse, je fus le seul à ne pas être embarqué, parce que j'étais trop vieux. Le lendemain, cinq militants du front m'interrogeaient toute la nuit ».

A peine si j'ose une question sur son rôle durant ces années. Akli semble regretter de ne pas s'être voué corps et âme à la lutte de libération, choix impossible entre la nécessité de survivre et le désir exaltant de forger l'histoire.

Maintenant que la voix d'Akli s'est irrévérablement figée dans la

mémoire neutre et magnétique d'une bande, prête à affronter le babil inquisiteur du temps...

Me reste l'impression douce amère d'avoir embarqué sur un vaisseau fantôme, bateau ivre de tous les naufrages, et par delà les méandres du Léthé, d'avoir accosté dans tous les cloaques du siècle, impuissants face à mon désir inassouvi de réimprimer la cire malléable de l'Histoire officielle. Je me retrouve avec l'écho amplifié de mes mutilations, mes racines sanguinolentes qui implorent, je ne sais quel mystérieux metteur en scène de ces farces que l'on fait vie.

Et ces trous, ces absences criardes, tout ce que la machine coloniale a dévoré de nos chairs de bicot-nègre...

Akli s'est levé, phénix dérisoire, pour venir semer sur la nuit du silence, un archipel lumineux de vie, de résistance, de douleur... Une défaite. Peut-être, a-t-il secrètement distillé ce ciment miraculeux, sur lequel se recompose les morceaux éclatés de notre « je », multiple et tentaculaire.

Sans doute quelque part, un enfant, joue-t-il, avec une horloge démantelée. Il se dit que les engrenages font de merveilleuses toupies... Et ce ressort ?

Rien n'est plus sûr, que le désir d'Akli, de crier son désespoir, de jeter en pâture, à notre sensibilité ces mots: « Existe-t-il une fêlure qu'on ne puisse colmater? L'exil est une fracture de l'âme! ».

Amar II



ENTRE MESSALI HADJ ET LEON BLUM

HOCINE, OUVRIER KABYLE EN FRANCE DEPUIS 1926

Hocine Bessaci habite une rue « où il n'y a pas un seul nom français, vous dit-il, même si tout le monde a la nationalité » de ce vieux quartier du Panier à Marseille.

Retraité depuis 1967, il a choisi de rester en France alors que sa femme et une partie des enfants sont déjà repartis au pays depuis 1964.

Né en 1908, Hocine a passé sa vie à travailler et n'a jamais été en retard, « pas une seule fois » dit-il fièrement...

J'ai fréquenté l'école comme tout le monde. En ce moment, pendant la guerre de 14/18, il manquait des instituteurs : on mettait même des types qui n'ont que le certificat d'études. Je me rappelle : j'avais dix ans, à quatre heures du soir, le maître a reçu un télégramme comme quoi c'était l'armistice. Après, ils nous ont ramené les instituteurs : il y avait un Kabyle et deux Français : le directeur de l'école et sa femme. Ils avaient deux petites filles qui étaient gardées tout le temps et à tour de rôle par un élève, pendant qu'ils travaillaient. Le maître nous envoyait chercher de l'herbe pour ses lapins. Deux élèves portaient pour l'herbe et deux pour ramener l'eau. Il y avait un chou-chou, un âne quoi, avec deux tonneaux de chaque côté, attachés par une chaîne.

Moi je n'ai pas accepté d'aller chercher l'eau et l'herbe. Il m'a bastonné. Il avait une grande règle, et solide crois-moi, il vous prenait la tête entre ses jambes et allez, avec la règle sur les fesses. Je n'ai plus voulu continuer l'école. J'ai



dit : moi si je suis venu c'est pour apprendre, je préfère aller garder les chèvres de mon père. En plus, ils nous interdisaient de parler kabyle et lorsque je voyais les petits colons avec leurs pantalons, tous propres, je pleurais. Sidi Aïch, mon village, est du côté de Bougie : c'était une commune mixte, il n'y avait donc pas de maire, mais un administrateur, qui avait deux adjoints et quatorze cavaliers. Il a convoqué mon père qui a eu une amende de dix francs. Malgré cela, je n'ai pas voulu retourner à l'école. J'ai commencé à travailler comme interprète à treize ans... interprète d'un administrateur-adjoint d'une commune à côté de Sidi-Aïch. Il y avait des Kabyles qui venaient pour les papiers, les démarches et moi je faisais le traducteur : j'étais bien :

j'avais ma chambre, j'étais d'accord avec la femme de l'administrateur. Leur fille, qui avait mon âge, faisait ses études à Bougie. Le samedi soir, j'allais la chercher à la gare qui est à deux kilomètres du village : j'étais comme son frère. J'ai fait ce boulot trois ans.

Un jour, j'ai lu sur *L'écho d'Alger*, le journal de Serigny, qu'on demandait un aide-magasinier à la mine de cuivre, à la fin tunisienne. Mon père m'a payé le voyage et j'ai été embauché. Un garde-champêtre qui était de chez nous m'a bien aidé. Comme je suis d'une famille maraboutique, il me respectait. Je travaillais dans un grand magasin où il y avait des cases avec des fiches : boutons, vis, ampoules...

tout ce qu'il fallait pour la mine. Le gars venait de la mine ou de la Centrale Diesel avec le bon. Si on me demandait quatre cents boulons par exemple, tu imagines bien que je n'allais pas les compter. J'en prenais vingt, je les mettais sur un plateau d'une balance et sur l'autre j'en mettais autant... ça faisait quarante. Autrement je perdais du temps. Le bois était entreposé dehors et je m'en occupais aussi. J'étais estimé et le chef-mécanicien, un Parisien qui s'appelait Lévy, me considérait comme son fils. Je suis resté dix-huit mois, l'hiver, il faisait plus froid qu'ici et l'été la chaleur était insupportable. Mon père était tombé malade mais la mine ne voulait pas que je m'en aille. Je suis reparti au village et c'est là que je suis venu en France : c'était en 1926.

LE FRONT POPULAIRE ET LEON BLUM

A la visite médicale, ils nous mettaient une poudre avec un soufflet, tout autour du cou, dans les cheveux. Je suis tombé sur un médecin kabyle. J'étais bien habillé, rasé, les cheveux coupés en brosse... J'étais propre. Tu sais ce qu'il m'a dit à l'oreille : « *Ne reviens plus ici. Fais ta situation en France* ». Sans cette visite, on ne pouvait pas passer : il fallait en plus une carte d'identité où ils mettaient « *sujet français non-citoyen* », et tu laisses deux cent cinquante francs à la Recette municipale, au cas où tu ne travailles pas, tu ne peux pas payer ton voyage retour. Arrivé en France, je suis allé à Lyon. Il y avait du chômage formidable... Les Algériens faisaient des kilomètres à pied pour chercher du travail... J'en ai connus qui, pour manger, ont vendu ici leurs champs ou leurs maisons... Les patrons des gargottes, des Algériens pourtant, leur achetaient et leur donnaient à manger et les laissaient dormir sur les bancs dans le restaurant. Même la nuit, le patron restait debout dans le couloir jusqu'à minuit pour ne laisser passer que ceux qui payaient. Malgré cela, le dimanche, les gars allaient tous apprendre à danser, et je me retrouvais seul. Moi, lorsque j'ai vu la tactique des gargottes, je ne les fréquentais plus... Ils faisaient la cuisine avec de la chèvre et de la graisse... Ils y mettaient des haricots ou des petits

pois secs ou des pâtes ; on ne mangeait jamais de légumes frais... Tu n'avais pas encore fini de manger que la graisse commençait à geler autour des lèvres et ton estomac en prenait un sacré coup.

J'ai trouvé du travail dans un atelier qui fabriquait des médailles et c'est le patron qui m'a trouvé une chambre dans le quartier chez une dame. Lorsque j'ai vu la chambre... les draps, le traversin, j'ai acheté une sorte de passe-montagne pour ne pas salir et j'allais tous les trois jours à la douche... Lorsqu'elle venait changer les draps, tous les 15 jours, elle me disait : « On ne dirait pas qu'il y a quelqu'un qui habite ici », et je suis resté 6 ans chez elle.

A l'atelier, on était 18. J'ai commencé d'abord à découper les médailles ; on me donnait un ruban de métal, comme une ceinture, avec un poinçon vissé à la table, je découpais. J'ai fait ce travail deux ans avant de commencer à la presse. On imprimait avec le motif qu'il y avait à faire sur les médailles selon la commande. Une fois passée chez moi, à la frappe, je les amenais au gars du four pour qu'elles fondent. Après on les mettait dans des petites bassines où il y avait de l'eau et de l'acide. Après il fallait découper ce qui dépassait, les trouser, etc. et à chaque fois, il faut compter le nombre de médailles car on travaillait avec de l'or, de l'argent... et l'or c'est l'or ! On travaillait 54 heures par semaine. On appelait ça la semaine anglaise et je gagnais 450 F par semaine et le patron nous donnait les tickets du tram. A l'époque, il n'y avait pas la sécurité sociale,

mais l'assurance. Le patron nous assurait chez des boîtes comme « La Providence », « Phénix », etc. Le soir, on mettait les médailles dans des sacs et je les amenais au magasin du patron. A l'atelier, il n'y avait pas de racisme : le Lyonnais boit beaucoup. Alors, il ne faut pas que tu fasses le fier... on mangeait et on buvait ensemble. J'ai gardé cette place jusqu'en 1936.

DANS LES GARGOTTES									
DE LYON									

Quand il y a eu le Front Populaire, le patron m'a dit : « Hocine, ne fais pas grève ». Je lui ai dit : « Patron ! Je suis les camarades avec qui je travaille » On a fait grève, on a occupé l'usine et la police n'est pas venue. Les socialistes et les communistes nous donnaient des cigarettes, de la soupe... Il y a eu des manifestations formidables et à Paris, un Kabyle a été tué par un patron qui a tiré dans le tas. Le parti communiste lui a payé un cercueil et l'a ramené jusqu'en Kabylie. Mais l'ouvrier, il est parfois bête. J'ai vu des manifestants s'attaquer à des camions vides et les renverser. C'est fanatique car ça ne sert à rien. C'est après que je me suis engueulé avec le patron. Je lisais le journal tous les jours. Il y avait *Le Progrès* qui était le journal sérieux, comme qui dirait *Le Monde*, *Lyon Républicain* communiste, *Le Nouvelliste* et *Guignol*, journal satirique. Je posais le journal à côté de la presse et le patron y jetait un regard. Un jour, il y avait la photo

de Léon Blum, le président du Conseil. Le patron prend le journal et crache sur Léon Blum. Le sang m'est monté à la tête et je ne voyais plus clair. J'ai enlevé ma blouse, je lui ai pris le journal et je lui ai dit : « Patron, je m'en vais. Quand même, vous avez fréquenté l'école je ne sais combien d'années, vous avez votre bachot ; ce que vous faites là, vous pouvez le faire à n'importe qui. J'appelle ça du racisme ». Il m'a répondu que c'était un Juif et que les Juifs se sont enrichis sur le dos des Français. J'ai dit que les Juifs, s'ils se sont enrichis, c'est par leur travail ; ils sont depuis longtemps en France, avant Napoléon même. Finalement, il m'a dit qu'il voulait parler à son père et à sa sœur qui étaient ses associés. Le soir, sa sœur, qui n'était pas mariée et qui fréquentait le collège catholique m'a dit : « Hocine, il n'y a rien à faire, tu ne pars pas. On a confiance en toi ». Je me suis incliné, car, franchement, en ce moment, il y avait du travail, ça redémarrait. Peu après, j'ai eu mon accident. La presse m'a écrasé trois doigts, on a dû m'enlever une phalange et depuis les deux autres doigts sont un peu raides. J'en ai profité pour rentrer en Algérie revoir ma femme, car je m'étais marié en 1927. Le patron m'a fait un contrat pour que je retrouve ma place à mon retour.

A LA REDECOUVERTE									
DE L'ALGERIE									

J'avais trois mois de congé et le patron m'a donné une lettre pour un prêtre à Alger, un ami à lui car

on travaillait beaucoup avec Lourdes, les églises... Le curé s'appelait Dozan. Je l'ai trouvé à Bellecour ; après avoir lu la lettre, il m'a dit : « Le patron est content de toi. Hélas, s'il n'y avait que des Kabyles en Algérie... » J'ai tout de suite compris ce qu'il voulait dire... Diviser entre Arabes et Kabyles. Je lui ai dit : « Mon père, j'ai vécu le colonialisme, j'ai marché pieds nus... J'ai vu des étrangers arriver en Algérie, pauvres, et devenir cantonniers à commander 30, 40 Arabes. Je ne suis ni théologien, ni écrivain, je ne crois même pas en ma religion, ni en la vôtre, mais je suis charitable ». Parce que s'il y a Dieu, il n'y aurait pas de pauvres sur terre et il n'y aurait pas tant de maladies. Je ne critique pas quelqu'un qui va à l'église ou à la mosquée, je vous parle de moi, je ne crois en rien mais je suis charitable et je n'ai jamais volé. J'ai toujours travaillé honnêtement. J'ai vu des Français à l'atelier voler des petits déchets d'or et amasser en un mois de quoi faire une bague. Jamais je n'ai mouchardé. Au village, il y a eu un éboulement et le pont de chemin de fer a été emporté. Les gendarmes ramassaient les types dans les cafés pour travailler sans être payés. Ils voulaient me prendre alors que j'avais encore mon pansement. Le gendarme était Corse, il s'appelait Phillipi. Je lui ai dit : « Vous rigolez, vous voulez que j'aie travaillé avec un pansement et une cravate alors que j'ai travaillé en France de 1926 à 1936. C'est à cause de cela que j'ai quitté l'Algérie. Pourtant les Corses et nous, c'est à peu près pareil, on a

SUITE PAGE 42



père, et pour tout mobilier une vieille armoire, une table branlante, et deux chaises. Mohand ne reste jamais longtemps dans la chambre même pour faire ses devoirs, il va au café chez Berkane qui par ailleurs, est du même village. C'est là aussi qu'il prend ses repas lorsque son père est de nuit. Avec ses neuf ans Mohand est déjà un petit homme et du fait qu'il sait déjà lire, les hommes du café lui demandent de leur lire leur lettre. Mais Mohand il ne sait pas encore déchiffrer cette écriture.

En guise de réveillon, Ali le serveur lui proposera un couscous-boeuf ou bien patates-ragoût fait maison. Il choisira un couscous et ira vite se coucher car la maîtresse l'a bien dit ce matin « *il faudra se coucher tôt les enfants sinon le Père-Noël ne passera pas* ». Le sommeil ne venait pas, il pensait à la panoplie de Zorro qu'il mettrait demain pour aller jouer avec les autres enfants du quartier. Et puis ça l'intriguait encore que son père ne lui ait rien dit. Alors il décida de l'attendre il était déjà 10 heures et si Areski n'était toujours pas là.

Petit à petit le sommeil gagnait Mohand et il eut raison de sa patience. Le jour, perçait à travers la fenêtre. Mohand, se réveilla en sursaut et alla regarder par la fenêtre. Le ciel était gris, et la neige avait recouvert la cour de son blanc manteau. Il alluma la lumière, et se mit à chercher son cadeau. Mais il n'y avait rien il chercha partout, rien. Il ne comprenait plus. Que s'était-il passé ? Si Areski dormait à poings-fermés, comme il devait être fatigué Mohand voulu le réveiller pour lui demander où était son cadeau mais il n'en fit rien. Il s'habilla et s'enfuit dehors. Déjà des enfants du quartier jouaient. Là, le Père-Noël était passé.

La gorge serrée, Mohand regardait les autres s'amuser, les larmes lui montaient au visage, il rentra chez Berkane pour prendre son café au lait mais ce matin ça ne passait pas. Il resta dans un coin sans rien dire vraiment il ne comprenait pas. Lorsque si Areski arriva à son tour au café, Mohand pleurait à chaudes larmes. Il demanda à Berkane pourquoi son fils pleurait, Berkane dit qu'il le lui avait demandé mais que Mohand ne lui avait pas répondu. Alors Mohand éclata en sanglots, et vint se réfugier chez son père et lui demanda pourquoi le père Noël ne lui avait rien apporté, alors que tous les enfants avaient eu des jouets et qu'ils s'amusaient dans la rue.

Si Areski réalisa soudain qu'il n'avait rien compris. Mais comment aurait-il pu penser à Noël. Ce n'était pas une fête de chez nous ? Pour calmer Mohand il lui dit que peut-être le père Noël s'était trompé d'adresse et qu'il allait voir.

Lorsque Si Areski revint, il avait les bras chargés de présents. C'est qu'il avait dû courir le pauvre pour trouver un magasin encore ouvert. Le visage de Mohand s'illumina, il enfila à la hâte sa panoplie et disparut dans la rue.

Quant à Si Areski il se jura de faire attention l'année prochaine.

Farid Aïchoune



UNE AGENCE PHOTO SANS FRONTIERE

« Sans-Frontière » a lancé depuis le mois de janvier 1984 une agence photo avec trois objectifs.

— Constituer une bourse aux photos et un archivage des photos qui sont en notre possession.

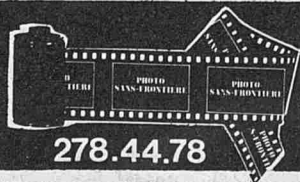
— Monter des expositions thématiques sur la question de l'immigration aux différentes associations qui souhaiteraient en avoir pour leurs fêtes ou leurs débats.

— Organiser des stages de perfectionnement avec des professionnels en direction des jeunes qui souhaiteraient y participer.

Si vous êtes intéressés par l'une ou l'autre de ces propositions, n'hésitez pas à nous écrire .



B.A. Jabil, Sans-Frontière



SF 33 Bd St MARTIN
75003 PARIS.

CRIMES RACISTES

Taoufik, Lahouari, Mustapha, Habib, Kader et combien d'autres encore, morts assassinés, qui par un policier, qui par un « beauf », par le simple fait qu'ils sont basanés et jeunes. Ce dossier se veut être un témoignage sur cette réalité : on tue aujourd'hui en France. Le racisme est violence. A l'heure où le gouvernement prépare un projet de loi pour introduire la notion de crime raciste et pour élargir la possibilité, pour des associations de se porter partie civile, il nous a semblé utile de reproduire dans ce numéro anniversaire, la plupart des grandes affaires qui ont défrayé la chronique depuis 1979. Vous pourrez donc lire dans ce qui suit un certain nombre d'articles, d'où se dégagent quelques éléments de réflexion, notamment sur le rôle de la justice, ainsi que sur celui de la police. Surtout ne cherchez aucune trace d'objectivité... nous n'avons pas encore eu le temps d'avoir le « cœur sec »...

... RAISONS DE LE REGRETTER; MAIS SI VOUS PARVEZ A L'OUBLIER ET A AIMER VOTRE NOUVEAU SEJOUR, ON ...

Candidats légionnaire ou apprentis pogromiste?

« A CROIRE QU'IL N'Y AVAIT PERSONNE CE SOIR-LA DANS LE BORDEAUX-VINTIMILLE »

Affaire Grimzi
novembre 1983

Terribles, ces images reproduites par les chaînes de télé — au lendemain du pogrom du Bordeaux-Vintimille — des trois candidats légionnaires attendant dans le couloir du palais de justice de se faire inculper. Ils ont là, hilares faisant des cou-cou aux caméras comme si ils étaient aux « jeux de vingt heures » ; alors qu'il n'y a encore que quelques heures, ils ils avaient jeté — vivant — un homme d'un train qui roulait à 140 KM/H. Mais il est vrai que se n'était qu'un Algérien...

Oran, le 9 novembre 1983. Ce jour là, un jeune homme embarque sur un paquebot à destination de Marseille... Le même jour, le président Chadli qui termine sa visite officielle en France, remercie le peuple de France pour : « la chaleur de son accueil ». Et c'est vrai, la visite du président algérien a plutôt été un succès ; et puis « il a une bonne tête ce Chadli » la plupart des manchettes de journaux, lui sont dédiées. C'est la consécration de l'ancien maquisard, reçu à l'Elysée par — ironie de l'histoire — l'ex-ministre de l'intérieur. Alors cette fois c'est la paix, qui pourrait en douter... ? C'est peut-être, ce à quoi pense Habib Grimzi lorsque le bateau quitte le port d'Oran, à moins qu'il ne pense à toute autre chose ; à la France, à Marseille, ou peut-être aux femmes, on dit que là-bas... Nul ne le saura jamais, car c'est dans un cercueil qu'il fera le voyage retour, après avoir passé cinq jours en France...

Le 14 novembre au soir, Habib Grimzi prend le train qui relie Bordeaux à Vintimille. Il doit descendre à Marseille d'où il rejoindra son port d'embarquement. Alors qu'il se cherche une place dans un compartiment, peut être ne remarque-t-il pas une bande de légionnaires en bordée et déjà complètement ivres... Il y a là : le brigadier chef Joseph Logel qui accompagne quatre candidats à la légion El Viro, Marc Béami, Xavier Blondel, et Alain Kerbiriou. Celui-ci est déjà ivre mort, et dort entre les banquettes. Quant aux autres ils sont excités... El Viro fait le va et vient dans le couloir, et un moment s'arrête devant un compartiment, là est assis Habib Grimzi... leurs regards se croisent-ils ?

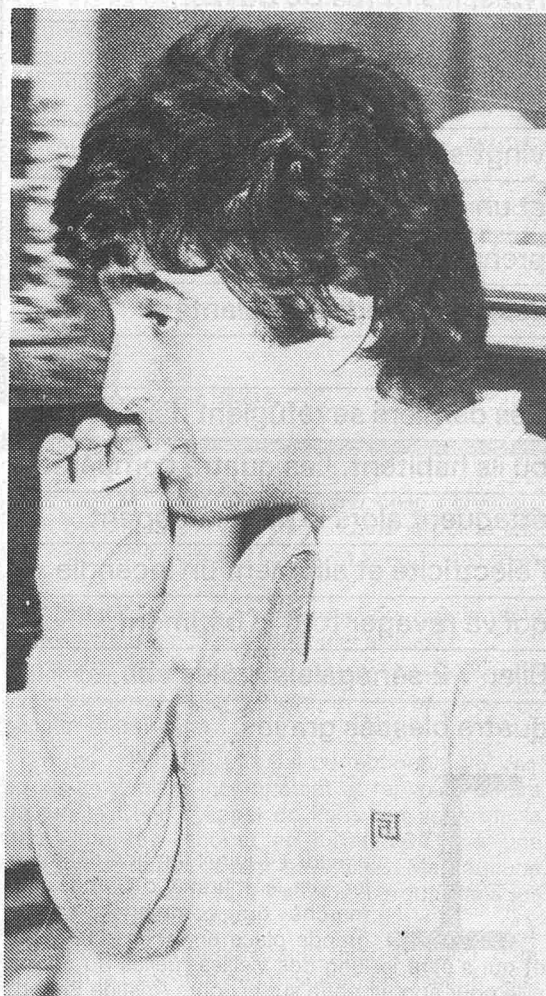
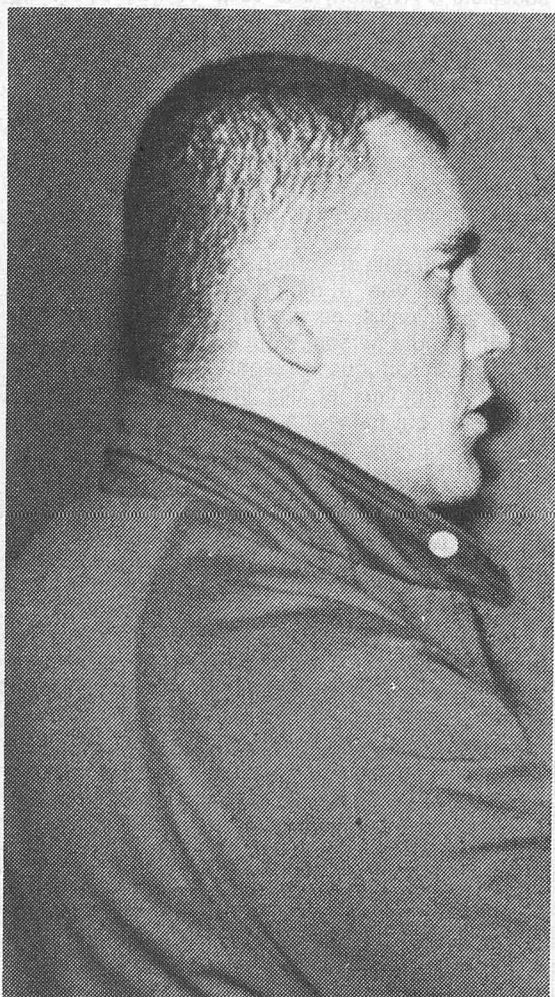


Brahim Chanchabi

Toujours est-il, que le jeune algérien se fait copieusement insulter ; et comme il n'est pas rassuré, va informer le contrôleur, de la situation.

Alors qu'il regagne son compartiment Habib, se fait coincer par El Viro et Beami, il reçoit un coup de tête, mais arrive à se dégager ; et demande de l'aide à un deuxième contrôleur. Celui-ci accompagne Grimzi dans un wagon à la queue du train, et ferme la porte de communication entre les deux wagons à clef. L'histoire aurait pu s'arrêter là... une histoire banale en somme, comme il en arrive un peu trop souvent : se payer un « bougnoule », il faut bien agrémenter le voyage n'est-ce pas « les petits gars ? ». Mais les « petits gars » maintenant sont ivres de meurtre, Béami armé d'un couteau, part à la recherche de Habib Grimzi. Blondel et El Viro le suivent. La chasse commence...

Ils tombent sur un contrôleur et demandent qu'il leur ouvre la porte du wagon où se trouve Habib Grimzi. Celui-ci n'étant pas au courant, de ce qui s'était passé, ouvre la porte. Puis tout va aller très vite... les salauds se jettent sur leur proie. Habib reçoit un coup de couteau à l'omoplate gauche, sans compter les coups de pieds et les coups de poings : c'est un déchainement de violence inouïe. Personne ne vient à l'aide du malheureux ; à croire — comme le dira le juge Brignol — qu'il n'y avait personne ce soir là dans le « Bordeaux-Vintimille ». Puisque personne ne bouge on continue. Blondel, ouvre la porte donnant sur la voie, le train roule à 140 km/heure, il fait nuit noire, Habib Grimzi résiste, essaie de se débattre mais en vain... Tout le monde pousse, il est O H 15, Habib Grimzi percute le ballast de la voie. Il est mort. Le corps fracassé...



Page 46 - Farid, marcheur, allant déposer une gerbe de fleurs au siège du gouverneur militaire de Strasbourg

Page 47 - Au centre, Habib Grimzi, né le 10.05.57 à Oran et mort assassiné le 15.11.83 du côté de Castelsarrasin Agauche - Marc Béani qui donnera le coup de couteau à Habib

*A droite - El Viro par qui tout est arrivé
En bas - Levée du corps de Habib Grimzi le 23.11.83 à Montauban*



Ce n'est qu'en gare de Mautauban que les légionnaires pogromistes seront interpellés par la police. Présentés au parquet, El Viro, Blondel et Béami sont inculpés d'homicide volontaire. Quant aux deux autres, ils sont libres. Le brigadier-chef Logel apparemment dormait à l'autre bout de la voiture, et Kerbiriou était ivre mort.

Le massacre du « Bordeaux-Vintimille » provoquera de nombreuses réactions d'indignation de la part des organisations anti-racistes, des partis politiques de tous bords. La presse non plus ne sera pas en reste : « France-Soir » titrera à la Une : « Le crime raciste du Bordeaux-Vintimille ». Mais aucune initiative ne sera prise, excepté le dépôt d'une gerbe de fleur par les « marcheurs pour l'égalité » au siège du gouverneur militaire à Strasbourg et le rassemblement à Paris devant la caserne de Reuilly à l'appel du « collectif jeunes issus de l'immigration ».

A noter une petite fausse note dans ce concert d'unanimité de façade : celle de Hernu ministre de la défense, qui s'est empressé de défendre la légion. Mais c'est bien connu, les légionnaires ne massacrent qu'en service commandé... rappelez vous Khenchla...

Farid Aïchoune

Juste une pointe de racisme

BRÛLÉS VIFS DANS LEUR HÔTEL

SF 26 juin 1979

Le 25 mai 1979, c'est la fête du printemps à Orange. Totalement ivres, les frères De Buyzer, Jean-Claude, trente-quatre ans, Bernard, trente ans et Jackie, vingt-six ans, trois ex-légionnaires, et un de leurs amis, René Woetz, prennent à parti, dans la soirée, des marchands ambulants sénégalais.

Ces derniers se réfugient dans l'hôtel où ils habitent. Les quatre compères attaquent alors le garni, coupent l'électricité et allument un incendie qui va ravager tout le bâtiment. Bilan : 2 sénégalais brûlés vifs, et quatre blessés graves.

Le jeudi 14 juin il fait bon déambuler sur le marché d'Orange, un marché qui commence sur la grande place en face de la poste et qui s'étire le long des vieilles ruelles du centre ville pour aboutir enfin sur le cours Aristide Briand. On trouve de tout sur le marché d'Orange et même des produits d'Afrique que vous proposent quelques colporteurs sénégalais disséminés çà et là. « Nous ne sommes que six Sénégalais à travailler en permanence à Orange » nous dit un travailleur d'Isover. Ceux qui sont sur le marché, ils viennent de Marseille ou de Paris. Ce qui veut dire que la communauté sénégalaise ne dépasse pas la vingtaine de travailleurs.

Les analystes amateurs de seuil de tolérance et de statistiques en seront pour leurs frais ; même si l'on n'atteint pas les premiers, on peut mourir, si on a la malchance, en plus d'être étranger, de rencontrer sur son chemin trois ou quatre bons pères de famille, aimant le bon vin et juste un peu plus bagarreurs que la moyenne des gens.

Orange est retombée dans son train-train. Orange a tué mais a déjà oublié et vite enterré une deuxième fois... Papa Bengué 25 ans, et Cheik Gueye 35 ans, les deux colporteurs sénégalais, tués le 25 mai 1979, morts dans l'incendie allumé par trois ex-légionnaires et un de leurs amis. « Enfumés » comme en Indo ou dans le Djebel, mon capitaine.

Orange a vite oublié pour ne retenir de cet assassinat que le thème de l'insécurité, du manque d'effectifs de police ; car pour les habitants d'Orange il ne s'agit pas de racisme. Monsieur Lasnier, qui s'occupe du journal « La région », mensuel du Nord-Vaucluse, nous reçoit dans son bureau, situé au rez de chaussée même de l'hôtel

où il y a eu l'incendie. Il a assisté à la fin du « drame », comme il dit, puisque l'alerte a été donnée de son bureau. Monsieur Lasnier est en colère et surtout contre la presse « qui a monté l'affaire en épingle ».

Il nous explique « on ne peut pas parler de racisme car ce n'est pas parce qu'ils sont noirs qu'on a attaqué les Sénégalais ; c'est une bagarre qui a dégénéré ». Face à notre insistance, il cède un peu comme pour nous faire plaisir ou se débarrasser de nous. « Peut-être qu'il y avait du racisme, mais juste une pointe ».

Ce jeune journaliste n'est pas le seul à penser que le vrai problème est celui de la sécurité. A preuve, le relatif succès de la réunion organisée à l'initiative du directeur d'une succursale de la Société Générale. Malgré l'opposition de quelques syndicalistes, la réunion a traité de ce thème en prenant prétexte que la bagarre et la poursuite des travailleurs sénégalais par les ex-légionnaires se seraient passées sans intervention de la police.

Le mouvement ne s'est pas arrêté là comme en témoignent les pétitions collées sur les devantures des magasins du centre ville. Par ailleurs, une délégation a été reçue par le préfet du Vaucluse en Avignon.

En quelque sorte, les habitants d'Orange qui trouvent qu'on a trop parlé de leur ville à l'occasion de cette affaire ont raison. Orange n'est pas plus raciste que le reste du Vaucluse et c'est loin d'être la première ville du département à s'être mobilisée pour une plus grande sécurité.

A Goult, c'est la gendarmerie qui distribue à la population une série de recommandations. De fait, un véritable appel à la délation et à la chasse aux anormaux, marginaux, en passant on y lit une petite phrase parlant des vagabonds... et les gitans n'ont qu'à bien se tenir.

A Caumont, c'est le maire en personne (militant au PS) qui prend l'initiative de créer une milice nocturne : la milice est nocturne ; désarmée, bien sûr, mais enfin la participation du maire lui donne une sorte de légitimité, que d'autres milices doivent lui envier, à ce qu'il paraît monsieur le maire serait, rocardien ; l'auto-gestion appliquée à la délation.

En Avignon deux initiatives — une autre milice composée de commerçants du Cidunati dont beaucoup de journaux ont parlé il y a deux mois, et un arrêté pris par monsieur Duffant, maire socialiste d'Avignon, à la veille de l'ouverture du festival.

Cet arrêté interdit aux cracheurs de feu d'exercer leurs activités sur la vieille place de l'Horloge, et déclare illégale toute vente ou consommation de nourriture sur la place ou sur les bancs situés tout autour. L'odeur du gaz dégagé par les cracheurs de feu incommoderait, paraît-il, les clients des nombreux restaurants de la place de l'Horloge.

De fait, au delà des cracheurs de feu, c'est autre chose qu'on vise, et même si ce n'est pas le vœu de la municipalité, ce sont d'autres gens qui vont en pâtir. Toute personne qui a été en Avignon lors du festival sait que ce sont principalement les jeunes marginaux et des immigrés (Marocains, Egyptiens) qui traînent sur la place, consomment et à l'occasion, font un peu de musique en écoutant Mouna faire son numéro. Cet été ce ne sera plus possible. Un tel public ne sied sûrement pas au festival officiel et à la cour d'honneur du Palais des Papes.

Alors le Vaucluse serait plus raciste que d'autres coins plus hanté par les problèmes de sécurité, de légitime défense. Peut-être pas, mais on ne peut que remarquer la multiplicité des initiatives dans ce domaine du racisme latent (anti-immigré et anti-jeune) et qui le renforcent en retour.

A travers tous ces exemples, on sent une nouvelle mentalité, de nouveaux fantasmes collectifs poindre le nez et s'institutionnaliser sans rencontrer d'opposition réelle.

Mentalité de crise comme beaucoup de gens l'ont déjà souligné, et qui rencontre dans le Vaucluse, département principalement agricole un terrain fertile. Ce qu'on appelait jusqu'à présent « Le jardin de la France », terre des festivals (Orange, Avignon, Vaison) est en passe de devenir le jardin le plus surveillé de France. Bonnes vacances tout de même si vous y venez cet été.

Larbi Kamel



B.A. Jabil

Ce soir-là

au commissariat de Versailles...

SEULE LA FAUTE PROFESSIONNELLE SERA RETENUE

Il y a douze ans, au commissariat de Versailles, le sous-brigadier Robert Marquet assassinait d'une rafale de pistolet mitrailleur Mohamed Diab. La faute professionnelle sera retenue contre le policier meurtrier. En mai 1975, le tribunal correctionnel de Versailles se déclare incompetent et renvoie l'affaire devant la cour d'Appel de Paris. Celle-ci, décide de renvoyer l'affaire devant la cour d'assises ; mais aucune suite ne sera donnée. Le dossier se perdra dans les méandres de la procédure. Ce n'est que quatre ans après que la chambre des mises en accusation se saisira du dossier et prononcera un non lieu pour Marquet le 21 mai 1980.

La présence sur les lieux du crime de la femme, et de la sœur de la victime, empêchera tout maquillage de l'affaire. Pourtant, le policier irascible et raciste ne sera pas inquiété pour autant. Seule la faute professionnelle sera retenue contre lui, et l'affaire se perdra dans les méandres et les lenteurs de la procédure judiciaire.

Huit années pour qu'enfin la Chambre d'accusation de la Cour d'Appel de Paris se saisisse de l'affaire et décide s'il y a lieu de renvoyer le policier devant une Cour d'Assises. Le souvenir de l'assassinat de Djellali ben Ali, et celui de Pierre Overnay, mobilisera grand nombre d'anti-racistes ainsi que des intellectuels. Ils seront 137 écrivains, peintres, artistes, etc. à signer un manifeste appelant à une marche silencieuse sur le commissariat de Versailles.

Dans la population immigrée, l'heure est à l'indignation, et pour cause. Il ne se passe pas de jours sans qu'une agression ne soit commise à l'encontre de travailleurs immigrés. Les années 71/72/73, seront fertiles en assassinats racistes. Mais c'est l'année 1973 qui sera la plus meurtrière. A Marseille, après l'assassinat d'un traminot : Emile Guerlache, par un déséquilibré de nationalité algérienne : Salah Bougrine, c'est la chasse aux « rats » qui commence. Du « Dupont la Joie » aux groupes organisés « Delta » et le Club « Charles Martel », on s'en donne à cœur joie,

comme au bon vieux temps de l'O.A.S... On ne comptera pas moins d'une cinquantaine d'agressions, et une quinzaine de meurtres dans l'immigration maghrébine et plus spécialement algérienne.

En décembre 1973, une charge de plastic explose au consulat d'Algérie à Marseille. L'attentat fera quatre morts et une vingtaine de blessés. Le club « Charles Martel » revendiquera cette lâche agression. C'est encore le club « Charles Martel » qui vient de frapper à nouveau le foyer protestant

Affaire Diab SF 20 mai 1980

de la rue de Vaugirard, faisant quatre blessés dont un grièvement ainsi que le restaurant des étudiants musulmans de France et tout récemment samedi 10 mai le plasticage du consulat d'Algérie à Aubervilliers.

Que fait la police française, pourtant réputée pour être la meilleure du monde ?

Les assassins de travailleurs immigrés ne sont jamais retrouvés, les meurtriers de laïd Sebai, Pierre Goldman, Henri Curiel, courent toujours... A moins que...

Ce jour-là...

Le 29 novembre 1972, Mohamed Diab rend visite à sa mère hospitalisée à l'hôpital de Versailles, en compagnie de sa femme et de sa sœur. Au cours de l'entretien qu'il a avec sa mère, il est pris d'une crise nerveuse. A signaler que M. Diab, a été victime d'un accident du travail, qui avait entraîné de sérieux troubles psychiques et nerveux. Toujours est-il que la direction de l'hôpital, au lieu de le faire soigner, fait appel à police-secours. Sous prétexte de lui faire une prise de sang et l'alco-test, il est emmené manu-militari au commissariat de Versailles, ainsi que sa femme et sa sœur. Arrivé au poste de police, M. Diab est contraint de se déshabiller sous les coups répétés de trois policiers. Il sera abattu quelques instants plus tard d'une rafale de pistolet-mitrailleur par le sous-brigadier Robert Marquet. Celui-ci invoquera la légitime défense, en disant que M. Diab voulait le frapper avec une chaise. Curieux quand même, qu'un homme seul dévêtu puisse mettre en danger la vie de trois policiers, même armé d'une chaise ?

Comment se fait-il aussi que le brigadier Marquet ait été armé d'un pistolet-mitrailleur alors qu'il portait déjà sur lui son arme réglementaire (PA. 7,65).

Curieux hôpital aussi qui fait appel à la police

alors que M. Diab, atteint d'une crise nerveuse, avait besoin de soins. Depuis quand la police est-elle habilitée à faire des prises de sang et des alco-tests ?

Quant à la justice, elle ne retiendra que la faute professionnelle contre le brigadier assassin.

Comme quoi Marquet aurait dû tuer M. Diab, avec son arme réglementaire, et non pas avec un pistolet-mitrailleur !

En mai 1975, le tribunal correctionnel de Versailles se déclare incompetent et renvoie l'affaire devant la Cour d'Appel de Paris qui confirme la procédure, qui aboutit en juillet 1976, à une décision de renvoi devant les Assises. Mais aucune suite ne sera donnée à l'affaire, perdue dans les lenteurs de la procédure.

Il aura fallu attendre sept ans et demi pour qu'enfin la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel de Paris décide s'il y a lieu de renvoyer le policier devant la Cour d'Assises.

La décision de la Chambre d'accusation doit intervenir le mercredi 21 mai.

Verra-t-on un jour s'ouvrir le procès du policier assassin ??

Farid Aichoune

Témoignage de Fatima Sahlioui, sœur de M. Diab

nous sommes rentrés dans le commissariat où trois policiers ont commencé à fouiller Mohamed. Ils l'ont battu et insulté. Un policier lui a donné un coup de karaté. Ils ont voulu le déshabiller en continuant à l'insulter : « Sale race » etc. J'ai dit aux policiers de l'attacher parce qu'il était malade nerveux. Comme je l'avais déjà dit aux infirmières de l'hôpital. Les policiers m'ont dit « non, il n'est pas malade, il fait la comédie, il a bu ». « Non, je ne l'attache pas, je vais le tuer » a dit aussi le policier qui allait tirer sur lui. Mohamed leur a dit : « Qu'est-ce que vous faites ? Vous voulez me tuer ? ». « Oui », a répondu le policier. Alors les policiers nous ont ordonné de sortir, la

femme de Mohamed était amenée dans une autre salle pour être interrogée. Les policiers ont dû trop énerver Mohamed. C'est pour cela qu'il a sans doute pris une chaise pour se défendre, à bout de nerfs. Par la porte vitrée du couloir, nous avons vu le policier avec une mitrailleuse viser Mohamed qui était à environ trois mètres de lui. Un autre policier a crié « Ne le tue pas, tu es fou » « Non, je le tue car il ne veut pas rester tranquille » a répondu le policier. Il a tiré un premier coup sur Mohamed qui est tombé. Ils ne se battaient pas quand c'est arrivé. Mon frère était loin du policier quand il a tiré ».

Témoignage de
Fatima Sahlioui

Rumeur ou tumeur?

LA PSYCHOSE GAGNE TOUT LE DEPARTEMENT

**Affaire de Bondy
SF 24 juin 1980**

Cité de Lattre à Bondy le 30 mai 1980 il est à peu près minuit...
comme tous les soirs des jeunes discutent avant de se séparer...
lorsque soudain une bande de nervis armés fonce sur le groupe et c'est le lynchage. Un jeune algérien Mohamed recevra une cinquantaine de coups de rasoirs dans le dos. Les agresseurs, seront identifiés comme appartenant au PFN... pourtant aucune suite ne sera donnée à l'affaire.

bondy un jeune Algérien est agressé par une bande de nervis. Il recevra 50 coups de rasoir dans le dos. Après cette attaque l'émotion est vive dans la population immigrée de Bondy. Mais cette émotion va rapidement se transformer en psychose et à juste titre. Quelques jours après la « Ratonade » c'est un cocktail Molotov qui est jeté dans une cage d'escalier de la Cité De Lattre.

« Les agresseurs seront vus ici et là, crânes rasés, vêtus de treillis militaires ils viendraient du Rincy et seraient même dit-on lié au PFN ».

Pour la police, il s'agit d'un règlement de compte entre bandes rivales. Thèse qui sera accréditée par le sénateur maire socialiste de Bondy.

Quant aux médias c'est la RUMEUR. « Elle court, elle court » écrira un quotidien parisien. Mais elle court si vite qu'elle arrive aux Marais. Là, une bande de fascistes s'en prend à des lycéens du Lycée Charlemagne et se répand dans le quartier de St-Paul, en criant des slogans nazis et anti-sémites. On ne veut pas croire aux agressions racistes.

« Ne réveillons pas les vieux démons ». Entendons-nous dire ici et là. Mais pour les immigrés c'est du racisme qu'il s'agit. Il aura donc fallu que Mr. Stoléro fasse le voyage à Bondy pour que la rumeur se métamorphose en réalité. Malheureusement les crimes racistes ne sont pas un mythe. Les vieux démons dont on parle ne sont jamais endormis et il y a belle lurette qu'ils frappent du « bougnoule » en toute impunité.

Récemment le meurtrier de Mohamed Diab, le sous brigadier R. Marquet, s'est vu délivrer un non lieu. Alors qu'il y a 8 ans il assassinait d'une raffale de P.M. M. Diab au commissariat de Versailles. Une telle décision ne peut qu'encourager les racistes de tout poil à tuer.

Le souvenir de l'été 73 dans le sud de la France est encore présent dans nos têtes. Une cinquantaine d'agressions à l'encontre de Maghrébins, 15 assassinats dont un adolescent de 15 ans, Hadj-Lounes, abattu, lui aussi par un policier.

On comprendrait au moins la psychose qui s'est

emparée des immigrés dans le département de la Seine-St-Denis. De Bondy à Stains, d'Aubervilliers à Bobigny en passant par St-Denis, la Courneuve ; des comités de surveillance par cités se sont créés en quelques jours. La consigne est passée : ouvrir l'œil passée 22 heures. Faire attention aux voitures suspectes.

« Qu'ils viennent, cette fois on les attend ».

La peur des immigrés fait peur aux Français qui à leur tour craignent d'être agressés par les Arabes qui se vengeraient. La psychose gagne les Français. Mais peut-être est-ce le but recherché dans toute cette affaire ?

Rompre à jamais des rapports de cohabitation

déjà bien difficiles. Des groupuscules d'extrême-droite commencent à s'implanter dans ce qu'on peut appeler les banlieues rouges. Et dans une période préélectorale certains ne lésineraient pas à créer des incidents raciaux si cela pouvait leur apporter quelques voix.

C'est peut-être une des raisons qui a poussé les municipalités de gauche du département de la Seine-St-Denis à minimiser les agressions, voir à les banaliser.

Malheureusement le racisme tue...

Comme nous aurions aimé qu'il ne soit qu'une rumeur...

Farid Aichoune



Les rumeurs qui font saigner

Une agression d'un groupe fasciste à Bondy a soulevé toute une jeunesse qui, peu sensible aux problèmes de l'immigration, s'est rendue compte qu'elle aussi était frappée et sans ménagement sur son propre territoire : les cités-ghettos où l'on s'entasse les uns sur les autres.

C'est l'effervescence dans le 93 et, deux semaines après les événements, la vigilance demeure. « Ces rumeurs », pour certains organes de presse, sont bien basés sur quelque chose de précis ; ne serait-ce que la visite de M. Stoléro (pendant le dialogue qui avait lieu au même moment) à ce jeune qui s'est retrouvé avec 54 points de suture.

D'autres événements ont eu lieu à Saint-Denis, même si la presse fait silence. Il n'y a qu'à discuter avec les enfants des écoles primaires. Ils sauront vous dire ce que « fasciste » veut dire. Certains ont même refusé d'aller à l'école de peur de les ren-

contrer ; les militants du Parti Communiste distribuent des tracts disant « nous sommes là pour veiller sur votre sécurité... » Les parents ne veulent plus les envoyer... Un gosse de quatre ans, lui, parlait de « pois chiches » qui auraient bombé le mur de l'école avec la mention « nous reviendrons... »

La peur s'est installée dans chaque foyer. Les jeunes se sentent plus que jamais touchés et sont prêts à riposter. Ils étaient, vendredi 13 juin, 400 jeunes aux 4000 logements de la Courneuve. Ce sont ceux du Vert Galant de Saint-Denis qui auraient pris les devants de cette riposte, réunissant ceux du Moulin Neuf de Stains et des 4000. 400 jeunes Algériens, Tunisiens, Antillais, noirs... 400 jeunes se sentant touchés en plein cœur et prêts à agir. Ils étaient en « famille », entre eux, sans groupe politique pour les chapoter. Ils se sont retrouvés entre copains de classe, entre cousins, entre loubards... Ils ont parlé des

Les vous-vous de l'indignation

« ON NE VA PAS RESTER COMME ÇA LES BRAS CROISÉS »

SF octobre 1980

Le 18 octobre 1980, Lahouari Ben Mohamed, jeune français d'origine marocaine est assassiné par le CRS Paul Taillefer. Son assassinat provoque une intense mobilisation des immigrés et des jeunes de Marseille. En mai 1983, la partie civile obtient le renvoi du meurtrier devant les Assises, décision qui n'a évidemment pas plu au CRS meurtrier qui a fait appel. L'affaire est passée devant la cour d'Appel d'Aix le 14 mars, et l'on saura vers la mi-avril si Taillefer sera jugé devant les Assises ou par un tribunal correctionnel...

Lahouari est mort... Il a été tué... par un agent de l'ordre. Lahouari, mitraillé par un CRS, la nouvelle perce le béton, se propage d'appartement en appartement, de cité en cité dans les quartiers nord de Marseille, ghetto des Arabes, gitans et aussi des Français immigrés.

Le lendemain, les familles descendent dans la rue. Hommes, femmes et enfants des Flamands et de toutes les cités environnantes sont là, et crient leur colère, leur rage contre la discrimination, leur haine aussi envers les flics qui imposent la terreur à la population non « gauloise ».

Tous ont encore présent à l'esprit et dans le cœur le matraquage d'un mariage en juillet 1979 à la cité de Bassens, l'assassinat du jeune Hadj Lounès... et tant d'autres crimes... Lundi 20 octobre, 11 heures du matin, le rassemblement devant la préfecture par les familles des Flamands, rallié par les autres habitants de la « Busserine », Font-vert, etc.

300 personnes environ. Deux banderoles seulement « Ils ont tué notre fils, halte au racisme », « Un crime raciste de plus, désarmez les flics ».

D'autres revendications et slogans sont écrits par les jeunes, sur leurs blousons tee-shirts et gilets.

Une délégation de femmes se rend chez le préfet. A l'extérieur devant la préfecture, au milieu des you-vous de révolte, des représentants de je ne sais combien d'organisations et machins, ont pris la parole comme dans une kermesse, histoire de

événements... « une femme enceinte éventrée du côté de La Courneuve, une fillette dont le bras a été tailladé... un Noir égorgé à la sortie du métro de la Basilique à Saint-Denis... Sont-ce que des rumeurs pour réveiller ceux qui doutent encore ? Chacun d'eux se sent concerné, ils ont pris des décisions pour une auto-défense des cités où ils vivent, puisque, la police ne fait rien pour intervenir, pour protéger quand il s'agit d'eux. Elle aussi est présente dans ces cités. Pour une fois, ce n'est pas elle qui agit. Ce sont les autres qui la mènent... jusqu'à la ridiculiser.

Samedi 14 juin, les jeunes s'étaient regroupés au Moulin-Neuf. Un grand courant de solidarité s'était formé. Les vieux comme les jeunes étaient présents, et parmi eux, également les gitans de la cité armés (qui ne l'étaient pas ce soir-là) faisant face au commissaire et ses acolytes mais à l'aise qui ne bronchaient même pas à la vue des armes et murmuraient « Restez calme, ne faites surtout pas de bêtises... ». Un vieux les invectivait sans arrêt. Un vieux gitan entouré de ses fils et de ses cousins qu'il avait avertis disait « le fascisme on connaît... ». Des membres de sa famille avaient été décimés sous l'ère hitlérienne. Ils étaient tous prêts à se défendre, mais ce soir-là, les faschos ne se sont pas montrés.

Un vieil Algérien était content ; les jeunes avaient pris la relève pour la défense de la communauté et il criait la joie : « vive la jeunesse algérienne... ». La fête et le drame se jouaient en même temps. Les rondes continuent à se faire le soir, et, à la première alerte, en un rien de temps, 200 jeunes sur Stains sont prêts à riposter. Les quelques Français qui vivent dans ces cités sont de tout cœur avec eux et on les a vus ce soir-là, armés également. Ce père de famille, accompagné de ses deux fils et de son berger allemand disait au commissaire « nous ne leur ferons pas de cadeau : nous tirerons... ». Au Vert Galant de même. « Puisque la police n'est pas capable de nous protéger, mais seulement capable de nous arrêter, nous nous défendrons seuls ?... » Alors tous les crânes rasés... attention ! Certains accusent même la police d'être de mèche avec eux, voire faire partie de ces groupes fascistes, d'où leur complète inertie. Un policier gradé l'aurait souligné « Nous ne pouvons pas grand chose... sinon on perdrait notre place... ». Plusieurs jeunes sont témoins de ces paroles.

A Bondy, l'état de siège semble différent. Les familles arabes vivant dans les cités auraient reçu une lettre (dont je n'ai pu avoir lecture) émanant de la mairie précisant que, si les enfants faisaient des « conneries » des mesures d'expulsions seraient envisagées pour la famille. Les jeunes se tiennent donc, plus ou moins, à carreaux. Il s'avèrerait qu'à Arcueil, le maire de la commune aurait envisagé également cette solution... »

Voilà où ils en sont actuellement. Là-dessus s'est greffée une manif appelée par le MRAP où les jeunes de Stains et Saint-Denis étaient absents. Une manif dans une banlieue morte ça ne sert à rien. L'on pouvait y entendre les éternels slogans « le fascisme ne passera pas... » et surtout « Français-Immigré unité, mêmes droits, etc. » qui ne convainc plus personne et surtout pas ces jeunes... Ils ont été frappés quelque part et ils réagissent sans tenir compte de ces mots qui aujourd'hui n'ont plus grande signification. A écouter certains : Rachid, y'a tes deux sœurs qui manifestent... — Eh alors, elles sont arabes aussi... ».

Concernant les administrations algériennes, l'Amicale, timide, n'osant s'approcher, laissait par mégarde un tract recommandant à la « communauté émigrée d'être vigilante dans ces circonstances pénibles et de faire preuve d'un grand sang froid afin d'éviter le piège qui lui est tendue ». Quant à l'ambassadeur et au consul... Ils ne sont pas sortis de leur résidence...

Qu'importe... ces événements, même si aujourd'hui passent à l'état de rumeurs, auront permis à des centaines de jeunes, éloignés de tous ces problèmes d'immigration, les éternels « culs entre deux chaises », ignorant pour beaucoup les luttes des travailleurs, de se retrouver pour se défendre sur des bases idéologiques, non avec des mots et des slogans, mais avec leur sang et leur vie. Ils ont rejoint à leur manière les luttes de l'immigration.

Saleha Amara

marquer le coup... Tapage anti-raciste oblige...

A la sortie de la délégation, les familles dirigent le cortège vers la porte d'Aix (quartier arabe) sous l'impulsion des jeunes filles surtout, et appellent à la manifestation du soir à 18 heures.

Le cortège de la colère est venu non seulement déranger le mouvement d'une matinée ensoleillée après un week-end glacé par le mistral mais aussi gêner les chics boutiques de la rue St Ferréol. Il dérange quelque part du fait qu'il est composé de mères de familles et de jeunes Arabes. En majorité des filles, et parce qu'il est spontané, sans aucune organisation ni parti derrière. Le bigophone est passé de mains en mains rue St-Ferréol, sur la Canebière, Cours Belsunce, dénonçant les crimes des flics, en français, en arabe, jusqu'à la porte d'Aix. Les Arabes qui ont suivi la manif à partir du Cours Belsunce évoquaient août-septembre 1973, Lounès, Aoun Allah et l'attentat du consulat d'Algérie, revenant dans maintes et maintes bouches. « On ne va pas rester comme ça les bras croisés, on ne va pas laisser faire... »

Le téléphone arabe fonctionne. Il a bien fonctionné pour ce lundi 20 octobre, dans tous les quartiers périphériques de Marseille, Flamands, Busserine, Font Vert, Bassens, La Callade, l'Estaque, la Porte d'Aix... Les Arabes se sont passé le mot : « On manifeste à 18 heures... les flics ont tué... Lahouari a été mitraillé par un flic ». La colère descend avec les jeunes des quartiers vers le centre ville.

Un peu plus loin, en haut de la Canebière, journalistes et photographes sont là... Des groupes affluent de toutes parts : des jeunes, des familles et vers 17 H 45, il y a peut-être 400 personnes, pas d'organisations ni service d'ordre. Ça discute par petits groupes. Tout à coup, une voiture arrive, se gare devant le regroupement, deux ou trois militants se précipitent, on sort les banderoles et des paquets de tracts, et on se met à la tête du rassemblement... Cinq minutes après, une autre voiture se gare en tête et c'est reparti pour le même scénario... La scène se répète quatre ou cinq fois. Le rassemblement a grandi ; tout à coup, flash et clic des appareils photos se déchaînent. Intrigué je me retourne, un homme arrive. Il a l'âge de raison, bien sapé, ni chéchia, ni calotte, mais un bien joli chapeau européen, ce n'est ni l'Islam ni le rabbin même pas le consul d'Algérie, ou du Maroc... C'est bien lui, c'est Gaston Defferre... Le maire en personne entouré de ses élus. On lui tend l'écharpe, les quelques militants français des organisations anti-racistes deviennent organisateurs de la manifestation. On se prépare, les élus avec le maire en tête, puis derrière la LICRA, avec sa banderole, puis la CFDT... etc. « Ce n'est tout de même pas sérieux de transformer la révolte et l'indignation de centaines de familles et de jeunes qui sont venus de tous les quartiers de Marseille, en un simple défilé de voitures » me font remarquer des jeunes Arabes. Leur mécontentement se manifeste aussi par un léger retrait du rassemblement avec des mises au point du genre : « Ça ne va pas se passer comme ça ». Les jeunes des cités en tête, c'est tout de même eux qui ont appelé. Cette situation a remis les choses à leur place et le maire murmura :

SUITE PAGE 52

« organisez-vous comme vous voulez mais il faut commencer ». Les familles arrivent et prennent la tête du rassemblement avec les jeunes. Enfin, la manif démarre.

Le rythme et l'allure n'étaient pas ceux des manifs qu'on voit tous les jours. Un écart d'une dizaine de mètres dans le cortège entre la tête (familles et jeunes) et les élus avec les organisations, en fin de cortège. Mais l'écart était surtout dans les motivations : certains se limitaient à déplorer des faits... d'autres se révoltaient.

Mustapha M.

Houari

B. Mohamed

ou l'AID

endeuillé

Une fois de plus, on est là assise avec des femmes qui pleurent. Un des leurs a été tué simplement parce qu'il est arabe, tué par le racisme.

Dans ma tête des images, des scènes se superposent : 1973, Ladj Lounès, 16 ans, aujourd'hui Houari 19 ans, la même famille effondrée, les mêmes mots pour exprimer le même désespoir.

Une fois de plus on se retrouve là, hébété, se demandant comment est-ce possible et jusqu'à quand. La mère répète inlassablement, « on a tué mon fils, pourquoi, pourquoi ? ». Elle ne comprend pas. « Je ne pleure pas parce qu'il est mort » répète-t-elle, « on doit tous mourir un jour, s'il était mort naturellement je ne pleure pas, je pleure pour la trahison ».

Les jeunes eux comprennent, ils savent que ce crime est l'aboutissement logique de ce qu'on leur fait endurer jour après jour dans les quartiers nord. Non ce n'est pas la première fois qu'un flic leur dit : « J'ai la gachette facile, une balle dans la tête, ça doit faire mal, tu sais ! »

Les jeunes, les copains de Houari sont désespérés, effondrés, les tentatives de suicide, on ne les compte plus depuis ce jour, ils se sont regroupés, ils vivent pratiquement tous dans la même maison. Aujourd'hui, ce sont les femmes qui réagissent le plus fort. Elles sont déterminées, leur angoisse, leur peur ont atteint le maximum. « Ça ne peut pas aller plus loin, ils ont tué notre fils. Nous n'avons rien fait, voilà où nous en sommes, maintenant nous ne laisserons plus rien passer, ni insultes, ni crime, rien, rien ». Les hommes sont absents, étrangement absents. J'ai interrogé l'un d'eux, après un long silence, il m'a dit : « que veux-tu que je te dise, ma fille, le racisme est partout, au chantier, sur le trajet, à la cité, partout ». Il ne veut rien ajouter. Mais sa femme me racontera qu'il est revenu du travail, quelques jours plus tôt les larmes aux yeux parce qu'un vieux communiste au chantier lui a crié : « Hé l'Arabe, elle commence la chasse aux Arabes ».

Nadia



Lettre ouverte

au ministre de la Justice

SF octobre 1980

Comme nous l'avons pensé depuis le début de cette tragédie, il y a une double justice dans ce pays. Notre fils s'appelle Houari Ben Mohamed. Sa vie ne vaut pas celle d'un autre homme aux yeux des juges. Il a été assassiné par le CRS Taillefer lors d'un contrôle policier où il s'est présenté en règle, le 18 octobre 1980.

Il a eu le malheur de tomber entre les mains d'un homme hors de lui-même et qui déclarait avoir eu ce soir-là, la gachette facile. Paroles intolérables dans la bouche d'un fonctionnaire assermenté, qui ont conduit au meurtre de notre fils.

Cet homme qui a tué gratuitement est un assassin, fut-il en uniforme. Trois mois après, Taillefer est en liberté provisoire. On suppose ce que sera la suite. Les juges n'ont pas voulu tenir compte des multiples témoignages qui ont montré que notre fils a été assassiné d'une manière délibérée.

La mémoire de notre fils Houari Ben Mohamed

doit être respectée. Notre enfant n'est ni un voyou, ni un délinquant. Il sortait d'une réunion de son club de foot-ball quand il fut assassiné par ce policier excité.

Jusqu'à ces derniers jours, nous espérions qu'un minimum de justice nous serait rendue. Il n'en a rien été. Le syndicat des policiers a eu gain de cause. La justice a cédé.

Nous rappelons et témoignons de toute notre force que le crime odieux dont a été victime notre fils est un crime raciste. Il ne doit pas rester impuni.

Nous appelons toute la communauté musulmane et ses amis à nous soutenir dans notre action.

Nous appelons tous ceux et celles pour qui le mot justice a un sens à être à nos côtés.

Houari Ben Mohamed, que Dieu ait son âme, ne doit pas mourir une deuxième fois.

Famille Ben Mohamed

Visé comme un lapin par un tireur embusqué

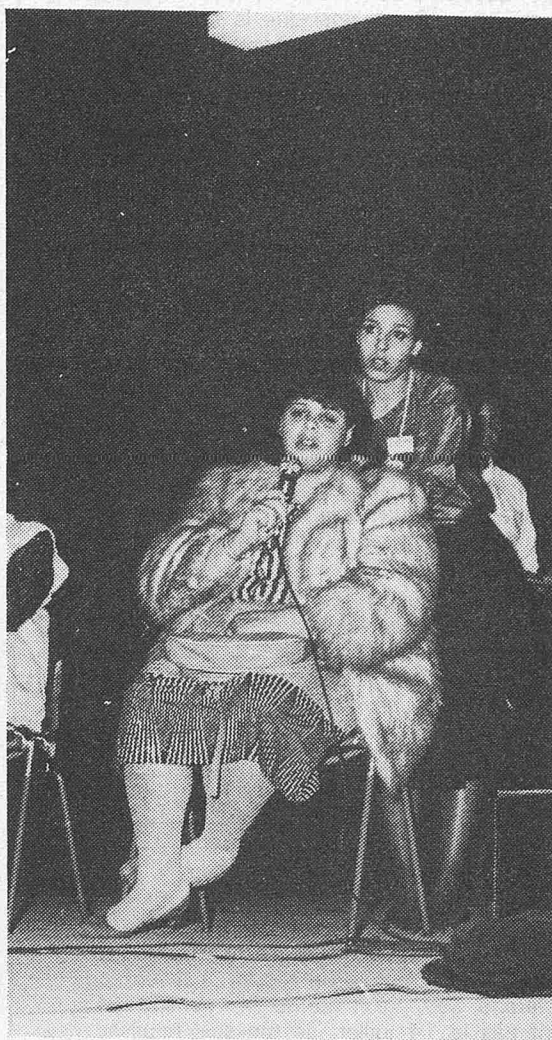
« UN HONNETE TRAVAILLEUR EN A ASSEZ DU BRUIT. IL A TIRE »

A quelques semaines de la mort de Lahouari et presque au même endroit, le jeune Zahir Boudjelal était tué par un voisin irascible. L'assassin, libéré quelques mois plus tard n'est toujours pas jugé. La sœur de Zahir, interviewée par Sans-Frontière à l'époque, a participé depuis à la création de l'Association des Femmes Maghrébines en Action, qui s'occupe activement du suivi de tous les assassinats racistes qui ont eu lieu dans le midi de la France...

On est pas sérieux quand on a dix-sept ans » « Un beau soir... ». Rimbaud, que dirais-tu d'un pays qui hait la jeunesse ? Rimbaud, que dirais-tu d'un pays qui a peur et qui tue ? N'aurais-tu pas simplement envie de vomir, et je n'ai pas ton talent pour faire du journalisme en ayant la nausée !

Lundi matin, Z. me téléphone : « ils amènent le corps ce matin à Marignane. Ils prennent l'avion de Constantine... ».

Z. et N. m'accompagnent. Elles ont quitté leur stage, retour pour un matin ; cet après-midi, elles passent un examen. Pendant le trajet, chacun dit son embarras et ses hésitations : « depuis que nous avons appris l'assassinat de Zahir, nous ne savons pas quoi faire ». Je connais bien sa sœur Hanifa et dans ces moments là, que faire ? « Il ne s'est rien passé dans la cité, les gens sont restés chez eux ». Je n'ai pas pris l'appareil photo, je n'avais pas envie d'arriver en journaliste. Je n'arrive pas encore à jouer ce jeu-là. L'aéroport. Nous y sommes, Z. reconnaît Hanifa. « Les voilà, ils sont là ». Les personnes sont assises. Il y a la mère, les sœurs de Zahir, et des voisines. Voyageurs parmi d'autres voyageurs. Seuls les traits tirés et ces regards lointains les différencient des autres. Plus loin, à côté du bureau d'Air Algérie, les hommes. Ils discutent et règlent les derniers problèmes d'embarquement. Un délégué de l'Amicale est reconnaissable à sa tenue impeccable : trois pièces cravate, manteau, et chaussures bien cirées. Peu de monde, quelques familles de la cité et c'est tout. Sa mère me confie : « pourquoi notre fils part de cette manière, aucun journaliste n'est venu, c'est vraiment triste, il faut



prendre des photos, si vous voyiez le hangar où ils sont entassés, il y a six cercueils posés par terre, dans la poussière, au milieu des marchandises, comme n'importe quel bagage. Tout le monde devrait aller voir d'où partent les corps pour l'Algérie, peut-être alors, comprendraient-ils le mépris dans lequel nous sommes... ».

DROLES DE JOURNALISTES

Saïd, le frère me confirme : « depuis le meurtre de Zahir, je n'ai vu aucun journaliste, et aucun policier. Rien. Personne n'est venu nous voir. Et pourtant, ils écrivent ensuite ». Il faut en effet se poser des questions sur la manière de travailler des journalistes. Ne parlons pas du Méridional : sa tâche essentielle étant de salir la communauté algérienne. Et le Provençal, Le Soir, La Marseillaise ? Pourquoi n'ont-ils pas entendu les témoignages de la famille de la victime ? Le Provençal et Le Soir, ont tout de suite mis l'accent sur la tension qui régnait à la Busserine. Ils ont vite trouvé des circonstances atténuantes au meur-

SF mars 1981

trier : « un honnête travailleur en a eu assez du bruit, il a tiré. Le pauvre ! ». Les journalistes ajoutent tout de même qu'ils sont attristés par la mort d'un jeune homme de dix-sept ans. Ils appellent au calme la population. Cela peut paraître une méthode honorable, mais elle est trompeuse, à tel point, que pour beaucoup d'esprits, le problème n'était plus la mort des deux adolescents assassinés coup sur coup en quelques semaines, presque au même endroit, mais la sécurité dans les quartiers nord. Les assassins sont donc devenus des victimes, le CRS et l'ouvrier sont de braves gens dont les nerfs ont craqué et les jeunes gens de la « graine de voyous ! ». Implicitement, ce discours est celui de la majorité des articles parus sur la mort de Houari et Zahir. Les familles sont profondément choquées « notre frère n'était pas un voyou, il n'a jamais rien volé, les journaux racontent qu'il a été tué en faisant un gymkhana. C'est faux ! ». Tout à l'heure, le directeur du LEP La Floride où mon frère allait passer son CAP va venir avec des professeurs et des élèves. Je vais lui demander un certificat de bonne conduite. »

Hanifa raconte comment de nombreuses personnes ont appris avec surprise les circonstances de la mort de son frère. En notre présence de nombreux voisins sont venus témoigner pour lui. Tous parlent de son excellente réputation. La sœur fait circuler une pétition et elle demande à tous ceux qui l'ont connu de venir le jour du procès dire qui était vraiment Zahir : « mon frère aimait la vie, il avait envie de s'en sortir, d'arriver à quelque chose, il voulait à tout prix continuer ses études après son CAP ». Que s'est-il donc passé ce soir là, ce vendredi soir à 21 h 30 ? Hanifa raconte : « une voisine qui habite le bâtiment P et qui a tout vu m'a dit : ils vous ont eu de A à Z ! Ils ont raconté n'importe quoi au sujet de votre frère. Vers 20 h 30, mon frère est allé chez son ami récupérer un pantalon. Il est resté bavarder un moment, puis en revenant, il a trouvé la voiture Ami 6 phares allumés, et le moteur qui tournait. Il n'a pas roulé avec, d'ailleurs. Ce soir-là, il n'y avait pas de bruit. Le jeune qui avait volé la voiture s'est enfui (il est connu de tous, c'est un français, et quand il fait ses coups, il s'en vante même) pour se cacher dans un bloc. Mon frère, à ce moment là est monté dans la voiture pour prendre une pièce. Pour ne pas qu'il vole, on lui a donné une vieille 504 qu'il s'amusait à trafiquer. Saïd et moi, nous nous occupions de son argent. Il ne manquait de rien, au moment où il est rentré dans la voiture, le gars a tiré, on l'a entendu « imma », et il s'est couché sur le volant. Il n'est pas mort dans l'ambulance, comme on l'a dit, il a été tué sur le coup. Après avoir commencé la longue attente et ce fut la série des coups de fil. « L'évêché, les hôpitaux, un après l'autre, personne ne savait rien. Mon frère a été transporté sans que nous sachions où, ni comment. Nous avons attendu jusqu'au lendemain matin, nous étions tous épuisés.

Abdellah Ben Aïssa

« On achève bien les Arabes »

« LE BICOT, JE L'AI TIRE COMME UN LAPIN »

Affaire Marchaudon SF 16 mai 1981

Le 14 mai 81, s'ouvrait devant les Assises des Hauts-de-Seine (Nanterre) le procès du brigadier de police Roger Marchaudon ; qui y comparaisait pour homicide volontaire sur la personne de Mustapha Boukhezzer qu'il avait achevé de deux balles dans le dos — à bout touchant appuyé — quatre ans auparavant à Chatenay-Malabry. Cinq ans de prison avec sursis, accompagnées d'une dégradation civique, et d'une interdiction de port d'arme pendant dix ans ; tel avait été le verdict de la cour d'Assises de Nanterre pour Roger Marchaudon reconnu coupable du meurtre de Mustapha Boukhezzer, après cinq jours de procès.

i l'aura fallu quatre ans, pour qu'enfin le sinistre brigadier Marchaudon soit traduit devant une cour d'Assises pour Homicide volontaire. En effet, le 23 août 1977, à Chatenay Malabry, il s'illustrait par un haut fait d'arme en achevant à bout portant de deux balles dans le dos Mustapha Bukhezzer 21 ans alors qu'il gisait à terre déjà blessé de plusieurs balles.

Encore une fois la police invoqua la légitime défense et en haut lieu on couvra Marchaudon, en fabriquant une histoire sur mesure : « Une tentative de hold-up qui a dû mal tourner pour les malfaiteurs qui voulaient attaquer la poste de Chatenay Malabry mais surpris par la police alertée quelque temps avant par une brave dame ont ouvert le feu sur les policiers pour couvrir leur fuite. C'est donc en état de légitime défense que les policiers ont riposté et que Mustapha Boukhezzer a trouvé la mort. »

Le scénario se tient, la preuve en est puisque « deux malfaiteurs viennent d'être arrêtés. »

Mais voilà, une femme a tout vu de sa fenêtre, Mme Rousseau confiera son témoignage à Jean Darriluat journaliste au Matin arrivé sur place quelques heures après la prétendue fusillade « l'homme à terre ne bougeait plus. Le gardien de la paix avait une arme à la main. Il a dirigé l'arme vers le dos du jeune-homme et il a tiré au moins deux fois. »

Pourtant, aucune information ne sera ouverte par le Parquet. Le 5 septembre 1977, la famille Boukhezzer porte plainte avec constitution de par-

tie civile contre Marchaudon du chef d'Homicide volontaire, elle choisit comme avocat M. Oussedik.

L'affaire est confiée au doyen des juges d'instruction au tribunal de grande instance de Nanterre, M. Champenois.

Mais là aussi, on va tout faire pour étouffer l'affaire. La famille sera systématiquement écartée de l'instruction. C'est ainsi que la reconstitution du crime, organisée le 14 décembre 1977, sur les lieux mêmes des faits se fera sans que M. Oussedik n'en soit averti et encore moins convoqué.

Au surplus, alors que les résultats de l'expertise médico légale et de l'expertise balistique ont été connus les 25 août et 26 septembre 1977, et que tous les rapports accablaient le brigadier Marchaudon, ce n'est que le 17 novembre que le magistrat instructeur se décidait enfin à procéder à son inculpation. C'est dans ces conditions que la famille Boukhezzer déposera en 1978 une requête à fin de renvoi pour cause de suspicion légitime afin que le juge Champenois soit déssaisi de l'affaire.

Enfin, en octobre 1980, un arrêt de la Chambre d'Accusation de la cour d'appel de Versailles estime qu'en raison des charges accablantes qui pèsent contre le policier, celui-ci comparaitra devant les Assises et non devant un tribunal correctionnel.

Bien qu'inculpé, Marchaudon sera laissé en liberté et sera tout simplement suspendu de ses fonctions mais avec traitement. Sa défense sera assurée par M. Garraud du mouvement « Légitime Défense ».

« MAINTENANT T'ES CREVE ! »

« J'étais en train de préparer le déjeuner pour ma fille lorsque tout d'un coup, j'ai entendu la pétarade. Je me suis même dit : tiens, c'est pourtant pas le 14 juillet. Je me suis haussée pour regarder à la fenêtre de la cuisine. Je ne suis pas grande et j'étais en pantoufles. Sur le trottoir d'en face, il y avait un homme allongé et l'agent à côté. Je suis allée en courant dans la chambre de ma fille dont la fenêtre est plus basse, pour mieux voir. Et ce que j'ai vu m'a scandalisée. L'homme à terre ne bougeait plus. Le gardien avait une arme à la main. Il a dirigé l'arme vers le dos du jeune homme et il a tiré au moins deux fois. Il était tout près. Il s'est penché légèrement, le bras tendu. Il semblait hargneux, et on avait l'impression que ça le défoulait, que ça lui faisait plaisir de tirer. D'ailleurs il a crié : « espèce de salaud ! Maintenant t'es crevé ! »

Ensuite, on lui a passé les menottes, les bras dans le dos. Après ça, je tremblais et je me suis sentie mal. J'étais outrée.

Je me suis dit : "C'est pas possible de tirer sur un homme à terre." ».

Il est un peu plus de midi à Chatenay Malabry, rue Aristide Briand, Mme Rousseau, de sa fenêtre vient d'assister au meurtre perpétré de sang froid par le brigadier Marchaudon qui vient de vider son chargeur, dans le dos d'un jeune algérien, Mustapha Boukhezzer, âgé de 21 ans.

Alors que s'est-il passé ce 23 août 1977 à Chatenay Malabry ?

QUAND LA POLICE MENT...

La police donnera une première version de l'affaire :

« Le commissariat de Sceaux a été prévenu par une habitante de la cité, qu'un groupe d'individus semblait manigancer un mauvais coup derrière la poste de la Butte Rouge.

Aussitôt des inspecteurs de la 10ème BT se sont rendus sur les lieux. Ils sont arrivés au moment où les malfaiteurs arme au poing et cagoule sur la tête, n'étaient plus qu'à quelques pas de la porte du bureau d'entrée de la poste. Les malfaiteurs ont ouvert le feu pour couvrir leur fuite. Les policiers ont riposté en état de légitime défense. Un malfaiteur a été tué, le dénommé Mustapha Boukhezzer.

Juste avant d'être abattu, celui-ci s'est débarrassé de son arme en la jettant dans une camionnette, garée quelques pas plus haut, sur le parking de l'immeuble. Gérard Laifont et Omar Allalou ont été appréhendés. Tous trois sont de dangereux récidivistes, plusieurs fois condamnés et bien connus de nos services ».

A ce moment, la police ignore l'existence du témoignage de Mme Rousseau, c'est donc sur la foi du témoignage du brigadier Marchaudon qui donne une version mensongère des faits au commissaire Jean Dufour de la 10ème BT que les premiers procès verbaux sont rédigés.



St Chamas, une ville morte qui tue?

Pourtant le lendemain 24 août, Alain Hamon de RTL rencontre Bernard Deleplace, secrétaire général du syndicat des policiers en tenue qui lui répond : « Il me paraît difficile pour les autorités d'étouffer une affaire de ce genre, s'il n'y a pas au début, dans les rapports d'intervention des policiers, un accord complet pour transformer la véracité des faits. » De plus, Deleplace dira avoir reçu la visite des gardiens Brunet et Catteau qui lui ont confirmé la vérité du témoignage de Mme Rousseau.

« J'AURAIS BESOIN DE RETOURNER AU STAGE »

Puis Alain Hamon appelle le commissariat de Sceaux et demande Marchaudon et c'est celui-ci en personne qui répond. Hamon enregistre :

« J'ai pas de chance, chaque fois, ça tombe dans une période creuse, une période de vacances, où les journalistes n'ont pas grand chose à se mettre sous la dent. Si ça se produisait en période de grosse action, on en parlerait — pratiquement pas... Si j'avais tiré à bout portant, il n'aurait pas que deux balles dans le dos. Ma médaille et mon pétard, je peux les déposer, pour un moniteur de tir ça serait pas tellement précis... Déjà que sur huit cartouches tirées, il n'y a que cinq impacts ? J'aurais besoin de retourner au stage ».

Le rédacteur en chef du journal refusera de passer la bande sur les ondes.

Deux jours plus tard, les rapports d'autopsie et balistique sont transmis par le professeur Ceccaldi au parquet de Nanterre. Ces rapports confirment le témoignage de Mme Rousseau. Ils mentionnent noir sur blanc, que les deux balles qui ont causé la mort de Boukhezzer ont été tirées pour l'une dans le dos « à bout portant », pour l'autre, d'une distance inférieure à 35 centimètres.

Mais qu'à cela ne tienne, Marchaudon n'est toujours pas inculqué, alors que sa culpabilité crève les yeux. L'esprit de corps, la partialité de la justice, la mauvaise volonté du patron de la 10ème BT, le soutien des éléments les plus fascistes et racistes de la police, la défense assurée par M^o Garreaud qui appartient au mouvement « Légitime Défense » vont jouer en sa faveur. La stratégie des « protecteurs » va donc consister à faire accréditer par les juges, la « légitime défense ». Laffon et Allalou ont toujours nié qu'ils s'apprêtaient à attaquer la poste de la Butte Rouge donc l'intérêt vital pour les policiers de les charger le plus possible en les faisant passer pour de redoutables gangsters afin de justifier le crime de Marchaudon.

Gérard Laffon et Omar Allalou écoperont de cinq ans de réclusion criminelle pour tentative de hold-up devant la Cour d'Assises de Nanterre bien qu'à aucun moment leur culpabilité ne sera établie.

« Le bicot je l'ai tiré comme un lapin » c'est ce que rapportera Laffon dans le box des accusés à propos du brigadier Marchaudon commentant son haut fait d'arme, à ses collègues.

MARCHAUDON,
UN DANGEREUX RECIDIVISTE.

Le 3 septembre 1974, trois gangsters attaquent à main armée une banque du boulevard Barbès. Bilan, trois morts dont un brigadier de police et quatre blessés. Le brigadier Marchaudon est là... Un premier gangster a été tué dès le début de la fusillade. Un deuxième trouve la mort au cours d'un échange de coups de feu. Le troisième est arrêté ; il n'aura la vie sauve que sur l'intervention de policiers syndiqués car paraît-il, Marchaudon voulait l'achever.

Trois jours plus tard, le brigadier Marchaudon abat de sang froid un voleur à la roulotte qui tentait de s'enfuir.

Ben Ghanissa Mohamed n'était pas armé. Après cette « bavure », Marchaudon sera mûté au commissariat de Sceaux et trois ans plus tard, il récidivera en achevant un homme blessé à terre de deux balles dans le dos.

Farid Aichouné

BANALE HISTOIRE DU SUD

SF 7 février 1981

mercredi 4 février 1981, à l'appel du maire, monsieur Deshons, la petite ville de St-Chamas, sur l'étang de Berre (Bouches du Rhône) fait une opération ville morte : rideaux fermés par quelques commerçants, associations sportives et folkloriques mobilisées, personnel municipal en congé (mais pas le personnel des entreprises privées du maire), c'est le sud qui serre les rangs autour de l'adjoint au maire M. Doublet condamné à dix huit mois de prison, dont un an ferme, et arrêté à l'audience du Tribunal correctionnel de Valence le 23 janvier dernier, tribunal qui le jugeait pour violences avec armes et préméditations... Une affaire exemplaire.

En septembre 1979, St-Chamas organisait comme chaque année, plusieurs jours de festivités et semble-t-il, des bouculades sans gravité avaient émaillé les bals, sans pour autant perturber les réjouissances. Mais un certain Géronimi, professeur de karaté exerçant l'honorable profession de videur de boîtes de nuit, se fait corriger en combat singulier par un boxeur... algérien.

L'humiliation est si grande que les règles du sport sont aussitôt oubliées, et le lendemain 7 septembre, Géronimi et plusieurs autres karatékas sont sur la fête pour en découdre, non pas à mains nues, mais avec des armes à feu, pistolets de gros calibre (9mm, Magnum etc.).

De jeunes immigrés de Salon, filles et garçons, venus à St-Chamas ce soir-là pour fêter le départ au service militaire de l'un d'entre eux, sont immédiatement pris à parti, et l'un des garçons perdra connaissance à la suite d'un coup de poing.

Ses camarades le chargeront dans une voiture pour le conduire à l'hôpital de Salon ; Déjà en plein village, un ou plusieurs coups de feu sont tirés en l'air ou en direction de la voiture.

Puis Géronimi, décidé à ne pas en rester là, s'embarque dans une voiture conduite par l'adjoint au maire avec un ou deux comparses, et tout ce beau monde prend en chasse la voiture des victimes. L'adjoint au maire remonte à hauteur de la Renault 20 des immigrés, Géronimi vise, tire, le coup de feu ne partira pas ; l'adjoint au maire double la voiture et en se garant à droite, on tire encore... Quatre balles de gros calibre ont fait mouche sur la carrosserie, mais pas de blessés.

On parlera encore de braquage en ville, de descente armée au foyer Sonacotra, mais les victimes se taisent. Le lendemain messieurs Doublet et Deshons, le maire, rendent visite à la gendarmerie locale pour demander des renforts afin d'assurer la sécurité publique « troublée par des bandes de Nord-Africains ». L'adjudant laisse en-

tendre que Géronimi est suspecté d'être l'un des tireurs de la veille.

L'adjoint au maire Doublet se souvient alors qu'il a une course urgente à faire en sa qualité de président du comité des fêtes : il se précipite au bar Marcel pour faire prévenir Géronimi de la perquisition imminente, « sous le coup de l'affolement » expliquera-t-il au juge de Valence.

Les Géronimi ont vite compris, et deux sacs d'armes (7 pistolets de gros calibre en bon état et leurs munitions) sont cachés dans le grenier d'une voisine. Au tribunal, le président exhortera Géronimi et Doublet à avouer ce qu'ils ont fait des autres armes, puisque celles qui ont tiré ne sont pas dans le lot saisi !

Doublet reconnaîtra les faits, Géronimi y mettra le temps mais reconnaîtra en partie, le karatéka et l'adjoint au maire jugeront leurs grands dieux qu'ils ignorent tout du ou des tireurs assis à l'arrière de leur voiture et du reste de l'arsenal.

Banale histoire du sud, mais depuis septembre 79, les maires de la région et les conseillers municipaux n'arrêtent pas de clamer et d'écrire que Doublet n'a fait que son devoir ; on va même, sous la signature du maire de Plan de Cuques, monsieur Bertrand, jusqu'à menacer les tribunaux de représailles si l'on touche à Doublet.

Le conseil municipal de St-Chamas condamné à la quasi unanimité le jugement et soutient son adjoint. On organise l'opération ville morte, et la presse régionale est envahie de motions de soutien de maires affrontés disent-ils, tous les jours au douloureux problèmes de la sécurité...

Est-ce que nous sommes déjà arrivés à ce stade de pourrissement, où, des truands armés pourront justifier et excuser leur attitude par le fait qu'ils sont racistes et bien forcés de l'être, les pauvres, dans une région si perturbée par la présence de tant d'immigrés ?

Plus rien n'est impossible dans un pays où un journal comme « Le Méridional » a pu publier, pendant plusieurs jours les délires racistes et revanchards de certains de ses lecteurs qui n'ont pas digéré l'année 62, et a sérieusement considéré comme la meilleure expression du malaise actuel la phase suivante : « non seulement ils nous vendent leur pétrole trop cher, mais en plus ils se permettent de rouler dans nos voitures en état d'ivresse », citation authentique !

Qu'ils ne croient pas tous, ceux-là que nous aurons encore la patience de leur faire la morale ; l'intolérance jusqu'à l'agression, c'est leur problème, pas le nôtre.

Pour nous, ce n'est pas la carte d'identité qui désigne nos amis ou nos adversaires.

Colette Pascal
Avocat à la Cour d'Aix en Provence.

Une justice pitoyable

JUSQU'AU BOUT DE LA BÊTISE

SF 21 février 1981

C'était le 21 février 1980, à la cité Couzy à Vitry ; dans la banlieue parisienne. Il est 22 h 30, dans une cage d'escalier, des jeunes traînent leur ennui et font sûrement un peu de bruit... Soudain une détonation déchire la nuit. Kader s'écroule... atteint d'une balle de 22 long rifle en pleine tête, tirée par le gardien de la cité Michel Bellet. Arrêté celui-ci, fera deux mois de préventive et écopera — ainsi que sa femme — de cinq ans de prison avec sursis devant la cour d'Assises de Créteil en octobre 81.

il est 22 h 30 ce soir-là, à la cité Couzy à Vitry. Kader, Mustapha et d'autres copains discutent dans une cage d'escalier. Pas de local pour se réunir, pas de loisirs, pas de ciné, et de plus la patinoire était fermée en un mot « on s'emmerde » alors c'est la cage d'escalier qui fait office de local.

Tout va commencer, quand Roger un locataire du couloir numéro 6 descend et commence à les insulter : « sales crouilles », « sales noirs », « rentrez chez vous, vous me faites chier ». Mais les jeunes ne prêtent pas attention aux propos de Roger et puis il est tout le temps « bourré », et ils le connaissent bien Roger. Mais ce soir-là, il est tellement saoul qu'il s'en prend à une mobylette et tape dessus avec une barre de fer. Sa femme descend à son tour et va prévenir le gardien de la cité. Par un curieux hasard, la télé diffuse le film « Le justicier dans la ville ». Alors il ne lui en faut pas plus à cet « imbécile » de Bellet, il sort avec son fusil 22 Long Rifle cartouchière en bandoulière. Une fille crie de sa fenêtre « tirez-vous les mecs il a un fusil ». Mais les jeunes croyaient à une plaisanterie. C'est en sortant sa tête du couloir pour voir ce qui se passe que Kader se prendra une cartouche en pleine tête. L'irascible Bellet sous l'emprise d'une « overdose » de télévision ira jusqu'au bout de sa bêtise.

Curieux procès que celui des époux Bellet. Le président Lassus fort complaisant avec les accusés, amènera de l'eau au moulin de la défense lorsqu'il interrogera les témoins cités par celle-ci. Quant à l'avocat général, M. Chadeville, il transformera son réquisitoire en une plaidoirie en faveur des prévenus :

« Pour ceux qui connaissent la cité, cela devait arriver. Ce groupe de jeunes faisait régner dans la cité ce sentiment trouble et diffus qu'on appelle « l'insécurité », citant pour cela le rapport de son ex-patron Peyrefitte.

Puis se faisant sociologue, il expliquera : « la concentration excessive d'une population hétérogène, le choc des cultures, les an-

tagonismes... » « Une cité qui secrétait une violence, une haine, une agressivité telle qu'elles ont créé les conditions de ce drame... »

Simpliste M. l'avocat général, c'est le moins que l'on puisse dire.

Pourtant auparavant, les avocats de la partie civile, MM Oussedik et Lepelletier avaient aussi évoqué la vie dans les cités de banlieue en dénonçant les conditions de vie des jeunes. Me Oussedik dira : « il y'a plus de terrains de sport à Fleury-Mérogis qu'à la cité Cousy ».

Puis revenant à l'affaire proprement dite afin d'éviter l'amalgame qui sera souvent entretenu tout le long du procès, « ce n'est pas la société que nous jugeons ici, mais un homme. Et le crime de l'honnête homme a une cause essentielle : « le racisme et le Justicialisme ». Un racisme viscéral et insidieux. Jour après jour, on a appris à Michel Bellet qu'il était un gardien spécial, le gardien des jeunes immigrés violents et dangereux, un gardien des cités de déportation : on lui a appris qu'il était un gardien en mission spéciale : surveiller des jeunes fauves.

C'est pour cela que le citoyen au-dessus de tout soupçon que rien ne menaçait, a tiré. Il a pris le fusil parce qu'il se voulait défenseur de l'ordre justicier. Va-t-on tirer impunément sur des enfants d'immigrés ? »

Puis, ce fut le dernier acte avec la plaidoirie de M. Libman, avocat de la défense, qui est par

ailleurs conseiller de M. Fillioud ministre de la communication. Le terrain ayant été préparé par l'avocat général, M. Libman enfoncera des portes ouvertes. Mais d'emblée, il tint à préciser : « Si racisme il y avait, je ne serais pas aujourd'hui à cette table. Je suis un avocat de la lutte anti-raciste. Nous assistons à un procès d'une collectivité de pauvres contre deux malheureux.

Malheureux, peut-être ? Pitoyable certes !

C'est vrai aussi qu'ils ont demandé pardon en larmes à la maman de Kader et à ses amis.

Il n'empêche qu'un garçon est mort à l'âge de quinze ans, assassiné d'une balle en pleine tête, et comme par un curieux hasard il était Algérien.

Ce procès a été escamoté par une justice aussi pitoyable que les époux Bellet. Le fossé vient de se creuser encore un peu plus entre les jeunes immigrés et l'appareil judiciaire. La manifestation spontanée qui a suivi l'annonce du verdict, les échauffourées qui se sont produites entre jeunes et policiers dans l'enceinte même du Palais de Justice de Créteil démontrent clairement qu'ils ne se laisseront pas faire. Si, il y a vingt ans, on massacra leurs pères en toute impunité, il faut bien comprendre que ce temps est révolu.

Le signal d'alarme vient d'être tiré.

Puisse-t-il être entendu...

Farid Alchoune



Où en est l'affaire Mirval six ans après?

MME MIRVAL CONTINUE A RECLAMER JUSTICE POUR SON FILS

Le vendredi 22 février 1974

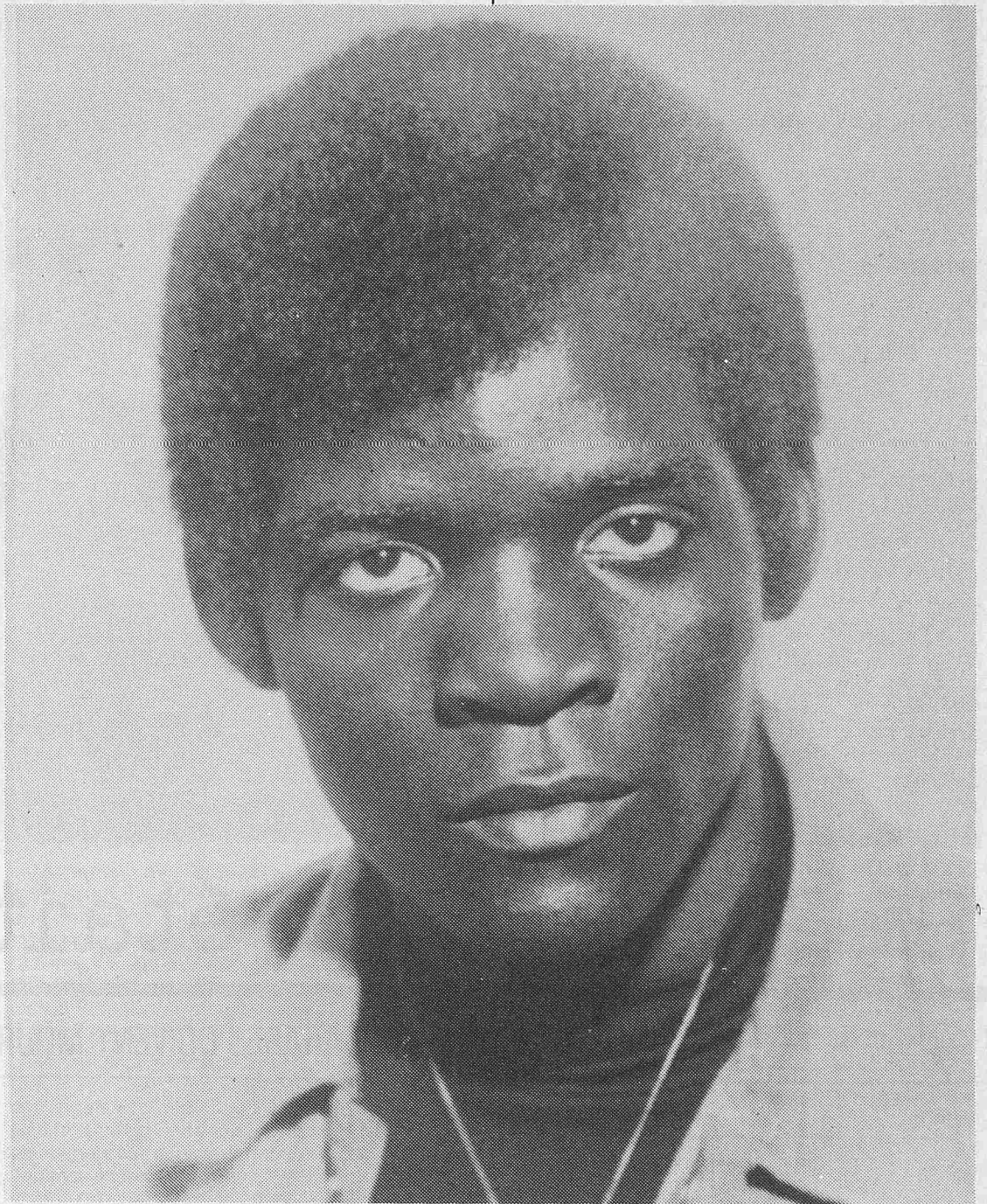
Patrick Mirval, jeune Antillais de 20 ans est présenté au prétoire du centre des jeunes détenus de la prison de Fleury Mérogis dirigé par Mr. Robert Rousseau. Il comparait pour violence et insolence envers un gardien. Il est condamné à quatre jours de mitard. Quelques jours auparavant, il avait été arrêté dans une station de métro parisien par des policiers pour détention de dix pièces de 5 Frs.

durant son transfert au mitard, le jeune Patrick Mirval meurt dans des conditions non élucidées. Son escorte comprend : le surveillant chef Raymond Benoist, et les surveillants Danet, Bouthors, Sanchez et Pascal. Jean-Pierre Michau juge d'instruction auprès du tribunal d'Evry est saisi de l'affaire qui se termine deux ans plus tard par un non-lieu. Durant ces deux ans, douze experts se relayeront pour aboutir aux conclusions suivantes :

- 1) « la mort de Patrick Mirval est consécutive à un syndrome asphysique majeur »
- 2) la névrose aigüe du sujet a joué un rôle déterminant »
- 3) « la contention nécessitée par son extrême agitation a constitué un facteur d'aggravation »
- 4) « en bref c'est l'élévation du tonus sympathique qui a produit la vaso dilatation et l'inondation des alvéoles pulmonaires ».

En clair cela revient à dire que Patrick est simplement mort de sa colère, de sa folie. Pour Bernard Cuau, universitaire, cette expertise est un « ahurissant document psychiatrique » et demande pourquoi l'escorte n'a pu présenter aucune égratignure vu l'état de démence décrite. Il y a également le témoignage de Pascal Huguet codétenu de Patrick qui soutient que ce dernier a été étranglé.

Neuf ans après, Antoine Lubrina instituteur à Fleury Merogis décide d'attaquer Raymond Benoist qu'il accuse d'être à l'origine de la mort de Patrick Mirval. Des tracts distribués dans la ville de Fleury Merogis et des pétitions demandant la réouverture du dossier, circulent. C'est alors que Raymond Benoist attaque Lubrina en diffamation pour « laver son honneur ». Le premier procès a eu lieu le 13 décembre 83. Durant 6 heures les débats tournent autour des circonstances de la mort de Patrick. La présence de marcheurs et de jeunes Maghrébins et



Antillais en nombre a amené le président à reporter sa décision au 31 janvier 84. Lubrina a été condamné à un franc symbolique mais il a interjeté appel. Pour lui le procès a permis de montrer, de déceler les zones d'ombres du dossier Mirval et partant, donner la preuve que ses accusations sont pas fondées, si elles étaient fausses la condamnation aurait été plus lourde.

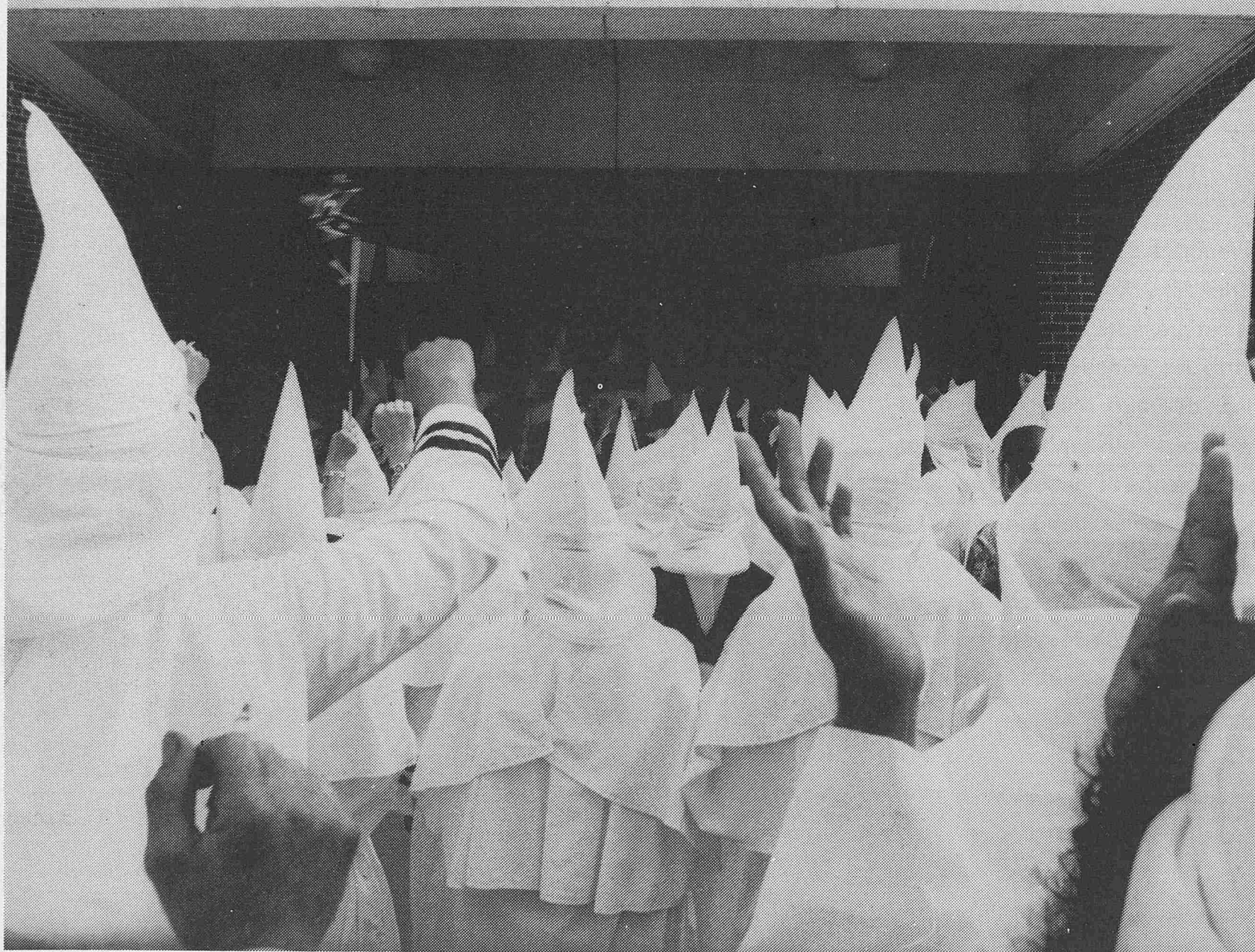
Mme Mirval continue à réclamer justice pour son fils. Après plusieurs demandes de réouverture du dossier, elle a reçu le 14-12-83 une lettre du procureur général de la cour d'appel de Paris Mr. Pierre Arpaillange demandant au procureur du tribunal d'Evry de revoir tous les témoins non encore interrogés. Ainsi un nouveau témoin s'est manifesté : Mr. Richard Dana ancien fonctionnaire à la prison et actuellement au ministère de la

justice, il soutient que Mirval est mort par strangulation. Cette requête reste sans réponse, pour l'instant. Mme Mirval s'interroge : est-ce parce que son fils est noir, est-ce à cause de la qualité de Benoist employé de l'Etat et dont la reconnaissance de la culpabilité reviendrait à condamner l'Etat lui-même. Pourtant Benoist est une brute notoire et a été une fois condamné pour violences contre un détenu.

Un seul point de satisfaction pour Mme Mirval : la présence d'un nombre important d'Antillais lors du procès du 13/12/83 montre que les Rons commencent à comprendre qu'ils constituent une cible des meurtriers racistes. Elle espère que leur mobilisation permettra que ce qui est arrivé à son fils « ne recommence plus ».

M. Die

DECATUR CITY HALL



Si la Corse m'était contée...

« QUARANTE ARABES DOIVENT MOURIR »

SF janvier 1982

Ils sont plus de vingt mille, mais on entend peu parler d'eux. Il s'agit des immigrés qui vivent en Corse.

Marocains pour la plupart, ils ont été l'objet d'une campagne d'attentats racistes, qui a culminé l'été 1982 dans l'indifférence générale.

bilan de cet été corse particulièrement riche en « faits divers » que l'on veut à tout prix régionaux. Cela a commencé en mai, quelques jours après l'attentat de la mosquée de Romans, par un fait divers. Charles Tagliajoli, boulanger d'Ajaccio de son état, se rend, à dix heures du soir, chez son ouvrier, Mohamed Oukhai, alors en arrêt maladie, bien décidé à obliger ce dernier à venir travailler.

C'est la belle-sœur de Mohamed qui fait les frais de la discussion animée qui s'ensuit. Frappée, projetée contre le mur par le fils du boulanger venu

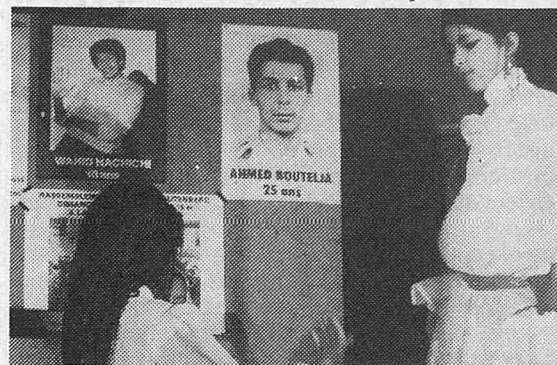
en renfort, son état nécessitera cinq jours d'hospitalisation. Ce que voyant, Mohamed Oukhai prend son fusil et tire, blessant légèrement les deux hommes. Dès le lendemain, Mohamed se constitue prisonnier. Le même jour, le boulanger prévient la famille : « Foutez le camp, il va y avoir des morts ! ». Dans la ville, l'émotion est grande. Mohamed Oukhai habite dans la rue Fesch, « la » rue immigrée du quartier, ou, selon une certaine presse locale, « la nuit, bien des mines patibulaires rôdent ».

En fait, l'incident est la goutte d'eau qui fait déborder le vase : bon nombre de corses, semble-

A la mémoire de Wahid Hachichi

« QUAND JE PENSE A SON SOURIRE, A SA JOIE DE VIVRE... »

SI été 83



Wahid Hachichi, un lycéen de 18 ans a été assassiné le 18 octobre 1982 sur le quai Général Serrail à Lyon. Ses amis et sa famille ont formé une association, Wahid association, qui a pris en charge la contre-enquête, organisant forums et contacts avec les familles des autres victimes du racisme.

Le lendemain d'un meurtre d'un jeune maghrébin tout le monde appelle au calme. Educateurs, adjoints, consul, etc, même des jeunes issus de notre propre communauté — et je l'ai entendu de mes propres oreilles — qui nous demandent de ne pas élargir le fossé entre Français et Immigrés. Un jeune de 18 ans se fait flinguer et après on voudrait que l'on soit comme avant. Si un gars perd son frère et qu'il continue à réagir comme avant, c'est ça qui me ferait peur. Quand je pense que Wahid a eu une mort stupide et absurde, qu'il est mort dans une rue, atteint par deux balles en plein cœur. Je suis incapable d'admettre qu'un crétin tire froidement sur un adolescent sans

l'il n'ont pu digérer l'opération de régularisation. Selon la commission d'enquête envoyée sur place par le MRAP : « la situation pour les immigrés est tout bonnement incroyable en 1982. Entassés pour la plupart sous des amas de tôles, ils n'osent même plus, depuis cet été, rentrer « chez eux ». Ils préfèrent coucher dehors, cachés dans les champs ».

Systématiquement, même à gauche, lorsqu'on évoque les immigrés, on évoque le « seuil de tolérance ». Dans ce contexte, qui dure depuis des années, la mesure de régularisation semble avoir été reçue comme une contrainte insupportable. Une situation explosive, dont le détonateur sera le coup de feu tiré par Mohamed sur Charles Tagiajoli fait figure de scandale : un immigré qui tire sur un « français », un employé sur son employeur.

Dès le lendemain, les murs d'Ajaccio se couvrent des désormais célèbres graffitis : « Arabi fora ! » (« Les arabes dehors ») et d'autres, plus précis : « 40 arabes doivent mourir ».

Le 19, à la suite d'un appel à l'épuration lancé par Nice-Matin sous forme d'éditorial (« Il devient urgent de lutter contre tous ces marginaux. Il faut épurer la rue Fesch »), 100 grammes de dynamite endommagent le 54 de la rue incriminée, commotionnant deux tunisiens. Bizarrement, l'attentat est revendiqué — ce sera le seul — par l'ARC, l'Armata Rivulieiunnara Corsa, un sigle utilisé en d'autres temps, destiné à charger le FLNC. Immédiatement, le Consulte Nationaliste et le FLNC démentent et se démarquent de tout attentat raciste qui viendrait à être commis.

Le 22 mai, toujours rue Fesch. Mohammed Tahar, un saisonnier, prend une décharge de chevrotine dans l'épaule, tirée, semble-t-il, d'une 4L claire. Silence dans la presse. Le 24, nouvel appel au meurtre de Nice-Matin, sous le titre : « Police et Tolérance » : Les étrangers représentent près d'un tiers de la population active, mais à qui la faute ? Faudra-t-il assurer, seul sa défense ?

24 heures plus tard, les occupants d'une 4L claire décident « d'assurer seuls leur défense ». Dans un quartier résidentiel, cette fois, boulevard du Général Leclerc, Omar Araï, concierge de l'immeuble « Napoléon » et Messaoud Ferchichi, menuisier, se retrouvent comme chaque soir devant l'immeuble « Napoléon », lorsque passe une voiture, qui exhibe un fusil de chasse et tire. Deux fois. La chevrotine atteint Omar au côté gauche, au bras, au thorax et à la tête. Tué net. Messaoud, blessé à la poitrine, décède à l'hôpital. Cette fois, on s'émeut. Les deux victimes, en effet sont « mal choisies ». « Deux maghrébins sans histoires », « deux ouvriers bien tranquilles ». Pas de ces « marginaux » saisonniers qui dérangent. Et chacun d'y aller d'une condoléance moralisatrice, d'un bémol à l'invective. Cette fois, « ils » y vont un peu fort. Qui « ils » ? Mystère. Comme le dit le provençal : « l'enquête risque d'être longue et difficile ».

A gauche, c'est l'indignation. Dans un communiqué commun, le MRAP, la ligue des Droits de l'Homme, la CGT, la CFDT demandent « que soit traduites concrètement les grandes orientations gouvernementales » en matière d'immigration. François Autain, secrétaire d'Etat à l'immigration, juge l'affaire assez grave pour se rendre sur place et assure « qu'il mettra tout en œuvre pour que soient identifiés » les auteurs de la fusillade.

Le 2 juin, une manifestation unitaire regroupe les principales organisations de gauche et un certain nombre d'immigrés. La situation semble alors se calmer, le calme semble retomber, jusqu'à la fin juillet.

Dans la nuit du 26 au 27 juillet, à Bastia, un attentat à l'explosif endommage un appartement, dans le quartier de « la Citadelle », quartier immigré. Puis à Porto-Vecchio, une charge est lancée contre la devanture d'une boucherie, seul magasin tenu par un immigré. Pas de revendications. Le 28, troisième mort. Allaoui Ben Salah, tunisien, a le malheur de ne pas s'écarter assez rapidement du passage que veulent emprunter deux automobilistes. Dans la bagarre qui suit, Ben Salah est mortellement blessé, là encore par un fusil de chasse. Enfin le 30 un attentat à l'explosif détruit un bar tenu par des maghrébins lequel bar se remettait plus ou moins d'un précédent attentat commis dix jours plus tôt.

La liste ne peut-être exhaustive, tant la notion entre attentat et incident quotidien semble floue. Un témoignage, anonyme : « Nous (les immigrés) sommes pourchassés dès que la nuit tombe. Nous avons oublié notre pain, nous préférons nous en passer plutôt que de risquer les brimades ou la mort. Nos frères, les éboueurs, ont essayés des coups de feu à 4 heures du matin ».

Dans la presse locale, le débat se poursuit, stoïque : « Il est vrai que certains immigrés nous servent. Ceux qui travaillent. Les autres, les marginaux, ceux-là sont les vrais étrangers à qui il faudrait dire, d'une manière ou d'une autre, dehors ! ».

« D'une manière ou d'une autre ». Dans la nuit du 9 août, toujours dans le quartier de la Citadelle de Bastia, 200 grammes de plastic font sauter l'appartement de Mohamed Lelmrani. L'immeuble doit être évacué et les familles relogées dans des locaux aménagés « pour la circonstance » par la Mairie. Le même jour, 6 pains de plastic sont lancés dans une boucherie de Bastia (maghrébine). Tandis que trois saisonniers sont détroussés à Porto-Vecchio. Le 11, encore 200 grammes de plastic contre un appartement où résident six marocains. L'affaire revient à la « une » lorsque, la même nuit, le Consulat du Maroc de Bastia est endommagé par 150 grammes de plastic. Là, on s'affole un peu. Charles Ornano Sénateur Maire d'Ajaccio se fend d'un télégramme au consul marocain, tandis que s'accroissent les protestations de la CFDT et de la ligue des Droits de l'Homme.

Le 15, deux hommes en moto s'approchent de la Royal Air Maroc, à Bastia, et hurlent aux touristes : « Police ! Allez-vous-en. Ça va sauter ». Tout en lançant contre la vitrine des batons de dynamite, les dégâts sont très importants.

Cette fois, il ne s'agit plus « seulement » de faits divers, mais d'actes politiques, d'où la réflexion de ce policier : « Avant, ce n'était pas bien grave. On pensait qu'il s'agissait de tirer un "arabe" le samedi soir. Quand le consulat a été visé, on a compris qu'il s'agissait d'autre chose ». Le vice-consul émet l'hypothèse d'un plan concocté pour déstabiliser l'économie insulaire en vidant les immigrés, après les élections de l'Assemblée Régionale Corse.

Jusqu'à la fin du mois, on recensera 27 attentats anti-immigrés en deux mois.

Fin août, c'est aussi la manifestation immigrée, une grande première, spontanée. Une centaine d'immigrés, se retrouvent sur leur lieux de travail, le 19 au matin et décident, de ne plus se taire. Ils défilent dans les rues du centre de Bastia, interpellant la population : « Pendant plus de deux siècles vous nous avez colonisé, vous avez étouffé notre culture, écrasé notre civilisation, vous avez pris nos terres. Aujourd'hui en Corse notre sœur, nos br.s contribuent.

Moment de stupeur dans l'île. « Ils marifistent ! » titre le Provençal avec force points d'exclamations. Immédiatement après les attentats cessent. On ne parle plus de la Corse ni de son racisme, jusqu'à l'arrestation, mi-octobre, de Salvatore Chessa, François Napoli, René Baloli, Daniel Bertolluci, Antoine Vincenzini, Auguste Giancoli et Roger Combotti.

Ils sont sept jeunes chômeurs, âgés de 17 à 28 ans, à être inculpés d'associations de malfaiteurs, d'attentats et d'infraction à la législation sur les explosifs. Deux d'entre eux, Chessa et Napoli, semblent impliquer dans les attentats du consulat et de l'agence Marocaine. Chez Vincenzini on retrouve la moto et chez Giancoli un stock d'armes et d'explosifs. Mais les témoignages ne s'accumulent pas. En dehors d'une sorte de complicité généralisée, la peur semble lier les langues. Et cela reprend semble-t-il puisque le 16 octobre, la voiture d'un maghrébin essuie plusieurs coups de fusils. Avertissement ?

Selon les premiers éléments de l'enquête, les sept inculpés auraient servis d'hommes de main. A qui ? Il semble qu'ils aient eu à un moment ou à un autre, des relations avec le SAC. L'un des inculpés aurait en sa possession de grosses sommes d'argent dont il ne peut expliquer la provenance.

A Ajaccio, à Bastia, on commence à parler d'opération immobilière juteuse, très exactement à l'emplacement des quartiers immigrés.

M.W.

raison, pour le plaisir de faire un carton sur un Arabe. C'est parce que Wahid est arabe que Barbelli a tiré. On ne peut pas me bourrer le mou, question violence. Pour moi pas de doute : c'est un assassinat pur et simple. Cette affaire m'a foutu un choc dingue, l'atmosphère de sympathie à l'égard de Wahid était si grande que tout le monde a bien réagi, que ce soient ses amis, le lycée ou lors des manifestations de jeunes immigrés le 11 novembre. Il a fallu une semaine entière avant que je ne sois capable de bouffer et de dormir. J'étais tellement parti que je ne me rendais plus compte de rien. Personne n'a vraiment compris dans quel état je me trouvais. Tu ne sais plus que faire et en plus tu constates que le récit sur la mort de ton frère fait par la presse, est accepté tel quel par les autres. Jamais je n'oublierai le jour de la mise en terre, le 4 novembre, après la manifestation des lycéens le matin.

L'ambiance me prenait aux tripes : des cris, des pleurs... Après avoir tenu Wahid pendant dix minutes dans mes bras à la morgue, on m'a enlevé de force des évanouissements des personnes proches de la famille. Au cimetière 200 personnes environ, le photographe n'a pas pu prendre de photos, l'ambiance était trop dure, dira-t-il. Je me souviens d'une dernière longue discussion que j'ai eu avec Wahid la veille de sa mort. Il arrivait avec son casque de Walkman sur les oreilles et tout en dansant, il m'avait dit « écoute cette musique du groupe Orient Express, elle est super ». Mais deux jours plus tard, je l'ai trouvé à la morgue, je l'ai vu à côté de moi, j'ai su tout de suite qu'il était mort : son visage fermé, aucun geste n'était possible. Quand je pense à son sourire, à sa joie de vivre qu'il savait nous faire partager, à sa façon de parler, à son regard toujours rêveur ce qui lui donnait un air mystérieux et lointain, sa façon de marcher vite et silencieusement avec son corps tout en longueur. Je me souviens de nos longues discussions sur les points d'actualité ou sur nos problèmes personnels. Je me souviens de nos vacances cet été 82 où nous allions danser tous les soirs, et chaque soir, c'était au tour de chacun de payer un coup à boire, je me souviens de cette dernière cigarette que tu m'avais roulé, assis à une table d'un bar, moi qui ne fume pas. Il ne parlait jamais pour ne rien dire, son contact était facile, et il savait aider ses amis dans les moments difficiles. Il refusait de fermer les yeux devant tous les problèmes qui touchent ce monde, la violence, les crimes, le scandalisaient, c'était sa façon d'affirmer sa personnalité d'adolescent inquiet face à un monde difficile. Son engagement politique était profond, aux manifestations lors de l'invasion d'Israël au Liban, et après les massacres de Sabra et Chatila, il était présent, et portait sur lui souvent un badge : « une terre pour les Palestiniens ». Maintenant Wahid est mort. La famille et ses amis feront tout pour que Wahid survive dans une certaine justice, pour que sa mémoire reste gravée dans la tête des gens. Un livre va être édité sur les écrits de Wahid et ceux de ses amis. Un film en 16 mm est en projet, pour préparer le procès. Parce que sa mémoire doit être respectée.

Najib Hachichi



Brahim Chanchabi



Amadou Gaye

Meurtre à Nanterre: l'hommage à Abdenbi

« LES VOYOUS DEVRONT ÊTRE CHASSÉS DE LA VILLE »

Abdenbi Guémiah, blessé le 23 octobre 1982 à l'estomac d'une balle tirée par un des habitants des pavillons contigus à la cité de transit Guttenberg est mort à l'hôpital le samedi 6 novembre. Sa famille et ses amis de l'association Guttenberg continuent le combat qui fut le sien, en se battant pour le relogement, et en suivant, étape après étape, le dossier de son assassinat. Le meurtrier est d'ailleurs le seul inculpé encore emprisonné.

Les larmes aux yeux, Rasta escada de la tribune improvisée faite de petits blocs de béton pour ne pas patauger dans la gadoue, interrompt un orateur du parti socialiste et s'écrie d'une voix balbutiant sous l'émotion : « Abdenbi était un ami à moi. Un ami très proche... oui un ami très proche... Alors... je ne veux pas qu'on utilise sa mort... » Il éclate en sanglots, devant quelque trois cents personnes spontanément rassemblées ce dimanche à l'annonce du décès d'Abdenbi, qui acquiescent, la rage au ventre, la gorge serrée. Il se reprend et conclut en demandant tout le respect qui se doit pour la mémoire de son ami. Unanimes, les participants décident de mettre l'accent sur l'hommage à Abdenbi. Un verset du Coran est récité, conformément aux convictions religieuses du regretté disparu. Les pères, les mères et les enfants, tous maintenant sont là, formant un groupe compact, solennel, qui célèbre, le « chahid » (martyr). Il est décidé d'organiser pour mercredi une manifestation centrée sur l'hommage à Abdenbi. D'autres initiatives seront décidées ultérieurement. Effectivement, la grève définitive du paiement des

SUITE PAGE 61

loyers est adoptée dans la foulée par tous, de même que l'exigence du « désarmement des beaufs, des tenants de la légitime défense » et de l'interdiction de toute campagne de presse sur l'insécurité pouvant encourager de près ou de loin les meurtres de légitime défense. On rappelle à cette occasion les campagnes de l'Eveil, l'hebdo communiste local, mais les films à la TV qui ont directement encouragés les meurtriers à Vitry, à Montreuil, aux Minguettes etc.

Pour les amis d'Abdennbi, il s'agissait prioritairement de restituer sa personnalité, de lui redonner un visage, fustigeant les images réductrices, impersonnelles et misérabilistes des victimes de meurtres racistes.

Or, le portrait d'Abdennbi ne peut être restitué qu'à travers son engagement pour changer les conditions de vie et plus particulièrement de logement dans les cités de transit. A travers son engagement religieux aussi. De ce point de vue, Abdennbi a grandement contribué aux activités de

l'Association Guttenberg dont il était un trésorier irréprochable. Créée il y a bientôt un an par les jeunes de la cité, cette association a pu organiser des camps pour les mômes cet été et travaille actuellement sur un projet de création audiovisuelle sur la vie des lascars. Côté logement, elle a voulu mettre l'accent sur la nécessité impérieuse de reloger les mille cinq cents personnes qui survivent dans les cinq baraquements isolés de tout qui composent la cité, et de les reloger là où elles le désirent. Il va sans dire que la plupart des familles et la quasi-totalité des jeunes veulent habiter Nanterre, leur territoire d'enfance. L'Association avait donc pris l'initiative de co-organiser avec « Rock Against Police » un rassemblement sur la cité en mai dernier. C'est à cette occasion que j'ai fait connaissance avec Abdennbi, que nous appelions par son nom de famille, Guémiah. Après l'effervescence qui avait suivi le procès du gardien de Kader à Vitry, il s'était rendu au Centre Abdelkader ouvert par les jeunes de la cité Couzy, et a participé avec Lounis Lounès de Vitry à un projet de musique RAP, un mélange d'instruments modernes et traditionnels comme le luth. Lui-même jouait également de la guitare et lors du concert à la cité, il est monté sur scène pour une impro avec Mohamed, surnommé « Moha l'antitransit ». Mais il s'était surtout donné à fond pour la préparation de ce concert-rassemblement, réalisant un dossier de presse à propos des campagnes sur l'insécurité dans la presse locale. « C'est grave ce qu'ils écrivent là » disait-il en brandissant des coupures de l'Eveil et de Nanterre-Information. « Les voyous devront être chassés de la ville » titrait un article. « Une déclaration de guerre de la municipalité » rétorquaient Abdennbi et ses amis dans un article collectif dans un 6 pages de RAP. Comme pour confirmer à titre posthume cet antagonisme viscéral, l'Eveil du 4 novembre 82 inverse les rôles et présente le meurtrier d'Abdennbi comme une victime, excédée certes, qui « en est arrivé à un comportement condamnable ». Procédé infâme !

Son frère Abdelghani, le sait bien et il a dû comprimer son aversion (ici commune à tous) pour le maire, Yves Saudmont, en l'accueillant avec le secrétaire d'Etat, Mr François Autain, et le préfet chez sa famille. Saudmont, qui n'hésite pas à clamer son refus de reloger les familles immigrées à Nanterre et qui renvoie dos-à-dos préfecture et secrétaire d'Etat. « Le traitement du logement des familles immigrées ne se fait qu'à partir d'un service centralisé chez le préfet », déclare-t-il à la conférence de presse à la cité, en présence de F. Autain et du préfet. L'Humanité parle, elle, de 300 millions de FF dont disposerait le secrétaire d'Etat pour le logement... Bref tout le monde se renvoie la balle du côté des pouvoirs publics, ce qui a pour effet d'effriter la confiance qui s'amorçait essentiellement entre les jeunes et le secrétariat d'Etat, cela suite aux nombreuses interventions et prises de positions, notamment de son directeur de cabinet M. Ceccaldi. Ce qui a le plus inquiété, c'est le peu de cas que François Autain semble avoir fait du refus catégorique des habitants de « l'aménagement de la misère » en déclarant que « le secrétariat s'engage à prendre en charge le financement des travaux concernant les abords immédiats de la cité ». Il prévoit donc que ça va durer !

Le capital de confiance minimum reste néanmoins intact, dans la mesure où F. Autain a entériné la participation d'au moins deux représentants des résidents dans les différentes commissions qui vont être mises en place pour enquêter sur la gestion de la CETRAFA et pour réfléchir sur la résorption des cités de transit et sur l'avenir des jeunes immigrés en coordination avec le préfet, le maire de Nanterre, mais aussi l'ensemble des maires réunis dans la commission Bonnemaïson. Il semble également acquis que François Lefort sera nommé chargé de mission pour cette tâche. Or ce dernier est un ami de longue date connu par les résidents. Enfin, rendez-vous est pris pour la semaine du 22 au 27 novembre pour les premières réunions de concertation. Indéniablement, un bon point a été marqué, et le moral de la famille et des amis d'Abdennbi a été remonté. Reste que les jeunes attendent toujours des pouvoirs publics qu'ils se prononcent sur leurs positions à eux, et cessent de se défilier en se renvoyant la balle, ou en invoquant le passif de la « droite » ou les limitations budgétaires.



Bruhim Chanehab

Ecoutez...

si vous n'avez pas entendu!

Pourquoi remuer le couteau dans la plaie en imposant aux parents, aux frères et sœurs et amis d'Abdennbi l'omniprésence provocatrice de la police qui a mis la cité en état de siège quelques heures seulement après le choc qu'a été l'annonce du décès d'Abdennbi ? Et ceci alors que des négociations ont été menées pour arrêter les rondes d'intimidation de la police ?

Pourquoi infliger d'autres souffrances encore aux parents, aux frères et sœurs et amis d'Abdennbi par la persistance dans la fabrication de toutes pièces par la municipalité de Nanterre d'un climat de psychose à l'insécurité amalgamant étrangement immigrés-délinquance ?

Pour notre part, nous mettons au banc des accusés les responsables de cette politique raciste qui mène à des attentats criminels.

C'est depuis que cette politique est menée partout en France avec de plus en plus d'hystérie que ces attentats racistes se perpétuent : il ne se passe pas une semaine sans qu'il n'y ait un assassinat à Paris, à Lyon, à Marseille ou ailleurs. La persistance de cette politique raciste est un mépris et appelle au mépris, des frères et sœurs et amis d'Abdennbi.

Pourquoi avons-nous toujours affaire aux mêmes responsables préfectoraux avant et après

le 10 Mai alors que nous attendions et attendons encore qu'une ère de concertation s'établisse avec les principaux concernés ? Alors que la même attitude de mépris et d'indifférence est prise à notre égard ? Aujourd'hui, nous voulons qu'un pas réel soit fait dans le sens de l'apaisement par tous ceux qui sont directement ou indirectement concernés.

C'est la raison pour laquelle nous exigeons le désarmement immédiat des partisans de la légitime défense, que soit mis fin à cette campagne de psychose destinée à créer la sécurité des uns contre l'insécurité des autres, car c'est dans nos rangs qu'il y a le plus de victimes.

En la mémoire d'Abdennbi, et parce que refusant catégoriquement l'aménagement de la misère, les habitants de la cité ont solennellement décidé l'arrêt définitif du paiement des loyers, exigent l'ouverture immédiate d'une commission de travail entre les différents partenaires pour mettre en œuvre les moyens d'un relogement rapide et décent des familles en fonction de leur choix et besoins. Nous nous associons avec l'ensemble des cités de transit du département pour mener une action coordonnée. Patience, oui patience, mais la patience des parents, des frères et sœurs et amis d'Abdennbi a des limites.

**Les organisateurs de la marche
du 10 novembre**

Mogniss H. Abdallah

Nasser M'Raidi: jusqu'à quand?

QUE S'EST-IL PASSÉ DANS LA TÊTE DE CE POLICIER ?...

SF février 1983

Le 14 février 1983, à Chatenay Malabry, Nasser M'Raidi 17 ans, était grièvement blessé d'une balle — 357 magnum — en pleine tête, tirée par le brigadier de police JP Lapeyre qui était en état d'ivresse. Aujourd'hui, Nasser est hémiparalysé. Quant au policier après avoir purgé quatre mois de détention provisoire, il a été remis en liberté le plus discrètement du monde au mois de juillet, sans que l'avocate de la famille M'Raidi M^o Martine Scemama n'en soit informée ; celle-ci ne l'apprendra qu'au mois d'août. C'est donc libre que comparaitra devant la justice le brigadier JP. Lapeyre.

triste ville, que Chatenay Malabry, elle n'en est pas à sa première « bavure ». En 1977, en plein mois d'août, le brigadier Marchaudon vide son chargeur dans le dos de Mustapha Boukhezzer : « Le bicot, je l'ai tiré comme un lapin » s'exclamera-t-il devant des témoins.

Déjà en 1974, ce flic s'était distingué à deux reprises, en tuant froidement deux personnes dans le 18^{ème} arrondissement de Paris. Depuis, peinarde, il officie à Légitime Défense. Aujourd'hui, c'est au tour de Nasser M'Raidi de s'être pris une balle dans la tête par le brigadier Lapeyre. Les jeunes de Chatenay ont encore en mémoire le tristement célèbre Roger Marchaudon : « Nous sommes du gibier à flic mais pas pour longtemps » clame très fort Abderhamane, un jeune de la « Butte Rouge ». « Les descentes de police, les ratonnades, les interpellations abusives sont quasiment systématiques, voilà notre quotidien » lance Omar, responsable du comité de la Butte Rouge qui menait tambour battant la grève des loyers, depuis 9 mois, contre la Cetrafa — société qui gère les cités de transit ; « J'ai été moi-même victime des brutalités policières quelques jours avant cette tentative d'assassinat ». « Ce brigadier avait bu, paraît-il, je ne sais pas. C'est un fou... » dira la sœur de Nasser, Radhia M'Raidi, et elle ajoute : « Les policiers sont racistes. Ils tirent sur tout le monde... Nasser n'a jamais eu de problèmes avec la police... ».

Jean-Paul Lapeyre, 37 ans, brigadier au commissariat de Sceau n'a apparemment rien d'un Marchaudon, de plus sa femme a envoyé un message de sympathie à la famille de Nasser. Membre du syndicat majoritaire de la police (la fédération autonome des syndicats de police), ancien éducateur avant d'entrer dans la police, ce qui

n'empêche pas les jeunes de Chatenay de le surnommer avec une pointe d'ironie, « Starsky » pour son côté frime.

Alors que s'est-il passé dans la tête de ce policier bien « noté » par ses supérieurs ?

A-t-il été victime de sa seule frime ? A moins qu'il n'ait été lui aussi contaminé par la « sécurite » — cette terrible maladie qui fait tant de ravages en cette période électorale — ?

Il fait encore nuit ce matin du 14 février. Il est environ 5 h 30, Nasser M'Raidi, 17 ans, roule à bord de son cyclomoteur, il vient de quitter sa petite amie et rentre chez ses parents qui habitent la cité la « Briaule ». Mais il n'arrivera jamais à destination...

En traversant l'avenue de la division Leclerc, en plein milieu de la cité de transit la « Butte Rouge », Nasser grille un feu rouge et de plus ne porte pas de casque. C'est alors qu'une R12 blanche banalisée de la police le prend en chasse. Il s'en suit une course poursuite. A bord de la voiture se trouvent trois policiers... Nasser reçoit alors une balle en pleine tête. Tirée par le brigadier, Jean-Paul Lapeyre qui se trouvait à l'avant du véhicule et qui devait probablement avoir sorti son arme, un 357 magnum (MR73) en direction du jeune tunisien.

Pourquoi le jeune Nasser n'a-t-il pas obtempéré aux injonctions des policiers ? Était-ce simplement parce qu'il venait de griller un feu et qu'il n'avait pas de casque ou le fait qu'il avait sur lui un couteau à cran d'arrêt ?

Quant au brigadier Lapeyre, pourquoi a-t-il sorti son arme alors que le jeune tunisien fuyait et ne présentait donc aucun danger pour les forces de l'ordre ? Même si l'on considère que les trois policiers ont pris leur service après semble-t-il, un repas bien « arrosé » (le taux d'alcoolémie sur le brigadier était de 1,6 gr.) ne saurait ni expliquer, ni excuser, le geste dément du policier. De plus, le brigadier n'était pas sans savoir que le révolver dont il était doté, le « manhurin 73 », est une arme très sensible et ne pouvait être manipulée qu'avec les plus grandes précautions.

Cette arme qui n'a pas de sécurité effective puisqu'elle est à barillet a fait l'objet de recommandations spéciales, quant à son maniement dans une note de la Direction de la formation de Personnels de la Police.

Autant de questions dont le brigadier Lapeyre devra répondre devant la justice. Pour l'heure il est inculpé de tentative d'homicide volontaire. Sa défense est assurée par MM^o Goldberg et Berléand, il semble que ces deux avocats aient été choisis à dessein par le syndicat autonome. Le fait que Lapeyre ne soit pas défendu par des avocats liés au syndicat autonome traduit la volonté de la centrale que dirige Mr Delplace de ne pas vouloir politiser l'affaire mais surtout d'éviter toute polémique avec le syndicat minoritaire de la police d'extrême droite (FPUP) qui s'était déjà empressé, au lendemain de la « bavure » de défendre le brigadier Lapeyre.

Troisième enfant d'une famille tunisienne de dix enfants, son père est conducteur d'engins chez Renault. Elève au lycée Henri Wallon au Plessis Robinson, Nasser préparait un brevet de comptabilité.

Le lendemain de la « bavure », la riposte se fait très vite, réunion sur réunion, campagne d'information et les portraits de Nasser ont « fleuri sur les murs de la ville ». Une manifestation est organisée, le samedi 19 février ou plus de trois mille personnes seront présentes, des jeunes de Gonesse, de Nanterre, ceux de la cité « Gutemberg », ceux de « Radio Beur », ceux de Vitry... Tous là pour dire non à tous les crimes des jeunes arabes, abattus par des excités de « Légitime Défense » ou par des flics. Sous le portrait de Nasser, une question était posée : Demain qui ? La réponse des flics n'a pas tardé, samedi 5 mars, Abdelkader Aouimerx, 18 ans est « tiré comme un lapin » par un policier de Montreuil... Alors qu'elle sera la réaction de ces jeunes poussés à bout par tant de crimes impunis ?

**Farid Aïchoune
Mohamed Nemmiche**



L'été meurtrier

SF été 83

Le 17 juin 1983 à Livry-Gargan dans la Seine-Saint-Denis un jeune algérien Moussa Merzogh est abattu — en présence de policiers — par un surveillant au super marché « Radar ». Après cinq mois de détention préventive, Claude Brizet, — l'assassin — a été remis en liberté le 16 novembre 1983. C'est donc libre qu'il comparaitra devant la justice. Sa défense sera assurée par Maître Garaud de l'association « Légitime défense ».

Le 9 juillet, à la cité des 4 000 à la Courneuve Taoufik Ouanes, 9 ans, est abattu par un habitant de la cité d'un plomb tiré à partir d'une carabine type « jumbo ». Le meurtrier sera arrêté le 11 juillet son identité ne sera pas révélée « par crainte de « représailles ». Il a été lui aussi remis en liberté au mois de février.

On tue un Arabe

Pourquoi on voit sa photo dans les journaux ? C'est qui ? Qu'est-ce qu'il fait ? C'est pas un grand. Quel âge il a ? dix ans, comme moi. La police le recherche, pourquoi on le voit partout, toujours la même photo avec ses grandes lunettes et ses cheveux frisés. C'est qui ? — Un enfant peut obstinément poser toutes les questions à la fois et les répéter au besoin autant de fois qu'il le faudra... Et si on le renvoie à l'article, il déchiffre plus qu'il ne lit, en pestant. — Tu peux bien m'expliquer quand même... Puis il lit : « Samedi soir, à la "Cité des 4 000", un jeune Maghrébin de 10 ans a été tué d'une balle dans le cœur. Il faisait craquer des

pétards au pied d'un immeuble ». Il relit, pour s'assurer qu'il ne s'est pas trompé, qu'il a bien compris. Et comme tous les enfants de son âge, il proteste en répétant l'inévitable « c'est débile, mais c'est complètement débile... ». Il regarde la photo de Toufik, il lit son nom en légende : Toufik Ouannes. — « C'est un Arabe ? Mais pourquoi ils tuent les Arabes ? C'est débile... Moi, je serais son frère, je chercherais partout celui qui a tiré et quand je le trouverais... » — L'enfant hésite, il fait des gestes menaçants en même temps qu'il parle, il bégaye un peu. — « Mais pourquoi ils font ça ? Ils tirent sur un enfant, ils n'aiment pas les enfants ? Tu crois que c'est parce que c'est un enfant arabe ? C'est exprès alors ? Si j'étais son grand-frère... je te jure sur la tête de... » — Il n'ose pas dire de ma mère, à sa mère qui est là et qui l'écoute, il reprend dans la même agitation — « je reviendrais pas à la maison, jusqu'à ce que je le trouve, même si ça met des jours et des jours, j'arrêtera pas de le chercher... Un frère c'est plus que tout, un frère c'est tout... Mais là, même si j'étais pas son frère, si c'était mon copain, j'ai un copain qui s'appelle Mokrane, si ça lui arrivait parce que lui aussi il est Arabe, avec tous les copains on ferait une bande, on s'organiserait pour trouver celui qui a tiré et là tous ensemble, c'est sûr, il échapperait pas. On le donnerait pas à la Police, on lui réglerait son compte... Je sais ce que tu vas dire, que tu es pas d'accord avec la loi de la jungle, qu'il faudrait le livrer à la justice... Mais toi tu comprends pas quand c'est des histoires entre nous, entre copains, entre garçons, tu peux pas comprendre... je vais pas t'expliquer... Parce que des types comme ça qui tirent sur des enfants parce que c'est des Arabes c'est complètement débile, et ils devraient même pas exister... Mais pourquoi ils aiment pas les Arabes ? Ils leur font rien. Ils tirent sur eux comme ça... Moi si j'étais un Arabe ils me tueraient, je pourrais pas jouer au foot ou à n'importe quoi d'autre là ou j'habiterais, ils pourraient me viser de leur fenêtre, me tirer dans le dos ou à la tête... Pour Toufik, ils ont écrit dans le journal "en plein cœur" il a visé celui qui l'a tué ? Je comprends pas, je comprends rien... Un enfant est là, tranquillement comme moi ou mes copains, quand on joue sur le trottoir ou dans la cité, et il meurt ? Parce que ce Toufik là, celui du journal, il est mort. Comment il est mort ? — Il était blessé, il s'est levé, il a couru vers un copain, le sang coulait, le copain l'a assis sur un banc dans l'entrée du bloc, ses yeux se sont fermés, il est mort — Il est mort dans les bras de son copain ? — Oui — Et sa mère qu'est-ce qu'elle a dit ? Elle a pas dit qu'elle se vengerait ? Et lui, il avait pas un frère plus grand, et son père, il a rien fait et ses copains... — L'enfant est au bord des larmes, de chagrin, de rage. Il attend je ne sais quelle réponse qui l'apaiserait. Ce serait cruel de lui dire que d'autres Arabes, des enfants et des hommes meurent abattus, comme à la chasse. Que cet été là des Arabes ont été tués par balles, blessés par balles parce qu'ils sont Arabes, à Saint-Denis à Grenoble, à Aix-en-Provence, à Pont-Evêque... Que lui dire ? Que la mère de Toufik a peur pour son dernier fils, que le père est parti depuis longtemps, que les sœurs de Toufik sont à l'hôpital... Il pense comme moi ou je pense comme un enfant révolté, finalement, à la violence à cette violence là, il faudrait répondre par la violence — Mais je ne lui dis pas cela. Je ne lui dis rien. C'est lui qui parle, qui envisage une riposte collective et violente avec l'élan et la flamme d'un enfant de dix ans. Je ne dis rien qui le désapprouve...

Il dit soudain, agressif — « C'est vrai que Miterrand est allé dans ces cités où des enfants sont morts et tout ça ? » — Oui — « pourquoi faire ?

Pour voir quoi ? Qu'est-ce qu'il peut voir comme ça, quand il marche dans les rues avec les autres qui le protègent ? Tu crois qu'il va trouver ceux qui ont tué et s'il le trouve, qu'est-ce qu'il leur fera ? Il est pas allé là-bas pour ça ? Pourquoi alors ? Pour visiter ? Peut-être qu'il fera la marche de Marseille à Paris avec les Arabes et les autres ? Ce serait super... Parce que quand même, c'est lui le Président, c'est lui qui décide et s'il dit on fait ça, on le fait... Alors il peut faire tout... Il faut seulement lui dire, parce qu'il y a des choses qu'il peut pas savoir, tu crois pas ?... Mais moi, si j'étais le frère de Toufik, je me laisserais pas faire... J'aurais un plan avec les copains, et on gagnerait...

Leïla Sebbar

S-F Octobre 83

La France pays d'accueil

Drancy, mercredi 16 novembre.

8 heures du matin. Reha apprend par la radio l'effroyable nouvelle du « Bordeaux-Vintimille » : un jeune Algérien battu à mort et

défénestré... puis un coup de

téléphone... Au bout du fil, un

proche lui dit que l'assassin de

Moussa a été libéré hier soir.

Moussa, c'était son cousin. Alors cela ne fait qu'un tour dans sa tête.

Elle décide de ne pas se rendre à

son travail, et va faire un tract

qu'elle distribuera toute seule dans sa commune.

On croyait ne voir cela que dans les films de western : « Balancer des gens par les trains »... et pourtant aujourd'hui une autre victime habib... Cet été encore, comme les autres années, « de Grands Enfants Français » ont voulu faire « joujou à la Guéguerre » avec « de Vrais Petits Enfants Maghrébins » dans les Cités (terrains d'entraînement très propices...). C'est Toufik qui a succombé l'été dernier, à la suite d'une balle tirée

à bout portant en pleine tête, (Cité de la Courneuve) et puis il y a eu Moussa, même sort, une balle tirée également à bout portant en pleine tête (dans le magasin Radar à Livry Gargan) ; le bilan a été très lourd cet été : 10 morts sans compter les blessés.

Mais aujourd'hui on a fait mieux dans le train 343 : on a littéralement massacré devant tout le monde Habib Grimzi !!!

On l'a insulté, torturé, lynché, roué de coups avant de le balancer hors du train qui roulait à 140 Km/Heures, le pauvre Habib dévale sur le ballast et enfin s'écrase complètement déchiqueté. Encore un beau cadeau pour sa maman !!!

Alors que ce spectacle s'est déroulé devant tout le monde et que personne n'a réagi, j'ai vraiment envie de dire OUI, les deux sont responsables. La preuve est aujourd'hui tellement flagrante, que la réponse s'en échappe tout naturellement. Soutenons les familles des victimes et rendez-vous à Paris le 3 décembre.

Une Maghrébine qui étouffe devant la poussée du racisme en France... mais qui a encore un peu d'oxygène pour lancer un cri d'alarme !!

Réha

S-F Spécial marche

**MON COUTEAU
CONTRE TON 22 LONG RIFLE**

*L'heure n'est plus à l'indignation,
L'heure n'est plus à la révolte,
L'heure n'est plus aux larmes...
à la douleur qui vous enfonce
dans une dignité silencieuse
à vous en faire perdre vos
cauchemars...*

L'HEURE EST LA...

*22, vla un long rifle,
un deuxième,
un troisième...*

Qui sera la prochaine victime ?

*toi ?
moi ?*

*Aujourd'hui, en France,
on peut tuer en toute impunité...*

**TIREZ LES PREMIERS,
MESSIEURS...**

*L'assassin n'est jamais ni bon, ni
ni méchant,
il est français,
il a peur,
il s'achète un 22 long rifle.*

*Il est souvent gardien
de la paix...
de ta vie...
de notre mort.*

*Je ne suis ni française
ni bonne,
ni méchante.*

Je commence à avoir peur...

PEUR POUR MON FILS.

*Je ne veux pas le voir mourir
dans une cave,
dans une cage d'escalier
comme ça... pour rien...
dans un éclat de rire...
un rire qui élabousse
de sang les copains...*

**DEMAIN, JE N'AURAI PLUS
PEUR.**

*A tous les gosses
qui n'auront plus jamais le droit
de rire dans les caves ou cages
d'escalier.*

Saleha Amara
S-F. Février 80

Marseille: le cru racisme 1983

m

arseille, le 13 mars 1983. La campagne électorale est close depuis 24 heures et les derniers électeurs se hâtent vers les bureaux de vote. Une bombe éclate dans un terrain vague situé à proximité de la cité de la Cayolle, une cité « immigrée » des quartiers sud de la ville. Un petit enfant d'origine gitane en meurt et son frère est grièvement blessé. Le lendemain, la manifestation appelée par les habitants de la cité et des organisations anti-racistes est interdite par le Ministre de l'Intérieur, réélu maire la veille « pour calmer les esprits ». Depuis, les esprits sont calmés... et les meurtriers courent toujours.

Marseille le 19 avril 1983. Dans la matinée, des employés du service de nettoyage de la ville trouvent rue du Baignoir, en plein quartier « arabe » de la porte d'Aix, une bombe soigneusement emballée. La machine à tuer, fabriquée à partir de 500 grammes de dynamite n'avait heureusement pas fonctionné. On imagine le carnage si la bombe avait sauté en plein jour dans cette rue commerçante et très passagère.

Marseille, le 11 mai 1983. Sur les marches du Palais de justice, des dizaines de jeunes maghrébins sont rassemblés, autour d'une banderole qui réclame : « le CRS meurtrier aux assises ». Ce jour-là, Paul Taillefer, meurtrier du jeune Houari Ben Mohamed, tué le 18 octobre 1980, comparait devant la cinquième chambre correctionnelle. Le ministère public s'en tient à la thèse de l'imprudence et requiert un an de prison avec sursis, alors que Me. Collard demande le renvoi devant les assises. Le 18 mai, la partie civile obtient gain de cause.

Marseille, dimanche 3 juillet 1983. C'est le ramadan, et comme d'habitude, les familles maghrébines de la cité Air Bel sortent respirer un peu d'air frais une fois le jeûne rompu. Cela n'est évidemment pas du goût de tout le monde. « L'observance du traditionnel ramadan, note le quotidien communiste la Marseillaise, par une certaine partie de la population n'est pas sans causer des nuisances (animation nocturne) à l'autre partie ». Une querelle éclate ce dimanche entre une famille pied-noir, la famille Poitevin, et une famille maghrébine, les Aounallah. M. Poitevin appelle à la rescousse quelques proches qui rappliquent, armés, et tirent dans le tas. Brahim Aounallah, 22 ans, son frère jumeau, Smael, un autre frère, plus jeune, Abdel Saleh, 20 ans, ainsi qu'un de leurs amis restent sur le carreau. Deux d'entre eux sortiront de l'hôpital handicapés pour la vie. Commentaire du Provençal, autre quotidien local, « le ressort de l'enquête policière, pour résumer les faits, que excédés par les méchants, les bons se sont rebiffés... tous bien connus des services de police les Aounallah semaient la terreur dans la cité où ils entendaient imposer leur loi ». Bref la population respire puisque « justice » est faite.

Aix-en-Provence, le 11 août 1983. A la ZAC du Jas de Bouffan une bande de gosses maghrébins qui s'emmerdent jettent des pierres sur une voiture de jeunes français de Marseille qui passait par là. Dans la nuit, ces derniers reviennent avec des renforts et tuent Selim Grine, un jeune algérien de 18 ans qui fumait une cigarette sur le perron de l'immeuble où il habitait. Selim mourra dans les bras de sa mère, alors qu'il n'avait absolument rien à voir avec la bande de gosses qui avait attaqué les Marseillais. Arrêtés, les meurtriers vont être relâchés l'un après l'autre, suite à une grève de la faim de leurs femmes en mars dernier.

Marseille le jeudi 13 octobre 1983. Vers 3

heures du matin, une bombe éclate à la cité de la Bricarde située dans le quinzième arrondissement. L'engin avait été placé entre deux portes palières d'appartements occupés par des familles maghrébines. Quelques heures plus tard, l'attentat qui n'avait pas fait de victimes est revendiqué par le groupe « les templiers » qui demande « la dératisation » de la ville. Deux jours plus tard, la première marche pour l'égalité et contre le racisme s'ébranle de Marseille.

Marseille, le samedi 19 novembre 1983. Venant de Bejaïa « El Djezaïr », paquebot algérien accoste au môle 88 du quai de la Joliette, pour une brève escale. Alors que l'équipage descend à terre, un jeune algérien, passager clandestin, tente de se faufiler parmi les matelots. Repéré par deux inspecteurs de douanes, il les bouscule et s'enfuit. C'est alors que l'un des deux douaniers, Jean Aubert, conseiller municipal socialiste de la petite ville d'Allauch, dégaine et tire. Le jeune algérien est tué net. Jean Aubert défendu par Me. Bismuth, personnalité socialiste, a été relâché depuis, comme l'ont réclamé ses collègues du conseil municipal et toutes les organisations syndicales des douaniers marseillais.

Marseille, le 15 décembre 1983. Après une longue enquête, quatre CRS sont inculpés de « coups et blessures volontaires » et leur chef inculpé de « non assistance à personne en danger ». Les cinq policiers avaient interpellé, dans la soirée du 14 juillet 1982 un égyptien âgé de 32 ans. D'après l'avocat de sa famille, Mahmoud Sharouf aurait été tabassé et éjecté du fourgon. Ce sont des passants qui alerteront les pompiers et Sharouf mourra quelques jours plus tard à l'hôpital après une deuxième opération chirurgicale. Version des policiers que la presse locale reprend aisément : les blessures de Mahmoud Sharouf sont dues à sa rébellion et sa mort résulte d'un accident d'anesthésie.

A Marseille, en cette même année 1983, il y a eu par ailleurs, quelques petits attentats contre des foyers, une bombe contre la succursale d'Air Algérie, plein de graffiti racistes sur les murs, des articles mensongers dans la presse régionale, et nombre de phrases « malheureuses » de politiciens de droite et de gauche. Bref, l'année 1983 fut une année ordinaire.

D.E.K.



Brahim Chanchakhi

CULTURES

Ces « pages cultures », comme on dit au journal. Les pages qui nous font le plus penser en réunion, poings serrés, visages tendus, et les moins pensées aussi. Les pages pauvres du journal, celles dont on parle en dernier et qu'on remplit en premier, parce que l'actualité politique, il faut toujours et au dernier moment une réserve d'espace, c'est sacré. La culture, c'est en plus, frivole, superflue, de l'impensé, désordonné, c'est moins grave. Alors tout est là, à la fois, et on étouffe : ou rien n'arrive et on panique. Bon. On rubrique. C'est plus simple comme partout en somme. *Musique* : ça va, on est branchés, c'est pas un problème.

Cinéma : Est-ce qu'on va continuer à faire le tour des festivals Tiers-Monde, parler des films que personne ne verra sans doute ou alors, ou alors quoi ? Ces festivals qui en parle ? On se doit de... et on continue.

On arrive à la rubrique « livres ». Il faudrait faire autre chose que des brèves sur les livres qui sortent, pas tous, privilégier bien sûr ceux qui... tout le monde est d'accord mais quoi d'autre ? Voir des écrivains, des intellectuels en exil ou en voyage... Au fond, ça ne change pas... Quand même, si Yachar Kamel passe à Paris, on fera comme les autres, on se déplacera pour une interview; IL NOUS dira à nous ce qu'il ne dira pas aux autres, c'est sûr...

Le théâtre ? ça... Il a sa place en culture, naturellement, mais qui va au théâtre ? On disait toujours que ça ennueie le monde. Quelle rubrique encore on oublie sûrement de la culture... Alors, la culture, qu'est-ce que c'est ? Ah ! Non ! on est pressé on n'a pas le temps. C'est une vieille question impertinente. Le tiercé, le sport, l'ANPE, la télé, les casses, la drogue, la mode... observer, comprendre, analyser crûment, suivant quels signes, quelles manières, quelle langue, quelles histoires singulières et collectives tout ça se vit et le dire, le montrer, faire ce qu'on appelle des reportages... encore un mot magique, comme débat d'idées... n'empêche, si les enquêtes des journalistes de « Sans-Frontière » pouvaient faire entrevoir ce qu'on appelle une société interculturelle, sans faire de la culture dans le sens traditionnel du terme, alors on verrait naître grâce au travail du journal et à sa pratique, une nouvelle parole, un nouveau regard culturel, dans une société spécifique, parce que la *culture interculturelle* est partout, dans le social, le politique, le culturel pourvu qu'on ait envie de s'y arrêter. Un geste, un accent, un fou, un sourire, une couleur, une grève, une cuisine, un tract, un festival, un poème...

La *culture interculturelle*, c'est cinq ans de Sans-Frontière à travers des textes, des interviews d'hommes et de femmes de toutes les couleurs, de toutes les communautés qui feront la France de demain. C'est en tout cas le choix qui nous a guidé pour cette sélection de reprises des articles les plus significatifs.

LISETTE MALIDOR :

« MA MERE EST UNE ILE »

« JE SUIS DECHIREE, J'AIME MA TERRE.

JE VOUDRAIS PARTIR-REVENIR TOUS LES JOURS »

Meneuse de revue pendant cinq ans au Casino de

Paris, puis au Moulin

Rouge, Lisette Malidor,

d'origine martiniquaise, a

quitté le music-hall en

1978 pour se consacrer à

ses passions : le théâtre et

la poésie. Après avoir

tourné aux côtés de

Klaus Kinski, « Zoo zéro »,

un film qui n'a pas laissé

de souvenir impérissable,

Lisette Malidor a passé

l'année 1979 sur les

planches d'un théâtre. Elle

a joué « La Ville » de Paul

Claudiel, mise en scène

d'Anne Delbay.

Nous l'avons rencontrée

au « Théâtre Noir »,

nouveau lieu de culture

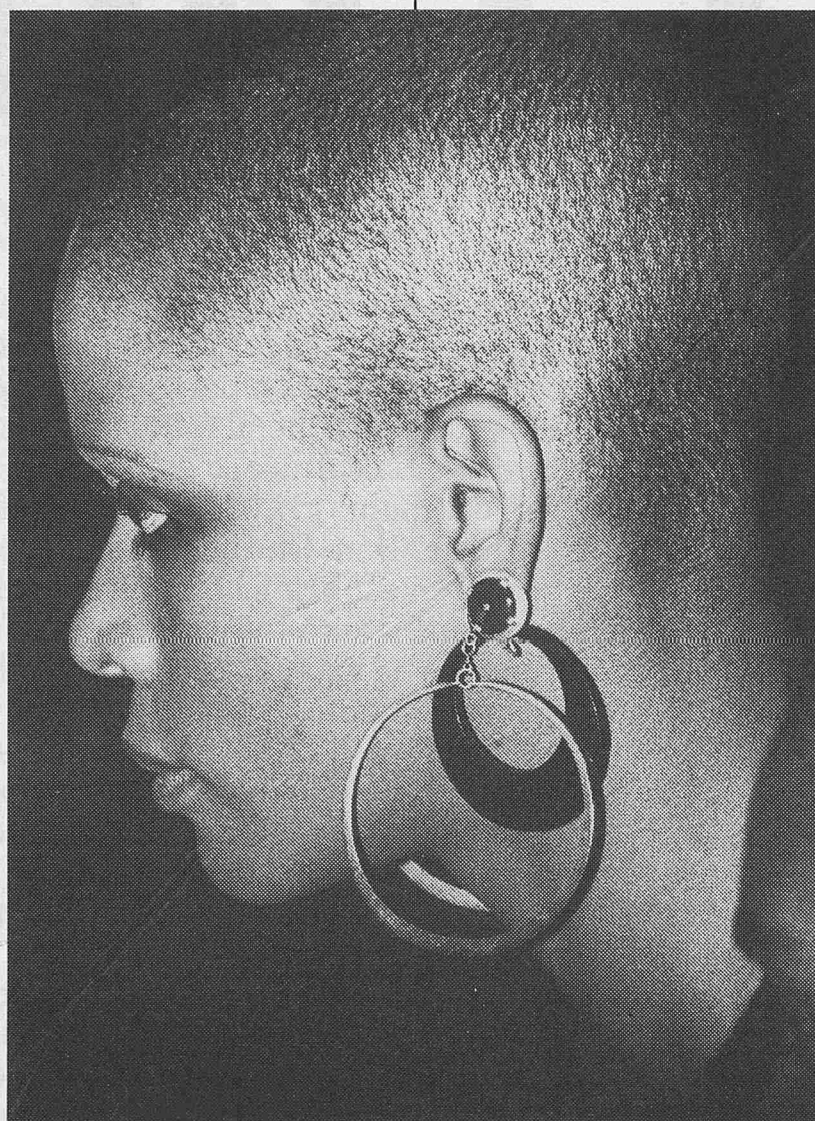
noire à Paris. Elle a bien

voulu répondre à nos

questions.

SANS-FRONTIERE. — Pourquoi et comment es-tu venue en France ?

LISETTE MALIDOR. — J'habitais la campagne à Saint Joseph (Martinique) avec mes parents ; je suis venue ici attirée par une fascination transmise par une tante. A quatorze ans, j'ai trouvé une famille blanche qui m'a payé le voyage pour que je garde leurs enfants. J'ai pris le bateau car il n'y avait pas l'avion. Mais quand je suis arrivée ici, j'étais très surprise : c'était la gare de Lyon, grise, la boue, les gens étaient nerveux ; ils



marchaient vite, je ne savais pas pourquoi. Ce n'était pas vraiment le Paris rose que je voyais comme dans les contes. Car pour moi, Paris était sans tache, l'endroit parfait, le paradis quoi. En plus cette famille habitait Pontoise, un monde tellement différent. J'étais seule, désemparée mais avec les trois cents francs que je gagnais, je devais rembourser mon voyage. Au fur et à mesure que je me développais, cela devenait difficile. Les coups de foudre, les chagrins d'amour, les tentatives de suicide. Les patrons ont dit qu'ils ne pouvaient pas me garder. Il me fallait trouver un parent pour m'accueillir car je n'étais pas majeure. Un de mes oncles a signé, et je suis venue à Paris. Mais j'étais jeune, sans métier, sans diplôme, seule. A force de chercher du boulot, j'ai atterri dans un laboratoire pharmaceutique à trier des pillules. C'était épouvantable. Les pillules m'angoissaient. Comme j'étais croyante, je suis allée chez une bonne sœur qui m'a trouvé un travail chez un médecin à répondre au téléphone. Après trois

ans, j'en ai eu marre. J'ai découvert que j'aimais la coiffure et tout ce qui touchait la beauté de la femme. J'étais fille au pair et l'après-midi je préparais un diplôme d'esthéticienne manucure. A la sortie de l'école, je me suis mise à chercher du boulot mais j'étais noire, c'était difficile. Je hantais tant et si bien le bureau de placement qu'un jour on m'a engagé pour remplacer une fille malade. C'était le 16ème, un salon bourgeois.

N'as-tu pas eu des problèmes en tant que femme noire ?

— Bien sûr, surtout à cette époque. Très peu de femmes noires travaillaient dans les salons pour les blancs et certaines clientes étaient choquées, d'autres flattées.

Après ce remplacement, j'ai travaillé dans un salon à Deauville, puis de nouveau à Paris pendant trois/quatre ans. Et puis j'ai eu envie de revoir mes parents, mon pays. Mais le voyage était si cher que j'ai décidé de travailler aussi le soir, alors je vendais des programmes devant le Casino de Paris.

Et c'est à ce moment là que tu as voulu monter sur scène ?

— Non, non pas du tout. Mais les gens à qui je vendais le programme croyaient que je jouais après mais je ne savais même pas ce qui se passait à l'intérieur du Casino. Roland Petit qui m'observait depuis quelques temps, me demanda : « Savez-vous danser ? » Je ne savais danser que la béguine, les danses de chez nous quoi, mais je ne sais pas pourquoi j'ai accepté une audition. Je ne savais pas qu'il fallait me déshabiller. J'ai été surprise, je ne me rendais pas tout à fait compte. De loin je croyais que les femmes sur scène portaient des collants. Mais j'avais peur de perdre mon boulot. La hantise d'être renvoyée m'a fait accepter.

Comment cela s'est-il passé ?

— Je suis arrivée après Joséphine Baker, j'étais grande, la scène m'allait, j'avais un bon contact avec le public. Cela a poussé Roland Petit à me lancer pour mener la revue des « Folies Bergères ».

N'avais-tu pas l'impression que l'on utilisait ton corps de femme noire pour répondre aux fantasmes des blancs ?

— Je ne me suis pas mise à poil pour exploiter quelque chose. Je ne veux pas être une image, une illusion pour moi ou pour les autres. Je veux qu'on dise que Lisette Malidor a quelque chose dans le ventre. Les gens qui m'emploient me respectent. Lorsque je me suis dénudée sur scène, je me suis découverte ma vraie nature envers et contre mon éducation religieuse par exemple.

Comment s'est fait alors le passage du music hall au théâtre ?

— Pour moi jouer Claudiel c'était un premier pas vers la poésie. Je ne suis pas qu'un corps. Mon rêve serait de lier le music hall à la poésie et j'espère qu'il y aura toujours un fou du métier pour monter un spectacle pour moi telle que je suis.

N'as-tu pas envie de créer toi-même une revue, par exemple ou d'ouvrir une école ?

— Non, je ne suis pas assez sûre de moi. Si un peintre par exemple a un mauvais professeur, il sera mauvais peintre toute sa vie. Je ne veux pas transmettre un mauvais enseignement.

En venant au « Théâtre noir », quel genre de travail voulais-tu entreprendre ?

BOB MARLEY :

« QUI EST L'ALPHA ET L'OMEGA ! »

— J'ai essayé de rapprocher la danse et la poésie, retourner vers ma « race », trouver des racines. Je me suis dit pourquoi pas un montage de poésie mais je voulais bouger, vivre et non réciter, mais sans technique de danse « sophistiquée », transmettre la danse par le langage.

Dans ton spectacle, on est impressionné par le rôle de la Mère.

— Le thème du montage poétique est en effet la terre-mère et de « la mère adoptive ». Le déchirement d'un enfant qui ne prend pas la décision de retourner à la « Terre-mère ». Il y a possibilité de retour mais tout ce que j'ai ici, ma terre ne peut pas me le donner. Ma mère est une île. Elle voudrait que je reste l'enfant que j'étais. Elle a vieilli, j'ai changé. Je suis déchirée, j'aime ma terre. Je voudrais partir-revenir tous les jours.

Et tes parents ?

— Le seul contact que j'ai avec ma mère, c'est par lettre ou par téléphone et chaque fois je suis bouleversée. Chaque fois qu'on entend la voix de sa mère, on voudrait pleurer. C'est ce que je voulais montrer dans le spectacle et j'espère que les gens ont compris. On termine sur un point d'interrogation car on ne sait pas si l'enfant va retourner. Continuer déboucherait sur le fantastique : le retour dans le ventre de la mère. Peut-être qu'un jour on ira plus loin. On ouvrira une porte, car s'il ne peut pas retourner, c'est peut-être à cause du politique. Au théâtre noir « Ici je découvre ma propre race et moi-même ».

Quel est ton rapport avec le public du « théâtre noir » ? C'est un nouveau public.

— Pour moi, c'était l'angoisse, j'avais peur. J'ai l'habitude d'un public de douze mille spectateurs mais au music-hall, les gens sont fascinés par les couleurs, les chansons, les gestes. Ici, c'est plus chaud. Les gens viennent se cultiver, écouter, chercher la chaleur, ce n'est plus la Lisette Malidor du Casino mais une lisette sans fard non surnaturelle. Au début les noirs étaient choqués de me voir nue. Ici, je me sens pourtant moins nue que là-bas au Casino où j'avais un cache-sexe. C'est la nudité qui est poésie. Après je m'habille. Rester nue pendant tout le spectacle aurait peut-être cassé quelque chose.

Ta présence au théâtre noir signifie-t-elle que désormais tu travailleras dans les milieux de l'immigration ?

— Je souhaite recommencer ce spectacle, mais je suis déjà engagée dans « *Cantiques des cantiques* », monté par Didier Decoin et qui est reporté à la fin de l'année. Mais j'espère que des choses comme le « théâtre noir » se renouvelleront car je suis immigrée et cela compte. Mon peuple me voyait sur un trône, je ne veux pas qu'il me croit intouchable. Ici je découvre ma propre race et moi-même. Je ne veux pas avoir de barrières dans mon métier. La poésie, le spectacle, la culture sont internationaux. Je ne sépare pas blancs et noirs et aujourd'hui je suis ravie de sortir des choses que nous mêmes les noirs avons créés.

Interview réalisée par
Aline N'Goala et
Mohamed Nemmiche

Bob Marley. Une vedette parmi les vedettes, coincé dans un aéroport par une équipe de reporters de choc de S.F. Ce fut à l'époque un évènement dans la presse, puisque la première où Bob Marley « se dévoilait » librement. depuis, il est mort. On relira avec intérêt ses propos sur le rastafarisme, Haïlé Selassié et le reggae...

SANS-FRONTIERE. — Que pensez-vous du succès de votre musique, ici en Europe ? Est-il dû au contenu politique, philosophique, religieux de vos chansons, ou tout simplement à cause du rythme ?

BOB MARLEY. — Je crois que c'est la combinaison de ces éléments.

Nous précisons notre question : il ne s'agit pas du succès de votre musique auprès du public noir, mais auprès du public français, par exemple, qui pour la plupart ne comprend pas ce que vous dites dans vos chansons.

— B.M. et Tyrone (un Wailer) : Ecoutez, partout où nous jouons, en Europe, en France, en Allemagne, au Japon, les gens viennent nous écouter parce qu'ils comprennent quelque chose, sinon ils ne dépenseraient pas leur argent.

Une de nous travaille dans un drugstore, et tous les soirs, elle vend des disques de Bob Marley. Elle se demande pourquoi les Blancs les achètent-ils.

— Je pense que c'est pour les mêmes raisons.

Nous sommes allés voir « Reggae Sunsplash » et le public blanc dans la salle, tant que vous chantiez semblait satisfait, mais dès que vous commenciez à parler de rastafarisme, il pouffait de rire...

— Ce n'est pas pour eux que je parle...

Là où je travaille, un Blanc qui comprend l'anglais m'a dit un soir : « Je ne peux pas acheter les disques de Bob Marley, car c'est un raciste ». Pourtant, en ce moment, certains chanteurs français jouent du reggae... comme S. Gainsbourg qui dit : « Je suis comme les rastas, je suis révolutionnaire ».

— Tyrone : Tu vois, nous, nous ne jouons pas le reggae pour faire du business. Le reggae, pour nous, n'est pas une mode, un jeu. Le reggae porte en lui un message. Ceux qui se servent du reggae peuvent le faire. Mais Jah voit tout, c'est lui-même qui les jugera. Pour nous, la musique n'est pas une question de succès. Si nous chantons le reggae aujourd'hui, c'est pour transmettre un message à nos frères Africains. Ce n'est pas un problème si des gens veulent faire de l'argent avec le reggae, c'est Jah qui tranchera...

Vous avez joué au Gabon, c'est la première fois que vous avez joué en Afrique. Que pensez-vous du public là-bas ? Et savez-vous quel type de gouvernement il y a au Gabon ?

— C'est la première fois que nous jouons en Afrique, mais je suis allé en Ethiopie pour des raisons personnelles. Nous savons que le Gabon, c'est la France, mais à Libreville, les gens sont comme à la Jamaïque ; ils sont tous Africains. Ce sont les mêmes vibrations, la même façon de marcher, la même façon d'être. Mais d'où viennent les Noirs, d'Afrique, non ? Alors...

Mais vous avez été invités par la fille du président Bongo, ça ne vous gêne pas ?

— Qui vous a dit cela ?

C'est écrit dans les journaux gabonais.

— Ah bon ! Je ne le savais pas, mais c'est faux. Ce sont les « boldheads » qui ont dû écrire cela.

Si aujourd'hui vous aviez un message pour l'avenir de l'Afrique, que diriez-vous ? Vous avez chanté sur le Zimbabwe ; en ce moment, il y a une nouvelle situation : qu'en pensez-vous ?

— L'Afrique : qui est Africain en Afrique aujourd'hui ? Qui est le leader de l'Afrique aujourd'hui, pouvez-vous me le dire ? Moi, je pense que tant que le rastafarisme ne deviendra pas une réalité, l'Afrique sera un vain mot.

Tyrone : Comment l'Afrique peut-elle s'unir, elle est dominée par les superpuissances.

B.M. : Non, non, ce n'est pas

seulement une question de superpuissances. Les gens qui gouvernent l'Afrique aujourd'hui n'ont pas une mentalité d'Africains. Ils ne voient pas que la mafia internationale des « boldheads » (1) a mis au point une guerre pour que l'Afrique disparaisse... Qui guide l'Afrique aujourd'hui : les Français, les Américains, les Allemands, les Russes. Tu crois que c'est Marx ou Lénine qui peuvent être les guides des Africains ? Qui est le Roi aujourd'hui ? Savez-vous qui est « Alpha et Omega » ?

Non !

— Ah bon, vous ne savez pas qui est « Alpha et Omega ». Vous ne savez pas le nom d'Alpha et d'Omega. C'est Haïlé Sélassié.

Nous ne croyons pas qu'Haïlé Sélassié soit le commencement et la fin, l'Alpha et l'Omega.

— Ah bon, vous ne croyez pas. Toi, par exemple, tu peux me dire qui est le président des Etats-Unis ?

Carter !

— Ah et vous croyez en Carter ? Vous ne croyez pas en Haïlé Sélassié, je ne vois pas en quoi vous pouvez croire. Vous voulez croire les Blancs ?

Ce n'est pas là la question ; mais, pour nous Africains, c'est très difficile de voir en Haïlé un symbole de la résistance noire, car il était aussi un tyran.

— Quoi ? Un tyran, un dictateur de quoi ? Ecoutez-moi, les Russes de Mengistu, c'est bien peut-être ! Ecoutez-moi bien, chaque être humain doit lutter pour survivre. L'Ethiopie est le seul endroit en Afrique où ils ne sont pas arrivés à briser le peuple noir. Vous ne vous êtes pas demandés pourquoi ? Pour quoi les Italiens, les Français, les Allemands ont soumis le reste de l'Afrique et n'ont pas pu soumettre le pays de sa « Majesté » ? Pensez-vous que Mengistu est libre ? C'est sa « Majesté » qui a sauvé l'Ethiopie. Ecoutez bien : *Ethiopie. Afrique*, c'est juste un nom : *Ethiopie*, c'est le continent. Vous devez l'apprendre, vous ne le savez pas. Essayez de comprendre : aujourd'hui ceux qui blasphèment l'Ethiopie sont ceux qui développent une stratégie de guerre à un niveau très élevé. En blasphémant l'Ethiopie, ils détrisent nos racines et vous ne le comprenez pas. Vous croyez que les Russes et les Américains attaquent le même



SUITE DE LA PAGE 67

pays, ce n'est pas pour rien. Le but de Babylone, c'est de soumettre l'Éthiopie pour détruire la mémoire des Africains de façon à ce que le peuple noir n'ait aucune identité. Qui sont les Africains aujourd'hui? Les Africains sont Français, Allemands, Russes, Américains; mais ils ne sont pas Africains. Pourtant, ils essaient de l'être par le rastafarisme. Et vous les jeunes, vous critiquez, mais vous vous critiquez vous-mêmes. Sa « Majesté » est-elle un mensonge?

Non !

— Mengistu est un tyran. Haïlé Sélassié n'en est pas un. Vous êtes Éthiopienne ?

L'une de nous est Éthiopienne, et Haïlé a tué toute sa famille.

— (Rires) : Peut-être que ta famille n'aimait pas sa « Majesté ». Celui qui n'aime pas sa « Majesté » doit mourir.

Comment ? Tu ne peux pas parler comme cela !

— Mais si... Celui qui n'aime pas sa « Majesté » doit mourir. Je ne voulais pas te dire cela surtout à toi qui est Éthiopienne. Mais je dois te dire la vérité, même si elle te fait mal. Celui qui n'aime pas sa « Majesté » ne peut survivre. C'est la loi entre le Bien et le Mal.

Nous ne pensons pas que l'Éthiopie d'Haïlé Sélassié symbolise le Bien.

— Sa « Majesté » ne peut pas être un tyran. Toi, par exemple, tu travailles ici à Paris, pourquoi ? Si tu travailles ici, qui va lutter contre ton gouvernement ? Et si aujourd'hui tu étais en Éthiopie de Mengistu, tu lutterais contre ton gouvernement mais tu ne travaillerais pas. Mais Epoupa... pourquoi tu t'enfuis, viens t'asseoir ici et écoute... Ils ne veulent pas que nous sachions. Moi, je suis persuadé que sa « Majesté » est une

force positive dont j'ai besoin. Mais vous n'aimez pas sa « Majesté ». Pourquoi, pourquoi, pourquoi ? Écoutez-moi. Quand vous dites du mal de sa « Majesté » votre cœur bat différemment, vous vous sentez mal, votre sang court n'importe comment dans vos veines, votre cerveau se dérègle...

La question n'est pas d'aimer ou de ne pas aimer sa « Majesté ».

— B.M. : Elle est où alors ?

Tyrone : Je me demande pourquoi nous sommes aussi religieux ; je crois, je ne sais pas, que c'est parce que nous avons été très fortement christianisés. Alors le peuple jamaïcain sous l'influence de Marcus Garvey a voulu remplacer le dieu blanc par le dieu noir. C'est cela Sélassié : une révolution contre le dieu blanc. Moi-même, parfois, je me dis, après tout, un dieu c'est un dieu, mais en même temps, je sens que la croyance en Sélassié me donne une force. Par expérience, vous vous savez que les trois couleurs : vert, or, rouge sont aussi la couleur des drapeaux de vos États, États de politiciens pourris par Babylone. Mais pour nous, c'est un symbole, c'est cela la différence. Un symbole représente pour moi quelque chose de puissant qui me pousse à lutter. Aujourd'hui, l'ayatollah Khomeiny, par exemple, est un symbole de la lutte contre Babylone. Je suis devenu rasta parce que j'espère que les rastas feront un jour comme l'ayatollah. Je sais que les rastas, le rastafarisme n'est pas parfait, mais pour moi, c'est très positif. Aujourd'hui, en Jamaïque, beaucoup de frères sont rastas, ils sont très militants ; ils ne parlent pas, ils agissent...

Propos recueillis par Epoupa et Maria avec la collaboration d'Aline, Serge et Thomas.

(1) Les Occidentaux.

MARCO KOSKAS :

EXILES

ET IMMIGRES :

UNE DOUBLE REALITE

Une rencontre autour

d'un livre (« Balace

Bounel ») avec un drôle

de titre qui a dû étonner

plus d'un. Mais ce fut

ainsi, une rencontre

judéo-arabe, sur l'exil et

sur le rapport entre nos

deux communautés issues

d'un même espace, la

Tunisie. Mais il serait

trop réducteur de n'y voir

que des ressemblances et

pas assez les différences...

SANS-FRONTIERE. — Ce qui m'a le plus frappé dans la lecture de Balace Bounel c'est cette profonde « nostalgie » qui s'en dégage : en Tunisie, on avait tout pour faire un peuple, voilà ce qu'il en est : une coupure entre deux communautés d'une part (les Juifs et les Musulmans) et d'une communauté et de sa mémoire (en ce qui concerne les Juifs tunisiens)...

MARCO-KOSKAS. — C'est la question que je me suis posée souvent : pourquoi les Juifs sont-ils partis de Tunisie ? Il y a je crois, des raisons « objectives », qui sont d'ordre politique d'abord. Je pense que dans leur majorité, les Juifs ont dû s'identifier au colonialisme, ou du moins trouver dans le modèle français quelque chose comme une « valorisation ». Mais cela est vrai pour la bourgeoisie juive qui constituait une minorité au sein de la communauté. Mais je crois que le triomphe-arabe a œuvré pour le départ des Juifs, autant que le colonialisme et le sionisme...

Tu parles d'un triomphalisme, né de l'indépendance du pays...

— Les Juifs de Tunisie se sont retrouvés à l'intérieur d'un processus positif : l'indépendance, dans laquelle il y a une réaction négative, je dirais exclusive de quelque chose...

Du côté des Arabes, l'indépendance était fête, et espoir dans l'avenir. Cela nous ramène à un échec. L'indépendance est donc sentie comme un échec pour toi, puisque passant par l'exclusion des Juifs.

DROLE DE COEXISTENCE

— C'est un processus qui est fait par des hommes qui les dépasse... ce que je veux dire par là : l'histoire avec un grand « H » est sentie comme une machine de progrès, qui implique néanmoins une autre machine qui broie les minorités : c'est ce qu'on constate en URSS, et ce qui est produit par les grandes machines idéologiques le nationalisme, la dictature du prolétariat, etc.

Plus je réfléchis, plus je retourne dans ma mémoire, et plus je sens une certaine « démagogie » dans les rapports juifs/arabes empreints de cordialité...

— Pas dans la mienne. Il me semble que c'est inscrit dans le réel. C'était comme ça. Il y avait des traditions très fortes, même si on était séparé sur plein de plans. Une drôle de coexistence. Une relation chargée de plein de choses.

Quand on était petit, cela ne nous choquait pas que les enfants arabes disent : « Eh ! Le Juif brûlé ! ». C'était senti dans un sens précis : les Juifs devaient se protéger des Arabes et les Arabes se protéger des Juifs et ainsi de suite.

Il y avait des à priori entre les deux communautés, mais on était tous tunisiens, plein de choses nous sont communes.

— Les Juifs sont toujours judéo-arabe ou judéo-français. Je parle l'arabe de la rue mais je ne parle pas l'arabe littéraire et je ne le lis pas. Ce que nous avons de commun, c'est une mémoire et un

imaginaire. Un humour identique. Les Juifs tunisiens n'ont pas le même humour que les Juifs polonais.

Quand tu dis ça, tu te situes où ? Dans le peuple tunisien, dans un « peuple juif ». Est-ce qu'il y a pour toi un peuple juif ?

— Il y a un peuple juif, mais il n'y a pas de société juive (au sens sociologique), en dehors de la société israélienne. Intuitivement, les Juifs tunisiens ont compris qu'ils ne pouvaient pas être autre chose que des citoyens de seconde zone. Maupassant disait en arrivant à Tunis à la fin du 19^{ème} siècle : « *Tunis n'est pas une ville française, c'est une ville juive* ». Je crois que cela mettait en évidence un fait précis : les Juifs avaient une place plus importante dans les activités du pays, alors que dans la collectivité ils n'étaient qu'une minorité.

Je pense que les Juifs ont été plus facilement « citadinisés » que les Arabes. Avec l'arrivée des Français, dans la première phase de la colonisation, les Juifs étaient potentiellement prêts à quitter le monde rural avant les Arabes : la première communauté qui a répondu à la colonisation.

— L'arrivée des Français a été pour les Juifs la liberté de circuler, l'accès au savoir et conséquemment la possibilité de constituer une bourgeoisie.

A chaque étape des relations difficiles de la Tunisie avec la France, la communauté juive a réagi d'une manière différente de la communauté arabe.

— C'est le cas surtout après Bizerte. Bizerte représente la volonté arabe de couper certains liens avec l'impérialisme français, mais qui était négative par rapport aux Juifs. Bizerte c'est l'auto-exclusion des Juifs. Les conditions objectives qui ont fait partir les Juifs ne sont pas assez fortes (genre génocide nazi) pour faire qu'entre 1961 et 1964, les trois quarts de la communauté soit partie. Si les Juifs étaient solidaires des Français, ils seraient partis en 1956, l'année de l'indépendance de la Tunisie.

LE TEMPS DE L'UNIVOQUE

La « défaite » de Bizerte (le départ) a sonné le glas d'un certain espoir. Je ne crois pas que cela soit par sentiment d'appartenir à la France. Bizerte constitue selon le moment où il n'y a plus de places que pour les Arabes en Tunisie. Le temps de l'univoque, du monolithisme.

Pour moi, Bizerte c'est l'appel de Nasser à faire l'unité arabe. C'était aussi une volonté d'en finir avec l'impérialisme français.

— Alors que Nasser était senti comme ennemi des Juifs, puisque faisant la guerre aux Juifs.

Donc, 61-64, c'est la coupure totale qui s'installe. Les Tunisiens musulmans rentrant dans le champ idéologique de l'unité arabe et les Tunisiens juifs, rentrant dans une autre structure. Laquelle ?

— Je crois que c'est la structure de l'exil. Mais les événements arabo-israéliens déterminent de

plus en plus les rapports entre les deux communautés. Ils déplacent le conflit en Tunisie, ils le mondialisent.

Mais on peut dire que les Tunisiens n'ont rien fait pour retenir les Juifs. Tout était fait pour que les Juifs ne se sentent plus chez eux.

Il y a une phrase qui raisonne encore dans ma tête. Une dame très vieille à Belleville, alors qu'on parlait du bon vieux temps à Tunis, me répond : « Si vous nous aviez pas suivis, on ne serait peut-être pas restés ». Au-delà de cette convivialité recréée à Belleville, il y a aussi pour cette vieille femme, la confirmation qu'elle ne peut plus retourner puisque « nous mêmes », on s'est exilé. La confirmation d'un échec.

— C'est une image...

COUPURE IRREMIEDIABLE

Je me retrouve immigré. Tu es exilé. Aujourd'hui qu'en est-il de ta situation, alors que la coupure semble largement irrémédiable entre nos deux communautés.

— Il y a une situation donnée dont on ne parle qu'aujourd'hui après vingt ans de silence. Et en vingt ans de silence c'est la preuve d'un grand traumatisme. On ne reprend pas la parole sur un mode nostalgique ou revendicatif. Le silence pèse dans notre histoire. En quinze ans, j'ai essayé de devenir français. Mais le mode de vie, ma place dans le monde, m'a amené à

redevenir Juif tunisien. Si j'avais été dentiste, ou avocat, docteur je ne me serais pas posé la question. Avocat, docteur c'est une partie dans laquelle, les Juifs tunisiens se sont fondus. Le modèle occidental. C'est aussi pour eux, le modèle de la réussite.

Moi, je me pose en créateur. Si j'avais fait le même parcours, je m'identifierais à l'Occident (au théâtre, j'aurais adapté une pièce de Marivaux). J'ai préféré mettre à jour un imaginaire dont je suis issu et je travaillais dessus non pas pour retrouver mes racines (la grande tarte à la crème des années 70). Tant que je n'ai pas dit, que j'étais Juif tunisien, je procédais par allusion. La grande difficulté pour moi, c'est de faire admettre notre création en prenant nos distances avec le folklorisme, l'exotisme, genre famille Hernandez.

Tu te retrouves un peu tout seul dans cette démarche. Inconnu dans ton pays d'origine, méconnu en France.

— On commence à être doublement exclu de la création française, bien que l'intelligentsia nous reconnaisse des qualités.

Tu as eu un prix pour « Balace Bounel ».

— Oui, un accessit. Le prix du premier roman. En France, il y a une reconnaissance de mon travail, je me donne le droit d'écrire en français, un français « *Tordu, corrigé* ».

Par rapport à un type connu comme Michel Tournier, je suis obligé de justifier le droit d'écrire « *tordu* », par une fiction frénétique. Mon écriture se doit d'être justifiée. Le discours de mon

livre est complètement transcendé par la fiction.

Et par rapport à la communauté juive, j'apparais comme n'étant pas un « *saule pleureur d'Auschwitz* ». J'apparais comme un « *Juif joyeux* » allègre. Et pour ça, j'ai envie de dire « *y a pas de créneau* ». Sans oublier le racisme anti sépharade (juifs des pays arabes). Mais regarde comment la presse juive a occulté mon livre. La revue « *L'Arche* » a même censuré un article sur ce qu'on a appelé la « *parenthèse sépharade* ».

Il semble donc qu'après la coupure entre Juifs et Arabes, il y a eu en France une autre coupure entre Sépharade et Ashkenazes ?

— Mon livre est dédié à Corine Atlas, une copine juive Ashkenaze, mais l'opposition entre Sépharades et Ashkenazes, est une opposition de classes. En Israël, on a appelé les Juifs Sépharadim, les « Noirs ». Pour moi, l'avenir des Juifs, c'est le sépharadisme. La différence fondamentale est que nous n'avons pas connu le nazisme dans ses effets génocidaires. Ce sont les Juifs du Maghreb qui ont revitalisé le judaïsme français, qui était en voie d'extinction, c'est à dire d'assimilation. Ils s'agit moins en France de racisme anti-sépharade qu'une espèce de condescendance...

Qui est quand même pire, que le racisme direct, moins facile à décoder.

— Oui, qui est pire. Mais quand je dis que le sépharadisme, c'est l'avenir des Juifs je pense au conflit israélo-arabe. Peut-être que je fais de la politique-fiction mais ce n'est pas de la fiction de dire que les seuls Juifs qui ont vécu avec les Arabes, ce sont les Sépharades.

L'existence d'Israël passe par l'accès au pouvoir des « *Juifs noirs* ». Ces « *Juifs noirs* » sont encore sous l'emprise d'un racisme anti-arabe assez fort, peut-être parce que plus sensibles à l'existence d'un danger, et peut-être plus sensibles à une certaine propagande.

Une solution est possible pour toi dans deux Etats arabes : l'un juif l'autre palestinien.

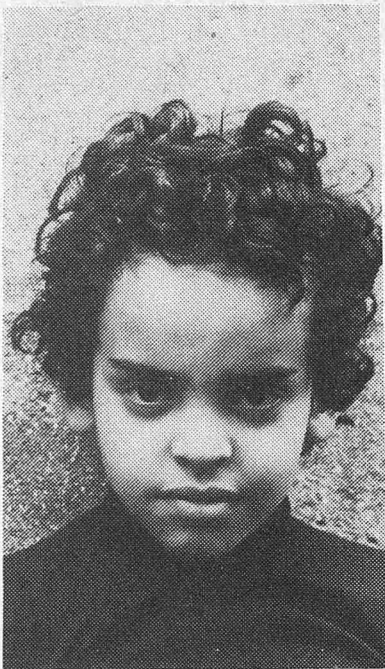
— Je ne me pose pas le problème d'un partage d'Etats. Aujourd'hui je ne vois pas l'issue de ce conflit. L'ordre du monde est en plein bouleversement. On voit Sadate et Beghin ensemble, mais on ne voit pas la place de l'Islam dans l'Egypte de demain. Le régime de terreur du Chah n'a pas tenu, je ne vois pas comment tiendra le régime de Sadate. La « *flambée* » de l'Islam...

Je crois qu'il faut l'analyser avec prudence jusqu'à maintenant, l'Iran n'a pas connu sa période de nationalisme, Mossadegh ayant été arrêté avant de commencer. L'Egypte a connu son Nasser. Ce qu'il faut voir c'est un peu l'échec des régimes de droite et de gauche pour solutionner les problèmes du Tiers-Monde. Certains mouvements islamiques considèrent qu'ils amènent une solution et appellent à la prise du pouvoir. Mais la situation est différente dans chaque pays, et leur rapport au pouvoir différent.

— Je m'interroge sur le rôle des intellectuels arabes. J'ai l'impression que c'est leur traversée du



Hou-qui



SUITE DE LA PAGE 69

désert « s'islamiser » ou « disparaître ».

Rien n'est clair. Mais je sens, à tort ou à raison, que nous représentons nous les intellectuels arabes, « laïcs islamisés », un peu la face cachée de l'occident ou si tu veux l'autre discours de l'Occident.

Un exemple : les termes du débat mené par les intégristes sont très proches des réalités concrètes de la population. Leur discours est compris même par les gens analphabètes, par la masse des ruraux. La politique pénètre dans les foyers. Notre discours est un peu un discours sur le chômage, le socialisme, la planification etc. En plus du fait, que le discours intégriste amène des solutions toutes prêtes : Dieu va résoudre... Pour des gens un peu perdus entre socialisme, capitalisme... c'est très important.

— La faillite du politique en Occident a amené le désintéret, la passivité, la peur et la psychose la guerre. Dans le Tiers-Monde, cette même faillite mobilise et fait agir.

C'est une faillite des régimes au pouvoir. Car la solution est quand même d'ouvrir les prisons et de démocratiser la vie politique. Mais je voudrais revenir en France, sur cette coupure dans le pays entre Juifs et Arabes et qui se prolonge en France. Les Juifs ne se sentent pas solidaires des immigrés.

— Je ne peux parler au nom des Juifs. Ils sentent que c'est le même racisme qui, touche les immigrés. Ils le sentent très bien. Il y a simplement un phénomène d'occultation qui tient à plusieurs choses.

Une grande partie des Juifs victimes du nazisme ont voulu oublier tout cela. Cela leur a coûté très cher. C'est peut-être une façon de se voiler la face, face au racisme anti arabe et anti immigré qui est une façon de se protéger soi-même.

LES NOUVEAUX JUIFS

Mais en même temps, tu as le discours de Stoléro, qui attaque

les immigrés en se parant du fait d'être juif et fils d'immigrés.

— Stoléro avant d'être juif est giscardien. Il est le rouage d'une machine. Il n'y a qu'à voir son mimétisme vis à vis de Giscard, c'est un grand imitateur. Il parle comme lui, jusque dans les intonations.

Quand on parle du racisme en France, en essayant de dire Stoléro ou Jean-Pierre Bloch est raciste, il a un discours raciste les effets de leur politique sont racistes, notre discours est suspecté d'être anti-juif, parce qu'ils se parent eux, de cette condition qui les rend moins suspects de racisme, effectivement aux yeux de beaucoup en Occident.

— Je crois que leur identité juive n'exclue pas un racisme anti-arabe. C'est se voiler la face que de dire que je suis juif donc je ne peux pas être raciste.

Il semble que les immigrés sont un peu des « nouveaux juifs » de l'Occident, même s'ils ont un pays d'origine ce qui n'était pas le cas pour les Juifs exilés. Et ce pays d'origine devient de plus en plus mythique, surtout pour les enfants d'immigrés, nés ici.

— Je crois que la différence entre l'immigration et l'exil n'est pas mince. L'exil est un tenant à la condition juive. C'est une banalité de le dire mais il faut l'avoir en tête. L'immigré a un pays et une perspective de retour, même s'il faut faire des réserves sur ces possibilités de retour. L'immigré est aujourd'hui un immigré de salariat. L'analogie avec le Juif errant peut venir à l'esprit. Parce que je peux dire que moi aussi je suis un immigré mais sans possibilités de retour. Dans cette double proposition, il y a la complexité de la condition juive. Je me revendique comme un Palestinien juif, mais sans revendication territoriale et je fais référence à ce que l'on dit au début de l'entretien. On pourrait aujourd'hui dire, on était avant les Arabes en Tunisie et ce pays nous appartient mais il n'est pas question de formuler cela. Les conditions qui ont fait partir les Juifs de Tunisie sont perceptibles, mais c'est avant tout une subjectivité collective qui a créé les conditions de l'exil. Aujourd'hui, je m'interroge sur la capacité des Tunisiens à poser vraiment le problème du départ des Juifs et de sa signification.

Le discours officiel c'est d'une part : une nostalgie du temps où l'on vivait ensemble et d'autre part tant pis, vous êtes partis, on a d'autres chats à fouetter.

— Cela est une occultation complète du sens de ce « départ ». Pour une certaine frange de Juifs de Tunisie, il n'y a plus de possibilités de retour, il n'y a pas d'intention d'immigrer en Israël. Pour nous, la France, c'est le statu-quo. On est là, on se revendique comme Juif-Français-Tunisien en tâchant d'affirmer notre « différence » (même si c'est un mot à la mode) par notre production intellectuelle, artistique. Je suis absolument cosmopolite. Tous les nationalismes me font peur, ils sont exclusifs de la différence.

Propos recueillis par Mejid Ammar

Balace Boune. Edition Ramsay.

AIME CESAIRE : « IL FAUT TENIR CHAQUE PAS GAGNE

NOUS NE DEVONS PAS NEGLIGER
LE NOMBRE DES VOIX RECUEILLIS
PAR LA DROITE. CELA MONTRE
L'ABIME D'ALIENATION DANS LEQUEL
EST TOMBE NOTRE PEUPLE ET DONT
IL FAUT AUJOURD'HUI L'EN SORTIR.

Lundi 28 février 1983, Aimé Césaire, poète, député-maire de la ville de Fort-de-France devenait le premier président de l'Assemblée Régionale — organe de la décentralisation appliquée aux Antilles. Quelques jours avant son élection, il répondait aux questions de Sans-Frontière, à la Mairie de Fort-de-France.

SANS-FRONTIERE. — Après plus de 23 ans de règne de la droite en France et aux Antilles, deux ans à peine après l'arrivée des socialistes au pouvoir en France, que pensez-vous de cette victoire de la gauche à la Martinique, à l'issue des élections régionales ?

AIME CESAIRE. — Je pense que la Martinique est encore dans une situation très grave et qu'on ne saurait sous-estimer les conséquences de la politique suivie pendant vingt ans. D'une part, bien sûr le gouvernement a pu se vanter d'avoir modernisé la Martinique. Un pays aussi riche que la France peut effectivement faire un réseau routier, améliorer l'électricité ou augmenter le nombre d'écoles. Mais j'ai l'habitude de dire que ce n'est pas cela, le plus important. Il faut savoir de quel prix nous avons payé tout cela. Nous l'avons payé

au prix d'un dépérissement économique. Ce pays n'est plus viable économiquement. Il est moins viable qu'il ne l'était en 1945 et c'est cela que certains ne veulent pas voir.

La Martinique est passée d'un pays de production à un pays de consommation. Autrement dit, jamais la dépendance des Martiniquais à l'égard de la France n'a été aussi grande. Ce sont là les conséquences sociales, morales et économiques de 20 ans de gouvernement de droite. La question qui me hantait était : combien de temps cela va-t-il durer ? N'avait-on pas là une situation irréversible ?

C'était une course contre la montre. Dix ans de ce régime et c'en était fini — à mon avis — de la Martinique martiniquaise. De grands empires ont disparu, des cultures brillantes ont disparu de la carte du monde, par conséquent 300 000 Martiniquais, 300 000 Guadeloupéens n'auraient pu résister à ce régime, surtout si ces petites îles sont saignées par l'hémorragie constante de l'émigration. Sans compter les ravages énormes sur l'esprit, l'âme martiniquaises. Alors j'ai accueilli la victoire de la gauche comme une chance presque inespérée et je veux utiliser au maximum cette victoire pour essayer d'enrayer un processus qui me paraît mortel pour notre pays.

Autrement dit, la victoire de la gauche a créé des conditions objectives meilleures, mais pour les poser réellement.

En ce qui concerne le Parti Progressiste Martiniquais que l'on disait cantonné à Fort-de-France, c'était la première fois qu'il était soumis à un test

« national ». **Que pensez-vous du score réalisé, et qui est aussi important que celui des socialistes ?**

— Je crois que c'est un phénomène très important. C'est une des raisons pour lesquelles nous étions attachés à la proportionnelle. On parle tout le temps de la « majorité des Martiniquais », mais où est cette majorité ? Le Conseil Général est un prisme déformant. A la base le scrutin est inégal, inégalitaire, car les villes y sont sous-représentées et les campagnes sur-représentées.

C'est donc pour vous une sorte de thermomètre ?

— C'est le thermomètre. Nous n'avons plus la possibilité de mentir aux autres ni de nous mentir à nous-mêmes. Pour ce qui est du P.P.M. cela nous permet de voir nos faiblesses que je ne cache pas, mais de voir nos forces qui existent et qui sont plus grandes que nous ne pensions. Malgré la propagande, malgré le ghetto dans lequel on nous avait enfermés et dans lequel nous nous étions enfermés, dans la mesure où il fallait défendre le dernier réduit de Fort-de-France, nous nous sommes rendus compte que la parole P.P.M. était attendue, espérée dans les campagnes et les communes.

Les gens avaient donc envie de vous voir ?

— Littéralement. Il y a longtemps que j'étais allé les voir. A Basse-Pointe, par exemple où je suis né, j'ai eu l'impression que c'était des retrouvailles entre nous et les masses rurales, ce qu'il est convenu d'appeler la Martinique profonde. Par conséquent le P.P.M. est un parti bien enraciné et qui répond bien à un certain nombre de spécificités martiniquaises. C'est un instrument tout à fait adapté.

Voilà donc la gauche avec 21 sièges sur 41. Pensez-vous que cette assemblée corresponde au mot d'ordre de dignité et d'épanouissement de la personnalité martiniquaise. Dès 1956, dans la lettre à Thorez, vous parliez du droit à la personnalité. Quel rapport avec l'Assemblée Régionale ?

— Je crois qu'elle ne peut être qu'un instrument. Il ne faut pas faire la fine bouche, ni non plus se faire d'illusions. J'ai considéré que la décentralisation est un progrès par rapport au régime précédent. J'ai été pour l'Assemblée Unique qui me paraissait correspondre d'avantage à nos besoins, à nos intérêts, au progrès démocratique. Je n'ai jamais dit que nous tenons la solution avec l'Assemblée Régionale. Mais nous aurons des pouvoirs économiques, culturels, sanitaires, sociaux. C'est à nous de savoir nous en servir.

Dans la même lettre à Thorez vous parliez du droit à l'initiative. Or, il semble tout de même que cette assemblée ne soit qu'un ersatz du projet que vous défendiez et qui a été rejeté par les institutions françaises, qu'en est-il de ce droit à l'initiative ?

— J'ai moi-même employé ce mot d'ersatz, mais cela ne signifie pas que l'Assemblée Régionale n'est rien. Elle deviendra à nos yeux plus importante que le Conseil Général et je crois qu'elle aura des pouvoirs réels, que nous donnerons tous les moyens nouveaux prévus pour les régions en France en lui ajoutant les pouvoirs spécifiques qu'ont, à l'heure actuelle, les Conseils

Généraux de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Réunion, comme par exemple l'octroi de mer, le FIDOM, le FIR... Tous ces pouvoirs financiers considérables seront détenus par nous. Et j'ajoute que le droit à l'initiative est solennellement proclamé. Nous pouvons faire des projets de loi. Il y a là un instrument qui, bien manié, peut amorcer un mouvement important. Alors que nous avions le sentiment d'être dans l'impasse, aujourd'hui il y a quelque chose qui peut se dégager. C'est un peu une chance historique qui nous est donnée. Il faut donc en profiter.

Dans le premier article de la loi, on parle de pouvoir dans le domaine culturel. Comment sera-t-il utilisé ?

— Ce sera précisément le rôle de la région de penser une politique culturelle au niveau martiniquais. Il faut dégager des crédits et surtout dégager une doctrine. Dans ce domaine nous avons à Fort-de-France une bonne expérience. D'autres municipalités ont aussi amorcé des politiques culturelles. Il faut réunir toutes ces expériences et leur donner des moyens nouveaux.

Pourtant une partie du peuple martiniquais fut exclu de ce scrutin, il s'agit des émigrés en France. Or, il faudra bien que la décentralisation appliquée à la Martinique les prenne en compte et leur fasse des propositions ?

— Oui, je comprends mais l'émigration n'est pas une ; elle n'est pas homogène c'est une des raisons pour lesquelles il est difficile de l'atteindre.

Pourtant d'après des expériences récentes elle semble prendre corps et devenir communauté ?

— Vous dites bien qu'elle commence et je le souhaite. Il y a cependant beaucoup de Martiniquais qui n'ont aucune envie de se coaguler, ils préfèrent résoudre individuellement leur problème sans en référer à personne. Effectivement avec les nouvelles couches de l'émigration formées de jeunes et de travailleurs manuels les choses sont en train de changer.

Les Martiniquais en France s'intéressent de fait à ce qui se passe ici. Or, si la décentralisation change les choses ici, n'y aura-t-il pas un autre type de rapport entre l'intérieur et l'extérieur du pays ?

— Certainement. Votre question a le mérite de souligner un problème. Quelle est la solution ? Je ne sais pas. Il y a des initiatives à prendre. Les Antillais commencent à compter et même sur le plan électoral ils sont sollicités par les candidats à Paris, par exemple. Il semble normal que la Région Martinique fasse quelque chose, ne serait-ce qu'une Maison de la Martinique par exemple. Nous serons ouverts à toutes les suggestions.

Comment voyez-vous enfin l'avenir de la Martinique décentralisée.

— Je vois un océan de travail, des tâches considérables, des difficultés redoutables. Ce scrutin est révélateur et ne nous permet pas de nous tromper nous-mêmes, car nous ne devons pas négliger le nombre de voix recueillies par la droite. Cela montre l'abîme d'aliénation dans lequel est tombé ce peuple et dont il faut aujourd'hui l'en sortir. Il faut tenir chaque pas gagné.

Interview réalisée par
Aline N'Goala
à Fort-de-France le 22-2-83



LA VOIX DE LA COMMUNAUTÉ NOIRE

LE MOUVEMENT RASTAFARIAN A DÉBUTÉ DANS LES ANNÉES 30.

EN TANT QUE MOUVEMENT POLITIQUE.

ET COMME TOUS LES MOUVEMENTS ANTI-COLONIAUX

PAYSANS QUI N'ONT PAS D'AVANT-GARDE INTELLECTUELLE, ILS SONT
BASÉS SUR UNE SYMBOLIQUE RELIGIEUSE.

L.K.J. s'exprime en créole, son poème « l'Angleterre est une pute » est devenu le premier hymne de la classe ouvrière noire. S.F. l'a rencontré dans le ghetto black de l'Îlot Chalon.

SANS-FRONTIÈRE. — Tu es poète, critique musical, et tu es aussi sociologue. Les musiciens Sud-Africains sont aussi concernés par cette forme de travail « multi-médias ». Quels sont vos points communs, et comment expliques-tu cela ?

LINTON KWESI JOHNSON. — C'est une question difficile, je ne suis pas très à l'aise au courant des activités des musiciens Sud-Africains. Je ne connais que Dollar Brand et Masekela, que vous connaissez certainement aussi. Quant à moi, j'ai toujours été attiré par l'écriture. J'ai été journaliste, j'écrivais à propos du reggae, pour la presse musicale. Puis, j'ai écrit pour le magasin Race Today. En même temps, je récite mes poèmes, et je fais des disques. Je suis heureux de pouvoir associer les deux aspects, texte-musique. Les mouvements révolutionnaires ont besoin de bases culturelles solides. C'est important pour nous d'être impliqués dans ces différentes activités : poésie, musique et production de disque.

Quel est le but de tes poèmes ?

— J'écris des poèmes dans le but de stimuler, de communiquer des idées, d'exprimer des sentiments, une manière de penser, de sentir, ainsi que « l'Esprit », et pour insuffler une force spirituelle à notre combat.

Peux-tu nous parler des rastas ?

— Le mouvement Rastafarian a débuté dans les années 30, en tant que mouvement politique. Et com-

me tous les mouvements anti-coloniaux paysans qui n'ont pas d'avant-garde intellectuelle, ils sont basés sur une symbolique religieuse. Et c'est ainsi qu'étaient les rastas. Après l'indépendance, l'accent s'est porté sur l'aspect religieux. Évidemment, ce mouvement a été rendu populaire par la musique. Et dès qu'une chose devient populaire, elle perd de sa puissance. Les gens sont aussi attirés par les aspects superficiels tels que les dreadlocks, et le fait de s'habiller en rouge, jaune et vert. De plus, à l'intérieur même du mouvement, il y a différentes tendances : les rastas religieux, les rastas sans dreadlocks ; les rastas des douze Tribus, les Ashanty Dreads, les Nyabinghi, qui sont des guerriers du style : « Mort aux oppresseurs blancs ou noirs ».

Les Natty Dread sont les jeunes qui veulent s'identifier aux rastas, alors ils se font des nattes. Rasta a donné au Reggae son côté mythique (sic) et son image. C'est

d'ailleurs cela qui crée la confusion à propos de la musique reggae, vue par les Européens : ils identifient le Rasta au Reggae, et inversement. Mais la musique reggae n'est pas si limitée. Du point de vue du mouvement révolutionnaire, le rasta n'a pas grand chose à offrir.

Quelles sont les différences entre le reggae anglais, et celui de l'île ?

— L'Angleterre est une société industrielle avancée, avec différentes tensions, différents sentiments, et de ce fait, le son est différent. Les jeunes gens qui font de la musique reggae en Grande Bretagne sont exposés à une plus grande variété de musique populaire. Alors, ils sont influencés par ces musiques et ces influences se retrouvent dans la musique qu'ils créent. Par contre, le reggae jamaïcain est dans la tradition des racines. Mais ce qui se passe maintenant, c'est que de nombreux chanteurs de reggae jamaïcain sont de plus en plus influencés par le « Lovers rock Style » qui est im-

porté d'Angleterre. C'est toujours du reggae, mais surtout fait par des chanteuses qui vous offrent du reggae doux « *laided back love song* » ; c'est la contribution des jeunes femmes noires au reggae, parce qu'avant, en Jamaïque, la musique était dominée par les hommes. Il y a eu quelques femmes chanteuses comme Rita Marley ou Martha Griffith, mais ici en Angleterre, pour la première fois, des jeunes femmes développent leur propre moyen d'expression. Ce Lovers Rock Style est un phénomène Reggae importé d'Angleterre.

J'ai appris que Marley devait enregistrer tes poèmes, qu'en est-il ?

— Non... Je l'ai rencontré en 77, alors que je travaillais dans un centre culturel noir au Nord de Londres. Il était venu tourner une séquence pour un film. A cette époque, je venais d'écrire un article pour Melody Maker, et son manager était déçu par ce que



Amadou Gaye

RENAUD :

« SANS ZIKMU »

« TANT QU'IL Y AURA DE LA HAINE DANS MES SERINGUES.
JE NE CHANTERAI QUE POUR LES DINGUES... »

j'avais écrit. Bob venait de composer une chanson intitulée « *Smile Jamaica* », totalement en désaccord avec tout ce qu'il avait écrit auparavant. Ça m'a semblé surtout une chanson de propagande. Dans cette chanson, Bob disait que tout était super en Jamaïque, alors qu'il déclarait juste avant : « *Si vous êtes le gros chêne, nous sommes la petite hache, et nous allons tout brûler et tout piller cette nuit* ». Bref, nous nous mimés à parler, et il me reprocha d'être aussi politisé, d'insister toujours sur le côté politique des choses. Je lui ai répondu : « *Je suis un animal politique* ». Je lui ai remis quelques poèmes à lire, et au bout d'un moment, il lâcha : « *Peut-être que je mettrais en musique un de tes poèmes* ». Mais peut-être a-t-il dit ça pour me faire plaisir, je ne sais pas.

Cette histoire avec Marley se situe juste après qu'on ait attenté à ses jours à Kingstone. Ceci explique peut-être cela ?

— Un artiste a besoin de changer de style de temps en temps, sinon, il risque de se dessécher. Les problèmes politiques peuvent avoir une influence sur lui. Mais, à cette époque, il était très amoureux d'une « *particular lady* » dont je ne veux pas dire le nom. Ceci explique peut-être cela aussi.

Denis Bovell est un grand bonhomme de la musique reggae en Angleterre. Peux-tu nous en dire plus ?

— Denis Bovell est un homme orchestre. Il joue de plusieurs instruments, il a été un des cofondateurs du groupe matumbi. Il a été le premier ingénieur du son à maîtriser le vrai, l'authentique « *reggae sound* ». Les ingénieurs du son anglais avant lui n'arrivaient pas à maîtriser le son de la basse et de la batterie... ça a coûté pas mal de H.P. Pendant 3 ou 4 ans, vers les années 75, on lui doit presque toute la production de reggae venant d'Angleterre. Il est l'un de ceux qui ont favorisé l'émergence du « *Lovers Rock Style* ». C'est aussi un très bon parolier. C'est en effet un très grand monsieur de la musique reggae. On a travaillé ensemble pour tous mes albums, pour le son, pour la production. C'est vraiment une force de la musique reggae.

Le Denis Bovell Bud Band est en tournée avec toi, est-ce ponctuel, ou travaillez-vous tout le temps ensemble ?

— On travaille ensemble, mais seulement depuis l'année dernière. Je me suis toujours produit avec des bandes magnétiques, et je récitais ma poésie dessus. Mais au bout d'un moment, j'ai réalisé mes limites. Denis a quitté le Matumbi pour former le D.B. Bud Band. Je me suis dit pourquoi ne pas m'associer au « *Bud Band* ». De ce fait, le « *Bud Band* » s'exprime, et moi avec eux.

Pour conclure, Thatcher de nouveau pour 4 ans ?

— C'est sans surprise, l'opposition est totalement désorganisée, et l'électorat n'a aucune confiance en elle. Aucun des partis en lice n'a de réponse à proposer à tous les problèmes qui se posent au monde occidental en ce moment. Les périodes où les réactionnaires pavoisent précèdent toujours des temps de changements radicaux.

Propos recueillis par
Birame N'Diaye

Renaud « héros de notre génération » qu'il marque d'une langue sortie du pavé et du béton. Qui aurait imaginé que d'un argot contemporain, on pouvait chanter sur la scène de l'Olympia.

Les aventures, la façon de vivre, le sens critique des marginaux, des loubards, des flemmards que les gens bien pensants de cette société rejettent, nous sont contés par celui que l'on surnomme maintenant « *Gérard Lambert* » (Gérard Lambert est le héros de deux chansons de Renaud).

Une question que l'on peut se poser dès maintenant est de savoir comment Renaud voit-il les répercussions que pourra avoir son passage sur la célèbre scène parisienne.

Une réponse anticipée nous a été fournie dans une chanson de son troisième album :

« C'est sûrement pas un disque d'or ou un Olympia pour moi tout seul qui me feront virer de bord qui me feront fermer ma gueule tant qu'y aura de la haine dans mes seringues je ne chanterai que pour les dingues ».

Souhaitons le, car deux années se sont écoulées depuis. Le loubard au cœur tendre a accepté de répondre à Sans-Frontière dans une entrevue des plus chaleureuses.

SANS-FRONTIERE. — Renaud peux-tu nous parler de ton spectacle ?

RENAUD. — Une trentaine de chansons des plus variées sont prévues dont celles du dernier album.

(Il me communique la liste, et je ne peux m'empêcher de siffler mon admiration, car pour une variété c'en est une. Jugez vous-même : Les chansons drôles avec les aventures et le retour de Gérard Lambert, des réalistes avec « *Mon HLM* », des agressives avec « *Où*

est mon flingue », des tendres avec « *Pierrot et Ma gonzesse* », d'amitié avec « *Manu* », sur la drogue, sur la malvie, etc. Un programme des plus complets qui j'en suis sûr émerveillera son public. La location marche très fort d'après la direction de l'Olympia.)

— De nouveaux musiciens m'accompagnent et je peux te dire qu'on s'accorde très bien.

Renaud et le fric ?

— La majorité du fric que je gagne contribue à la construction du « *socialisme* » en allant directement aux impôts. Le reste je le jette par les fenêtres en agissant comme un ancien pauvre et non pas comme un nouveau riche.

Des projets ?

— Oui actuellement un bateau est en construction sur lequel je ferai de grands voyages, j'irais découvrir d'autres ciex et d'autres choses.

Tu connais Sans-Frontière ?

— Oui, j'ai déjà été en rapport avec ce journal et je sais qu'il y traite essentiellement des problèmes de l'immigration et du Tiers-Monde.

J'ai eu l'occasion de discuter avec de jeunes enfants d'immigrés que l'on appelle aussi la « deuxième génération ». Ils se disent très touchés par la chanson : « Les charognards ».

— J'ai connu beaucoup de jeunes de la deuxième génération pour avoir par le passé traîné à Argentine.

Je ressens ce qu'ils pensent et le mal qu'ils ont à s'assimiler dans une communauté qui les rejettent. Je comprends les difficultés qu'ils éprouvent pour trouver un emploi. Le problème m'a semblé des plus importants que je leur ai dédié cette chanson.

Dans peu de temps, beaucoup de politicards vont se pencher sur ce sujet. Les jeunes algériens, je parle d'eux car il représentent la majorité de cette deuxième génération, qui sont nés après l'indépendance de l'Algérie sont considérés comme citoyens français et ainsi représentent un électoral qu'il serait bon d'avoir de son côté. À ce moment là, ils auront un rôle important à jouer.

Les français les ont toujours faussement ignorés, et je comprends parfaitement le sentiment de révolte qui a régné cette année dans la banlieue lyonnaise.

« *La France est une banlieue*

merdique comme dit mon copain Mohamed Aux flics, aux flics...

« Tirer la bagnole à un cave j'appelle pourtant pas ça un crime Y'a qu'avec les bourgeois qui friment que tu chourraves... »

Renaud a-t-il changé depuis le 10 mai ?

— Faux. Quitte à être gouvernés autant l'être par la gauche que les autres.

« J'peux pas encaisser les drapeaux quoique le noir soit le plus beau la Marseillaise même en reggae ça m'a toujours fait dégueuler les marches militaires, ça m'déglingue et votre république moi j'la tringle... »

Renaud et les événements de Pologne ?

— Ce qui se passe en ce moment en Pologne est un événement des plus regrettables, et les polonais ont toute ma sympathie pour leur lutte. Mais ce qui m'irrite, c'est la conscience polonaise que tous les français se croient obligés d'avoir conscience. Que toutes les mass-médias s'évertuent à développer. Beaucoup oublient que les droits de l'homme sont bafoués tous les jours dans des pays que les gens semblent ignorer tel que les dictatures militaires en Amérique du Sud, en Turquie, en Afrique du Sud.

« Lorsqu'en septembre on assassine un peuple et une liberté au cœur de l'Amérique Latine ils sont pas nombreux à gueuler. Un ambassadeur se ramène bras ouverts il est accueilli le fascisme c'est la gangrène à Santiago comme à Paris... »

Renaud devant aller répéter sur scène, notre entrevue s'arrêta là me laissant sur ma faim.

Lambert me quitte en souhaitant me revoir bientôt, certainement sur les ondes de Radio-Soleil, et en m'offrant une broche représentant une clé à molette.

Continue Renaud, ta façon de lutter nous sied très bien.

« Si un jour j'm'retrouve la gueule par terre sur qu'c'era de la faute à Baader si j'tombe le nez dans le ruisseau sûr que ce sera de la faute à Bonnot... »

ABDULLAH IBRAHIM :

« SERVANT DE DIEU »

LA MUSIQUE A SON IMPORTANCE MAIS ELLE N'EST PAS DE PREMIERE ORDRE. C'EST UN MOYEN DE COMMUNICATION, AU MEME TITRE QUE LE TELEPHONE.

Dans le salon d'un petit hôtel parisien, tout de noir vêtu, d'une voix calme un homme m'interpelle : que puis-je faire pour vous ? Parti à la rencontre de Dollar Brand, le talentueux pianiste sud-africain, j'ai trouvé Abdullah Ibrahim.

la musique ?

— Elle a son importance mais elle n'est pas de premier ordre. C'est un moyen de communication, au même titre que le téléphone.

Votre musique contient-elle un message ?

— Je n'ai pas de musique.

Vous avez peut-être un message ?

— Ce n'est pas mon message. J'essaie de faire passer le message d'Allah. Que pourrai-je dire d'autre ? Que pourrai-je penser d'autre ? Je ne peux que véhiculer la vérité. Ce ne sont pas mes mots. La musique n'étant qu'un moyen de recevoir le message. Vous connaissez « Shirka » (association) ? Vous savez, quand on associe les gens à Dieu, vous créez de ce fait un autre Dieu. Vous entendez des réflexions du style « Ah ! je ne peux pas vivre sans musique ».

Certains gens associent l'alcool à Dieu ; d'autres l'associent à une voiture : « Ah ! je ne peux pas vivre sans voiture ! » ; d'autres encore à l'argent, tous des petits dieux que l'on pose à côté de Allah.

Quelle est l'origine de votre reconversion ?

— La grâce d'Allah, qui fait que le Prophète soit un Prophète, et que le Fou demeure un Fou. La grâce d'Allah c'est aussi que nous changions. Quand nous avons compris cela, à ce moment-là, vient la Tolérance. Quant à moi, immédiatement je devins tolérant car je compris que je n'avais pas acquis cette clarté, que je n'étais

pas sorti de l'obscurité de mon propre chef. Tout ceci par la grâce d'Allah. Tout ce que je vois ne doit que développer mon amour pour l'autre. Si cela n'est pas, je deviens fanatique.

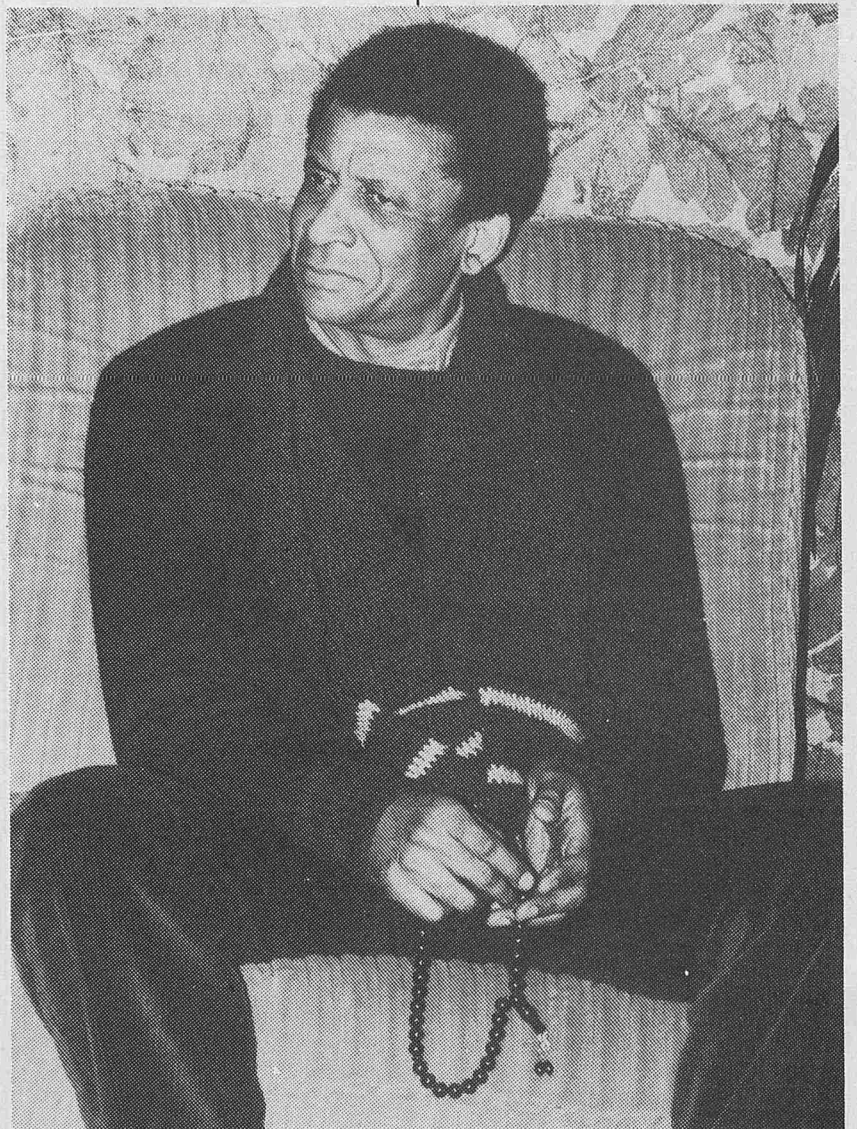
Considérez-vous Khomeiny comme un fanatique ?

— Je ne le pense pas. Il y a quelques mois, les racistes ont assassiné un de nos leaders, et la réaction immédiate de la communauté se traduisit par « pourquoi ne leur ferions-nous pas la même chose ? » En Afrique du Sud, la chose la plus simple, consisterait à tuer tous les blancs. Cela pourrait se faire en une nuit, mais le combat n'est pas dirigé contre les blancs. Je suis contre le racisme. Je ne suis pas raciste. Le combat est contre le démon ; s'il est sans pudeur, qu'il soit blanc, noir ou vert la vérité demeure. Si c'est le démon il doit être chassé.

En Afrique du Sud en 1976 pendant la révolte de Sweto la principale force de la révolte était composée d'enfants de 9 à 10 ans, un jour alors que nous nous promenions dans les rues de Cape Town la police se mit à tirer sur des manifestants, tout en s'aidant de gaz lacrimogènes, nous nous mîmes à fuir et tout d'un coup j'aperçus ces jeunes enfants qui rythmaient à l'aide d'un sifflet « Pouvoir noir, Pouvoir noir ». Ce sont ces mêmes enfants, qui dorment dans la rue qui sont sans abri qui m'interpellerent : Eh ! Abdullah où vas-tu ? « nous nous dirigeons dans l'autre sens, oui c'était bien des gosses de 10 ans. Je jour d'avant, ces jeunes gamins n'avaient même pas droit à un regard de la part de la population. Ils n'étaient qu'un élément du décor. A la limite de simples petits mendiants dérangeants et pourtant en une nuit ils étaient complètement transformés, le regard grave, ils affrontaient la police armée. En fait il est impossible de contrôler l'esprit humain, vous me répondez mais comment se fait-il que l'on puisse contrôler le peuple, parce que tout simplement il n'est pas prêt à mourir pour ses croyances.

Quel est votre rôle en tant que musicien ?

— Quant à mon rôle de musicien, je ne prétends pas au vedettariat. Dans la société traditionnelle si vous avez des dons pour la



musique, il y a quand même un peuple de batteurs, tout le monde n'a pas accès à ces tambours. C'est un peuple particulier, un peuple de médecins, car les chansons et les sons sont des « Forces Curatives » ceci est la fonction des soit disant musiciens dans la société. Ce que nous souhaitons obtenir avec la musique est aussi dangereux que de manier de l'énergie nucléaire. C'est comme le travail de l'or. Comment se fait-il qu'il y est des peuples qui aient travaillé en paix l'or. Pour cela vous devez acquérir une propreté mentale qui vous débarasse de tout sentiment de voracité, de manière à pouvoir travailler l'or et qu'il ne vous affecte pas. L'or étant devenu dangereux parce que précieux. Si

vous n'avez pas acquis cette propreté mentale, vous vous attachez à l'objet, à la chose, vous devenez donc son esclave. C'est ce qui se passe en Afrique du Sud, le diamant et l'or ne sont pas en cause tant que l'homme n'affiche pas son côté vorace. Nos ancêtres se nettoyaient les orteils avec de l'or ou du diamants (rires).

Le même rapport existe à propos de la musique. Par exemple la présentation d'un musicien en concert « mesdames, messieurs, nous vous présentons le plus grand etc, etc. » ensuite les applaudissements, alors intervient satan « L'égo ». Si vous ne contrôlez pas satan en vous, vous devenez son esclave, c'est le rapport dangereux d'avec la musique.

Quel est le sens de votre nom ?

— Abdullah servant de Dieu. Cela veut dire que Allah a fait de moi son savant comme Abraham. Quand nous prenons un nom ce n'est pas parce qu'il est beau. Allah nous a offert 99 noms et quand nous en prenons un, nous devons le vivre. J'ai choisi Abdullah.

Avez-vous choisi de vous exiler ?

— Oui. C'est volontaire. C'est un repli stratégique. Si vous restez dans le pays, vous vous retrouverez en prison. L'African National Congress est un organisme représentatif de la Nation sud-africaine. Nous avons une charte de la liberté qui est approuvée par 99 % de la population. La charte de la liberté déclare que l'Etat sud-africain est à la disposition de tout citoyen sans référence raciale ou religieuse. D'autre part nous ne nous reconnaissons pas dans le nom d'Azania, parce que Azania est le terme, raciste qui désigne la terre des noirs. L'Etat sud-africain étant par définition une nation diverse. A cet effet, nous avons écrit la chanson intitulée « l'hymne pour une nouvelle nation ».

Nous sommes le mouvement de libération africain le plus ancien. Nous avons été témoins de la libération de tous les pays africains. En fait, moi je suis musulman, mais le régime sud-africain nous désignera toujours comme des communistes. A chaque fois que nous résistons au fascisme dans ce pays, le gouvernement nous désigne comme des communistes. L'ANC a été formée avant la révolution d'octobre en Russie. Où que nous soyons, nous contribuons à la résistance.

Quelle est l'attitude générale que les Africains devraient avoir ?

— En wolof, on dit, « Ande gestou », ce qui veut dire « faire face à l'avenir en tenant compte du passé ». La combinaison de ces deux facteurs est ce dont nous avons besoin. En Afrique, ce que nous devons faire, c'est aller de l'avant avec ce que l'on a plutôt que de tout jeter par la fenêtre et de nous embarasser d'acquisitions culturelles étrangères.

Dans votre thème « Réal Africa », que vouliez-vous exprimer ?

— Quand vous regardez l'Afrique, quand vous écoutez sa musique, ce n'est pas simplement ce que vous entendez, quand vous allez au-delà de la musique, c'est simplement terrifiant. Nos experts en sont, car c'est la véritable appellation pour les authentiques musiciens, ont travaillé pendant des millions d'années avec les sons ; il n'y a d'ailleurs qu'un son pour remuer le corps d'un côté et il n'y en a qu'un autre pour remuer le corps dans l'autre sens. Il n'y a aucun autre son qui puisse exercer les mêmes influences en dehors de ces deux tonalités. Nos experts en son ont fait des expériences inimaginables, ont sculpté et finalement enregistré ces sonorités. C'est exactement le même principe concernant la musique : « Dong dou dand... ». Si nous continuons de parler de « real Africa », cela nous prendra sept jours et sept lunes.

Propos recueillis par
Birame N'Diaye

GABRIEL GARCIA MARQUEZ, PRIX NOBEL

MAIS LE SMOKING EST DE RIGUEUR !

**En recevant, le 11
décembre prochain le
Prix Nobel de Littérature
pour 1982, l'écrivain
colombien devient le
quatrième latino-
américain à avoir reçu
cette distinction. Ses
illustres prédécesseurs : les
chiliens Gabriela Mistral et
Pablo Neruda et le
guatémaltèque Miguel
Angel Asturias. Il est ainsi
à 54 ans, le plus jeune
lauréat.**

C'est au Mexique, où il réside depuis son départ en catastrophe de son pays natal où il ne se sentait plus en sécurité, que Garcia Marquez, l'auteur du fameux « *Cent ans de Solitude* » a reçu la nouvelle qui lui a été transmise par le Vice-Ministre des Affaires Etrangères de Suède qui lui a tout simplement dit : « *Gabo (c'est ainsi que ses amis l'appellent), il faut que tu viennes à Stockholm le 11 décembre. Avec un smoking s'il te plaît* ». Sa première pensée, raconta-t-il aux journalistes, fut : « *Je suis foutu* ».

Pour comprendre la boutade du romancier colombien il faut savoir qu'il est convaincu que tout ce qui est de mauvais goût porte la poisse et le frac est un de ces porteurs de poisse. C'est ainsi que lors des entretiens qu'il accorda à son ami Plinio Mendoza (1) il a été question de Prix Nobel et de l'éventualité d'un « *frac* » (smoking) :

Plinio Mendoza : « Tu n'as jamais mis de frac ? »

G.G.M. : « Jamais ».

P.M. : « Mais si tu viens à recevoir le Prix Nobel, il faudra bien que tu le portes. »

G.G.M. : « Il m'est déjà arrivé de n'accepter d'assister à un spectacle ou à une cérémonie qu'à la condition de ne pas avoir à porter le frac ».

Aux dernières nouvelles, confiait Plinio Mendoza à Sans-Frontière, des négociations sont en cours entre Garcia Marquez et les Rois de Suède. Trouvera-t-on un compromis ?

Un épisode comme celui du fameux frac est tout à fait exemplaire de la personnalité de celui qui avec « *Cent Ans de Solitude* » marque une époque du fantastique en littérature. Un fantastique d'autant plus hallucinant qu'il n'est guère de la fiction mais plutôt le récit d'une vie et d'une vision des choses. Né le 6 mars 1927 à Aracataca en Colombie, Garcia Marquez fera des études de droit avant de devenir journaliste et écrivain. Engagé avec la Révolution Cubaine depuis toujours, il sera correspondant de l'Agence Cubaine « *Prensa Latine* » à New York. C'est en 1965 qu'il publie « *La Hoharasca* », son premier roman. Son dernier « *Chronique d'une Mort Annoncée* » parue en 1981 aux éditions du Seuil. Entre temps, « *L'automne du patriarche* », « *les funérailles de la grande Mémé* », « *Pas de lettre pour le colonel* » et « *L'incroyable et triste histoire...* », parmi tant d'autres.

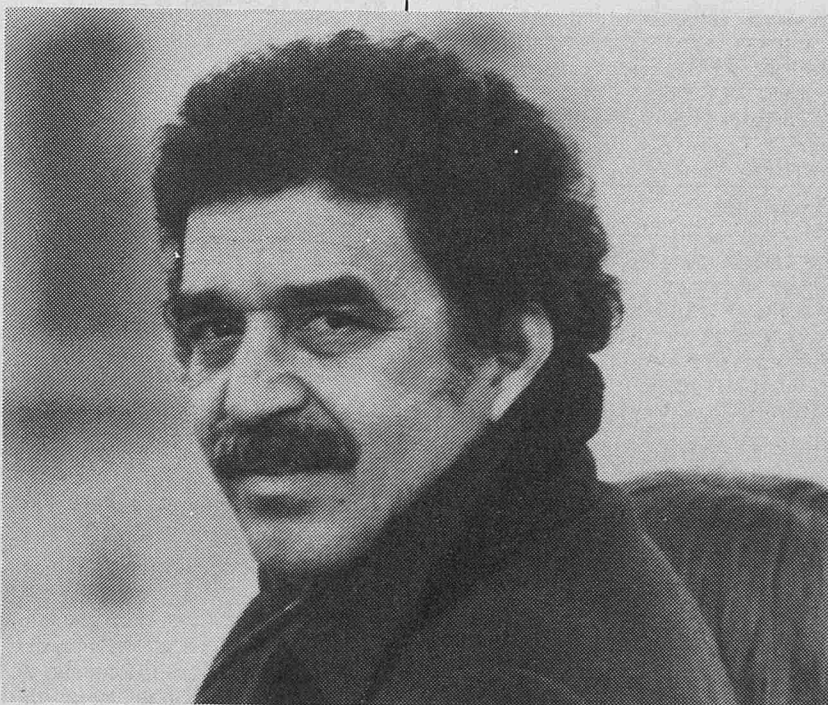
Si le Prix Nobel pour Garcia Marquez a produit une explosion de joie dans tout le continent latino-américain, c'est du fait de ses

prises de position politiques aussi bien que de son grand travail d'écrivain. Animateur de la Fondation « *Habeas* », organisme travaillant sur les droits de l'Homme en Amérique Latine, Garcia Marquez est aujourd'hui une sorte de « *Monsieur Bons Offices* » qui, lié d'amitié avec une multitude de chefs d'Etat allant de l'actuel président colombien à Fidel Castro et au président Mitterrand, cherche les moyens d'empêcher l'aggravation de la situation en Amérique Centrale ou la libération d'un prisonnier politique. C'est d'ailleurs l'éventualité d'une intervention américaine contre le Nicaragua à partir du Honduras qu'il a tenu à dénoncer lors de sa rencontre avec les journalistes qui l'ont visité après que le Prix Nobel lui fût annoncé. Un Prix que n'est d'ailleurs pas venu tout seul car le lendemain il recevait au Mexique « *L'Ordre Mexicain de l'Aigle Aztèque* » la plus grande décoration octroyée par ce pays.

Des distinctions qui font suite à la Légion d'Honneur que lui a conféré le Président français François Mitterrand tout en lui disant « *Vous appartenez au monde que j'aime* ».

Eduardo Olivares

(1) Plinio Mendoza a publié récemment aux Editions Belfond un livre intitulé « *Odeur de la Goyage* », des entretiens avec G.G.M.



LE THE AU HAREM D'ARCHI AHMED

JE N'AI PAS REELLEMENT ECRIT AVANT TRENTE ANS PARCE
QUE JE ME SENTAIS BIEN.

A trente et un ans, Medhi Charef est un produit authentique de l'immigration. Arrivé en France à l'âge de sept ans, il passe sans transition de la petite ville algérienne de Maghnia, à un bidonville de Nanterre où son père, terrassier, a pu trouver une baraque pour loger sa famille. Medhi Charef est un révolté. Grandi dans le ruisseau, il veut en sortir coûte que coûte comme un héros Madjid. Pour cela, un seul moyen : l'écriture. Dans une langue juste, argot des loubards de banlieue jamais vulgaire parce que vraie, ce jeune écrivain comble un vide. Jusqu'ici, la condition des « enfants d'immigré », était le domaine réservé des sociologues. Dans le « Thé au harem », les mots jaillissent des tripes et frappent comme des images dont la marque indélébile est imprimée dans la mémoire des êtres.

FARIDA AYARI. — L'écriture, c'est un besoin vital ou un moyen ?

MEDHI CHAREF. — Un besoin vital. J'écris depuis que je suis enfant. A treize ou quatorze ans, j'écrivais des aventures. Un seule fois, j'ai eu le courage d'en faire lire une aux copains. Parce que, si, dans le Bronx, les gosses rêvent de

devenir Cassius Clay, dans les bidonvilles, en France, ils rêvent de devenir footballeur. Alors, si tu dis aux copains : « j'écris », ils te mettent au rancard ! J'ai attendu d'avoir trente ans pour écrire vraiment ; je ne sais pas pourquoi. Je n'ai pas écrit parce que je me sentais bien. Au contraire, ça allait très mal. J'avais l'impression

d'étouffer tellement j'avais envie de m'exprimer. Je ne pouvais pas me mettre à crier en haut d'un escalier, d'abord parce que les gens s'en foutent, ensuite, parce que je risquais de me faire embarquer. C'est très difficile de pénétrer le milieu littéraire quand on est immigré. Au départ, tu renonces presque en te disant : « non, ce n'est pas possible que l'on me publie ! ».

Tu as commencé par « Le Thé au harem » ?

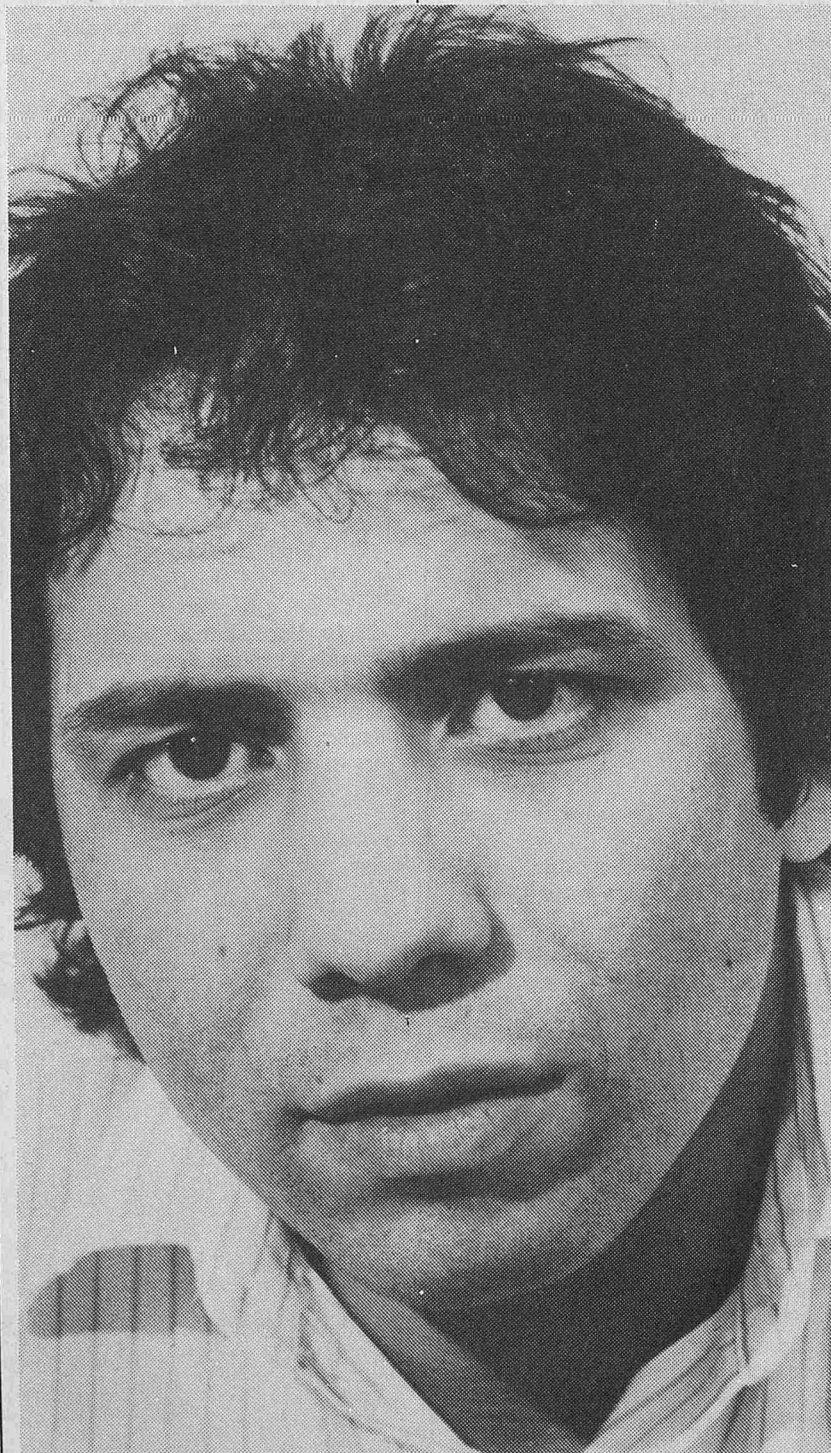
— Non. J'ai d'abord écrit une histoire sur la solitude. C'était la rencontre entre un homosexuel de cinquante ans et une vieille grand-mère. Tous les deux étaient seuls dans une grande ville. « Le Thé au harem » était un scénario, à l'origine, que j'ai envoyé à Georges Conchon. Il m'a appelé deux jours plus tard en me disant : « Si tu écris cette histoire, je te donnerai un coup de main pour la publier ». Alors, je me suis mis à bosser. « Le Thé au harem » est un petit jeu avec le monde littéraire. J'ai voulu me présenter, faire une carte de visite.

Comment est né ce goût pour l'écriture ?

— Quand tu veux survivre, il n'y a pas trente-six moyens pour le faire. Quand je parle d'étouffement, c'est au sens propre. Je veux respirer. Tu sais, ça te prend à la gorge et tu sens que tu vas mourir... Quitte à survivre, je ne veux pas crever. Alors, j'ai sorti mon stylo de ma poche-révolver ! J'espère que les autres immigrés vont suivre. De toute manière, ou on s'en sort, ou on disparaît. Les gens vont repartir chez eux et ceux qui ne veulent pas repartir, parce qu'ils ne savent pas où aller, ils crèveront.

Où sont plantées tes racines ?

— Je suis un homme de nulle part. Je suis immigré. Je crois que je pourrais vivre n'importe où pourvu que ce ne soit pas un pays trop froid. Mes racines, je les ai laissées au bidonville de Nanterre. Quand Médjid, le héros du « Thé au harem » pense à ses racines, c'est la déprime. Les racines, elles poussent là où on a pris conscience de quelque chose. Dans mon village algérien, je ne me rendais compte de rien. Je pensais que le monde entier vivait comme moi. Dans le bidonville, j'ai appris les différences. Mon peuple, c'est le peuple immigré.



Qu'est-ce que l'identité ?

— L'identité, c'est se sentir bien dans sa peau, d'abord. L'identité, c'est se rencontrer, se trouver. L'identité, c'est se connaître.

Et le racisme ?

— Le racisme, c'est mon réveil. Le déclic. Quand tu es dans un rêve, ou un fantasme, tout d'un coup, paf ! On te fait une allusion raciste. C'est l'agression !

Entre les premiers écrits et « Le Thé au harem », que s'est-il passé ?

— C'était les galères... Je suis sorti de la zone à 22 ans, mais je bossais en usine. Je suis toujours mécano dans une petite usine de Paris. Et puis, pendant des années, j'ai fabriqué mon art dans ma tête. Avant d'écrire, on gamberge longtemps. J'ai traîné partout, parce que je voulais comprendre, connaître. C'est pour cela aussi que je suis devenu éducateur.

Quel est le moyen de s'en sortir ?

— Les immigrés de la seconde génération ne savent pas ce qu'ils attendent. Ils ne peuvent s'en sortir que par l'art. En inventant leur propre culture, en la vivant. Comme l'ont fait les noirs américains. Il est temps qu'il y ait une culture immigrée, un folklore immigré. Le problème est que ces jeunes ont besoin d'éclaireurs. Il faut des mecs qui foncent.

Tu connais l'Algérie ?

— Quand je suis parti, j'avais sept ans. Et je n'y suis retourné qu'une seule fois, quand j'avais treize ans. Tout me paraissait petit. Qu'est-ce que j'ai pleuré en arrivant à la gare de Maghnia ! J'embrassais tous mes cousins, il y en avait trente ou quarante, et je pleurais ! A l'époque, j'ai retrouvé ma place assez vite. Aujourd'hui, je ne sais pas si on m'acceptera, si je débarque.

L'Algérie, c'est important pour toi ?

— C'est important. Quand tu rejettes quelqu'un, tu t'en vas parce que tu n'as plus rien à apprendre avec lui. Tu te dis : « *Je vais voir autre chose* ». Tu t'en vas seul, et tu es perdu. Mais tu sais qu'il y a toujours quelqu'un, quelque part, qui t'attend. Je n'ai pas rejeté l'Algérie. On m'en a extirpé. Et j'espère qu'elle m'attend ? Peut-être qu'un jour, je vais y aller. Des fois, j'ai envie d'y retourner pour y vivre...

Quels sont les rapports des jeunes immigrés avec leurs parents ?

— J'ai de bons rapports avec les aînés parce que j'écoute tout le monde. Mais j'en ai voulu à mes parents de m'avoir emmené en France. Si j'étais resté en Algérie, j'aurais été peut-être bien, je n'aurais peut-être pas eu besoin de m'exprimer... Ce qui me dérange avec la génération des premiers immigrés, c'est que la majorité d'entre eux voudrait que leurs enfants soient ce qu'ils sont ou ce qu'ils ont été. A la maison, c'est tout le temps : « *Attention, ne fais pas ci, parce que tu es un Arabe... Ne fais pas ça... N'oublie pas que tu es musulman !* » Dans la rue, le gosse se retrouve carrément dans un autre monde que les parents ignorent. Il est déchiré et c'est ce déchirement qui me dérange. C'est ce déchirement qui fait souffrir les jeunes.

Propos recueillis par
Farida Ayari



HARRACHI :

POETE DE L'EXIL

CHANTEUR CHAÂBI. IMMIGRE DEPUIS 1949, IL A PUISE DANS LA VIE
ET DANS L'EXIL LE THEME DE SES CHANSONS.

**Il avait accepté de nous
accorder un entretien,
— bien que la démarche
avait du le surprendre —,
c'était au mois de juin
1980... nous nous sommes
manqués car il dû partir
pour Alger — sa ville de
toujours —. Il n'en
reviendra pas... Mort dans
un accident de voiture, à
l'âge de 54 ans. Chanteur
de l'immigration, il avait su
issier au niveau de l'œuvre
un quotidien trop souvent
sordide.**

LA DISPARITION DE HARRACHI

Dahmane El Harrachi, de son vrai nom Aderrahmane El Amrani est mort dans un accident de circulation. Au mois de mai je l'ai cherché dans la Goutte d'Or et dans d'autres lieux qu'il fréquentait. J'ai suivi partout son ombre sans jamais le rencontrer ; je le manquais souvent de peu. « *Il vient juste de s'en aller* » m'a-t-on répondu de nombreuses fois ou encore, « *il va arriver d'un moment à l'autre, d'ailleurs c'est son heure* ». Mais mon attente dans ces cafés où il avait l'habitude de retrouver ses amis et ses frères d'exil était vaine. Et puis l'été est arrivé : les vacances, Sans-Frontière prenait congé. « *Tant pis et dommage* » me suis-je dit, « *on verra ça à la rentrée* ».

Au mois d'août j'étais au pays et quelle ne fut pas ma stupéfaction un matin, en lisant El-Moudjahid qui annonçait la disparition brutale

de Harrachi, celui qui a peut être le mieux traduit l'immigration à travers la chanson.

Chanteur chaâbi, immigré lui-même depuis 1949, il a puisé dans la vie de l'exil et dans la vie tout court telle qu'elle lui a été enseignée dans son pays, les thèmes de ses chansons que sa voix rugueuse et rocailleuse distillait dans les cafés maghrébins avec force et pertinence. Tout y est déchirements de l'homme maghrébin : ses tiraillements entre la modernité et la tradition, sa nostalgie et son amour du pays, son exploitation et son « usure » physique, sa solitude, sa marginalité. L'amour, l'amitié, la solidarité... et, comme un leitmotiv, la rigueur morale pour échapper à tout égarement et à toute infidélité. Tout cela Dahmane l'évoque avec une simplicité et une sincérité inhabituelles qui ne manquent pas de déranger mais lui attirent de nombreuses sympathies.

Algérois d'origine, c'est sa ville natale qui lui inspirera sa première chanson. D'ailleurs c'est à un quartier populaire d'Alger, El Harrach, qu'il doit son pseudonyme en souvenir de son enfance ; Son père, le Cheikh El-Amrani était le muezzin de la grande mosquée d'Alger.

Son enfance il l'a passée entre l'école de la rue et l'école coranique ; plus tard s'engageant jeune dans la vie professionnelle il fera plusieurs métiers, entre autres cordonnier, bottier et receveur des tramways. Il fabriquait lui-même ses guembers (sorte de guitare). Traversant la France du sud au nord, 4 ans à Marseille, 3 ans à Lyon, 3 ans à Metz, 5 ans à Lille il finit par aboutir à Paris. Tout en s'installant dans cette ville il continuera à se déplacer dans toute la France pour chanter à ses frères d'exil.

Dahmane El Harrachi est apprécié par son courage, par la clarté de son langage et son témoignage sans complaisance de la réalité immigrée. Il chanta l'amour et le revendiqua comme moment de bonheur, tout comme il revendiqua la marginalité. Et contre vents et marées il alla à l'encontre des principes de sa culture et de sa religion, exprimant ainsi les angoisses, les doutes et les inquiétudes de l'individu, quel qu'il soit, devant la vie et ses péripéties.

Sans remettre en cause sa culture et sa religion ouvertement se contentant seulement d'évoquer des sujets tabous, Dahmane se plaçait en-dehors de la ligne traditionnelle. C'est sans doute cette façon de s'exprimer qui a fait que sa mort a suscité un minimum de commentaires dans les médias de son pays.

Mustapha Sâad

LE LONG VOYAGE DE HARRACHI

Le répertoire de Harrachi compte 68 chansons. Son premier enregistrement date seulement de 1964 chez Pathé Marconi avec « El Bahja El Bida » sa première chanson sur Alger la blanche sa ville. Alger lui inspirera par la suite d'autres chansons qui sont regroupées dans l'album « Bilad El Khir » (ville de la bonté). Il fera 43 enregistrements chez Pathé Marconi pour la plupart en 45 tours, avant de suivre son ami et directeur artistique Hachlef au Club du disque arabe. Le dernier en date (décembre 79) est celui de « Qis Aqbal Ma Tghis ». Il fera enfin, quelque temps avant sa mort, 6 nouveaux enregistrements à Alger où ils devaient être édités. Il a fallu 19 disques de 45 tours et « ya Kaci » en 1965 pour rencontrer un succès dans la diffusion. Sa popularité à Harrachi précède sa diffusion.

En Algérie malgré que sa première tournée date de 1969, c'est depuis 3 ou 4 ans seulement qu'il fut adopté.

Le véritable succès de Harrachi il faut le chercher ailleurs que dans ses disques, dans l'homme lui-même. Son personnage contrasté, d'ailleurs, le dispute à son succès musical. D'où sa grande popularité dans les cafés maghrébins avant même que ses enregistrements ne fassent le tour des boîtes à disques. D'une grande pudeur, frisant la timidité, mais peu sobre, il se plaindra toujours qu'on lui donne trop à boire et qu'on l'invite peu à table. Son attitude posée et réfléchie cachait un tempérament violent : il lui arrivait fréquemment de casser ses instruments. « *C'est un grand enfant* » disait de lui une amie, *il n'a pas d'attaches même sentimentales, il sait pourtant être doux comme un agneau* ». Pendant de longues années il anima un café de la rue Charbonnière dans la Goutte d'Or et dormait dedans.

Le poète Harrachi est aussi complexe. Il n'est comparable qu'à lui-même. Mais dans « lui-même » il y a des niveaux et plusieurs êtres intériorisés :

- le Harrachi de l'exil gardien de la mémoire qu'il exacerbera à outrance, « Ya Rayah ».
- le Harrachi optimiste et tolérant de « Lazem Esmah Binatna » et « Qalou Essaber Inal ».
- le Harrachi suffisant et frondeur comme pour mieux marier ses personnages, « Ya Kaci » et « Mabini Oubink Ghir Elkhir ».

Il emploiera un langage simple, métaphorique et imagé, dont la résonance est multipliée comme une fable lyrique quand il le chargera de mots d'esprit quasi involontaires. Un thème revient sans cesse chez Harrachi : « l'enfermement de l'âme ». C'est là où il rentre en symbiose avec le vécu de l'immigration, en chantant le drame de l'exil et ses déchirements. « Ya Tir El Kfas », « Ya El Hajla », « Zouj Hmamat », « Ghabou Enjoum », « Ila Kanek Aoua ».

La voix de Harrachi vient de s'éteindre comme elle a fait irruption dans ce monde, dans la discrétion. Mais c'est peut-être maintenant qu'elle va être véhiculée seulement par le mythe, son propre transport, qu'elle atteindra la plénitude de son expression.

Aziz Ghazzi

SLIMANE AZEM N'EST PLUS

IL CHANTAIT LE DERACINEMENT.

LA DISSOLUTION DES LIENS

FAMILIAUX ET TRIBAUX, LE REJET

DES VALEURS TRADITIONNELLES



LA MORT DE MOUJARRAB

Il n'était pas rare de le rencontrer dans les couloirs du métro son mandole sur l'épaule, allant à Barbès ou à Belleville ivre le plus souvent, mais toujours tiré à quatre épingles. Avec sa dégainée on aurait dit un « truand » des années 30. Mais il était tout autre chose, un artiste populaire dans le vrai sens du terme. Il sut renouer avec la tradition du meddah*, allant de cafés en cafés, boire, chanter, fumer, dépensant le plus souvent, ce qu'il avait gagné en « tournées générales ». Hormis son talent, c'est sa façon de vivre, son désintéressement à l'argent qui lui valut un grand prestige au sein de l'émigration algérienne. Il chantait les pièges de la vie alors que lui était tombé dans presque tous. Avec sa voix rauque il chantait dans « l'arabe de la rue » et quant à sa musique, inspirée du Chaabi Algérois, il sut lui donner une autre dimension, par un jeu libre, et n'obéissant pas aux règles du chaabi traditionnel.

Avec la mort de Dahmane el Harrachi, une partie de ma mémoire qui commençait à crouler sous les ans renaît, m'interpellant, me sommant de parler, surtout que les vieux se meurent, et que les jeunes vont bientôt partir, accord historique oblige !

C'était en 1961 le vel d'hiv était

encore plein à craquer ! La Seine était rouge...

A la nuit tombée, sonnait l'heure du couvre feu. A la Goutte d'Or, les harkis patrouillaient arme à la bretelle...

Et toi, comme pour lancer un défi au silence de la nuit, au silence des autres, tu chantaient « Biled el Kheir » dans Barbès occupé.

Comment pourrais-je oublier le jour où je fus circoncis, et que tu vins animer la fête avec cette voix rauque qui te caractérisait déjà. Les solos de la mandole et les roulements de la derbouka provoquaient les you you stridents des femmes, lançant comme un défi insolent au Paris de la peur, au Paris de la honte...

Farid Aïchoune

*Meddah : troubadour.

LES ALBUMS DE HARRACHI

Volume 1 Zouj Hmamat 72509
Volume 2 Rahellil-Dakezzine 72533
Dahman Harrachi 74 (collection 10 années de chansons).
El bahja al bahia 72571
1978 Bilad el khir 72701
Ces albums qui existent en cassettes sont diffusés par le Club du Disque Arabe Bd Ménilmontant 75011 Paris.

Cinq cents personnes ont accompagné lundi 31 janvier 1983, Slimane Azem dans sa dernière demeure, au petit cimetière de Moissac dans le sud-ouest de la France où il s'y était retiré...

Avec la disparition de Si Slimane tout comme celle de son alter-égo Dahmane El Harrachi il y a deux ans, c'est une page d'histoire de l'immigration algérienne qui vient d'être tournée...

Il s'est éteint donc à l'âge de 64 ans des suites d'une maladie cardiaque.

En 1937, il quitte Agwni Geyran son village natal en Kabylie pour la France. Il s'installe à Longwy et comme beaucoup de ses compatriotes il milite au parti du peuple algérien (PPA). Pendant la seconde guerre mondiale il est emprisonné en Allemagne. A la fin de la guerre, il s'installe à Paris. Ouvrier à la RATP, en fin de semaine il s'initie à la musique dans les cafés algériens qui commencent à fleurir dans le 18ème et le 19ème arrondissement. Il fréquente assidument un petit café de l'impasse Joinville dans le quartier de Crimée, où un certain nombre d'artistes se produisent. C'est dans un bistrot du 15ème que Mohamed El Kamel le remarque et l'engage. C'est le point de départ à un succès tant en Algérie que dans l'immigration. Sa première composition, « Amoh, Amoh », une chanson sur l'exil fait un tabac chez les Algériens...

Si, sa musique s'inspira du Chaabi (genre Algérois) surtout pour les « *Istikhbar* », il saura lui donner une dimension toute Kabyle au sens paysan du terme ; car on n'est pas sans savoir que le Chaabi fut créé par des Kabyles citadins dont le plus célèbre d'entre eux, fut M'Hamed El Hadj El Anka. Si Slimane a puisé son inspiration dans le vécu quotidien des im-

migrés. Il chantait le déracinement, le choc des cultures, la dissolution des liens familiaux et tribaux, le rejet des valeurs traditionnelles.

Slimane Azem était aussi un fabuliste et excellait dans l'art de la métaphore et aimait à utiliser les animaux pour mieux décrire les hommes. Bien que très populaire dans la communauté algérienne d'expression kabyle, son action, son rôle durant la guerre de libération nationale ne sera pas très clair. Certains expliquent que son non-engagement avec le FLN était dû à des rivalités de clans lui interdisant toute action, d'autres, disent que c'est parce que son frère était chez les Harkis. Lui-même chantera pour eux. Il deviendra aussi l'un des animateurs de l'émission « *Kabylie mon beau pays* » sur Radio Paris qui le moins qu'on puisse dire ne prêchait pas pour l'indépendance de l'Algérie. Mais par ailleurs, il a composé des chansons dont le caractère anti-colonialiste est indéniable tel que « *Ffet Ay Ajrad tamurta* » (sauterelles partez de mon pays) qui lui valut des démêlés avec la police française. Il composera aussi une complainte émouvante sur les atrocités de la guerre : « *A Rebbi Lmvdebber* ». Cette ambiguïté le poursuivra, puisque interdit en Algérie, ses cassettes et disques circulent encore sous le burnous...

Slimane Azem est le premier chanteur à obtenir en 1972, un disque d'or Pathé Marconi pour ses interprétations en Kabyle. Il a tourné dans des films vidéos, dont le dernier en date est « *Madame encore à boire* » réalisé avec le comédien Cheikh Nouridine.

Les chansons de Si Slimane resteront gravées à jamais dans la mémoire collective de l'immigration algérienne. Son vœu le plus cher eut été qu'il reposât en terre algérienne... puisse-t-il être exaucé un jour... Inch'Allah.

Mohamed Nemmiche

Grèves dans les foyers sonacotra... Djurdjura... Rehaut...
Karim Kacel... Dreux... Mosaïque... Les enfants de l'immigra-
tion... Beaubourg... Radio Gazelle... Taoufik Ouannes...
Intégrisme... Paco Rabanne... Cités de transit... Isabelle
Adjani... Retour... Racisme... Marche et rêve... Mani Subango
... Ilôt Châlon... Defferre... Pierre Akendengue... Solidar'
jeunes... Municipales... Vitry... Radio Soléil... Noah... Boat
People... Surf... CEAC national... DPM... Police...
Mariages mixtes... Nemiah... FAS... Ecole inreculturelle...
Régularisation... Arreckx... Carte de séjour... Carte de
résidence... Talbot... Les ballets lemba... Barbes...
Marabouts... ADRI... Hajebour... Trixton... Droit de vote...
Les sacrifiés... Radio Beur... Linguettes... Dubedout...
Service militaire... M. Menguillat... Grève des nettoyeurs
du métro... ICEI... Georgina Dufaux... Antillais... Amicales...
Formation retour... Mehdi Chahaf... Conseil des communautés
portugaises... Lois Bonnet/Stoléris... ANGI... Mohamed Travolta
... Cultures d'origine... Rachid Bahri... Octobre 61...
CETRA... Travail Association... CNLI... Rodéos... François
Autin... Identité... Lahouari... Tahar Benjelloun... Vacances
au pays... Trigano... Salsa... Théâtre Zoulou... Flins...
Susie... OFPRA... Direction de la réglementation... Mohamed
Bourges... GISTI... Fela... Marseille aux marseillais...
Commission Dreyfus-Schmidt... Français-Musulmans... Souad
Hamidou... Regroupement familial... Dahleb... Refoulements...
Kalam... 3 décembre... Diptyques... Akka Ghazzi... FASTI...